

# RECUEIL

---

## DES ACTES ADMINISTRATIFS DU DÉPARTEMENT DU TARN

- DÉLIBÉRATIONS COMMISSION PERMANENTE
- DÉLIBÉRATIONS SYNDICAT MIXTE LES PORTES DU TARN

*Article L.3131-3 du Code général des collectivités territoriales :*

*« Les actes réglementaires pris par les autorités départementales sont publiés dans un recueil des actes administratifs dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État. »*

N° 6.2 – Juin 2022

Publié le 8 décembre 2022

---

WWW.TARN.FR

---





# RECUEIL

## DES ACTES ADMINISTRATIFS

## DU DÉPARTEMENT DU TARN

n° 6.2 – Juin 2022

### *Sommaire*    **COMMISSION PERMANENTE**

Compte-rendu des délibérations du vendredi 10 juin 2022 .....	5
---	---

#### **SYNDICAT MIXTE les«Portes du Tarn»**

##### Délibérations du Comité Syndical du Syndicat mixte du 24 mai 2022

• Installation des délégués titulaires et suppléants de la région Occitanie.....	235
• Élection d'un Vice Président membre du bureau syndical du SMIX "les Portes du Tarn".....	237
• Désignation d'un nouveau représentant du SMIX "les Portes du Tarn" au comité d'engagement et de suivi de la SPLA "les Portes du Tarn".....	239
• Désignation d'Administrateurs et proposition de Censeurs à la SPLA "les Portes du Tarn".....	241
• Débat d'Orientations Budgétaires 2022.....	244

##### Délibérations du Comité Syndical du Syndicat mixte du 8 juin 2022

• Installation d'un nouveau délégué suppléant de la Communauté de communes Tarn Agout .....	247
• Compte-rendu annuel d'activités au concédant 2021 .....	249
• Compte administratif 2021 – Compte de gestion – Affectation des résultats.....	251
• Budget primitif 2022.....	255

# **COMMISSION PERMANENTE**

## **du Conseil Départemental du Tarn**

**Réunion du Vendredi 10 juin 2022**

*à 14 heures 30, à l'Hôtel du Département*

N°	Objet du Rapport	Page
<i>Commission Finances et Administration Départementale</i>		
1/01	Attribution d'une subvention départementale aux projets lauréats du budget participatif tarnais	5
1/02	Désignation de représentants du Conseil départemental au sein du Conseil Académique de l'Éducation Nationale (CAEN) de l'Académie de Toulouse	8
<i>Commission Cohésion Sociale</i>		
2/01	Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi – Avenant 2021	10
2/02	Avenant n°1 à la convention pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile du Tarn	43
2/03	Permettre l'accès et le maintien dans le logement des publics en difficulté – Habitats jeunes	59
2/04	Permettre l'accès et le maintien dans le logement des publics en difficulté – Fonds de Solidarité pour le Logement - Accompagnement social lié au logement	79
2/05	Programme départemental d'insertion - Seconde programmation 2022	88
2/06	Politique départementale d'insertion 2022 - Volet social	93
<i>Commission Cohésion Territoriale et Développement durable</i>		
3/01	FDT : aides à l'effort d'investissement des communes de moins de 2000 habitants et PRNP - Attribution de subventions	98
3/02	FDT : contrat Atouts Tarn - Communauté de communes du Lautrécois Pays d'Agout - Programmation d'opérations	103
3/03	FDT : anticipation contrat Atout Tarn 2021-2023 - Communauté de communes des Monts de Lacaune et Montagne du Haut-Languedoc	106
3/04	Aide à la voirie d'intérêt local - Communes de moins de 2000 habitants - FDT Axe 1 Mesure 2 et Axe 2 Mesure 1	109
3/05	Voirie départementale - Travaux sur route départementale - RD 118	112
3/06	Voirie départementale - Travaux sur route départementale	114
3/07	Voirie départementale - Travaux sur route départementale	116



N°	Objet du Rapport	Page
<i>Commission Cohésion Territoriale et Développement durable</i>		
3/08	Aménagement de la RD 13 - Création d'un cheminement doux rue des Chapuses - Commune de Loupiac - Participation au titre de la voirie	118
3/09	Gestion foncière de la voie verte "Chemin des mineurs" - Commune de Blayelles-Mines	130
3/10	Acquisitions de terrains de voirie - RD 964 - Commune de Téco	141
3/11	Acquisitions foncières - Barrage de Fourogue - Commune de Mailhoc	143
3/12	Environnement - Aide aux associations - Comité Départemental de la Randonnée Pédestre	145
3/13	Gestion durable des milieux aquatiques - Gestion, restauration et entretien des cours d'eau	166
3/14	Assainissement	169
3/15	Mise en œuvre du plan Tarn à vélo en 2022	172
3/16	Subvention exceptionnelle - Aide au CPIE des Pays tarnais pour l'acquisition de véhicules	174
<i>Commission Éducation, Jeunesse, Sports, Culture, Vie Associative et Citoyenneté</i>		
4/01	Renouvellement des personnalités qualifiées au sein des conseils d'administration des collèges publics tarnais 2022/2024	176
4/02	Équipements des collèges publics en matériel et mobilier - Programmation 2022	179
4/03	Collèges publics : aide à l'acquisition du matériel de cuisine et de restauration - 1 <sup>er</sup> semestre 2022	182
4/04	Restauration scolaire - Fonds départemental de rémunération du personnel (FDERP) et remises d'ordre	185
4/05	Transports scolaires spécialisés - Fixation des tarifs	188
4/06	Soutien aux associations - Vie associative et territoriale - Soutien aux associations d'anciens combattants	190
4/07	Autorisation de subventions - Structures, associations conventionnées et territoriales	193
4/08	Associations de jeunesse - Octroi de subventions	209
4/09	Associations sportives - Octroi de subventions	212





# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## *DE LA COMMISSION PERMANENTE*

**- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -**

### **1/01. ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DÉPARTEMENTALE AUX PROJETS LAURÉATS DU BUDGET PARTICIPATIF TARNAIS**

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Eva GERAUD

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
 Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) notamment son article 107,  
 Vu Le Code général des collectivités territoriales (CGCT) notamment son article L.3211-1,  
 Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations notamment son article 9.1,  
 Vu la délibération de l'Assemblée Plénière du 8 novembre 2019 approuvant le principe du Budget Participatif du Tarn issu de la concertation initiée par « Tarn 2030 » dès 2017 et les termes du règlement y afférant,  
 Vu la délibération de l'Assemblée Plénière du 13 novembre 2020 approuvant le principe du Plan Tarn Jeunesse 2021-2025,  
 Vu les délibérations de la Commission permanente des 21 mai 2021 et 10 décembre 2021 approuvant les modifications du Règlement du Budget Participatif,  
 Vu les délibérations n° 1/10 et n° 1/08 de la Commission permanente du 08 avril 2022 et du 13 mai 2022 portant attribution d'une subvention départementale aux projets lauréats du budget participatif tarnais,  
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,

.../...

Vu le rapport de M. le Président,

Après avoir délibéré,

– **APPROUVE** l'attribution d'une subvention au lauréat du budget participatif pour l'objet défini et pour le montant proposé tel que détaillé en annexe de la présente délibération.

La subvention sera affectée sur l'AP TARN 2030 - 2020/1 Budget participatif.

Etant précisé que, compte-tenu de la nature du projet, le Conseil départemental pourra être amené à verser l'ensemble de la subvention dès la signature de la convention.

– **AUTORISE** M. le Président à signer la convention à intervenir.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022  
Affichée le :  
13 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139ff9c8f84c-DE

Pour extrait conforme,  
  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...



Direction Générale des Services  
Budget Participatif Tarnais

## ANNEXE – PROJET LAUREAT DU BUDGET PARTICIPATIF



### **Projet de « Création d'un mur d'escalade – école de Montans » - Canton Les Deux Rives**

Projet de construction d'un mur d'escalade à l'école Amandus de Montans.

Communauté d'Agglomération de Gaillac Graulhet

Numéro de SIRET : 20006612400013

Siège social : Gaillac

Plan de financement : montant total : 10 780,31€ HT

**Participation du Conseil départemental : 7546,21€**

Financement de la Communauté d'Agglomération Gaillac Graulhet : 3234,09€



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## *DE LA COMMISSION PERMANENTE*

**- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -**

### **1/02. DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL AU SEIN DU CONSEIL ACADÉMIQUE DE L'ÉDUCATION NATIONALE (CAEN) DE L'ACADÉMIE DE TOULOUSE**

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Florence ESTRABAUD

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L 3121-15,  
Vu le Code de l'éducation notamment son article L 234-1,  
Vu l'arrêté du Préfet de la région Occitanie du 27 juin 2019 portant renouvellement de la composition du Conseil académique de l'éducation nationale de l'Académie de Toulouse,  
Vu le courrier du Préfet de la région Occitanie du 18 mai 2022 portant renouvellement de la composition du Conseil académique de l'éducation nationale (CAEN) de l'Académie de Toulouse,  
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
Vu le rapport de M. le Président,  
Après en avoir délibéré,

.../...

– **DECIDE :**

1. DE NE PAS RECOURIR au scrutin secret pour la désignation de 2 représentants (1 titulaire et 1 suppléant) du Département au sein du Conseil Académique de l'Éducation Nationale (CAEN) de l'Académie de Toulouse.
2. DE DESIGNER les Conseillers départementaux ci-après pour représenter le Département au sein de l'instance précitée :
  - 1 titulaire : M. Guy MALATERRE
  - 1 suppléante : Mme Aline REDO

Résultat des votes :

- n'ont pas pris part au vote : 2 (Mme Aline REDO, M. Guy MALATERRE)
- ont voté pour : 44

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022  
Affichée le :  
13 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc13a0c9c8f864-DE

Pour extrait conforme,  
  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

**- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -**

### **2/01. CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À L'EMPLOI AVENANT 2021**

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Gilles TURLAN

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L1111-4 relatif au principe d'attribution des ressources correspondant en totalité aux compétences conférées aux collectivités territoriales,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) qui attribue au Département le rôle de chef de file de l'action sociale et médicosociale et de gestionnaire de l'aide sociale légale,

Vu le décret du 24 octobre 2017 portant création de la délégation à la prévention et à la lutte contre la pauvreté chargée d'une triple mission : organiser la concertation, coordonner la préparation de la stratégie et suivre sa mise en œuvre,

Vu la délibération du Conseil départemental du 27 juin 2019 autorisant le Président à signer la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi,

Vu la délibération de la Commission permanente du 13 décembre 2019, autorisant le Président Département à signer la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi,

Vu la délibération de la Commission permanente du 12 juin 2020 approuvant le rapport d'exécution 2019 de la CALPAE et autorisant Monsieur le Président à le transmettre aux services de l'Etat,

Vu la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi signée le 16 juillet 2019 entre l'Etat et le Département du TARN,

Vu l'avenant n°1 à la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi signé le 17 décembre 2019 entre l'Etat et le Département du TARN,

Vu l'avenant n°2 à la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi signé le 26 novembre 2020 entre l'Etat et le Département du TARN,

.../...



Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
Vu le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

Considerant les modalités d'élaboration du plan d'action de la CALPAE conforme à ses orientations et à ses compétences en matière d'action sociale,

—**APPROUVE** le rapport d'exécution de la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi tel que détaillé en annexe de la présente délibération.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022  
Affichée le :  
13 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc13a079c8f85d-DE

Pour extrait conforme,  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...

## **Rapport d'exécution de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi**

**[30 avril 2021] [Occitanie] [Département du TARN]**

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté repose sur une mise en œuvre à partir des territoires, en appui de la gouvernance nationale dont elle fait l'objet. La contractualisation exigeante entre l'Etat et les départements lancée le 21 février 2019 en constitue un levier essentiel.

Cette contractualisation a été conclue initialement pour une période de trois ans, de 2019 à 2021 et a été prolongée d'un an, sur 2022. Une évaluation est réalisée chaque année sur la mise en œuvre des actions de la contractualisation et conditionne le versement des crédits de la contractualisation pour l'année suivante. Le présent rapport d'exécution doit permettre, pour l'année 2022, une nouvelle période d'évaluation des actions contractualisées dans l'avenant 2021.

Les départements qui ont contractualisé sur l'année civile 2021 doivent délibérer au plus tard le 31 mars 2022 sur ce rapport d'exécution qu'ils transmettront aux préfets de région et préfets de département pour analyse en vue de la délégation des crédits pour l'année 2022. Les départements ayant contractualisé en année glissante, du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022, doivent délibérer au plus tard le 30 juin 2022.

Le Conseil départemental a exprimé à plusieurs reprises des remarques concernant les conditions de préparation, de gestion et de réalisation de la convention, et leur impact sur les capacités de projection et de réalisation des actions. Le rapport de l'IGAS a confirmé les limites du portage de cette contractualisation.

### **1. Mesures socle**

#### **1.1. Prévenir toute « sortie sèche » pour les jeunes sortants de l'aide sociale à l'enfance (ASE)**

*1.1.1 Action 1 Impulser une évolution des pratiques et une coordination des acteurs pour améliorer les conditions de sortie de l'ASE*

1.1.1.1 Modalité d'action :

- Réaliser un bilan systématique dans la 17<sup>ème</sup> année pour anticiper la situation à majorité,
- Mettre en place un lien et accompagner à l'autonomie

1.1.1.2 : Date de mise en place de l'action : 01/01/2019, poursuivie sur 2021

1.1.1.3 : Partenaires : Services et établissements sociaux et médico-sociaux, lieux de vie et autres intervenants du projet de l'enfant

1.1.1.4 : Durée : action permanente

1.1.1.5. Budget Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

1.1.1.5.1. Budget prévisionnel figurant dans la convention : Etat, CD, total

Part Etat = 66 400 €

Part CD = 66 400 €

Budget global = 132 800,00 €

1.1.1.5.2 Budget exécuté

Part Etat = 66 400 €

Part CD = 66 400 €

Budget global = 196 862,92 €

1.1.1.6 Indicateurs : cf tableau annexe

1.1.1.7 Bilan d'exécution

Le nouveau schéma départemental enfance famille a été approuvé par l'assemblée départementale le 2 avril 2021.

Au 31 décembre 2021, 2073 enfants et jeunes majeurs bénéficiaient d'une mesure d'Aide sociale à l'enfance dont 1 294 étaient confiés au Département et accueillis chez des assistants familiaux ou dans des établissements habilités.

Le Département du Tarn ayant maintenu une pratique d'accompagnement en contrat jeunes majeurs 18/21 ans, les sorties sèches à 18 ans sont peu nombreuses et relèvent du libre choix du jeune (le jeune ne souhaite plus relever de l'ASE et ne souhaite pas contractualiser).

Le nombre de jeunes majeurs accompagnés par le Département est depuis plusieurs années particulièrement élevé en comparaison avec les chiffres nationaux : en effet, **le nombre de contrats jeunes majeurs représente près de 15% des mesures d'aide sociale à l'enfance.**

Ces jeunes bénéficient d'un accompagnement éducatif et, selon leurs revenus, d'un soutien financier.

**305** jeunes majeurs de 18 à 21 ans étaient accompagnés par le Département au 31 décembre 2020 (**179 au 31/12/2019**) dont 197 ex mineurs non accompagnés.

L'impact de l'accueil des **mineurs non accompagnés devenus jeunes majeurs** est déterminant : **67% des contrats jeunes majeurs** que le Département signe avec tous les jeunes ayant bénéficié d'une mesure d'Aide sociale à l'enfance, concernent en effet ce public.

Tous les jeunes en contrats jeunes majeurs ont été associés à la formalisation du projet à signature du contrat. Pour **72 d'entre-deux, un bilan complet à 17 ans** a été mis en œuvre, malgré le contexte sanitaire et l'impact sur le fonctionnement des équipes.

Lors de l'entretien anticipé ou au moment de la signature du contrat, les jeunes se sont vu proposer la possibilité de choisir une personne «lien d'ancrage». Dans tous les cas, une proposition de référent en cohérence avec la situation individuelle et le projet a été formulée et le jeune a pu se positionner.

Par ailleurs, le jeune majeur reste libre de maintenir le lien avec des personnes de son choix, tant au sein des professionnels qu'au-delà, et de le faire valoir auprès de l'ASE.

Pour tous les jeunes sortants de l'ASE, à 18 ans et à tout moment, une démarche de maintien de lien est engagée avec remise systématique d'un courrier précisant leurs droits, et les possibilités d'être accompagnés pour y accéder ou pour bénéficier d'un accompagnement à l'autonomie, notamment par les services sociaux et l'association Être/ADEPAPE.

Concernant l'accompagnement des jeunes « ex-MNA », un travail spécifique d'accompagnement aux démarches administratives et juridiques a été renforcé avec formation d'un cadre expert en soutien aux équipes référentes.

L'orientation des jeunes sortants pour prise en compte de situation complexe s'améliore. Ainsi, en 2018, 15 jeunes étaient orientés vers le Service Coordination des Parcours Complexes (service de la Maison départemental de l'autonomie intervenant en protection des majeurs et sur le dispositif de réponses accompagnées pour tous). 18 ont été orientés en 2021.

#### 1.1.1.8 Perspectives

Améliorer le nombre de rendez-vous bilan à 17 ans pour anticiper la majorité et activer les articulations avec d'autres dispositifs (Protection majeurs vulnérables, réponse accompagnées pour tous, insertion, logement...) et éviter les risques de rupture.

Identifier un référent de parcours professionnel, avec une adaptation selon la situation, le profil, le parcours, le projet (professionnel d'un établissement, d'un service d'action sociale polyvalente, d'une association partenaire).

Associer les référents jeunes majeurs à la signature du contrat.

Monter en puissance sur le dispositif de soutien aux familles « jeune majeur solidaire » accueil et accompagnement des Ex-MNA.

### 1.1.2 Action 2 Accompagner l'évolution des outils pour améliorer la qualité des suivis de parcours et l'accompagnement des jeunes

#### 1.1.2.1 Modalité d'action :

- Réaliser un bilan des possibilités actuelles du logiciel IODAS, étudier les possibilités d'évolution (coût /délais) et développer des tableaux de suivis alternatifs complémentaires

1.1.2.2 Date de mise en place de l'action : 01/01/2019, poursuivi en 2021

1.1.2.3 : Partenaires : non

1.1.2.4 : Durée : durée de la convention puis suivi normal des évolutions

1.1.2.5. Budget : Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

Le budget est globalisé avec l'action 1. Il s'agit en effet dans cette action d'identifier le travail d'audit induit, visant à évaluer les besoins et les limites techniques du Système d'information pour restituer les informations d'évaluation.

1.1.2.6 Indicateurs : aucun indicateurs – ingénierie au bénéfice des actions de l'axe 1

1.1.2.7 Bilan d'exécution

Préparation du chantier RI protection enfance

#### 1.1.2.8 Perspectives

Projet de gestion électronique des documents

Chantier RI protection de l'enfance – projet Olinpe (Le dispositif Olinpe

Observation longitudinale, individuelle et nationale en protection de l'enfance- *Pour une meilleure connaissance des parcours des mineurs et des jeunes majeurs en protection de l'enfance*

*1.1.3 Action 3 Mobiliser les dispositifs de droit commun pour renforcer l'accompagnement des jeunes sortants de l'ASE dans des parcours individualisés*

1.1.3.1 Modalités d'action :

- Maintenir dans l'hébergement
- Accompagner dans l'accès au logement
- Maintenir dans le logement stable pour sécuriser les parcours vers l'autonomie

1.1.3.2 Date de réalisation : au 01/01/2019, poursuivi en 2021

1.1.3.3 : Partenaires : association ADEPAPE « Etre », Partenaires, pôle emploi, missions locales, CAF, chambre de métiers, foyers de jeunes travailleurs, établissements ASE, protection judiciaire de la jeunesse, maison départementale des personnes handicapées, acteurs du logement...

1.1.3.4 : Durée : action permanente

**1.1.3.5. Budget : Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.**

1.1.3.5.1. Budget prévisionnel figurant dans la convention : Etat, CD, total

Part Etat = 15300 €

Part CD = 15 300 €

Budget global = 30 600 €

1.1.3.5.2 Budget exécuté

Part Etat = 15 300,00 €

Part CD = 15 300,00 €

Budget global = 480 850,00 €

1.1.3.6 : Indicateurs cf tableau annexe

1.1.3. 7 Bilan d'exécution

305 jeunes majeurs de 18 à 21 ans étaient accompagnés par le Département au 31 décembre 2020 (179 au 31/12/2019) dont 197 ex mineurs non accompagnés.

Pour les jeunes sortis à 18 ans sans CJM ou en cours de CJM : L'étude basée sur les dossiers des délégués ASE n'a pas pu être menée.

Pour les jeunes pris en charge en contrat jeunes majeurs, le Département assume une dépense conséquence en matière d'hébergement et d'accompagnement au logement. Le Département veille aussi à un accès à des ressources stables, selon un principe de subsidiarité, de façon adaptée à la situation individuelle du jeune, au mode d'hébergement et de prise en charge. Il engage une dépense qui recouvre des allocations d'autonomie des jeunes majeurs, ou un dispositif de budgets dédiés (argent de poche budget vêtue...)

Une nouvelle convention a été signée avec le foyer Léo Lagrange de Graulhet dédié à l'accompagnement global des jeunes majeur ex MNA

Pour les jeunes sortis de la prise en charge ASE, le Département poursuit un travail de coordination avec les dispositifs d'insertion (missions locales) et du logement (FJT et dispositifs généraux) afin de maintenir ou rétablir l'accompagnement dans le cadre du droit commun (et ses limites concernant les 18/25 ans). Cet axe de travail est inscrit dans le projet SPIE .

L'action boutique logement jeune se poursuit. S'adressant à tous les jeunes dont les jeunes ASE, elle est repositionnée dans les initiatives départementales au titre de l'action 6.2 «

Renforcer la coordination et l'accompagnement des jeunes vers l'autonomie, l'insertion, l'emploi » qui s'adresse à tous les jeunes tout en conservant un accompagnement renforcé dédié aux jeunes sortants de l'ASE.

Le soutien aux différents FJT du Département est aussi positionné en action 6.2 avec une évolution vers des prestations type « boutique logement jeunes »

### **Logement stable :**

118 jeunes ayant signé un contrat jeune majeur ont un logement stable.

Selon la dénomination de la DREES :

- Adolescents autonomes (foyers, hôtel, location, ...) 4
- Assistant(e) Familial(e) salarié(e) du département 12
- Autres (attente lieu accueil, ...) 5
- Autres (TDC) 1
- Etablissement sanitaire (avec pouponnière sanitaire) 1
- Lieux de vie et assimilés 7
- MECS (y compris centre d'accueil, foyer de semi-liberté) 88

**Accès à des revenus et Insertion professionnelle :** 118 jeunes ayant signé un contrat jeune majeur accèdent à des ressources adaptées selon leur situation.

**Le Département a augmenté le budget d'allocation « jeunes majeurs » de 115 500,00€.**

**Bilan de la BOUTIQUE JEUNE** de l'association « habitat jeunes en Albigeois » (bilan intégral en action 6,2 des initiatives départementales) : **24% des jeunes accompagnés ont eu un suivi ASE, SPIP ou PJJ.**

### **Bilan de l'association ETRE**

Le taux d'occupation de la Résidence est en légère baisse pour l'année 2021. Il y a plusieurs explications à cette situation. En premier lieu la pandémie qui a fait que les confinements successifs ont gelé les orientations et que le travail partenarial n'a pu se développer.

Depuis l'arrivée, en juillet 2021, d'une nouvelle éducatrice au service MNA, le taux d'occupation de la Résidence est à plein.

La réflexion concernant l'évolution de la Maison Partagée est engagée. La réflexion porte alors sur un hébergement hybride, multigénérationnel, qui mixerait plusieurs types de profil: jeunes en CJM, personnes en transition de logement, personnes isolées, personnes en situation de handicap

**Accompagnement social global :** l'association a accompagné 66 personnes et a accueilli « pour information » 15 personnes non suivies antérieurement.

**Accompagnement des anciens jeunes de l'ASE :** Les personnes qui ont été accueillies en Protection de l'Enfance ressentent le rejet ou la perte de confiance dans l'institution en général.

Ainsi, il faut souvent passer par une réponse réactive et immédiate de la part de l'association pour établir le contact et nouer le lien afin de pouvoir commencer à travailler à une orientation plus pérenne vers le droit commun.

Pour certaines situations, la solution existe dans le droit commun mais l'orientation et l'accompagnement n'est pas possible car la personne s'y refuse (phobie ou fatigue administrative, perte de confiance dans l'institution ou les travailleurs sociaux, peur de devoir raconter son histoire une nouvelle fois...). Plutôt que de laisser la personne fragilisée dans le désarroi, l'association prend le pari de l'aider financièrement une première fois sans forcer le passage vers le droit commun dans un premier temps. Puis, une fois la situation d'urgence dépassée, la personne est plus disposée à être accompagnée vers les partenaires (CCAS, Département, Missions Locales, associations caritatives, SIAO...).

En 2021, 8 jeunes majeurs ASE sont entrés en parcours hébergement accompagnement.

## **2. Renforcer la compétence des travailleurs sociaux »**

### **2.1 Soutenir la mise en place d'un réseau de premier accueil social**

**2.1.1. Action 1** en appui sur la MDA, intégrer la thématique «Autonomie » dans les accueils de premier niveau, associer de nouveaux partenaires pour mailler le territoire et développer des démarches de aller vers.

#### **2.1.1.1 Modalité d'actions :**

**Suite aux assises de l'autonomie (avril 2019), qui ont dressé les attentes et les engagements de tous les acteurs tarnais autour de la Maison de l'autonomie, le travail de réorganisation est engagé. Des évolutions des modalités d'accueil seront impulsées.**

Objectifs : amélioration de la proximité, des complémentarités entre accueil premier niveau et accueil spécialisé, et une articulation nouvelle avec les partenaires du champ sanitaire.

2.1.1.2 Date de mise en place de l'action : 01/01/2019 poursuivie en 2021

2.1.1.3 Partenaires : MDPH, centres hospitaliers, MSAP, maisons médicales établissements et services sociaux et médico-sociaux...

2.1.1.4 Durée de l'action : Mise en place sur la durée de la convention / puis fonctionnement permanent

2.1.1.5. Budget :

2.1.1.5.1. Budget prévisionnel figurant dans la convention : Etat, CD, total : globalisé sur le budget

Part Etat = 90 000 €  
Part CD = 90 000 €  
Budget global = 180 000 €

2.1.1.5.2 Budget exécuté  
Part Etat = 90 000 €  
Part CD = 90 000 €  
Budget global = 178 805,32 €

2.1.1.6 indicateurs Cf tableau annexe

2.1.1.7. Bilan

**3 engagements étaient pris pour finaliser le déploiement de la MDA et intégrer le réseau d'accueil inconditionnel de proximité.**

- La mise en œuvre des formations immersion interservices pour renforcer la compétence des travailleurs sociaux et des agents d'accueil,
- L'ouverture du guichet unique de la MDA,
- L'expérimentation des démarches proactives de repérage des personnes âgées ou en situation de handicap pour lutter contre le non recours aux droits.

**Les objectifs stratégiques du Service accueil information coordination (pilotage chef de service)**

- Organisation de l'accueil :
  - o Qualité de l'accueil : mesure de satisfaction des usagers ; améliorer l'articulation avec les partenaires associatifs
  - o Mise en place des nouveaux horaires
- Développement de la politique de soutien aux proches aidants (voir feuille de route à venir)
- Renforcer la proximité :
  - o Tarn Autonomie
  - o Conventionnement avec MFS
- Pilotage CLIC
- Copilotage de la CFPPA sur les actions de prévention de soutien psychosocial et d'aide aux proches aidants :
  - o Rédaction cahier des charges
  - o Examen techniques de demandes de subvention
  - o Animation du réseau d'acteurs.

**L'accueil de premier niveau**

Nombre d'appels reçus : 77 012 / Estimation prévisionnelle 52 000

**Sur 7018 reçues physiqueent, 13.69% relevaient d'une accueil de premier niveau.**

**1° la gestion de la cellule accueil** : 1 ETP est dédié au support et à l'accompagnement des pratiques professionnelles de l'équipe accueil

- Appui technique quotidien aux agents
- Formation continue deux fois par semaine : évolution des procédures, législatives, informations diverses qui permet d'assurer une réponse de qualité
- Suivi de l'activité sur la plan quantitatif : taux de décroché et sur le plan qualitatif par la gestion des éléments statistiques (gestion de l'outil suivi accueil)
- Planification de l'équipe : simplification des outils ; répartir l'activité horaire des agents dans le respect du cadre légal horaire.
- Gestion de la boîte mail (contact.MDA)
- Compléter l'équipe d'agents d'accueil en cas d'absence et de pics d'activité



**La territorialisation de la MDA** a ouvert une antenne sur Castres. Les accueils se font sur rdv. Une réflexion est engagée sur cet aspect.

**Animation partenariat communication :**

En 2021, un travail a été mené sur les supports (portail MDA) pour faciliter l'accès à l'information actualisée pour les usagers et les partenaires. Mise en visibilité de l'offre. (collecte tri mise en forme mise en ligne).

Dans le cadre des conventions prévues avec les Maison France Service, les modules de formation ont été conçus, avec documents supports pédagogiques. Celles-ci pourront débiter en 2022.

THEME	CONTENU	DUREE	TERRITOIRE	INTERVENANT
<b>Fonctionnement de la MDA</b>	Organisation (notamment du SAIC pour envisager les futures articulations) Connaissance du site L'aide aux aidants	½ journée	Pôle	1 cadre + coordo du territoire
<b>Parcours PA</b>	Présentation du dossier unique / circuit du dossier L'APA à domicile, l'action des caisses de retraite Les aides techniques L'aménagement du logement Les actions de prévention	½ journée	Pôle	1 éval PA + coordo du territoire
	Les établissements (accueil familial, RA, EHPAD, habitat partagé...), Viatrajectoire, les financements possibles	½ journée	Pôle	1 éval PA + coordo du territoire
<b>Parcours PH</b>	Le dossier de demande, les PJ obligatoires Les mesures adultes : L'AAH La PCH et ses composantes L'orientation professionnelle Les établissements médico-sociaux Les cartes L'accueil familial	½ journée	Pôle	1 éval PH adulte + agent d'accueil spé
	Les mesures enfants : L'AEEH et les compléments / la PCH Les mesures scolaires	½ journée	Pôle	1 éval PH enfant + agent d'accueil spé
<b>Thématiques</b>	La protection des majeurs	½		SCPC + Coordo du

transversales	vulnérables	Journée		territoires
---------------	-------------	---------	--	-------------

**Démarche de aller vers : le projet tarn autonomie a été mené sur 2021.**

Le projet s'inscrit dans plusieurs politiques publiques menées par le Département du Tarn, en particulier dans la volonté d'« aller vers » de la MDA pour rompre l'isolement des personnes âgées et repérer les besoins des personnes les plus isolées.

Moyens mis en œuvre : le partenariat avec la poste ,marché public conclu pour 160 visites de lien social des facteurs de La Poste

Budget de 47 304 €

Le marché arrive à son terme le 25 novembre 2021

2) Les objectifs sont complétés dans le cadre du plan de soutien exceptionnel seniors handicap adopté le 13 novembre 2021 :

Animer et coordonner le dispositif

Accompagner les personnes repérées

Moyens mis en œuvre: un poste de coordonnatrice dédié inscrit aux dépenses de la CALPAE.

**1) Rappels des éléments de bilan :**

848 questionnaires ont été transmis sur la base d'un fichier d'adresse détenu par la Poste.103 personnes l'ont retourné, 16 personnes ont été mobilisées par des partenaires et 15 personnes par d'autres biais (bouche à oreille, Maison du Département...).

L'ensemble de ces retours ainsi que les orientations des partenaires ont permis le contact de 133 personnes par la coordonnatrice du dispositif.

- 65 sont suivies par la coordonnatrice du dispositif
- 68 ont fait l'objet d'une mise à disposition de sa part.
- Sur ces 133 personnes, **46 ont souhaité bénéficier de la visite de lien social réalisée par un facteur (soit 34.6%).**

La plupart d'entre elles n'était pas connues de la MDA.

Au regard du faible nombre de visites de lien social réalisées, une deuxième phase de communication grand public est en cours de déploiement :

- Environ 6000 flyers ont été distribués auprès des commerces de proximité, des professionnels de santé et des partenaires du champ médico-social.
- Un courrier a été envoyé aux maires des 30 communes du territoire d'expérimentation comprenant un kit de communication à adresser à leurs administrés.

**Points forts du dispositif :**

- Moyen de lutte contre l'isolement innovant, les personnes bénéficiant des visites de lien social sont dans leur grande majorité satisfaites,
- Mise en œuvre d'une démarche « d'aller vers » qui fait partie des objectifs stratégiques de la MDA et qui a permis de déployer un accompagnement individuel préventif de la perte d'autonomie auprès d'un public inconnu de la MDA.
- Cet accompagnement, réalisé par nos services, est un gage de prise en charge globale de la personne que seule la visite de lien social des facteurs n'aurait pas permis.
- Outil de coordination territoriale pertinent.

**Points faibles du dispositif :**

- Questionnement sur la pertinence de la formule actuelle en matière de lutte contre l'isolement : les visites hebdomadaires de lien social s'intègrent dans la tournée habituelle des facteurs et de ce fait sont courtes : une dizaine de minutes maximum.

2.1.1.8 Perspectives

Afin de maintenir l'engagement pris au titre du marché public initial (solde de plus de 100 visites à réaliser), une prorogation de 6 mois, soit jusqu'au 25 mai 2022, a été actée.

La campagne de communication démarrée fin novembre n'a, à l'heure actuelle, pas produit les effets escomptés.

- Seules 8 communes ont donné suite à la proposition de communication.
- Le dépôt des flyers n'a pas suscité de contact auprès du guichet unique.
- 

La coordonnatrice du dispositif continue de mobiliser les partenaires de terrain.

**2.1.2 Déployer les actions interinstitutionnelles pour favoriser le maillage de territoire et la complémentarité des opérateurs**

2.1.2.1 Modalité d'action :

Dans le cadre de la **convention partenariale** (CD CAF CARSAT MSA CPAM Pôle emploi) nous avons expérimenté les formations croisées et les immersions pour favoriser les connaissances et reconnaissances mutuelles des opérateurs et de leurs périmètres d'intervention. Cette expérimentation est validée et le conseil départemental souhaite étendre cette démarche de façon volontariste à toutes les Maisons du Département, sur l'ensemble du territoire.

Objectif : améliorer l'accueil et l'orientation des personnes

Remarques : Le pilotage, l'accompagnement et l'évaluation deviennent des enjeux de réussite. L'articulation avec le projet MDA doit être assurée.

2.1.2.2 Date de mise en place de l'action : 1/01/2019 poursuivie en 2021

2.1.2.3 Partenaires : partenaires du schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public CAF / MSA / CPAM Puis Maison de l'autonomie

2.1.2.4 : durée de l'action : Action permanente

2.1.2.5. Budget : Aucune dépense n'est rattachée à ce travail d'animation et de coordination et de suivi.

2.1.2.6 : indicateurs cf tableau annexe

2.1.2.1 Bilan 2021

Les formations ne se sont pas toutes tenues compte tenu de la crise sanitaire et des modalités de fonctionnement adaptées.

## 2.2 Référent de parcours

### 2.2 Déployer la méthodologie de diagnostic multidimensionnel (360°) sur tout le territoire et pour l'ensemble des publics reçus en maisons du département (MD) pour favoriser la prise en compte du parcours de la personne

#### 2.2.1 Modalités d'action :

Le Conseil départemental engage le déploiement sur toutes les équipes d'un outil de diagnostic socioprofessionnel multidimensionnel. A terme, il pourra être utilisé par tous les partenaires internes et externes de l'accompagnement et de l'insertion. Il permettra d'animer une évaluation et un accompagnement autour du parcours individualisé en appui sur des instances dédiées

Objectif : Rendre plus lisible le parcours de la personne pour affiner son orientation, faciliter la mobilisation pertinente et proportionnée des dispositifs, faciliter une évaluation partagée autour d'instances dédiées. Positionner les travailleurs sociaux comme des référents de parcours.

#### 2.2.2 Date de mise en place de l'action : 1/01/2019 poursuivi 2021

2.2.3 Partenaires : tous les partenaires du plan départemental d'insertion (PDI), de l'aide sociale à l'enfance (ASE), les partenaires locaux des maisons du département (santé mentale, programme de réussite éducative, handicap...)

#### 2.2.4 Durée de l'action : Action permanente

#### 2.2.5 Budget :

La démarche engagée vise à développer et renforcer les outils pour des référents de parcours, en dotant ceux-ci d'une vision globale de la situation de la personne, tant du point de vue de ses besoins que de ses ressources.

##### 2.2.5.1. Budget prévisionnel figurant dans la convention : Etat, CD, total

Part Etat = 29 932,00 €  
Part CD = 29 932,00 €  
Budget global = 59864,00 €

##### 2.2.5.2 Budget réalisé

Part Etat = 29 932,00 €  
Part CD = 37 678,27 €  
Budget global = 67610,27 €

#### 2.2.6 : Indicateurs cf tableau annexe

#### 2.2.7 Bilan

La gestionnaire du conseil technique en travail social a maintenu la coordination avec les partenaires autour des situations individuelles complexes pour éviter les ruptures de droits.

Elle a aussi organisé un espace collaboratif numérique pour partager les recommandations et bonnes pratiques.

Elle a assuré le soutien aux professionnels en mobilisant les procédures et recommandations en vigueur.

Les efforts des professionnels se sont concentrés sur le maintien de l'accès au droit et le maintien, et le lien avec les personnes accompagnées pour éviter les situations de ruptures. Les familles avec enfants ont fait l'objet d'une attention renforcée.

Les travailleurs sociaux et socioprofessionnels ont adapté et renforcé leurs pratiques de référents de parcours pour accélérer l'entrée en dispositif et l'évaluation des situations Accueils réactifs sur rendez vous.

Ainsi, des rappels systématiques en moins de 5 jours, par les travailleurs sociaux, sont désormais réalisés pour réduire les délais de primoévaluation et de réponses.

Enfin conjointement avec le service d'ingénierie sociale, **une évaluation de l'expérimentation de l'outil de diagnostic global a été réalisée avec les équipes de MD, dans la perspective du SPIE.**

Enfin, les chantiers sur les évolutions numériques ont été engagés : Etat des lieux -limites - besoins

## 2.2.8 Perspectives

- Intégration de ces enjeux et pratiques dans le cadre de l'expérimentation SPIE dans la dynamique d'entrée en parcours et de référent de parcours.

## 3 "Accompagner les bénéficiaires du RSA"

### 3.1 Conforter, sécuriser et déployer le processus d'orientation des B-RSA pour limiter le temps de présence dans le dispositif et favoriser l'insertion

#### 3.1.1 Modalité d'action :

L'ensemble du travail d'accompagnement repose sur la gestion informatisée, la sécurisation de la qualité des informations, la bonne utilisation des nouveaux outils . Pour autant des actions ont été engagées sur « profilage » de public pour accélérer les orientations et prise en charge.

#### 3.1.2 Date de mise en place de l'action : 1/01/2019 poursuivie en 2021

#### 3.1.3 Partenaires : CAF, pôle emploi, partenaires de l'insertion et de l'accompagnement (chambres consulaires, CCAS Albi, associations...)

#### 3.1.4 Durée : Permanente

#### 3.1.5 Budget :

##### 3.1.5.1. Budget prévisionnel

Part Etat = 179384,00 €  
Part CD = 179 384,00 €  
Budget global = 358 768,00 €

##### 3.1.5.2 budget réalisé

Part Etat = 179 384,00 €  
Part CD = 201 150,95 €

Budget global = 380 534,95 €

3.1.6 Indicateurs cf tableau annexe

3.1.7 Bilan

Plus de 50% des nouveaux entrants sont orientés en moins d'un mois par algorithme. Pour les BRSA nécessitant un diagnostic socioprofessionnel, l'enjeu est de réduire les délais constatés.

**Un travail a donc été réalisé sur les délais d'orientation et la procédure de contractualisation. Les procédures ont été affinées:**

**Mise en place des procédures relatives la réalisation des diagnostics socio professionnels (DSP) avec les Missions Locales et les conseillers en insertion professionnelle (CIP) :**

- Les DSP sont à réaliser dans les 30 jours suivant le lancement du batch. Un 1<sup>er</sup> courrier est envoyé avec proposition de RDV/prise de contact dans les 15 jours et si pas de manifestation du bénéficiaire envoi d'un 2<sup>ème</sup> courrier avec proposition de RDV ou demande de prise de contact dans les 10 jours. Si pas de manifestation de la part du bénéficiaire, ce dernier est positionné en équipe pluridisciplinaire dans le cadre de la procédure de réduction/suspension de l'allocation RSA.

Concernant les DSP à réaliser par les CIP du département, il est directement proposé un RDV au bénéficiaire du RSA.

- ↳ Cette nouvelle procédure permet de réduire fortement le délai de réalisation des DSP et donc du délai d'orientation. Toutefois, les effets ne pourront être constatés que sur 2022

- **Un travail conséquent a été mené depuis début 2021 dans le cadre de l'archivage des dossiers RMI/RSA et des requêtes des non orientées afin de recenser les « perdus de vues ».**
- Les perdus de vues sont des personnes qui ont été orientées antérieurement, quittent le département (ou le dispositif) puis y reviennent, sans être détectés comme nouveaux entrants du fait d'une orientation active (le plus souvent orientation emploi) dans les systèmes d'information (CAFCD PE).
- A partir de ces listes, nous avons pu :
  - Orienter les personnes concernées vers un référent
  - Proposer un DSP permettant la désignation du référent
  - Inviter les personnes à reprendre contact avec le référent pour signer un CER/PPAE
  - Positionner les personnes n'ayant pas réalisé les démarches en équipe pluridisciplinaire

**Ce disposition a permis une réactivation de l'orientation et du suivi pour 1985 BRSA**

Plus globalement, 3812 contrats d'engagement réciproque ont été signés (dont 112 relevant de l'équipe pluridisciplinaire agricole) en 2021 engageant les allocataires dans des démarches d'insertion. Ce chiffre est en nette augmentation par rapport à 2019 et 2020.

Par ailleurs nous notons en 2021 que :

- 53 % des personnes sont accompagnées par les agents de Pôle Emploi.

- 28 % ont fait l'objet d'une orientation vers les travailleurs sociaux du Département.
- 3 % sont suivies par des conseillers en insertion professionnelle du Département, vers le domaine préprofessionnel.
- 8 % sont suivies par les partenaires institutionnels ou associatifs de la création d'activité ou de l'emploi.
- 4 % sont accompagnées par des partenaires institutionnels ou associatifs sociaux.
- 4 % sont suivies par les missions locales pour l'emploi des jeunes.

Enfin, **412 réorientations liées au travail de suivi de parcours** ont été effectuées du social vers l'emploi ou inversement. Sont également comptabilisés dans ce nombre, les changements de référents de la Mission Locale vers Pôle Emploi ou des structures d'aide à la création d'entreprise vers Pôle Emploi notamment.

### 3.1.8 Perspectives :

**Lancement d'une expérimentation fin 2021-début 2022 permettant d'orienter directement les nouveaux entrants dans le dispositif RSA âgés de 26 à 40 ans célibataire, sans enfant à charge qui auraient été orientés vers Pôle Emploi.**

L'objectif de cette démarche est d'une part d'accélérer l'entrée en parcours de certains profils et d'autre part d'alimenter le portefeuille des CIP.

Par ailleurs, les jeunes accompagnés par la Mission Locale jusqu'à leur 26 ans sont réorientés de manière prioritaire vers les CIP lorsque la situation le nécessite.

Un travail important d'ingénierie est engagé dans le sens des objectifs de la convention en lien avec la dynamique partenariale du projet SPIE. La priorité va être donnée à l'expérimentation des outils numériques mis à disposition par les équipes du beta.gouv (rdv solidarité/insertion – datainsertion carnet de bord )

### 3.2. Garantie d'activité

#### 3.2 Conforter la collaboration avec pôle-emploi autour de l'accompagnement global

Le Conseil départemental et ses équipes se sont engagés dès le démarrage de l'action d'accompagnement global auprès de pôle emploi. Tous nos travailleurs sociaux sont associés à cette démarche pour garantir une couverture territoriale et une égalité d'accès au dispositif.

#### 3.2.1 Modalité d'action :

Nos travailleurs sociaux agissent en binôme avec les 8 conseillers de pôle emploi dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi inscrits au dispositif, (BRSA ou pas), afin d'assurer un double accompagnement professionnel et social, et de mobiliser toutes les actions de nature à lever les freins à l'accès à l'emploi.

Le Département s'engage à maintenir son niveau d'intervention conformément à la convention signée.

#### 3.2.2 Date de mise en place de l'action : 1/01/2019 poursuivie en 2021

3.2.3 Partenaires : pôle emploi et partenaires prescripteurs du département (association "aide et accueil en Albigeois", Soliha, CCAS Albi, CCAS Castres, Relais de Montans, CCAS St-Sulpice, CCAS Graulhet, Maison des Femmes)

3.2.4 Durée de l'action : action permanente

3.2.5 Budget :

3.2.5.1. Budget prévisionnel

Part Etat = 179384,00 €  
Part CD = 179 384,00 €  
Budget global = 358 768,00 €

3.1.5.2 budget réalisé

Part Etat = 179384,00 €  
Part CD = 182 521,96 €  
Budget global = 361 896,96 €

3.2.6 indicateurs cf tableau annexe

3.2.7 Bilan

**Points positifs :**

- L'entrée par accord tacite permet des entrées plus rapides dans les Portefeuilles, les liens entre les conseillers et travailleurs sociaux
- Les entrées plus fluides
- Adhésion de la nouvelle fiche de liaison de l'accompagnement global
- Atteinte des objectifs pour le 81 à 675 entrées
- Mise en œuvre des comités opérationnels et stratégiques

**Axes d'amélioration :**

- Temps d'entrée en portefeuille ( pratique des conseillers à corriger)
- Utilisation peu maitrisée de Filr ( à trouver une coordination des méthodes)
- Problème des prescriptions CCAS
- Inégalités de prescription des MD

**Constats**

60.25% de femmes  
70% sont des 26\_49 ans  
61% sont des BRSA

SORTIES	549
Autres sorties abandon	110
CDD – 6 mois	120
CDD + 6 mois	56
CDI	33



CREA	13
SUIVI	2
FORMATION	45
GUIDE	32
RENFORCE	68
ACCO SOCIAL	21
RETRAIT MARCHE	49

### 3.2.8 Perspectives

- Mettre en œuvre la convention renouvelée avec Pôle emploi.

## 4 : Formation des travailleurs sociaux et de l'encadrement :

### 4.1 Modalité d'action : Non programmée

4.2 Date de mise en place de l'action : 1/01/2019

4.3 Partenaires :

4.4 Durée de l'action : action pluriannuelle

### 4.5 Budget prévisionnel

Part Etat = 0

Part CD = 0

Budget global = 0

4.6 indicateurs

4.7 Bilan

**ANNEXE B :**  
**INITIATIVES DÉPARTEMENTALES (ID)**

**Insertion**

**Initiative départementale 1 : Plateforme jobtarn**

➔ *Engagement de la SN "pauvreté" : N°5 "investir pour l'accompagnement vers l'emploi"*

Le lien direct entre un employeur en recherche de salarié et un demandeur d'emploi "offreur" de compétences reste la clé du recrutement. L'action menée au travers de la plateforme permet de mobiliser nos publics pour les inciter à sortir du RSA grâce à une activité économique.

**Modalités d'intervention du Département :**

Tout demandeur d'emploi BRSA ou toute entreprise qui le souhaite, peut déposer une offre d'emploi ou une offre de compétences sur la plate-forme JobTarn.

La recherche se fait, soit par proximité géographique, soit par proximité de compétences, soit par proximité de volontés, de dynamisme, ou de disponibilité et sur un acte volontaire et mutuel.

Budget prévisionnel :

*Part Etat = 25 000,00 €*

*Part CD = 25 000,00 €*

*Budget global = 50 000,00 €*

***Budget réalisé :***

***Part Etat : 53 394.86 €***

***Part CD : 53 394, 86 €***

***Budget global : 106 789.72€***

**Bilan :**

En 2021, une migration technique vers une nouvelle version a été nécessaire. Le renfort humain de l'équipe a permis l'accompagnement autour de l'outil et la montée en charge.

L'application mobile a été créée, accompagnée d'actions collectives

- 3 ateliers inscriptions sur Albi (Carré public) , Castres ( Solidac) et Graulhet ( Centre social) ont été organisés pour les BRSA ayant une fracture numérique importantes et pour une aide à la création du Cv.
- Campagne de promotion de la plateforme Job Tarn auprès des recruteurs 337 courriers +avec la plaquette explicative (entreprises de +100 salariés, EHPAD, structures personnes handicapés, chantier d'insertion ...)

**En terme de données chiffrées, au 31 janvier 2021 nous avons :**

**-3386 inscrits et 1629 nouveaux CV**

**- 3008 offres d'emploi**

**\_ 115 mises en relation directes ont été comptabilisées, sans connaissance ultérieure du retour effectif à l'emploi (perspectives de travail 2022)**

Le profil allocataire inscrit est majoritairement de niveau bac ou infra bac, âgé de 20 à 63 ans (tranches d'âges élargies).

**Nos perspectives pour l'année 2022 sont les suivantes :**

- Positionnement des Travailleurs Non Salariés sur de la pluriactivité (entreprise + emploi) ou travailler sur une réorientation professionnelle. Transmission des bilans de fin d'action réalisés par les structures partenaires du Programme Départemental d'Insertion pour l'inscription des TNS sur la plateforme Job Tarn et effectuer un suivi
- Actualisation des CV sur Job Tarn : mise en place d'une campagne de mise à jour des CV, amélioration des Cv et augmentation de la banque de CV.

Le travail de relation aux entreprises et l'articulation emploi, insertion, accompagnement sociale vont être au cœur de l'expérimentation du SPIE sur le groupe de proximité de la communauté de commune du Sor et de l'Agout.

[Initiative Départementale 2 : Dynamiser la coordination d'acteurs autour de plateformes d'évaluation et d'accompagnement territorialisées, améliorer les parcours et prises en charge multiples](#)

➔ *Engagement de la SN "pauvreté" : rénovation du travail social*

Programmation : Poursuite de l'action,

Budget prévisionnel :

Part Etat = 3500,00€

Part CD = 3 500,00€

Budget global = 7 000,00 €

**Budget réalisé : 7 272.13 €**

**Plateforme insertion Carmaux :**

**Ressources mobilisées :**

Un temps de global équivalent à 0,15 ETP de travailleur social

Objectifs :

- Mettre de la cohérence dans les parcours du public BRSA et autre
- Améliorer leur positionnement sur l'ensemble des actions
- Permettre une évaluation harmonisée et construite avec l'ensemble des acteurs du territoire
- Permettre à la MD de coordonner et non subir les calendriers des actions et remettre les besoins du public au cœur de l'action

Enjeux :

- Renforcer la lisibilité de l'offre d'insertion auprès des professionnels, du public et des élus
- Coordonner l'offre d'insertion existante

- Assurer une veille sociale, repérer les besoins non pourvus sur le territoire.

Action :

Mise en place d'une instance unique pour les acteurs d'insertion

- Les 2 centres sociaux, une coordonnatrice emploi, 3 Conseillers sociaux, CIP,
- Partenaires associatifs : trajectoire vers l'emploi, association « entre autre », aralia,...
- Partenaires institutionnels : pôle emploi, mission locale, Maison du Département et Direction Vie sociale insertion pour le Département

**Bilan**

Malgré la situation sanitaire, la plateforme a pu tenir le planning de travail de réunions trimestrielles, prévu.

L'analyse partagée du territoire et des besoins des populations a mis en avant le déficit d'offre linguistique locale pour les personnes n'ayant aucune connaissance de la langue française.

**Le travail partenarial de la plateforme, en lien avec le CREPT a donc permis l'émergence et la concrétisation d'une offre nouvelle portée par ARALIA, en lien avec les modules lectio.**

La présentation de la plateforme linguistique et de cette offre nouvelle a eu lieu le 31 mars.

Le bilan des besoins des personnes sera réalisé par le CIAS, qui orientera vers la plateforme, sur la base d'une fiche unique de prescription.

La personne bénéficiera d'un accompagnement personnalisé dans un parcours, au-delà de la formation initialement engagée.

**Les acteurs de la plateforme sont partenaire de l'expérimentation SPIE sur la communauté de communes Carmausin ségala**

**Moderniser le travail social**

**Initiative Départementale 3 : Modernisation numérique, travail social, inclusion**

➔ *Engagement de la SN "pauvreté" : N°4 " simplification et accès aux droits*

Programmation : Engager en mode projet un travail ouvrant sur une modernisation de nos processus, outils et pratiques.

Budget prévisionnel :

Part Etat = 2500,27€

Part CD = 2500,27€

Budget global = 5000,54 €

**Budget réalisé : 5812,91 €**

**Bilan :**

Le Département a a crée 12 « postes » en service civique pour accompagner aux usages numériques dans les Maisons du Département (prises de postes en 2021). 5 ont été pourvus pour accompagner les usagers des lieux d'accueils.

## Perspectives

Le dispositif en appui sur des services civiques a été insuffisant. Le schéma départemental des usages et services numériques s'engage à promouvoir la modernisation des pratiques et l'accompagnement des publics. 12 conseillers numériques sont recrutés pour 2022.

### Prévention enfance famille et inclusion sociale

#### Initiative Départementale 4 : Soutenir l'égalité des chances et prévenir les situations à risque dans les quartiers « politique de la ville (QPV) »

➔ *Engagement de la SN « pauvreté » : N°1 « égalité des chances »*

Programmation : Poursuite de l'action,

Budget prévisionnel : 24 000,00 €

Budget prévisionnel :

Part Etat = 7500,00 €

Part CD = 7500,00 €

Budget global = 15 000,00 €

**Budget réalisé : 19 874,12 €**


Les quartiers prioritaires de politique de la ville concentrent des inégalités dont les enfants sont souvent les victimes. C'est pourquoi les professionnels **des Maisons du Département se mobilisent autour des partenariats larges générés par les programmes de réussite éducative pour développer leurs missions de prévention enfance- famille**


Par ailleurs, sur Graulhet, parmi les informations préoccupantes qui sont transmises, une part importante concerne des situations de violences conjugales graves. Le cadre de l'information préoccupante n'est alors pas adapté. L'équipe cherche donc **à inventer de nouvelles modalités d'actions** plus favorables au dialogue et la gestion de ces situations, par de **nouvelles relations de partenariat avec les écoles** et les collèges, permettant des interventions très rapides.

L'objectif : Repérer et intervenir en amont pour éviter d

#### Modalités d'actions

Les professionnels de la MD participent à des temps interinstitutionnels afin de repérer et d'intervenir de manière précoce auprès des enfants et des familles et en collaboration avec les partenaires

 Ils initient des d'actions collectives, assurent des temps dédiés aux écoles.

 Ils contribuent à l'amélioration de la connaissance et à l'innovation en participant à des programmes de formation actions

Ressources mobilisées : Un temps global équivalent à 0.15 ETP de travailleur social et/ou psychologue, Un temps global équivalent à 0.15ETP de cadre de la MD

**Bilan :**

En 2021, **147** enfants ont été accompagnés en parcours individuel au PRE de Graulhet : 82 garçons et 65 filles  
Durant l'année, 54 entrées et 38 sorties ont été réalisées.

En décembre 2021, le PRE comptait **107** enfants en parcours : 56 garçons / 51 filles.

**Depuis septembre 2019, le PRE et la Maison du Département proposent des temps de permanences dans les écoles à destination des équipes pédagogiques, scolaires ou d'animation.** En effet, depuis plusieurs années nous constatons que beaucoup de situations préoccupantes relevant de la protection de l'enfance étaient orientées par les écoles vers le PRE au lieu de la Maison du Département. Nous avons donc réfléchi en commun avec la responsable de la Maison du Département de Graulhet à **un projet permettant aux enseignants d'avoir plus de liens avec les équipes d'assistantes sociales** et aux moyens pour permettre aux situations les plus inquiétantes d'être orientées avant une dégradation trop importante. Les équipes ayant parfois du mal à savoir vers quel partenaire orienter les enfants et familles, le PRE et la MD, vont désormais à leur rencontre à l'école pour discuter des situations, faire le point et décider ensemble des orientations : en 2020, 13 permanences ont eu lieu sur les écoles de la ville.

Le projet expérimental destiné aux enfants exposés à la violence conjugale a débuté le **8 mars 2021**. Il a été décalé à plusieurs reprises pour 2 raisons principales : la difficulté de positionner les enfants sur le projet et la crise sanitaire.

**5 enfants** (et mères) ont donc participé au projet : 2 garçons et 3 filles

- 2 enfants en CM2
- 3 enfants en CE2

Lors d'une rencontre prévue à cet effet, chaque famille a contractualisé sa participation au projet.

Le S.A.S est un accueil sans contrainte ni obligation, les enfants s'y arrêtent lorsqu'ils le souhaitent.

Les parents ont accompagné les enfants le 1er jour du projet puis les enfants sont venus seuls. La crise sanitaire a freiné l'accueil et le lien avec le parent qui était envisagé.

3 enfants sont venus de façon régulière sur ces temps. Chaque enfant s'est investi de façon différente selon ses propres besoins. Chacun s'en est saisi : certains pour déposer leur vécu et émotions du moment sans jugement. 2 enfants ne sont pas passés au SAS.

Les professionnels encadrant le SAS notent que ce dernier a permis aux enfants un espace d'écoute où les enfants ont repris leur place de sujet sans être l'objet des adultes et sans domination.

Aucune tension n'a été relevée entre les enfants ou avec les adultes sur ces temps. Le SAS a permis aussi une concertation avec les enfants sur ce qu'ils vivaient dans les autres ateliers.

Les enseignants notent des changements de comportement pour les enfants passant au SAS avec une arrivée en classe plus détendue et moins dispersée ainsi qu'un certain lâcher prise (1 des enfants a pu se laisser aller à pleurer, chose qu'il ne se permettait pas jusqu'alors).

Cet espace a été investi par les enfants et les objectifs visés d'apaisement des tensions, de lâcher prise, de recentrage et de partage ont été atteints.

- 20 accueils au sas
- 12 ateliers de sophrologie : 5 enfants ont participé de façon régulière
- 9 ateliers contes et dessins : 4 enfants ont participé (1 enfant a un accompagnement CMPE au même moment)
- « Les mots pour le dire » : la professionnelle a reçu la quasi-totalité des binômes inscrits sur le projet.

La coupure des vacances d'été a rendu les actions du dernier trimestre et la participation des parents plus instable

**La Maison du Département confirme l'intérêt du repérage et de l'intervention en amont dans le cadre du partenariat PRE moins stigmatisant. Il est cependant difficile de donner un nombre d'ip ainsi éviter car la dégradation post covid des situations reste très marquante et à l'image du reste du département.**

#### **Initiative Départementale 5 : Assurer la réponse aux besoins fondamentaux et éviter le basculement dans la pauvreté**

La loi de mars de protection de l'enfance de 2016 a centré la mission de la protection de l'enfant sur ses besoins fondamentaux. Répondre à ces besoins fondamentaux implique une vigilance et un soutien aux situations parentales.

Accompagner les personnes dans des parcours d'insertion implique aussi de pallier les situations de fragilité immédiates et temporaires qui menacent de faire basculer dans des situations de grande pauvreté et de rupture.

C'est le sens des actions extralégales développées par le Département et inscrites ci-dessous

**L'année 2021 confirme la difficulté croissante de pourvoir aux besoins fondamentaux pour une partie des personnes et familles tarnaises**

➔ *Engagement de la SN "pauvreté" : N°1 "égalité des chances" et N°2 Garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants*

#### Budget prévisionnel CALPAE :

Part Etat = 91 100,00 € ( 26744,00 + reliquat 66 356,00€)

Part CD = 91 100,00 €

Budget global = 182 20,00€

**Budget réalisé : 406 180,00 €**

#### **ID 5.1 : Garantir une aide à la restauration scolaire pour les familles de collégiens**

##### Objectifs :

- Permettre à tous les collégiens de bénéficier d'au moins un repas complet par jour
- Aider les familles à payer la demi-pension ou la pension

Le Département a actualisé son règlement d'attribution pour mieux prendre en compte la diversité de situations et de besoins et faciliter l'accès à cette aide.

## Bilan

Sur l'année 2021, **347 301€** ont été versés pour l'aide à la restauration scolaire.  
Ce montant correspond aux mandatements des trimestres 2 et 3 année scolaire 2020/21 puis du 1er trimestre année scolaire 2021/22 versés aux établissements publics et privés du Tarn et hors Tarn.  
Ces montants versés aux collèges sont déduits des factures demi-pension et/ou internat des élèves bénéficiaires résidant dans le Tarn.  
Pour l'année scolaire 2020/21, **3437** élèves ont pu bénéficier de cette aide dont :  
- 3067 élèves scolarisés en collège public  
- 330 en collège privé  
- 40 dans des collèges situés hors Tarn.

## ID5.2 Apporter un soutien d'urgence et soutenir les parcours :

**Programmation** : mobilisation du FDAS

**Le Département a accentué son aide à la subsistance par une meilleure articulation avec la Caf (animation de la convention de partenariat) et par une augmentation de l'enveloppe dédiée.**

La crise sanitaire a accentué les difficultés rencontrées par des publics déjà précaires et augmenté les demandes d'un soutien urgent dans le cadre du fonds départemental d'action solidaire.

En 2021, sur 393 dossiers instruits, 301 ont reçu un avis favorable

Parmi eux, le nombre de bénéficiaires en attente d'ouverture de droits (RSA, Pôle Emploi, retraite, AAH...) avec 27% des demandes.

Les bénéficiaires du FDAS s'articulent principalement autour :

- 17 % sont demandeurs d'emploi,
- 29 % sont des bénéficiaires du RSA,
- 12 % sont des salariés,
- 8 % sont des retraités précaires.

TRANCHES D'ÂGES SUR ACCORD	
25-39 ans	38 %
40-49 ans	27 %
50-59 ans	21 %
+ de 60 ans	14 %

Les tranches d'âges les plus représentées sont les 25-39 ans à 38% et les 40-49 ans à 27 %.

MOTIF AIDE SUR ACCORD	
SUBSISTANCE	250 (+ 45 par rapport à 2020)
MOBILITÉ	30



INSERTION SOCIALE	13
EMPLOI/FORMATION	8

Dans chaque situation, une réponse rapide a été donnée aux sollicitations des travailleurs sociaux et des différents partenaires. Par ailleurs les demandes non abouties ont été réorientées vers un fonds plus adapté ou un accompagnement plus poussé

#### **Initiative Départementale 6: Repérer, aller vers, et accompagner les jeunes vers l'autonomie :**

##### **ID6.1 Déployer des formes d'intervention innovante auprès des jeunes et soutenir les démarches d'inclusion dans des dynamiques de territoires.**

**Le Conseil départemental, par sa Maison du Département de Graulhet, est partenaire de l'expérimentation territoriale en faveur des jeunes dits invisibles du bassin graulhetois.**

Le Projet O-PERA (Personne En Recherche d'Avenir) étant une expérimentation territoriale en faveur des jeunes dits invisibles, a pour définition même de nous permettre de nous essayer à des pratiques d'organisations, méthodologiques, d'actions... et d'en faire une évaluation continue afin de nous permettre progressivement de proposer un cadre de fonctionnement et un mode opératoire qui se rapproche au plus près du besoin territorial en lien avec la problématique des j Cette expérimentation s'articule essentiellement sur 2 grands axes : le repérage et la remobilisation.

Le repérage consistera à faire de « l'aller vers », avec une équipe de « repéreurs » qui se charge de rencontrer les jeunes là où ils sont (espace public, cafés, commerces, infrastructures sportives...) afin de leur proposer un accompagnement adapté.

La remobilisation des jeunes dits invisibles correspond à l'ensemble des actions qui vont permettre à ce public de sortir de leur oisiveté, de se mettre en « mouvement » avec pour finalité d'intégrer les services de droit commun.

L'évaluation de cette expérimentation permettra une évolution des objectifs attendus en matière de prévention – aller vers , à travers les aides accordées aux associations et partenaires des territoires.

##### **ID 6.2 : Renforcer la coordination et l'accompagnement des jeunes vers l'autonomie, l'insertion, l'emploi**

**Modalité d'action Coordonner les dispositifs pour soutenir l'accès vers l'autonomie pour tous, y compris les jeunes sortants de l'ASE, en lien étroit avec tous les partenaires, particulièrement les missions locales, « pilotes » du nouveau dispositif « obligation de formation des 18 - 20 ans ».**

Des actions innovantes sont engagées pour soutenir les jeunes dans le logement ou l'accompagnement au parcours d'insertion, et notamment les jeunes confiés au Département à travers l'ASE. (*estimation 15 000 €*)

##### **Budget prévisionnel :**

Part Etat = 150 000,00 €

Part CD = 150 000,00 €

Budget global = 300 000,00 €

**Budget réalisé : 364 236,00 €**

##### **Bilan**

**Pour 2021, le Département a renouvelé son conventionnement avec l'association « habitat jeunes en Albigeois » pour faciliter l'accueil en FJT et assurer une mission d'information, d'accès au droit et d'accompagnement au parcours logement.** Par ailleurs, il a poursuivi son soutien aux différents FJT du Département pour un total de **103 000 €**.

**L'action boutique logement jeune** s'inscrit dans cette orientation en faveur de tous les jeunes tout en conservant un accompagnement renforcé dédié aux jeunes sortants de l'ASE.

En 2021, l'orientation vers la « boutique jeunes » a représenté 141 jeunes. 119 reçus en 1<sup>er</sup> accueil, 78% de ces jeunes sont orientés par un prescripteur (52% Missions locales, 16% un partenaire social dont le Conseil départemental)

64% des jeunes sont des hommes, 41% ont entre 19-21 .

53% sont originaires d'Albi et 90% sont des jeunes isolés

Ces jeunes disposent d'une activité salariée 47% (CDI, CDD, apprentissage...).

29% ont un revenu inférieur au RSA (550€) 49% sont en emploi précaire.

24% ont eu un suivi ASE, SPIP ou PJJ.

Sur 119 dossiers ouverts au 31/12/2021, 20 jeunes ont éccédé à une solution d'hébergement, 19 ont pu se maintenri dans leur logement, 14 sont en cours d'accompagnement d'accès au logement.

Par ailleurs dans un contexte de crise sanitaire majeure, **le Département a permis une mobilisation soutenue des aides individuelles au titre des fonds d'aide aux jeunes (FAJ)** Ainsi, **379** aides subsistances ont été délivrées ( 43086,00€)

446 aides FAJ autre ont été délivrées pour 75 375,00€. 12 775 € ont été dédiés au FLAJ

Enfin le Département maintient son engagement auprès des missions locales par un soutien financier de 130 000,00€ et une rénovation des processus de suivi des jeunes BRSA, des jeunes sortants de l'ASE, et plus largement autru des jeunes nécessiant un accompagnement multiple dans le cadre de l'expérimentation SPIE.

ANNEXE 9 - TABLEAU DES INDICATEURS DE LA CONTRACTUALISATION									
Mesures	Indicateurs	Commentaires et Eléments de définition	Situation au 31 déc. 2018	Résultat atteint en 2019	Résultat atteint en 2020 et situation au 31 dec. 2020 pour la mesure <b>mobilité</b>	Résultat attendu en 2021	Résultat atteint en 2021 (1/01/2021 au 31/12/21)	Résultat atteint au 1er semestre 2022 (1/01 au 30/05/22)	Résultat attendu en 2022 (objectif fixé)
1. Enfants et jeunes									
1.1. Prévention sortie sèche de l'ASE	Nombre de jeunes devenus majeurs sur la période concernée	Jeunes confiés à l'ASE	130	160	193		160		
	Nombre de jeunes pris en charge dans le cadre du référentiel	Depuis la dernière remontée d'informations		130	152		118		
	Nombre de jeunes ayant pu choisir leur personne lien au moment du passage à la majorité	Jeunes ayant eu 18 ans au cours de l'année civile, MNA compris, La personne lien doit avoir été entérinée par l'ASE. Ce peut être : ASE, mission locale, tiers digne de jeunes ayant eu 18 ans au cours de l'année civile, MNA compris. Tout logement		130	152		118		
	Nombre de jeunes avec un logement stable	hors hébergement d'urgence , A la fin de l'accueil ASE, Parmi les jeunes qui sont accueillis/accompagnés au moment de leur 18 ans		130	152		118		
	Nombre de jeunes ayant accès à des ressources financières	Jeunes ayant eu 18 ans au cours de l'année civile, MNA compris. Ressources = salaires, bourse, RSA majoré,... hors aides ponctuelles.		130	152		118		
	Nombre de jeunes dans un parcours professionnel et/ou scolaire	Jeunes ayant eu 18 ans au cours de l'année civile, MNA compris. Avoir un contrat de tout type, être inscrit dans une formation ou parcours d'insertion professionnelle		ND	ND		ND		
1.2. Maraudes mixtes État/CD pour les enfants à la rue	Nombre de premiers contacts établis	En 10 indiquier le nombre de familles dans les bidonvilles --> donnees DIHAL. La remontée d'information consiste à indiquer le nombre de familles rencontrées rapportées au nombre total							
	Nombre de familles et d'enfants suivis	Mise à l'abri = orientation vers une structure d'hébergement d'urgence.							
	Nombre de mises à l'abri de familles et d'enfants	Queis droits : domiciliation, scolarisation, assurance maladie. Parmi les enrants et les familles rencontrées							
	Nombre d'ouvertures de droits pour les enfants et familles								
	Nombre de mesures de protection de l'enfance mises en œuvre	Distinguer mesures éducatives et mesures de placement,							
1.3 Prévention spécialisée	Nombre d'ETP dédiés à la prévention spécialisée								
	Nombre de nouveaux territoires couverts (par rapport à l'année précédente)								
	Nombre de jeunes touchés par la nouvelle action de prévention spécialisée :								
	dont nombre de jeunes de 12 - 15 ans								
	dont nombre de jeunes de 15 - 18 ans								
	dont nombre de jeunes de 18 - 25 ans								
	En cas de l'extension de l'activité durant les vacances ou le week-end : nombre d'heures supplémentaires annuelles								
	En cas d'extension des plages horaires d'intervention : nombre d'heures supplémentaires annuelles								
2. Renforcer les compétences des travailleurs sociaux									
2.1. Premier accueil social inconditionnel de proximité	Taux de couverture de premier accueil social inconditionnel par département accessible à moins de 30 minutes	Cf référentiel du premier accueil social inconditionnel qui en définit les conditions. A minima présence d'une personne en capacité d'assurer une première orientation. Formation de la compétence pour assurer un premier niveau d'écoute et d'orientation.	100	100	100		100		
	Nombre de structures (hors dispositif du CD) ou lieux qui sont engagés dans la démarche de premier accueil inconditionnel	Maisons départementales, MSAP, CCAS, communauté de communes, centres sociaux					34		
	Nombre de personnes reçues par les structures de premier accueil social inconditionnel des CD uniquement	Depuis la dernière remontée d'informations		ND	ND		ND		
	Nombre de personnes reçues au sein des autres structures de premier accueil social inconditionnel			ND	ND		ND		
2.2. Référent de parcours	Nombre d'intervenants sociaux formés ou sensibilisés à la démarche du référent de parcours	Cf référentiel pour qualifier ce qu'est un référent de parcours.							

Mesures	Indicateurs		Commentaires et Eléments de définition	Situation au 31 déc. 2018	Résultat atteint en 2019	Résultat atteint en 2020 et situation au 31 dec. 2020 pour la mesure <b>mobilité</b>	Résultat attendu en 2021	Résultat atteint en 2021 <i>(1/01/2021 au 31/12/21)</i>	Résultat atteint au 1er semestre 2022 <i>(1/01 au 30/05/22)</i>	Résultat attendu en 2022 <i>(objectif fixé)</i>
<b>4.2. Référent de parcours</b>	Nombre total de personnes accompagnées par un référent de parcours		Ensemble des personnes bénéficiant d'un référent de parcours							

Mesures	Indicateurs	Commentaires et Eléments de définition	Situation au 31 déc. 2018	Résultat atteint en 2019	Résultat atteint en 2020 et situation au 31 dec. 2020 pour la mesure <b>mobilité</b>	Résultat attendu en 2021	Résultat atteint en 2021 (1/01/2021 au 31/12/21)	Résultat atteint au 1er semestre 2022 (1/01 au 30/05/22)	Résultat attendu en 2022 (objectif fixé)
3. Insertion des allocataires du RSA									
3.1. Orienter et accompagner les allocataires du RSA	Nombre de nouveaux entrants	Depuis la dernière remontée d'informations	2500	2543	2884		2230		
	Nombre de nouveaux entrants orientés en 1 mois et moins	Date d'entrée = date de transmission CAF quotidienne. Date de notification de l'orientation. Concerne ceux qui ont fait la demande de RSA. L'objectif est de réduire ce délai à un mois.		1218 (47,9%)	1534 (53,2%)		1153 (51,7%)		
	Nombre total de 1ers rendez-vous d'accompagnement fixés	L'objectif est de deux semaines à compter de la date d'orientation. Concerne le social et le socio pro donc hors pôle emploi.		ND	ND		ND		
	Nombre de 1ers rendez-vous à 2 semaines ou moins fixés			ND	ND		ND		
	Nombre total de 1ers contacts d'engagements réciproques	Concerne les nouveaux entrants donc non compris les renouvellements		69,60%	64,80%		66,40%		
	Nombre de 1ers contrats d'engagements réciproques dans les 2 mois	A partir de la notification d'orientation		ND	ND		ND		
3.2. Garantie d'activité	Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers la garantie d'activité départementale (HORS accompagnement global°	Flux. Entre deux remontées d'informations Cela concerne uniquement les nouveaux entrants de l'année dans le RSA. C'est HORS accompagnement global							
	Nombre de bénéficiaires du RSA en cours d'accompagnement par la garantie départementale HORS accompagnement global	Stock							
	Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers l'accompagnement global	Conseiller = binôme pôle emploi / département. Rappel de l'objectif : 70 personnes par binôme Les chiffres transmis par pôle emploi doivent être renseignés par le CD		546	579		675		
	Nombre de bénéficiaires en cours d'accompagnement par l'accompagnement global	Le CD doit renseigner dans le tableau des indicateurs les chiffres transmis par Pôle emploi		807	621		661		
	Nombre de personnes accompagnées par conseiller dédié à l'accompagnement global	Le CD doit renseigner dans le tableau des indicateurs les chiffres transmis par Pôle emploi		134,5	103,5		151		
	Délai moyen du démarrage de l'accompagnement global	L'objectif à atteindre est de moins de 3 semaines. Les départements s'engagent sur un objectif intermédiaire de réduction et atteindre cet objectif en 2020 Le CD doit renseigner dans le tableau des indicateurs les chiffres transmis par Pôle emploi		31,7	ND		ND		
4. Formation des travailleurs sociaux									
4.1. Exécution du plan de formation	Nombres de personnes formées par des formations figurant sur le catalogue CNFPT, par thématique :								
	Numérique								
	Participation des personnes								
	Développement social								
	Aller vers	Depuis la dernière remontée d'informations							
	Territoires								
	Insertion socio-professionnelle	Depuis la dernière remontée d'informations							
	Nombre de personnes formées par des formations faisant l'objet d'un financement spécifique, par thématique:								
	Numérique								
	Participation des personnes								
	Développement social								
	Aller vers								
	Territoires								
	Insertion socio-professionnelle								
5. Mobilités à des fins d'insertion professionnelle									
5.1 Mobilités à des fins	Nombre de personnes accompagnées par la plateforme de mobilité à des fins d'insertion professionnelle								

Mesures	Indicateurs	Commentaires et Eléments de définition	Situation au 31 déc. 2018	Résultat atteint en 2019	Résultat atteint en 2020 et situation au 31 dec. 2020 pour la mesure <b>mobilité</b>	Résultat attendu en 2021	Résultat atteint en 2021 <i>(1/01/2021 au 31/12/21)</i>	Résultat atteint au 1er semestre 2022 <i>(1/01 au 30/05/22)</i>	Résultat attendu en 2022 <i>(objectif fixé)</i>
5.1 Mobilité des fins d'insertion professionnelle	Nombre de mesures de diagnostics et d'accompagnement à la mobilité prescrites par le conseil départemental								

**TABLEAU FINANCIER**  
Convention stratégie pauvreté  
Région Occitanie - **Département** : TARN  
Année 2021

	Thème de la contractualisation	Imputation chorus (code chorus - description longue	Fiche action N°	Intitulé de l'action	Budget global de l'action	Crédits Etat pré-notifiés	Participation CD	Reliquat	consommation du reliquat au 31/12/2021	Réalisé
Engagements du socle	1 - Prévenir toute "sortie sèche" pour les jeunes sortants de l'ASE	0304 50 19 19 01 Accompagnement des jeunes sortants de l'ASE	1.1		132 800,00	66 400,00	66 400,00			196 862,92
			1.2	le cas échéant	30 600,00	15 300,00	15 300,00			430 850,00
			sous-total		163 400,00	81 700,00	81 700,00			627 712,92
	2 - Refonder et revaloriser le travail social au service de toutes les familles - Premier accueil social inconditionnel de proximité	0304 50 19 19 03 1er accueil social inconditionnel	2.1		180 000,00	90 000,00	90 000,00			189 929,21
				dont expérimentation "la poste"						43 605,28
			sous-total		180 000,00	90 000,00	90 000,00			189 929,21
	3 - Refonder et revaloriser le travail sociale au service de toutes les familles - Référent de parcours	0304 50 19 19 04 Référents de parcours	3.1		59 864,00	29 932,00	29 932,00			67 610,27
			3.2	le cas échéant						
			sous-total		59 864,00	29 932,00	29 932,00			67 610,27
	4 - Insertion des allocataires du RSA - Orientation et parcours des allocataires	0304 50 19 19 07 Garantie d'activité et insertion des BRSA	4.1		358 768,00					380 534,95
			4.2	le cas échéant						
			sous-total		717 536,00	228 768,00	358 768,00	130 000,00	130 000,00	742 431,91
	5 - Insertion des allocataires du RSA - Garantie d'activité		5.1	acc global	358 768,00					361 896,96
			5.2	le cas échéant						
			sous-total			0,00	0,00			
	6 - Mise en place du plan de formation des travailleurs sociaux des conseils départementaux	0304 50 19 19 02 Formation travail social CD contract	6.1		0,00	0,00	0,00			
			6.2	le cas échéant						
			sous-total		0,00	0,00	0,00			
	7 - Innovation pour la formation des professionnels de la petite enfance	0304 50 19 19 11 Formation des professionnels de la	7.1							
			7.2	le cas échéant						
			sous-total		0,00	0,00	0,00			
				Sous-total engagements du socle		1 120 800,00	430 400,00	560 400,00	130 000,00	130 000,00

Engagements à l'initiative du département	0304 50 19 10 Initiatives locales		42 action 1 JOB TARN	50 000,00	25 000,00	25000,00			59 669,23
			action 2 coordination PF	7 000,00	3 500,00	3 500,00			7 272,13
			action 3 défis numériques	5 000,54	0,00	2 500,27	2 500,27	2 500,27	5 812,91
			action 4 égalité chances	15 000,00	7 500,00	7 500,00			19 874,12
			action 5 besoins fondamentaux	182 200,00	26 744,00	91 100,00	64 356,00	64 356,00	406 180,00
			action 6 aller vers les jeunes	300 000,00	150 000,00	150 000,00			364 236,00
			Sous-total engagements à l'initiative du département	559 200,54	212 744,00	279 600,27	66 856,27	66 856,27	863 044,39
				Budget global de l'action	Crédits Etat pré-notifiés	Participation CD	Reliquat	Réalisé	
TOTAL SOCLE + ID 2021			1 680 000,54 €	643 144,00 €	840 000,27 €	196 856,27 €	2 490 728,70 €		





# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 2/02. AVENANT N°1 À LA CONVENTION POUR LA MODERNISATION ET LA PROFESSIONNALISATION DES SERVICES D'AIDE À DOMICILE DU TARN

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Elisabeth CLAVERIE

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code de l'action sociale et des familles notamment ses articles L. 14-10-1 et suivants fixant le cadre des ressources et des charges du budget de la Caisse Nationale de Solidarité et de l'Autonomie (CNSA) et son article L14-10-1 prévoyant au IV de ce budget une section consacrée à la promotion des actions innovantes, à la formation des aidants familiaux, à la formation des accueillants familiaux et au renforcement de la professionnalisation des métiers de service exercés auprès des personnes âgées et des personnes handicapées,

Vu le Code de l'action sociale et des familles notamment son article l'article R 14-10-49 précisant les dépenses éligibles dans le cadre de la section IV,

Vu la convention entre la CNAS et le Conseil départemental du 3 septembre 2021 au titre du fonds d'intervention de la CNSA pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile, formation des accueillants familiaux et le soutien aux proches aidants du Tarn 2021-2023,

Vu la validation du projet d'avenant par la CNSA,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,

Vu le rapport de Monsieur le Président ;

Après en avoir délibéré,

— **DÉCIDE** de soutenir les actions en faveur des proches aidants de personnes en situation de handicap et de solliciter les financements du fonds d'intervention de la Caisse Nationale de Solidarité et de l'Autonomie pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile, formation des accueillants familiaux et le soutien aux proches aidants,

.../...

- **APPROUVE** l'avenant présenté en annexe de la présente délibération
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer ledit avenant.

Résultat des votes :

- ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022

Affichée le :  
13 Juin 2022

N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139e69c8f798-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,  
Le Directeur général des services

Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...



## Convention pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile du TARN 2021-2023 AVENANT N° 1

Entre, d'une part,

**La Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA),**  
Établissement public national à caractère administratif  
dont le siège social est situé 66 avenue du Maine -75 682 PARIS Cedex 14  
représentée par sa directrice, **Madame Virginie MAGNANT**

Ci-après désignée « **la CNSA** »

Et, d'autre part,

**Le Conseil département du Tarn**  
dont le siège est situé :  
Hôtel du Département  
Lices Georges Pompidou  
81013 Albi Cedex 9  
représenté par le président du conseil départemental, **Monsieur Christophe RAMOND**.  
SIRET n° : 22810001200019

Ci-après désigné « **Le Département** »

- Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.14-10-1, L. 14-10-5 et R. 14-10-49 et suivants
- Vu la convention relative à la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile du Tarn en date du 03 09 2021
- Considérant que la mise à jour du calendrier de réalisation des actions prévues dans la convention au terme de la première année de son exécution (2021) rend nécessaire une révision de l'évaluation financière de la convention par action
- Considérant le bilan de l'exécution des actions prévues au titre de l'année 2021

Il est décidé et convenu ce qui suit :

### Article 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de redéfinir la programmation et le financement des actions prévues à la convention et de fixer, pour les années restant à réaliser du programme, le montant de la participation de la CNSA.

À cet effet, il modifie les articles 1, 2, 3 et 5 de la convention du 03 09 2021 ainsi que ses annexes 1 et 2.

## **Article 2 - Nature des actions**

A l'article 1er de la convention susvisée, l'action 1.1 est complétée comme suit :

- « Action 1.2. Actions d'information et sensibilisation
- Action 1.3 Formation des proches aidants et formation mixtes
- Action 1.4 Dispositifs de soutien moral et psychosocial
- Action 1.5 Communication et promotion du programme »

## **Article 3 – Coût du projet et participation de la CNSA**

Les six premiers alinéas de l'article 2 de la convention susvisée sont modifiés comme suit :

« Le coût global prévisionnel des actions s'élève à 322 600 € (trois cent vingt-deux mille six cent).

Pour la réalisation de ce programme, la participation de la CNSA est fixée, pour chaque année, à hauteur de 50 % du coût de chacune des actions en faveur de l'accueil familial, de 80 % du coût de chacune des actions en faveur des aidants, et de 60 % du coût pour chacune des autres actions soit un montant maximum de 230 139 € (deux cent trente mille cent quarante-euros).

Ce coût global se répartit de la manière suivante :

- **première année** : le coût global des actions est de 76 000 € (soixante-seize mille euros).  
Au titre de cette année, la participation de la CNSA est d'un montant total maximum de 50 310 € (cinquante mille trois cent dix euros) ;
- **deuxième année** : le coût global prévisionnel des actions est de 103 088 € (cent trois mille quatre-vingt-huit euros)  
Au titre de cette année, la participation de la CNSA est d'un montant total maximum de 73 745 € (soixante-treize mille sept cent quarante-cinq euros) ;
- **troisième année** : le coût global prévisionnel des actions est de 143 512 € (cent quarante-trois mille cinq cent douze euros) ;  
Au titre de cette année, la participation de la CNSA est d'un montant total maximum de 106 084€ (cent six mille quatre-vingt cinq euros). »

Le reste sans changement.

## **Article 4 – Modalités de versement de l'aide de la CNSA**

Les deux premiers alinéas de l'article 3 de la convention sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Sous réserve de la disponibilité des crédits, la participation de la CNSA sera versée suivant les modalités suivantes :

- au titre de la première année, aucun versement complémentaire ni reversement ne sera réalisé par rapport aux montants déjà versés au jour de la signature du présent avenant ; l'ensemble de ces ajustements sera effectué dans le cadre du calcul du solde définitif de la convention ; »

Le reste sans changement.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris, le

Télétransmis en Préfecture le : 13 juin 2022

N° AR : 081-228100012-20220610-Imc139e69c8f798-DE

47

Le Président du Conseil Départemental du Tarn

Virginie MAGNANT

Christophe RAMOND

Vu la Contrôleure budgétaire de la CNSA

Date de notification :

Martine PROCUREUR

# **ANNEXE n° 1 à l'avenant de la convention pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile du Tarn 2021-2023**

## **PROGRAMME D' ACTIONS**

L'annexe n°1 de la convention pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile du Tarn 2021-2023 est complétée comme suit :

1°/ A l'axe 1 Aide aux proches aidants, il est inséré une introduction ainsi rédigée :

### **« AXE 1 AIDE AUX PROCHES AIDANTS**

La réalisation d'un diagnostic territorial de l'offre et des besoins des proches aidants de personnes âgées et de personnes en situation de handicap en 2021 a permis d'analyser les besoins proches aidants de personnes en situation de handicap et de déterminer des publics cibles.

Le plan départemental décliné sur la période 2022-2026 pose comme enjeu le pilotage et l'animation et la coordination d'un programme d'actions spécifique à ce public, en complément de l'offre existante dédiée aux personnes âgées.

### **I CONTEXTE**

L'engagement du Département du Tarn en direction des proches aidants de personnes âgées a été impulsé dès 2009.

L'intégration du Centre Local d'Information et de Coordination alliée au repérage du proche aidant dans le cadre de l'évaluation de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie a conduit à mettre en œuvre différentes actions dont notamment un repérage partagé rendu possible par la création d'un outil dédié.

Ces différentes actions s'inscrivaient dans le cadre d'un comité de pilotage départemental composé du Département, de la CARSAT et de la MSA.

Le développement de cette politique publique a naturellement trouvé son inscription dans le schéma gérontologique 2017-2021 par la définition de trois objectifs :

- Faciliter le repérage des proches aidants
- Consolider la base de données des aidants du département
- Renforcer le partenariat pour une action départementale coordonnée de soutien des proches aidants.

En 2020, la création de la Maison départementale de l'autonomie a permis de fixer comme axe stratégique l'extension de l'accompagnement aux aidants de personnes en situation de handicap, appelant ainsi une rénovation des outils et du partenariat.

Les enjeux, pour la collectivité départementale, se sont donc étendus. S'il s'agit de consolider et de développer son action en direction des aidants de personnes âgées, il est désormais prioritaire de :

- définir et de mettre en œuvre une politique de soutien en direction d'aidants de personnes en situation de handicap ;
- de structurer le partenariat tant dans ses instances de gouvernance départementales que d'animation et de coordination locales.

Ainsi dès 2021, le conventionnement avec la CNSA au titre de son fonds d'intervention pour la formation des accueillants familiaux et le soutien aux proches aidants du Tarn a permis de fixer comme objectif la réalisation en 2021 d'un diagnostic territorial de l'offre et des besoins des proches aidants afin de :

- établir un état des lieux exhaustif de l'offre existante et recenser les besoins des aidants de personnes âgées en perte d'autonomie et de personnes en situation de handicap dans une dimension territoriale.

- proposer des recommandations stratégiques et opérationnelles pour structurer un plan d'actions départemental en identifiant les leviers financiers (sur les différentes dimensions : gouvernance territoriale, méthode d'animation territoriale, pertinence de l'offre au regard des besoins, plan de communication etc...)

Cette démarche menée entre septembre 2021 et février 2022, sur la base de la consultation conduite auprès de 200 aidants et de près de 200 professionnels lors des six rencontres territoriales ainsi que des contacts pris auprès des partenaires institutionnels et l'analyse des fiches de 2053 repérages, a permis de :

- définir des publics cibles d'aidants et d'analyser leurs besoins.
- établir un plan d'actions prioritaires recouvrant des axes tels que la gouvernance, la coordination, la rénovation des outils de repérage et de communication.
- et enfin, de déterminer un plan de développement des actions en direction des aidants de personnes en situation de handicap dont le contenu et la mise en œuvre font l'objet de l'avenant n°1 2022-2023.

### **LES BESOINS EXPRIMES**

Le corpus de témoignages corrélé à l'analyse des fiches de repérage aidants a permis de dégager trois figures principales d'aidants de personnes en situation de handicap :

- Aidants-conjoints de personnes en situation de handicap
- Aidants-parents d'enfants en situation de handicap
- Aidants-parents d'adultes en situation de handicap.

Et de mettre en évidence trois besoins majeurs :

- **une information plus accessible et compréhensible**, pour connaître les dispositifs existants et les aides mobilisables
- **des moments de répit** : « Juste » pouvoir sortir de chez soi, sans se faire du souci pour son proche, ou être un temps seul chez soi
- **du soutien psychologique** : Être écouté, partager avec d'autres, « entre soi »

### **LES ORIENTATIONS**

**Le plan d'actions départemental 2022-2026 pour mieux soutenir les proches aidants est composé des principaux axes d'engagements suivants :**

- **améliorer le repérage des aidants** pour mieux les connaître et répondre à leurs attentes ;
- **renforcer le rôle des interlocuteurs de proximité** (mairies, CCAS, France services, acteurs locaux ...) pour informer et orienter les proches aidants ;
- **faciliter l'accès aux droits des aidants et de leur proche** en perte d'autonomie ou en situation de handicap ;
- **structurer une information accessible** en rapport avec les différents moments du parcours de l'aidant ;
- **coordonner** l'action des partenaires localement au profit du parcours de l'aidant ;
- **élargir l'éventail d'actions d'aide aux aidants** correspondant à la diversité des situations, notamment en direction des proches aidants de personnes en situation de handicap.

**C'est sur ce dernier axe que porte l'avenant à la convention.**

#### **Les enjeux/objectifs d'un plan d'actions dédié aux proches aidants :**

L'enjeu pour le Département du Tarn est de pouvoir développer des actions permettant de couvrir les besoins des aidants de personnes en situation de handicap, en articulation de la programmation des actions dédiées aux proches aidants de personnes âgées soutenue au titre du concours de l'axe 5 de la CFPPA.

Un appel à projets commun aux deux publics, approuvé en séance plénière de la CFPPA désormais instance de pilotage de la politique départementale de soutien aux aidants, a ainsi été lancé s'appuyant sur les éléments du diagnostic en termes de priorisation, sans toutefois être exclusif.

#### **Le public cible :**

- aidants de personnes en situation de handicap
- parents d'enfants atteints d'un Trouble du Spectre Autistique ; en situation de monoparentalité...aidants âgés de personnes adultes en situation de handicap ;
- primo aidants ;
- multi-aidants ;
- aidants endeuillés ;

**Préconisations de mise en œuvre afin de favoriser la mobilisation des proches aidants :**

- proposer une solution de transport pour les participants afin de favoriser l'accès aux actions, en particulier en milieu rural ;
- proposer des formats adaptés : en termes d'horaires, d'itinérance, d'accompagnement à distance... ;
- envisager la prise en charge de la personne aidée ;
- construire des actions autour de temps propices à la convivialité, envisager des formules impliquant plusieurs partenaires type forums... ;
- s'appuyer sur la pair-aidance dans l'animation par un binôme bénévole-professionnel.

**Préconisations en termes de contenu afin de répondre aux besoins identifiés :**

- prendre en compte la relation d'aide dans sa composante familiale, par exemple lorsqu'il existe des fratries ;
- tenir compte des moments clés du parcours de l'aidant : l'annonce du diagnostic, l'hospitalisation, le passage de l'enfance à l'âge adulte, l'entrée en institution, le décès de la personne aidée... ;
- tenir compte des situations particulières comme la multi-aidance ;
- permettre aux aidants de disposer d'une information sur leurs droits et de se repérer dans les démarches administratives et juridiques, en s'appuyant, notamment, sur les services de la MDA ;
- prendre en compte la dimension santé dans le parcours de l'aidant en mobilisant les dispositifs de prévention existants ;
- Permettre à l'aidant de disposer d'une information sur les aides techniques et de conseils sur les gestes et postures.
- favoriser l'échange entre participants afin de développer la pair-aidance.

**Orientations opérationnelles du plan d'actions :**

Ont été privilégiées **4 types d'actions**, en direction des proches aidants de personnes en situation de handicap.

Les répondants à l'appel à candidatures sont principalement des associations d'aidants, des organismes gestionnaires d'établissements, des établissements et services médico sociaux ainsi que des plateformes de répit.

Les actions proposées comportent pour la majorité d'entre elles des solutions de garde pour la personne aidée au domicile ou sur le lieu de réalisation de l'action, de transports au regard du caractère rural du territoire d'intervention.

Elles seront réalisées par du personnel qualifié : médecins psychologues, TISF formées au handicap, ergothérapeutes, travailleurs sociaux, nutritionnistes...

Le format ainsi que le contenu proposé ont fait l'objet d'un dialogue avec la MDA de manière à ce que l'ancrage local de l'action soit assuré dans l'optique de pouvoir proposer un parcours à l'aidant participant, de coordonner les différents projets et surtout de pouvoir mobiliser le public.

Sur ce dernier point l'articulation s'effectuera à partir de la base de données de la MDA répertoriant l'ensemble des fiches de repérage transmises par les partenaires, les aidants eux-mêmes et les feuillets F du dossier MDPH. Deux actions de mobilisation des aidants seront menées par la MDA :

- dans le cadre d'une « démarche d'aller vers » les aidants présentant des risques d'épuisement effectuée par les coordonnatrices CLIC
- sur la base d'une communication prévue une à deux fois par an, adressée aux aidants à partir de la réalisation d'un livret répertoriant l'ensemble des actions existant sur le



territoire. De plus, une communication particulière sera réalisée dans le cadre de la JNA (journée nationale dédiée aux aidants). »

2°/ 1°/ A l'axe 1 Aide aux proches aidants, il est inséré après l'action 1.1, les actions suivantes :

#### « ACTION 1.2 LES ACTIONS D'INFORMATION ET SENSIBILISATION

Les besoins d'information et de sensibilisation ont été prioritairement exprimés par les aidants. Les actions viseront, dans leurs différents formats, à permettre à l'aidant de prendre conscience de son rôle, à repérer les ressources sur son territoire et à disposer d'informations quant à ses droits et aux possibilités existantes quant à la personne aidée.

##### ACTION 1.2.1 LES ACTIONS DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION

L'objectif est de permettre à l'aidant de pouvoir disposer des clés de compréhension sur la pathologie de la personne aidée ainsi que sur des thématiques précises. Adaptées à l'aide apportée (plus de 60% des aidants apportent une aide directe à la personne) par l'aidant, les actions ont pour objectif d'informer sur les thématiques « gestes et postures », « nutrition »...etc. afin de permettre à l'aidant d'améliorer son accompagnement au quotidien dans une dynamique de prévention contre l'épuisement. Par ailleurs, ces actions auront vocation à informer les aidants de l'ensemble des actions mise en place dans le cadre de la programmation mais aussi vers les solutions de répit de droit commun (baluchonnage, relayage).-Elles prendront plusieurs formes afin de pouvoir répondre à l'ensemble des besoins : théâtre forums, conférence-débats.

Articulées avec la MDA, elles auront aussi comme objectif d'informer les aidants sur leurs droits, les démarches administratives relatives à la personne aidée, le fonctionnement de la MDA afin de répondre aux constats posés dans le diagnostic.

1.2.1: DISPOSITIFS DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION EN PRESENTIEL, THEATRE FORUM CYCLES DE CONFERENCE		
Cibles : Aidants		
Action	Réunions et ateliers collectifs de sensibilisation, théâtre forum, conférence...	
Période de la convention	2022	2023
Nombre de sessions	20	25
Durée d'une session et du cycle total en h	34 séances de 3.5 h réparties sur l'ensemble du territoire urbain et rural dont <ul style="list-style-type: none"> <li>- 4 rencontres en théâtre forum</li> <li>- 1 cycle de conférence de 6 séances de 2h</li> </ul>	40 séances collectives de 3,5 h réparties sur l'ensemble du territoire urbain et rural dont <ul style="list-style-type: none"> <li>- 6 rencontres en théâtre forum</li> <li>- 1 cycle de conférence de 6 séances de 2h</li> </ul>
Montant de l'intervention	Maximum 120 € / h 1 rencontre en théâtre forum 1 X 1 000 €	Maximum 12 0€ / h 6 rencontres en théâtre forum : 6 X1 000 €
Portage local Intervenants	Associations de représentants d'usagers, établissements médico-sociaux (établissements et SAAD) Intervenants professionnels et pair aidants Territoire couvert Séances collectives d'informations Co animées par une coordonnatrice CLIC	
Cible(s) / Nombre de participants	400	600

<b>Nature des dépenses</b>	Rémunération des intervenants Déplacement (transport participants) Suppléance auprès des personnes aidées (20 personnes) Collation Frais pédagogiques complémentaires (réalisation de contenu et diffusion)	Rémunération des intervenants Déplacement (transport participants) Suppléance auprès des personnes aidées (50 personnes) Collation Frais pédagogiques complémentaires (réalisation de contenu et diffusion)
----------------------------	---	---

### ACTION 1.2.2 FORUMS

Organisation de journées ou demi-journées d'information complètes sur un territoire dans une dynamique transversale et multi partenariale.

Trois objectifs :

- permettre à l'aidant de débiter un parcours de prise en charge par la connaissance des outils du territoire
- enclencher une dynamique locale autour du repérage des proches aidants
- favoriser l'interconnaissance des acteurs

1.2.2 : Forums à destination des proches aidants, partenaires, élus et grand		
<b>Action</b>	<b>Forums partenariaux organisés dans le cadre de la JNA</b>	
<b>Période de la convention</b>	2022	2023
<b>Nombre de sessions</b>	3 forums	3 forums
<b>Durée d'une session et du cycle total en h</b>	3 journées	3 journées
<b>Montant de l'intervention</b>	Forfait de 3 000 € par forum	Forfait de 3 000 € par forum
<b>Portage local Intervenants</b>	Etablissement médico-social, maison de santé pluridisciplinaire association représentant d'usagers. Organisations en collaboration avec la MDA Lieux : Tarn nord Tarn ouest Tarn sud.	Etablissement médico-social, maison de santé pluridisciplinaire association représentant d'usagers. Organisations en collaboration avec la MDA Lieux : Tarn nord Tarn ouest Tarn sud.
<b>Cible(s) / Nombre</b>	300 aidants partenaires grand public élus	300 aidants partenaires grand public élus
<b>Nature des autres dépenses</b>	Forfait comprenant : La rémunération des intervenants : pour les conférences, ateliers de sensibilisation, stands d'informations Les frais pédagogiques complémentaires (réalisation de contenu et diffusion) La collation d'accueil	Forfait comprenant : La rémunération des intervenants : pour les conférences, ateliers de sensibilisation, stands d'informations Les frais pédagogiques complémentaires (réalisation de contenu et diffusion) La collation d'accueil

### ACTION 1.3 FORMATION DES PROCHES AIDANTS ET FORMATIONS MIXTES

Elles doivent permettre à l'aidant de disposer d'éléments de compréhension sur le handicap de la personne aidée, de prendre du recul par rapport à son rôle, de maîtriser les clés de la communication, d'identifier ses émotions, afin de permettre à l'aidant de mieux agir. Elles doivent aussi concourir à la prévention de l'épuisement de l'aidant en apportant des solutions concrètes dans la prise en charge quotidienne de la personne aidée et en rompant l'isolement de l'aidant

#### ACTION 1.3.1 FORMATION DES PROCHES AIDANTS

Action		
Période de la convention	2022	2023
Nombre de sessions	4 actions proposant un parcours de 4 à 8 séances de formation Territoires Tarn nord, sud et ouest + une action départementale	6 actions proposant un parcours de 4 à 8 séances de formation Territoires Tarn nord, sud et ouest + une action départementale
Durée d'une session et du cycle total en h	3 h de formation effectuée en 24 séances soit 76 h Par cycle d'a minima 14h	3 h de formation en 30 séances : 90 h Par cycle d'a minima 14h
Montant de l'intervention	Maximum 120 € / h	Maximum 120 € / h
Portage local Intervenants	Plateforme de répit établissements médico-sociaux association d'aidants Intervenants professionnels + pair aidant	
Cible(s) / Nombre de participants	100	140
Nature des dépenses	Rémunération des intervenants Déplacements (transports participants) : 20 personnes Frais pédagogiques complémentaires (réalisation de contenu et diffusion) Suppléance aidants participants : 33 personnes	Rémunération des intervenants Déplacements (transports participants) : 40 personnes Suppléance personne aidée : 35 personnes

#### 1.3.2 FORMATIONS MIXTES « PROFESSIONNELS-AIDANTS »

Non programmées pour l'année 20223, **les actions de formations mixtes** seront inscrites dans le cadre de l'appel à projets 2023 dans l'objectif de permettre aux aidants et aux professionnels du domicile notamment d'acquérir une culture commune sur des thématiques précises, de dialoguer autour de leur rôle respectif.

1.3.2: FORMATIONS MIXTES « PROFESSIONNELS-AIDANTS »		
Cibles : Aidants et acteurs ressources du territoire		
Action	Modules de formation en présentiel	
Période de la convention	2023	
Nombre de sessions	2 séances x 3 territoires (Tarn Nord Sud et Ouest) = 6 séances	

<b>Durée d'une session et du cycle total en h</b>	Séances de 3.5h X6 : 21h
<b>Montant de l'intervention</b>	Maximum 120 € / heure
<b>Portage local Intervenants</b>	Portage associatif intervention d'un binôme formé professionnel – aidant expert
<b>Cible(s) / Nombre de participants</b>	10 professionnels + 10 aidants = 20 x 3 territoires = 60 participants identiques
<b>Nature des dépenses</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rémunération des intervenants</li> <li>- Suppléance aidants participants x 10 aidants</li> <li>- Suppléance aidants formateurs - 5 aidants</li> <li>- Coûts salariaux professionnels participants x 10 professionnels</li> <li>- Déplacements</li> <li>- Frais pédagogiques complémentaires (réalisation de contenu et diffusion)</li> </ul>

## ACTION 1.4 LES ACTIONS COLLECTIVES DE SOUTIEN PSYCHOSOCIAL

### Action 1.4.1 Les actions de soutien psychosocial en collectif.

Le besoin de soutien moral, psychologique est prégnant chez les 3 catégories d'aidants ciblés. Les actions collectives de soutien psychosocial devront permettre à l'aidant de rompre son isolement, de disposer d'un espace d'échanges entre pairs, soutenu par un professionnel et un aidant expert. Ces temps d'échanges doivent concourir à une forme de répit pour l'aidant, de réassurance quant à son rôle.

La diversité des formes proposées vise à répondre à l'ensemble des besoins identifiés. Ces actions seront co-animées par un professionnel et un aidant expert articulés, avec la possibilité d'orienter l'aidant vers un soutien individuel ponctuel pour lui permettre de faire face à une difficulté identifiée nécessitant un étayage temporaire.

Sont particulièrement ciblés les aidants traversant un moment clés de leur parcours, les primo aidants, les aidants endeuillés.

Le format proposé en distanciel déjà expérimenté permet à l'aidant de disposer d'un espace de paroles et des temps d'information dans un format souple qui n'impose pas un déplacement et donc l'organisation de la garde de la personne aidée. Les séances de groupes de paroles ont lieu libres et accompagnées d'une prise en charge individuelle permettant un accompagnement ponctuel en articulation avec les services de la MDA.

#### 1.4.1: DISPOSITIFS DE SOUTIEN MORAL ET PSYCHOSOCIAL collectif en présentiel ou distanciel

**Cibles : Aidants de personnes en situation de handicap**

Action	Cafés familles, groupes de parole, groupes d'entraide... en présentiel ou distanciel	
Période de la convention	2022	2023
Nombre de sessions	1) Soutien collectif en présentiel 7 sessions 2) Soutien collectif en distanciel	1) Soutien collectif en présentiel 7 sessions 2) Soutien collectif en distanciel
Durée d'une session et du cycle total en h	1) 80 séances de 2.5 H : 2) 42 séances collectives de 2h	1) 80 séances de 2.5 H : 2) 42 séances collectives de 2h

<b>Montant de l'intervention</b>	Maximum 60 € / h	Maximum 60 € / h
<b>Portage local Intervenants</b>	Associations de représentants d'usagers, établissements médico-sociaux (établissements et SAAD) Intervenants professionnels et pair aidants Territoire couvert	
<b>Cible(s) / Nombre</b>	1) 160 2) 40 Total : 200	1) 160 2) 40 Total : 200
<b>Nature des dépenses</b>	Rémunération des intervenants Frais pédagogiques complémentaires (réalisation de contenu et diffusion) Déplacement Collation	Rémunération des intervenants Frais pédagogiques complémentaires (réalisation de contenu et diffusion) Suppléance auprès de la personne aidée 20 personnes Collation

**Action 1.4.2 Les actions de soutien psycho social ponctuellement individuel**

Ces temps de soutien n'ont pas de visée thérapeutique, il s'agit de soutenir l'aidant dans un moment clé de son parcours, de lui apporter un soutien ponctuel face à une difficulté momentanée.

Ces actions seront menées par des psychologues, à raison de 4 à 5 séances par aidant.

Cette proposition se situe en complémentarité des actions collectives de soutien psycho-social, elle peut être mobilisée par les professionnels de la MDA en lien avec leurs missions de prévention de l'épuisement des aidants.

**1.4.2 : DISPOSITIFS DE SOUTIEN MORAL ET PSYCHOSOCIAL individuel en présentiel**

*Cibles : Aidants de personnes en situation de handicap*

<b>Action</b>	<b>Soutien ponctuel par un accompagnement psychosocial individuel</b>	
<b>Période de la convention</b>	2022	2023
<b>Nombre de sessions</b>	Soutien individuel : 1 action	Soutien individuel : 3 actions
<b>Durée d'une session et du cycle total en h</b>	40 séances 0.5h : 20h	200 séances 0.5h : 60h
<b>Montant de l'intervention</b>	Maximum 60€/h	Maximum 60€/h
<b>Portage local Intervenants</b>	Associations de représentants d'usagers, établissements médico-sociaux (établissements et SAAD), en complémentarité avec une action collective. Territoire couvert : ensemble du département	
<b>Cible(s) / Nombre</b>	10	50
<b>Nature des dépenses</b>	Rémunération des intervenants	Rémunération des intervenants

## ACTION 1.5 – COMMUNICATION ET PROMOTION DU PROGRAMME D’ACTIONS

1.5 :Communication et promotion du programme d’actions		
Période de la convention	2022	2023
Description et objectifs de l’action	Communication et promotion du programme d’actions via la conception de supports de communication et d’actions en ligne : réalisations de livrets, affiches, flyers, plaquettes d’information, sites Internet et réseaux sociaux, articles de presse, mailing... afin d’informer, de rendre visible et valoriser les actions déployées à destination des aidants sur les territoires (en proximité)	Communication et promotion du programme d’actions via la conception de supports de communication et d’actions en ligne : réalisations de livrets, affiches, flyers, plaquettes d’information, sites Internet et réseaux sociaux, articles de presse, mailing... afin d’informer, de rendre visible et valoriser les actions déployées à destination des aidants sur les territoires (en proximité)
Portage et intervention	Co-portage entre le service Communication et le service accueil Information et Coordination de la MDA	Co-portage entre le service Communication et le service accueil Information et Coordination de la MDA
Cibles	5 000 livrets à réaliser pour transmission aux aidants et diffusion sur les territoires et dans les lieux publics : <i>acteurs de proximité (mairies, Frances services, Maisons de santé Espaces de vie sociale, ESMS, associations de représentants d’usagers...)</i>	5 000 livrets à réaliser pour transmission aux aidants et diffusion sur les territoires et dans les lieux publics : <i>acteurs de proximité (mairies, Frances services, Maisons de santé Espaces de vie sociale, ESMS, associations de représentants d’usagers...)</i>
Nature des dépenses	Conception et diffusion/envoi/affichage de supports de communication et outils d’information	Conception et diffusion/envoi/affichage de supports de communication et outils d’information
Total prévisionnel Cibles sur 2 ans	Un total de 15000 aidants de personnes en situation de handicap touchés par la campagne de communication réalisée sur 2 ans dans le Tarn ( + partenaires relais, acteurs ressources, aidants de PH et grand public)	

### Cibles :

Nombre total d’aidants sur 2 ans : 2220

### Indicateurs de résultats quantitatifs et éléments de bilan :

- Nombre total d’aidants participants au total
- Nombre d’actions mise en place au total
- Nombre d’actions de formation mise en place, nombre de participants, profils des aidants (statut, type de handicap de la personne aidée), territoires concernés.

Nombre d’actions de formation mise en place, nombre de participants, profils des aidants (statut, type de handicap de la personne aidée), territoires concernés

Nombre d’actions d’information et de sensibilisation mises en œuvre, typologie des actions (séances collectives, théâtre forums), thématiques abordées, nombre de participants, profils des aidants (statut, type de handicap de la personne aidée), territoires concernés

Nombre d'actions de soutien psychosocial mis en œuvre, typologie des actions (en collectif, en individuel, en présentiel ou à distance), nombre de participants, profils des aidants (statut, type de handicap de la personne aidée), territoires concernés

Nombre d'actions de forums réalisés dans le cadre de la JNA, typologie des professionnels mobilisés, nombre de participants, profils des aidants (statut, type de handicap de la personne aidée), territoires concernés

Nombre de supports de communication réalisés ou utilisés (livrets, affiches, flyers, plaquettes d'information, sites Internet et réseaux sociaux, articles de presse, mailing)

#### **Indicateurs de résultats qualitatifs**

Questionnaires de satisfaction des participants évaluant la plus-value apportée par l'action dans l'aidance, dans la relation et la prise en charge au quotidien de la personne aidée, dans l'accès aux droits et à l'information ainsi que dans les éléments de réponses aux axes d'amélioration envisagés. »

L'annexe n°2 à la convention pour la pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile du TARN est remplacée par le tableau de programmation suivant :

**"PROGRAMMATION FINANCIERE PREVISIONNELLE**

Plan action		2021					2022				2023				Total 2021 à 2023			
	Intitulé	CD	CNSA	Autre		Total	CD	CNSA	Autre	Total	CD	CNSA	Autre	Total	CD	CNSA	Autre	Total
Axe 1	AIDANTS																	
Action 1.1	Diagnostic	7 000 €	28 000 €	- €	- €	35 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	7 000 €	28 000 €	- €	35 000 €
Action 1.2	Sensibilisation / information	- €	- €	- €	- €	- €	6 436 €	25 744 €	- €	32 180 €	7 937 €	31 747 €	- €	39 684 €	14 373 €	57 491 €	- €	71 864 €
Action 1.3	Formation	- €	- €	- €	- €	- €	2 603 €	10 412 €	- €	13 015 €	5 948 €	23 790 €	- €	29 738 €	8 551 €	34 202 €	- €	42 753 €
Action 1.4	accompagnement psychosocial	- €	- €	- €	- €	- €	3 941 €	15 762 €	- €	19 703 €	6 808 €	27 232 €	- €	34 040 €	10 749 €	42 994 €	- €	53 743 €
Action 1.5	Communication et promotion du programme	- €	- €	- €	- €	- €	768 €	3 072 €	- €	3 840 €	1 140 €	4 560 €	- €	5 700 €	1 908 €	7 632 €	- €	9 540 €
Total axe 1		7 000 €	28 000 €	- €	- €	35 000 €	13 748 €	54 990 €	- €	68 738 €	21 833 €	87 329 €	- €	109 162 €	42 581 €	170 319 €	- €	212 900 €
		- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- 1 €	- €	- €	- €	- 1 €	0 €	- €	- €
Axe 2	ACCUEIL FAMILIAL				- €													
Action 2.1	Formation	11 000 €	11 000 €	- €	- €	22 000 €	9 275 €	9 275 €	- €	18 550 €	9 275 €	9 275 €	- €	18 550 €	29 550 €	29 550 €	- €	59 100 €
Total axe 2		11 000 €	11 000 €	- €	- €	22 000 €	9 275 €	9 275 €	- €	18 550 €	9 275 €	9 275 €	- €	18 550 €	29 550 €	29 550 €	- €	59 100 €
Axe 3	PILOTAGE				- €													
Action 3.1		7 690 €	11 310 €	- €	- €	19 000 €	6 320 €	9 480 €	- €	15 800 €	6 320 €	9 480 €	- €	15 800 €	20 330 €	30 270 €	- €	50 600 €
Total Axe 3		7 690 €	11 310 €	- €	- €	19 000 €	6 320 €	9 480 €	- €	15 800 €	6 320 €	9 480 €	- €	15 800 €	20 330 €	30 270 €	- €	50 600 €
Total		25 690 €	50 310 €	0	- €	76 000 €	29 343 €	73 745 €	0	103 088 €	37 428 €	106 084 €	0	143 512 €	92 461 €	230 139 €	0	322 600 €





# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 2/03. PERMETTRE L'ACCÈS ET LE MAINTIEN DANS LE LOGEMENT DES PUBLICS EN DIFFICULTÉ HABITATS JEUNES

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Gilles TURLAN

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L1111-9,  
Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement notamment son article 6,  
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,  
Vu le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif au Fonds de Solidarité pour le Logement modifié,  
Vu le 5<sup>ème</sup> Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées du Tarn (2020-2025),  
Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022 inscrivant au Budget primitif 2022 les crédits nécessaires,  
Vu le Règlement Départemental d'Aide Sociale du 30 juin 2011 modifié,  
Vu les demandes de financement présentées par les organismes précités,  
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant que les « Habitats Jeunes » sont un outil du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées et du Plan Départemental d'Insertion.

.../...

– **APPROUVE**, au titre de l'année 2022, le soutien financier aux trois « habitats jeunes » du Tarn pour un montant de 103 000 € réparti comme suit :

- Habitat des Jeunes en Albigeois (Albi) : 45 000€,
- Foyer Protestant - Le Corporal (Castres) : 28 000 €,
- Résidence de Jeunes – Foyer Notre Dame (Mazamet) : 30 000 €.

Ces participations financières seront prélevées sur les crédits ouverts au chapitre 65, nature 6568, fonction 51 du budget départemental.

– **AUTORISE** M. le Président à signer, au nom et pour le compte du Département, les conventions à intervenir avec Habitat Jeunes en Albigeois, Le Corporal à Castres, Résidence de Jeunes - Notre Dame à Mazamet.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
15 Juin 2022  
Affichée le :  
15 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139b89e66b68-DE

Pour extrait conforme,  
  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...



Direction Générale Adjointe de la Solidarité  
Direction Vie Sociale et Insertion  
Service Habitat Logement

N° de dossier : 2022\_00645

## **CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN ET L'ASSOCIATION HABITAT DES JEUNES EN ALBIGEOIS**

**REFERENCE : HABITAT DES JEUNES EN ALBIGEOIS SERVICE HABITAT LOGEMENT  
2022 / N°3**



Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment l'article 6,

Vu la réglementation applicable aux organismes bénéficiant d'une subvention (loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, décret n° 2001-495 du 6 juin 2001),

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour le Logement modifié,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu le règlement départemental d'aide sociale du 30 juin 2011 modifié,

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (2020-2025) signé le 21 avril 2020,

Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022, approuvant le budget primitif départemental,

Vu la délibération de la Commission permanente du 10 juin 2022,

Vu la demande de financement présentée le 4 avril 2022 par HABITAT DES JEUNES EN ALBIGEOIS,

### **ENTRE**

1°) Le Conseil départemental du Tarn, représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant au nom et pour le compte du Conseil départemental du Tarn,

ci-après désigné par les termes, le Département, d'une part,

**ET**

**2°)** L'association HABITAT DES JEUNES EN ALBIGEOIS, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,

- Enregistrée sous le Numéro SIRET 77718142100010,
- Dont le siège social est situé 50 RUE CROIX VERTE, 81000 ALBI
- Représentée par son Président, Monsieur TEILLOL MICHEL, dûment mandaté,  
ci-après désignée par les termes, le bénéficiaire, d'autre part,

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## **PREAMBULE**

**Considérant que :**

- les actions menées dans le cadre de son fonctionnement, ont été initiées et conçues par le bénéficiaire et qu'elles sont conformes à son objet statutaire,
- ce projet s'inscrit dans le cadre des compétences de l'action départementale et notamment de la politique départementale en matière de lutte contre les exclusions,
- le projet présenté ci-après participe à cette politique publique,

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

**1.1)** Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à :

- réaliser un accueil individualisé et une information actualisée pour chaque jeune :
  - établir un diagnostic global de la situation (social, professionnel, financier),
  - apporter des informations sur la Résidence mais aussi sur les ressources externes mobilisables (missions locales, CPAM, CAF, services de santé, culture, loisirs...) ;
- garantir l'accès à un logement adapté aux jeunes de 16 à 30 ans et favoriser leur parcours résidentiel :
  - améliorer l'offre et la qualité des logements de la Résidence,
  - informer/accompagner dans l'appropriation du logement et dans l'usage, notamment sur le volet "économie d'énergie" ;
- aider à l'insertion sociale et professionnelle :
  - apporter un soutien dans la réalisation de certains actes de la vie quotidienne (démarches administratives, recherches d'emploi,...),
  - renforcer la connaissance et l'accès des jeunes aux dispositifs départementaux (Fonds de Solidarité pour le Logement, Fonds d'Aide aux Jeunes,)
  - apporter une aide pour faciliter l'insertion sociale et professionnelle : mettre en œuvre au moins des actions visant à soutenir les jeunes dans des démarches administratives ou d'accès à l'emploi.

- à héberger prioritairement des jeunes en contrat jeune majeur qui sont orientés par le Département dans le cadre de la procédure suivante :
  - décision du délégué de l'aide sociale à l'enfance,
  - présentation du jeune par un référent du Département,
  - projet défini entre le jeune et le Département partagé avec l'Association,
  - établissement d'un état des lieux avec le jeune à son entrée et à sa sortie.
- mettre en œuvre des actions d'accueil, d'information et d'accompagnement à l'accès au logement en faveur des jeunes notamment dans la recherche et l'accès à un premier logement autonome.

**1.2)** Le Département décide de contribuer financièrement à la mise en œuvre de cette activité.

**1.3)** Le Département n'attend aucune contrepartie directe à cette subvention.

## **ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

## **ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION**

**3.1)** Par délibération du 13 mai 2022 le Département a décidé de verser au bénéficiaire une subvention d'un montant de 45 000,00 €.

**3.2)** Cette subvention est acquise sous réserve :

- du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 5 et 6 de la présente convention,
- des décisions du Département prises en application des articles 7 et 8 et en prenant en compte d'éventuelles modifications apportées par avenant (article 10).

**3.3)** Le financement public doit être inférieur aux coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en Annexe II. Cependant, il est admis que le financement public puisse être légèrement supérieur aux coûts constatés dans le compte-rendu financier prévu à l'article 5 de la présente convention. Il est alors accepté un excédent raisonnable.

## **ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

**4.1)** Dès la réception de la convention signée par les deux parties, le Département verse un acompte représentant 70 % du montant mentionné à l'article 3 de la convention.

Le solde de la subvention, soit 13 500 € sera versé après la réception par le service départemental mentionné en tête de cette convention, du pré-bilan de l'activité du bénéficiaire.

**4.2)** La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

## **ARTICLE 5 : JUSTIFICATIFS**

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable, les documents ci-après :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans

leurs relations avec les administrations (voir modèle en Annexe III), qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel,
- le rapport d'activités.

## **ARTICLE 6 : AUTRES ENGAGEMENTS**

### **6.1) INFORMATION DU DEPARTEMENT**

Le bénéficiaire informe sans délai l'administration départementale :

- de tout changement concernant ses statuts,
- de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des Associations (RNA),
- de toute modification concernant la composition de son Bureau ou de son Conseil d'administration,
- de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe l'administration départementale sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **6.2) INFORMATION SUR LA PARTICIPATION DEPARTEMENT**

Le bénéficiaire s'engage :

- à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du Département et à faire mention de la participation du Département sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention : supports papier, parutions presse, annonces médias, page d'accueil du site internet, ...
- à informer le Département des manifestations publiques qu'il organise dès leur conception de façon à permettre au Département d'y participer s'il le souhaite.

Le Département est autorisé à communiquer sur les opérations organisées par le bénéficiaire.

### **6.3) ASSURANCE**

Les activités du bénéficiaire sont placées sous sa responsabilité exclusive. Le bénéficiaire s'engage à souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse pas être mise en cause. Il devra remettre au service départemental instructeur une attestation établie par sa compagnie d'assurance, faisant état de l'ensemble des risques couverts, dans le mois suivant la notification de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

**7.1)** Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

**7.2)** A l'issue de la convention, le Département contrôle que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département peut soit :

- exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet, augmentés éventuellement d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.3,
- à titre exceptionnel, en cas de difficultés de trésorerie, sur la base d'un argumentaire motivé du bénéficiaire, assorti des pièces justificatives, la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

## **ARTICLE 8 : REVERSEMENT**

### **8.1) SITUATIONS POUVANT MOTIVER UN REVERSEMENT OU UN NON VERSEMENT DE SUBVENTION**

Le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée (proportion correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de la subvention), ajuster le montant versé ou décider de ne pas effectuer de versement, dans les cas suivants :

- utilisation partielle ou utilisation à des fins non conformes à l'objet de la subvention,
- opération non réalisée ou partiellement réalisée,
- trop perçu de la part du bénéficiaire,
- non-respect par le bénéficiaire des obligations auxquelles il est tenu, notamment celles prévues aux articles 5 et 6 de la présente convention.

### **8.2) MODALITES DE REVERSEMENT**

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette.

Préalablement à l'émission du titre, le Département notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement. Cette lettre indique le délai, obligatoirement supérieur à 15 jours calendaires, dont dispose le bénéficiaire pour présenter des observations écrites.

Si aucun document n'est présenté par le bénéficiaire à l'expiration du délai précisé dans la lettre de notification, ou si les documents transmis dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué au bénéficiaire, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental. Celle-ci fait l'objet d'un courrier adressé au bénéficiaire.

## **ARTICLE 9 : RENOUELEMENT – EVALUATION**

**9.1)** La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 7 de la présente convention.

**9.2)** Le renouvellement de la convention est également subordonné à la réalisation d'une évaluation contradictoire entre le Département et le bénéficiaire portant sur les conditions de réalisation de la convention conformément aux modalités d'évaluation prévues en Annexe IV.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION**

**10.1)** La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.

Les avenants successifs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

**10.2)** La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : ANNEXES**

Font partie intégrante de la présente convention, les documents suivants :

- Annexe I : projet
- Annexe II : budget prévisionnel du projet
- Annexe III : compte rendu financier
- Annexe IV : évaluation

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles restées infructueuses.

## **ARTICLE 13 : RESOLUTION DES LITIGES - RECOURS**

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, la présente convention peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Ce recours pourra être effectué soit par voie postale (Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, 31000 TOULOUSE), soit par dépôt en ligne sur l'application Télérecours, accessible à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.

La présente convention est réalisée en deux exemplaires.

**À ALBI,**

**Le**

**Pour l'Association,  
Le Président**

**Pour le Conseil départemental,  
Le Président,**

**MICHEL TEILLOL**

**Christophe RAMOND**





Direction Générale Adjointe de la Solidarité  
Direction Vie Sociale et Insertion  
Service Habitat Logement

N° de dossier : 2022\_00337

## **CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN ET L'ASSOCIATION RESIDENCE JEUNES NOTRE DAME**

**REFERENCE : RES JEUNES NOTRE DAME - SERVICE HABITAT LOGEMENT 2022 /  
N°5**



Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment l'article 6,

Vu la réglementation applicable aux organismes bénéficiant d'une subvention (loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, décret n° 2001-495 du 6 juin 2001),

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour le Logement modifié,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu le règlement départemental d'aide sociale du 30 juin 2011 modifié,

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (2020-2025) signé le 21 avril 2020,

Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022, approuvant le budget primitif départemental,

Vu la délibération de la Commission permanente du 10 juin 2022,

Vu la demande de financement présentée le 23 février 2022 par l'association RESIDENCE JEUNES NOTRE DAME,

### **ENTRE**

**1°) Le Conseil départemental du Tarn, représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant au nom et pour le compte du Conseil départemental du Tarn,**

ci-après désigné par les termes, le Département, d'une part,

**ET**

**2°)** L'association RESIDENCE JEUNES NOTRE DAME, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,

- Enregistrée sous le Numéro SIRET 77724294200012,
- Dont le siège social est situé 1 RUE DES ALFIES, 81200 MAZAMET
- Représentée par son Président, Monsieur CAMANES Michel, dûment mandaté,  
ci-après désignée par les termes, le bénéficiaire, d'autre part,

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## **PREAMBULE**

**Considérant que :**

- les actions menées dans le cadre de son fonctionnement, ont été initiées et conçues par le bénéficiaire et qu'elles sont conformes à son objet statutaire,
- ce projet s'inscrit dans le cadre des compétences de l'action départementale et notamment de la politique départementale en matière de lutte contre les exclusions,
- le projet présenté ci-après participe à cette politique publique,

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

**1.1)** Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à :

- réaliser un accueil individualisé et une information actualisée pour chaque jeune :
  - établir un diagnostic global de la situation (social, professionnel, financier),
  - apporter des informations sur la Résidence mais aussi sur les ressources externes mobilisables (missions locales, CPAM, CAF, services de santé, culture, loisirs...) ;
- garantir l'accès à un logement adapté aux jeunes de 16 à 30 ans et favoriser leur parcours résidentiel :
  - améliorer l'offre et la qualité des logements de la Résidence,
  - informer/accompagner dans l'appropriation du logement et dans l'usage, notamment sur le volet "économie d'énergie" ;
- aider à l'insertion sociale et professionnelle :
  - apporter un soutien dans la réalisation de certains actes de la vie quotidienne (démarches administratives, recherches d'emploi,...),
  - renforcer la connaissance et l'accès des jeunes aux dispositifs départementaux (Fonds de Solidarité pour le Logement, Fonds d'Aide aux Jeunes,)
  - apporter une aide pour faciliter l'insertion sociale et professionnelle : mettre en œuvre au moins des actions visant à soutenir les jeunes dans des démarches administratives ou d'accès à l'emploi.

- à héberger prioritairement des jeunes en contrat jeune majeur qui sont orientés par le Département dans le cadre de la procédure suivante :
  - décision du délégué de l'aide sociale à l'enfance,
  - présentation du jeune par un référent du Département,
  - projet défini entre le jeune et le Département partagé avec l'Association,
  - établissement d'un état des lieux avec le jeune à son entrée et à sa sortie.
- mettre en œuvre des actions d'accueil, d'information et d'accompagnement à l'accès au logement en faveur des jeunes notamment dans la recherche et l'accès à un premier logement autonome.

1.2) Le Département décide de contribuer financièrement à la mise en œuvre de cette activité.

1.3) Le Département n'attend aucune contrepartie directe à cette subvention.

## **ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

## **ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION**

3.1) Par délibération du 13 mai 2022 le Département a décidé de verser au bénéficiaire une subvention d'un montant de 30 000,00 €.

3.2) Cette subvention est acquise sous réserve :

- du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 5 et 6 de la présente convention,
- des décisions du Département prises en application des articles 7 et 8 et en prenant en compte d'éventuelles modifications apportées par avenant (article 10).

3.3) Le financement public doit être inférieur aux coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en Annexe II. Cependant, il est admis que le financement public puisse être légèrement supérieur aux coûts constatés dans le compte-rendu financier prévu à l'article 5 de la présente convention. Il est alors accepté un excédent raisonnable.

## **ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

4.1) Dès la réception de la convention signée par les deux parties, le Département verse un acompte représentant 70 % du montant mentionné à l'article 3 de la convention.

Le solde de la subvention, soit 9000 € sera versé après la réception par le service départemental mentionné en tête de cette convention, du pré-bilan de l'activité du bénéficiaire.

4.2) La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

## **ARTICLE 5 : JUSTIFICATIFS**

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable, les documents ci-après :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (voir modèle en Annexe III), qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.
- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel,
- le rapport d'activités.

## **ARTICLE 6 : AUTRES ENGAGEMENTS**

### **6.1) INFORMATION DU DEPARTEMENT**

Le bénéficiaire informe sans délai l'administration départementale :

- de tout changement concernant ses statuts,
- de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des Associations (RNA),
- de toute modification concernant la composition de son Bureau ou de son Conseil d'administration,
- de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe l'administration départementale sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **6.2) INFORMATION SUR LA PARTICIPATION DEPARTEMENT**

Le bénéficiaire s'engage :

- à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du Département et à faire mention de la participation du Département sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention : supports papier, parutions presse, annonces médias, page d'accueil du site internet, ...
- à informer le Département des manifestations publiques qu'il organise dès leur conception de façon à permettre au Département d'y participer s'il le souhaite.

Le Département est autorisé à communiquer sur les opérations organisées par le bénéficiaire.

### **6.3) ASSURANCE**

Les activités du bénéficiaire sont placées sous sa responsabilité exclusive. Le bénéficiaire s'engage à souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse pas être mise en cause. Il devra remettre au service départemental instructeur une attestation établie par sa compagnie d'assurance, faisant état de l'ensemble des risques couverts, dans le mois suivant la notification de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

**7.1)** Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

**7.2)** A l'issue de la convention, le Département contrôle que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314

du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département peut soit :

- exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet, augmentés éventuellement d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.3,
- à titre exceptionnel, en cas de difficultés de trésorerie, sur la base d'un argumentaire motivé du bénéficiaire, assorti des pièces justificatives, la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

## **ARTICLE 8 : REVERSEMENT**

### **8.1) SITUATIONS POUVANT MOTIVER UN REVERSEMENT OU UN NON VERSEMENT DE SUBVENTION**

Le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée (proportion correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de la subvention), ajuster le montant versé ou décider de ne pas effectuer de versement, dans les cas suivants :

- utilisation partielle ou utilisation à des fins non conformes à l'objet de la subvention,
- opération non réalisée ou partiellement réalisée,
- trop perçu de la part du bénéficiaire,
- non-respect par le bénéficiaire des obligations auxquelles il est tenu, notamment celles prévues aux articles 5 et 6 de la présente convention.

### **8.2) MODALITES DE REVERSEMENT**

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette.

Préalablement à l'émission du titre, le Département notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement. Cette lettre indique le délai, obligatoirement supérieur à 15 jours calendaires, dont dispose le bénéficiaire pour présenter des observations écrites.

Si aucun document n'est présenté par le bénéficiaire à l'expiration du délai précisé dans la lettre de notification, ou si les documents transmis dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué au bénéficiaire, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental. Celle-ci fait l'objet d'un courrier adressé au bénéficiaire.

## **ARTICLE 9 : RENOUELEMENT – EVALUATION**

**9.1)** La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 7 de la présente convention.

**9.2)** Le renouvellement de la convention est également subordonné à la réalisation d'une évaluation contradictoire entre le Département et le bénéficiaire portant sur les conditions de réalisation de la convention conformément aux modalités d'évaluation prévues en Annexe IV.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION**

**10.1)** La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.

Les avenants successifs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

**10.2)** La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : ANNEXES**

Font partie intégrante de la présente convention, les documents suivants :

- Annexe I : projet
- Annexe II : budget prévisionnel du projet
- Annexe III : compte rendu financier
- Annexe IV : évaluation

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles restées infructueuses.

## **ARTICLE 13 : RESOLUTION DES LITIGES - RECOURS**

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, la présente convention peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Ce recours pourra être effectué soit par voie postale (Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, 31000 TOULOUSE), soit par dépôt en ligne sur l'application Télérecours, accessible à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.

La présente convention est réalisée en deux exemplaires.

**À ALBI,**

**Le**

**Pour l'Association,  
Le Président,**

**Pour le Conseil départemental,  
Le Président,**

**Michel CAMANES**

**Christophe RAMOND**



**Direction Générale Adjointe de la Solidarité  
Direction Vie Sociale et Insertion  
Service Habitat Logement**

**N° de dossier : 2022\_00203**

## **CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN ET L'ASSOCIATION FOYER PROTESTANT CASTRES**

**REFERENCE : FOYER PROTESTANT CASTRES SERVICE HABITAT LOGEMENT 2022 /  
N°4**



Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment l'article 6,

Vu la réglementation applicable aux organismes bénéficiant d'une subvention (loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, décret n° 2001-495 du 6 juin 2001),

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour le Logement modifié,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu le règlement départemental d'aide sociale du 30 juin 2011 modifié,

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (2020-2025) signé le 21 avril 2020,

Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022, approuvant le budget primitif départemental,

Vu la délibération de la Commission permanente du 10 juin 2022,

Vu la demande de financement présentée le 04 février 2022 par FOYER PROTESTANT CASTRES,

### **ENTRE**

**1°) Le Conseil départemental du Tarn, représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant au nom et pour le compte du Conseil départemental du Tarn,**

ci-après désigné par les termes, le Département, d'une part,

**ET**

**2°)** L'association FOYER PROTESTANT CASTRES, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,

- Enregistrée sous le Numéro SIRET 77721006300023,
- Dont le siège social est situé 7 RUE PASTEUR HUBAC, 81100 CASTRES,
- Représentée par son Président, Monsieur RIVIERE Pierre Luc, dûment mandaté,  
ci-après désignée par les termes, le bénéficiaire, d'autre part,

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## **PREAMBULE**

**Considérant que :**

- les actions menées dans le cadre de son fonctionnement, ont été initiées et conçues par le bénéficiaire et qu'elles sont conformes à son objet statutaire,
- ce projet s'inscrit dans le cadre des compétences de l'action départementale et notamment de la politique départementale en matière de lutte contre les exclusions,
- le projet présenté ci-après participe à cette politique publique,

## **ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION**

**1.1)** Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à :

- réaliser un accueil individualisé et une information actualisée pour chaque jeune :
  - établir un diagnostic global de la situation (social, professionnel, financier),
  - apporter des informations sur la Résidence mais aussi sur les ressources externes mobilisables (missions locales, CPAM, CAF, services de santé, culture, loisirs...) ;
- garantir l'accès à un logement adapté aux jeunes de 16 à 30 ans et favoriser leur parcours résidentiel :
  - améliorer l'offre et la qualité des logements de la Résidence,
  - informer/accompagner dans l'appropriation du logement et dans l'usage, notamment sur le volet "économie d'énergie" ;
- aider à l'insertion sociale et professionnelle :
  - apporter un soutien dans la réalisation de certains actes de la vie quotidienne (démarches administratives, recherches d'emploi,...),
  - renforcer la connaissance et l'accès des jeunes aux dispositifs départementaux (Fonds de Solidarité pour le Logement, Fonds d'Aide aux Jeunes,)
  - apporter une aide pour faciliter l'insertion sociale et professionnelle : mettre en œuvre au moins des actions visant à soutenir les jeunes dans des démarches administratives ou d'accès à l'emploi.



- à héberger prioritairement des jeunes en contrat jeune majeur qui sont orientés par le Département dans le cadre de la procédure suivante :
  - décision du délégué de l'aide sociale à l'enfance,
  - présentation du jeune par un référent du Département,
  - projet défini entre le jeune et le Département partagé avec l'Association,
  - établissement d'un état des lieux avec le jeune à son entrée et à sa sortie.
- mettre en œuvre des actions d'accueil, d'information et d'accompagnement à l'accès au logement en faveur des jeunes notamment dans la recherche et l'accès à un premier logement autonome.

1.2) Le Département décide de contribuer financièrement à la mise en œuvre de cette activité.

1.3) Le Département n'attend aucune contrepartie directe à cette subvention.

## **ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

## **ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION**

3.1) Par délibération du 13 mai 2022 le Département a décidé de verser au bénéficiaire une subvention d'un montant de 28 000,00 €.

3.2) Cette subvention est acquise sous réserve :

- du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 5 et 6 de la présente convention,
- des décisions du Département prises en application des articles 7 et 8 et en prenant en compte d'éventuelles modifications apportées par avenant (article 10).

3.3) Le financement public doit être inférieur aux coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en Annexe II. Cependant, il est admis que le financement public puisse être légèrement supérieur aux coûts constatés dans le compte-rendu financier prévu à l'article 5 de la présente convention. Il est alors accepté un excédent raisonnable.

## **ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

4.1) Dès la réception de la convention signée par les deux parties, le Département verse un acompte représentant 70 % du montant mentionné à l'article 3 de la convention.

Le solde de la subvention, soit 8400,00 € sera versé après la réception par le service départemental mentionné en tête de cette convention, du pré-bilan de l'activité du bénéficiaire.

4.2) La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

## **ARTICLE 5 : JUSTIFICATIFS**

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable, les documents ci-après :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (voir modèle en Annexe III), qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.
- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel,
- le rapport d'activités.

## **ARTICLE 6 : AUTRES ENGAGEMENTS**

### **6.1) INFORMATION DU DEPARTEMENT**

Le bénéficiaire informe sans délai l'administration départementale :

- de tout changement concernant ses statuts,
- de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des Associations (RNA),
- de toute modification concernant la composition de son Bureau ou de son Conseil d'administration,
- de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe l'administration départementale sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **6.2) INFORMATION SUR LA PARTICIPATION DEPARTEMENT**

Le bénéficiaire s'engage :

- à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du Département et à faire mention de la participation du Département sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention : supports papier, parutions presse, annonces médias, page d'accueil du site internet, ...
- à informer le Département des manifestations publiques qu'il organise dès leur conception de façon à permettre au Département d'y participer s'il le souhaite.

Le Département est autorisé à communiquer sur les opérations organisées par le bénéficiaire.

### **6.3) ASSURANCE**

Les activités du bénéficiaire sont placées sous sa responsabilité exclusive. Le bénéficiaire s'engage à souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse pas être mise en cause. Il devra remettre au service départemental instructeur une attestation établie par sa compagnie d'assurance, faisant état de l'ensemble des risques couverts, dans le mois suivant la notification de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

**7.1)** Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

**7.2)** A l'issue de la convention, le Département contrôle que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314

du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département peut soit :

- exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet, augmentés éventuellement d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.3,
- à titre exceptionnel, en cas de difficultés de trésorerie, sur la base d'un argumentaire motivé du bénéficiaire, assorti des pièces justificatives, la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

## **ARTICLE 8 : REVERSEMENT**

### **8.1) SITUATIONS POUVANT MOTIVER UN REVERSEMENT OU UN NON VERSEMENT DE SUBVENTION**

Le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée (proportion correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de la subvention), ajuster le montant versé ou décider de ne pas effectuer de versement, dans les cas suivants :

- utilisation partielle ou utilisation à des fins non conformes à l'objet de la subvention,
- opération non réalisée ou partiellement réalisée,
- trop perçu de la part du bénéficiaire,
- non-respect par le bénéficiaire des obligations auxquelles il est tenu, notamment celles prévues aux articles 5 et 6 de la présente convention.

### **8.2) MODALITES DE REVERSEMENT**

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette.

Préalablement à l'émission du titre, le Département notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement. Cette lettre indique le délai, obligatoirement supérieur à 15 jours calendaires, dont dispose le bénéficiaire pour présenter des observations écrites.

Si aucun document n'est présenté par le bénéficiaire à l'expiration du délai précisé dans la lettre de notification, ou si les documents transmis dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué au bénéficiaire, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental. Celle-ci fait l'objet d'un courrier adressé au bénéficiaire.

## **ARTICLE 9 : RENOUVELLEMENT – EVALUATION**

**9.1)** La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 7 de la présente convention.

**9.2)** Le renouvellement de la convention est également subordonné à la réalisation d'une évaluation contradictoire entre le Département et le bénéficiaire portant sur les conditions de réalisation de la convention conformément aux modalités d'évaluation prévues en Annexe IV.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION**

**10.1)** La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.

Les avenants successifs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

**10.2)** La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : ANNEXES**

Font partie intégrante de la présente convention, les documents suivants :

- Annexe I : projet
- Annexe II : budget prévisionnel du projet
- Annexe III : compte rendu financier
- Annexe IV : évaluation

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles restées infructueuses.

## **ARTICLE 13 : RESOLUTION DES LITIGES - RECOURS**

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, la présente convention peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Ce recours pourra être effectué soit par voie postale (Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, 31000 TOULOUSE), soit par dépôt en ligne sur l'application Télérecours, accessible à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.

La présente convention est réalisée en deux exemplaires.

**À ALBI,**

**Le**

**Pour l'Association,  
Le Président,**

**Pour le Conseil départemental,  
Le Président,**

**Pierre Luc RIVIERE**

**Christophe RAMOND**



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 2/04. PERMETTRE L'ACCÈS ET LE MAINTIEN DANS LE LOGEMENT DES PUBLICS EN DIFFICULTÉ FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIÉ AU LOGEMENT

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Gilles TURLAN

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
 Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L1111-9,  
 Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement notamment son article 6,  
 Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,  
 Vu le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) modifié,  
 Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022 inscrivant au Budget primitif 2022 les crédits nécessaires,  
 Vu le Schéma départemental gérontologique 2017-2021 adopté par l'Assemblée départementale les 30 et 31 mars 2017,  
 Vu le 5<sup>ème</sup> Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées du Tarn 2020-2025 (PDALHPD),  
 Vu le Règlement Départemental d'Aide Sociale du 30 juin 2011 modifié,  
 Vu la demande de subvention de l'association Maison des Femmes reçue le 9 mai 2022, Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
 Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

Considérant que les missions de l'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL) s'inscrivent dans le cadre de la politique départementale et notamment du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD 2020-2025),

Considérant que les modalités d'intervention de l'Accompagnement Social Lié au Logement sont définies et adoptées par le Conseil départemental dans le cadre du Fonds de Solidarité pour le Logement et qu'elles s'articulent avec les mesures d'accompagnement vers et dans le logement portées et développées par l'Etat,

– **APPROUVE**, au titre de l'année 2022, dans le cadre du Fonds de Solidarité pour le Logement, le financement des mesures d'accompagnement individuelles pour les personnes qui sortent de la structure d'hébergement Maison des Femmes. Le montant de la mensualité par mesure d'accompagnement social lié au logement est fixé à 150 €.

Ces participations financières seront prélevées sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6558, du Budget départemental.

– **AUTORISE** M. le Président à signer, au nom et pour le compte du Département, la convention à intervenir avec l'association Maison des Femmes.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
15 Juin 2022  
Affichée le :  
15 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139e99e66bbe-DE

Pour extrait conforme,  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...



Direction Générale Adjointe de la Solidarité  
Direction Vie Sociale et Insertion  
Service Habitat Logement

## **CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN ET MAISON DES FEMMES**

**REFERENCE : ASSOCIATION MAISON DES FEMMES / SERVICE HABITAT LOGEMENT  
2022 / N°12**



Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, notamment l'article 6,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la réglementation applicable aux organismes bénéficiant d'une subvention (Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, Décret n° 2001-495 du 6 juin 2001),

Vu le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour le Logement modifié,

Vu le règlement départemental d'aide sociale du 30 juin 2011 modifié,

Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022 arrêtant les axes de sa politique en matière de solidarité et inscrivant au budget primitif les crédits nécessaires,

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (2020-2025) signé le 21 avril 2020,

Vu la délibération de l'Assemblée plénière du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu la délibération de la Commission permanente du 10 juin 2022,

Vu la demande de financement présentée le 9 mai 2022 par l'association Maison des Femmes

### **ENTRE**

**1°)** Le Conseil départemental du Tarn, représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant au nom et pour le compte du Conseil départemental du Tarn,

ci-après désigné par les termes, le Département, d'une part,

**ET**

2°) L'association, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,

- Enregistrée sous le Numéro SIRET 316 394 147 00037
- Dont le siège social est situé 15 et 26 Rue de Genève à ALBI
- Représentée par sa Présidente, Mme Jackie-Ruth MEYER, dûment mandatée,  
ci-après désignée par les termes, le bénéficiaire, d'autre part,

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## **PREAMBULE**

**Considérant que :**

- les actions menées dans le cadre de son fonctionnement, ont été initiées et conçues par le bénéficiaire et qu'elles sont conformes à son objet statutaire,
- ce projet s'inscrit dans le cadre des compétences de l'action départementale au titre de l'Accompagnement social lié au logement et de celles de l'Etat dans le cadre de l'Accompagnement vers et dans le logement,
- à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 dans le cadre d'une coordination entre les mesures d'ASLL et d'AVDL les nouvelles demandes de la structure d'hébergement seront adressées auprès du Service intégré d'accueil et d'orientation pour être financées dans le cadre de l'AVDL.

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

1.1) Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, le projet décrit ci-dessous:

La mesure d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL) est expressément prévue dans la circulaire n° 90-89 du 7/12/1990, intervenant en application de la loi du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement.

Dans le cadre du Fonds de Solidarité pour le Logement, l'accompagnement social lié au logement confié à une Association, est destiné aux personnes sortant de la structure d'hébergement qui accèdent à un logement autonome.

Par ailleurs, dans un souci de bonne articulation avec l'AVDL (Accompagnement Vers et Dans le Logement) porté et développé par l'Etat, désormais les mesures d'accompagnement social lié au logement en sortie d'hébergement sera à la seule compétence de l'Etat. Cette clarification concertée avec la DDETSP et actée au 1 juillet 2022, permet de tenir compte des évolutions du dispositif AVDL et d'éclaircir auprès des structures, les articulations entre ces mesures.

Toutefois, afin de ne pas pénaliser les publics dont l'accompagnement aura débuté sur le 1<sup>er</sup> semestre 2022, leur finalisation sera autorisée jusqu'au 31 décembre 2022.

1.2) Le Département décide de contribuer financièrement à la mise en œuvre de cette activité.

1.3) Le Département n'attend aucune contrepartie directe à cette subvention.

## **ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour l'année 2022.



## ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

**3.1)** Par délibération du 13 mai 2022 la Commission permanente a décidé, pour l'année 2022 de fixer le montant mensuel de la mesure à 150 €.

**3.2)** Cette subvention est acquise sous réserve :

- du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 5 et 6 de la présente convention,
- des décisions du Département prises en application des articles 7 et 8 et en prenant en compte d'éventuelles modifications apportées par avenant (article 10).

**3.3)** Le financement public doit être inférieur aux coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en Annexe II. Cependant, il est admis que le financement public puisse être légèrement supérieur aux coûts constatés dans le compte-rendu financier prévu à l'article 5 de la présente convention. Il est alors accepté un excédent raisonnable.

## ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

**4.1)** Le Département verse, sur récapitulatif trimestriel (modèle en annexe V de la présente), adressé au service Habitat Logement le montant total des mesures exercées mensuellement par mandat pour l'année 2022. **La dernière demande de paiement au titre de l'année 2022 sera accompagnée** du récapitulatif trimestriel et du pré-bilan de l'année écoulée, **transmis au plus tard le 15 décembre 2022.**

**4.2)** La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

## ARTICLE 5 : JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable, les documents ci-après :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (voir modèle en Annexe III), qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.
- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel,
- le rapport d'activités.

## ARTICLE 6 : AUTRES ENGAGEMENTS

### 6.1) INFORMATION DU DEPARTEMENT

Le bénéficiaire informe sans délai l'administration départementale :

- de tout changement concernant ses statuts,
- de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des Associations (RNA),
- de toute modification concernant la composition de son Bureau ou de son Conseil d'administration,
- de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe l'administration départementale sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **6.2) INFORMATION SUR LA PARTICIPATION DEPARTEMENT**

Le bénéficiaire s'engage :

- à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du Département et à faire mention de la participation du Département sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention : supports papier, parutions presse, annonces médias, page d'accueil du site internet, ...
- à informer le Département des manifestations publiques qu'il organise dès leur conception de façon à permettre au Département d'y participer s'il le souhaite.

Le Département est autorisé à communiquer sur les opérations organisées par le bénéficiaire.

## **6.3) ASSURANCE**

Les activités du bénéficiaire sont placées sous sa responsabilité exclusive. Le bénéficiaire s'engage à souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse pas être mise en cause. Il devra remettre au service départemental instructeur une attestation établie par sa compagnie d'assurance, faisant état de l'ensemble des risques couverts, dans le mois suivant la notification de la présente convention.

# **ARTICLE 7 : CONTROLES DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

**7.1)** Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

**7.2)** A l'issue de la convention, le Département contrôle que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département peut soit :

- exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet, augmentés éventuellement d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.3,
- à titre exceptionnel, en cas de difficultés de trésorerie, sur la base d'un argumentaire motivé du bénéficiaire, assorti des pièces justificatives, la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

# **ARTICLE 8 : REVERSEMENT**

## **8.1) SITUATIONS POUVANT MOTIVER UN REVERSEMENT OU UN NON VERSEMENT DE SUBVENTION**

Le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée (proportion correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de la subvention), ajuster le montant versé ou décider de ne pas effectuer de versement, dans les cas suivants :

- utilisation partielle ou utilisation à des fins non conformes à l'objet de la subvention,
- opération non réalisée ou partiellement réalisée,
- trop perçu de la part du bénéficiaire,

- non-respect par le bénéficiaire des obligations auxquelles il est tenu, notamment celles prévues aux articles 5 et 6 de la présente convention.

## **8.2) MODALITES DE REVERSEMENT**

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette.

Préalablement à l'émission du titre, le Département notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement. Cette lettre indique le délai, obligatoirement supérieur à 15 jours calendaires, dont dispose le bénéficiaire pour présenter des observations écrites.

Si aucun document n'est présenté par le bénéficiaire à l'expiration du délai précisé dans la lettre de notification, ou si les documents transmis dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué au bénéficiaire, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental. Celle-ci fait l'objet d'un courrier adressé au bénéficiaire.

## **ARTICLE 9 : RENOUVELLEMENT – EVALUATION**

**9.1)** La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 7 de la présente convention.

**9.2)** Le renouvellement de la convention est également subordonné à la réalisation d'une évaluation contradictoire entre le Département et le bénéficiaire portant sur les conditions de réalisation de la convention conformément aux modalités d'évaluation prévues en Annexe IV.

## **ARTICLE 10 : AVENANT**

**10.1)** La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

**10.2)** La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : ANNEXES**

Font partie intégrante de la présente convention, les documents suivants :

- Annexe I : modèles pour les mandats trimestriels réalisés par l'association
- Annexe II : budget prévisionnel du projet
- Annexe III : compte rendu financier

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles restées infructueuses.

## **ARTICLE 13 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

### **13.1) TRAITEMENT DES DONNEES DES PERSONNES ACCOMPAGNEES**

Afin de remplir leurs obligations respectives en vertu de la présente convention, chacune des parties (le Département et le bénéficiaire) pourra être amenée à traiter des données à caractère personnel concernant les personnes accompagnées (ci-après nommées : « Données des Personnes accompagnées ») et notamment les données d'identification et les renseignements relatifs à leur suivi social et professionnel.

A ce titre, chaque partie reconnaît expressément traiter les « Données des Personnes accompagnées » pour ses propres finalités, chacune en qualité de responsable de traitement, au sens de l'article 4(7) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD ») indépendant.

Lorsqu'une partie communique des « Données des Personnes accompagnées » à l'autre partie, la partie recevant ces données les reçoit en tant que simple destinataire et détermine les finalités et les moyens de ses propres traitements de celles-ci, en respectant les stipulations de cet article.

Par conséquent, chaque partie doit assumer la responsabilité de ses traitements de données à caractère personnel pour la conformité à la réglementation applicable. Chaque partie doit notamment procéder à l'information des personnes accompagnées pour les traitements de données à caractère personnel qu'elle effectue.

A ce titre, chaque partie qui communique des données à caractère personnel à l'autre garantit que celles-ci ont été collectées de manière conforme à la réglementation applicable.

### **13.2) ASSISTANCE EN CAS D'EXERCICE DU DROIT A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Chaque partie s'engage à apporter toute assistance raisonnable à l'autre pour toute demande d'exercice de droits qui serait effectuée par les personnes accompagnées et pour toute formalité ou interaction avec une Autorité de Contrôle relative au traitement des « Données des personnes accompagnées »

### **13.3) INFORMATION EN CAS D'ATTEINTE A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

En cas de destruction, perte, altération, divulgation non autorisée, de manière accidentelle ou illicite, des Données des Personnes accompagnées, le bénéficiaire s'engage à en aviser le Département immédiatement et au plus tard 24 heures après en avoir pris connaissance.

## **ARTICLE 14 : RESOLUTION DES LITIGES - RECOURS**

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, la présente convention peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Ce recours pourra être effectué soit par voie postale (Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, 31000 TOULOUSE), soit par dépôt en ligne sur l'application Télérecours, accessible à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.

La présente convention est réalisée en deux exemplaires.

**À ALBI,**

**Le**

**Pour l'Association,  
La Présidente**

**Pour le Conseil départemental,  
Le Président**

**Jacky-Ruth MEYER**

**Christophe RAMOND**



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 2/05. PROGRAMME DEPARTEMENTAL D'INSERTION SECONDE PROGRAMMATION 2022

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Didier HOULES

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
Vu le Code de l'action sociale et des familles plus particulièrement son article L312-1,  
Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la sécurité sociale,  
Vu le Code du travail notamment ses articles L 5132-3-1 et L5132-2 et suivants,  
Vu le Code rural et de la pêche maritime notamment son article L.313-1 relatif à l'Agence de Services et de Paiement (ASP),  
Vu la loi n°2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,  
Vu la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 portant loi de Finances pour 2014 et notamment son article 142 qui définit le cadre juridique nécessaire à la poursuite du cofinancement par les Départements des Structures de l'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) dans le cadre de la réforme des modalités de financement de ce secteur par l'État,  
Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,  
Vu la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation du Territoire de la République notamment son titre III, Solidarité et Égalité des Territoires,  
Vu le décret n° 2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique,  
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
Vu le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

Considérant d'une part, que le Programme Départemental d'Insertion doit être adapté afin d'être en totale cohérence avec les nouvelles orientations politiques de la collectivité, eu égard à la volonté du Conseil départemental de prioriser le retour à l'emploi,

Considérant, d'autre part, que la publication de l'appel à projet 2022 ayant été décalée au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, les conventions actuelles ne couvrent pas l'intégralité de l'année 2022,

– **DECIDE** de poursuivre la politique de lutte contre l'exclusion par l'appui et la reconnaissance des structures intervenant dans l'insertion par l'activité économique, l'accompagnement vers l'emploi et l'accompagnement des travailleurs non-salariés,

– **APPROUVE** l'attribution des aides départementales au travers de conventions 2022 ou d'avenants aux conventions 2022 sur la période de mai à décembre 2022.

Les actions apparaissent comme suit :

#### I – Avenants aux conventions 2022

NOM DE LA STRUCTURE	INTITULE DE L'ACTION	MONTANT
<b>Atelier Chantier d'Insertion (ACI)</b>		<b>203 049 €</b>
SCIC ACTHAR (GAILLAC)	Maraîchage, Jardin pédagogique, Entretien de voirie, Viticulture	8 000 €
CIAS DU CARMAUSIN SEGALA (CARMAUX)	Entretien, embellissement, rénovation, réhabilitation espaces verts et bâtiments sur les 32 communes de l'intercommunalité 3CS	16 667 €
INSTITUT ENVIRONNEMENT TARN (REALMONT)	Environnement Patrimoine	16 000 €
EMMAUS INSERT (ALBI)	Collecte tri des D3E (électronique-électricité-électroménager), vente magasinage	18 667 €
ENSEMBLE (CASTRES)	Restauration Traiteur Employé Familial Polyvalent	14 933 €
ASSOCIATION LÉO LAGRANGE (GRAULHET)	Amélioration du cadre de vie – Terres inclusives – Projet M	11 667 €
INSERT SOLUTIONS ACI (CASTRES)	Entretien et nettoyage, OMA, mécanique, espaces verts, menuiserie, Couture	17 333 €
AEP LA LANDELLE (PALLEVILLE)	Maraîchage dans respect environnement -Entretien espaces verts - Restaurant	13 333 €
LE RELAIS DE MONTANS (MONTANS)	Entretien aménagement et valorisation de l'environnement, maraîchage biologique en partenariat avec la légumerie Terra Alter	10 949 €
LES RESTOS DU CŒUR (BLAYES LES MINES)	Maraîchage récolte distribution production (Jardin de Mazamet)	7 333 €
	Maraîchage récolte distribution production (Jardin de Graulhet)	7 333 €
1001 RECUP (GAILLAC)	Recyclerie	6 667 €
REGAIN ACTION (ALBI)	Tri-remise état vente vêtements, recyclage Jardin maraîchage domaine St Viateur	31 200 €

NOM DE LA STRUCTURE	INTITULE DE L'ACTION	MONTANT
LA REGIE (ALBI)	Entretien espaces verts Environnement mise en valeur cours d'eau	8 567 €
VERSO (ALBI)	Rénovation du petit patrimoine bâti	14 400 €
<b>ENTREPRISES INTERMEDIAIRES – EI</b>		<b>6 340 €</b>
LA REGIE (ALBI)	Entretien espaces verts Environnement mise en valeur de sites	6 340 €
<b>ASSOCIATIONS INTERMEDIAIRES – AI</b>		<b>5 333 €</b>
LA REGIE (ALBI)	Service aux personnes	5 333 €
<b>ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI (AVE)</b>		<b>33 000 €</b>
ACTHAR (GAILLAC)	Redynamisation vers l'emploi et la formation, sur le territoire de GAILLAC	1 333 €
EMPLOI 81 (REALMONT)	« Les tremplins de l'emploi »	31 667 €
<b>TRAVAILLEURS NON SALARIES</b>		<b>36 667 €</b>
REGATE – REGABAT (CASTRES)	Régie d'activité proposant le statut d'entrepreneur salarié dans tous les domaines y compris le bâtiment et accompagnement spécifique dédiée au développement de la pluriactivité	36 667 €

## II - Nouvelles conventions 2022

NOM DE LA STRUCTURE	INTITULE DE L'ACTION	MONTANT
<b>Atelier Chantier d'Insertion (ACI)</b>		<b>12 600 €</b>
EPLEFPA FONLABOUR	Maraîchage biologique à traction animale	12 600 €
<b>ASSOCIATIONS INTERMEDIAIRES – AI</b>		<b>12 133 €</b>
ASSOCIATION INERTION LOCALE EMPLOI SERVICES (AILES) (REVEL)	Mise à disposition de personnel pour tous types d'activités	2 000 €
AGRISERVICES (ALBI)	Mise à disposition de personnel pour des activités saisonnières agricoles	6 400 €
REGAIN + (ALBI)	Tous services et plus spécialement le ménage et le jardinage par le biais de mise à disposition de personnel auprès de particuliers, d'entreprises, d'associations ou de collectivités territoriales	3 733 €



<b>ENTREPRISES INTERMEDIAIRES – EI</b>		<b>17 089 €</b>
INSERT SOLUTIONS EI (CASTRES)	Couture, espaces verts, encombrants	5 546 €
LE RELAIS 81 (BOUT DU PONT DE L'ARN)	Tri collecte et revente de vêtements usagers	4 076 €
SAS REGAIN (ALBI)	Gestion des déchets, environnement,	7 467 €
<b>INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE ENTREPRISE DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION (ETTI)</b>		<b>4 667 €</b>
AGRISERVICES LASER (ALBI)	Mise à disposition de personnel pour des travaux agricoles	4 667 €
<b>ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI (AVE)</b>		<b>5 000 €</b>
REGATE – REGABAT (CASTRES)	Tester pour réussir	5 000 €
<b>TRAVAILLEURS NON SALARIES</b>		<b>40 867 €</b>
ADEART (CASTRES)	Accompagnement des cotisants solidaires BRSA	11 200 €
ADIE (TERSSAC)	Accompagner la reprise d'activité professionnelle pour les BRSA par un accompagnement complémentaire à un prêt à la création	5 000 €
BGE (ALBI)	Accompagnement des TNS BRSA orientés par le Département	15 000 €
VOLUBILO (GRAULHET)	Accompagnement des artistes visuels	9 667 €

Le montant total des aides susvisées attribuées soit 376 745 € sera prélevé sur les crédits ouverts chapitre 017 – nature 6558 du budget départemental. Un premier versement provisionnel de 50 % de la subvention sera mis en paiement suite à la délibération du Conseil départemental du Tarn. Le solde de la subvention sera attribué à la transmission du rapport d'activité de chaque structure.

– **AUTORISE** M. le Président à signer, au nom et pour le compte du Département, chaque convention et avenant couvrant la période de mai à décembre 2022.

#### Résultat des votes :

- *Dossier CIAS du Carmausin Ségala*
  - n'ont pas pris part au vote : 2 (Mme REDO, M. MALATERRE)
  - ont voté pour : 44
- *Dossier Institut Environnement Tarn*
  - n'ont pas pris part au vote : 5 (Mme PAILHE-FERNANDEZ, MM. BALARDY, CANTALOUBE, HOULES, TESTAS)
  - ont voté pour : 41
- *Dossier EPLEFPA Fonlabour*
  - n'a pas pris part au vote : 1 (M. JOULIE)
  - ont voté pour : 45

.../...

- *Dossier ADEART*
  - n'a pas pris part au vote : 1 (Mme LHERM)
  - ont voté pour : 45
- *Pour les autres dossiers :*
  - ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
15 Juin 2022  
Affichée le :  
15 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139e89e66b8e-DE

Pour extrait conforme,  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 2/06. POLITIQUE DEPARTEMENTALE D'INSERTION 2022 VOLET SOCIAL

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Didier HOULES

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE, FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
 Vu le Code de l'action sociale et des familles,  
 Vu le Code général des collectivités territoriales,  
 Vu le Code de la sécurité sociale,  
 Vu la loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions,  
 Vu la loi n°2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,  
 Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,  
 Vu la loi n°2015-994 du 27 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi,  
 Vu le décret n°2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,  
 Vu les délibérations du Conseil départemental :  
 - du 26 juin 2009 relative au Revenu de Solidarité Active.  
 - des 24 et 25 mars 2022 inscrivant au Budget départemental les crédits nécessaires.  
 Vu la convention d'orientation des bénéficiaires du RSA entre le Département et Pôle Emploi, la CAF, la MSA, les Missions locales, les CCAS d'Albi et Castres, la CCI, la Chambre d'agriculture et de métiers du 28 décembre 2009,  
 Agissant en vertu de la délégation du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
 Vu le rapport de Monsieur le Président,  
 Après en avoir délibéré,

.../...

– **APPROUVE**, conformément au tableau récapitulatif figurant en annexe 1 de la présente délibération, la programmation 2022 des aides départementales au titre du volet social du Plan Départemental d'Insertion (PDI) 2022.

Les sommes nécessaires à la réalisation de ce programme pour un total de 197 452 € seront prélevées sur les crédits inscrits au chapitre 017 article 6558 du budget départemental.

Les sommes nécessaires à la réalisation de ce programme par les CCAS d'Albi et de Castres pour un total de 22 250 € seront prélevées sur les crédits inscrits au chapitre 017 article 6228 du budget départemental.

– **PRECISE** que ces actions correspondent aux axes d'intervention prioritaires fixés dans le cadre du PDI 2019-2024 à savoir :

- Gestion du droit sécurisante et responsabilisante,
- Dynamisation des parcours d'insertion,
- Animation renforcée de la politique d'insertion.

– **AUTORISE**, en conséquence, monsieur le président à signer les conventions à intervenir avec les organismes bénéficiaires de l'aide départementale.

Résultat des votes :

- *Dossier Aide et Accueil en Albigeois*
  - n'a pas pris part au vote : 1 (Mme CLAVERIE)
  - ont voté pour : 45
- *Dossier Communauté d'Agglomération de l'Albigeois*
  - n'ont pas pris part au vote : 3 (Mme CLAVERIE, MM. DONNEZ, FRANQUES)
  - ont voté pour : 43
- *Dossier CIAS Carmausin Ségala*
  - n'ont pas pris part au vote : 2 (Mme REDO, M. MALATERRE)
  - ont voté pour : 44

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
15 Juin 2022  
Affichée le :  
15 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139f99e66bd4-DE

Pour extrait conforme,  
  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

POLITIQUE DEPARTEMENTALE D'INSERTION 2022 VOLET SOCIAL			
AXE 2 : Dynamisation des parcours d'insertion Objectif 1 : Référent d'insertion sociale			
Territoire	Nom structure Intitulé de l'action	Montant	Bénéficiaires du RSA (pour 8 mois)
Albigeois Bastides	Aide et Accueil en Albigeois : Référent d'insertion sociale	6 500 €	26
Albigeois Bastides	Aide et Accueil en Albigeois : Ateliers collectifs	3 750 €	30
Albigeois Bastides	Casar : Référent d'insertion sociale	5 750 €	23
Albigeois Bastides	Communauté d'Agglomération Grand Albigeois : Référent d'insertion sociale	34 750 €	139
Gaillacois Pays de Cocagne	Le Relais de Montans : Référent d'insertion sociale	4 000 €	16
Gaillacois Pays de Cocagne	Le Relais de Montans : Ateliers collectifs	1 875 €	15
<b>Total 1:</b>		<b>56 625 €</b>	<b>249</b>

Territoire	Nom structure Intitulé de l'action	Montant	Bénéficiaires du RSA (pour 8 mois)
Albigeois Bastides	CCAS Albi : Référent d'insertion sociale	5 750 €	23
Autan Sidobre Monts de Lacaune	CCAS Castres : Référent d'insertion sociale	16 500 €	66
<b>Total A:</b>		<b>22 250 €</b>	<b>89</b>

AXE 2 : Dynamisation des parcours d'insertion Objectif 2 : Autonomie sociale			
Territoire	Nom structure Intitulé de l'action	Montant	Bénéficiaires du RSA (pour 8 mois)
<i>Thématique Resocialisation et lutte contre l'isolement</i>			
Albigeois Bastides	Au Fil de soi : Ateliers collectifs	12 000 €	20
Albigeois Bastides Gaillacois Pays de Cocagne	Fédération Familles Rurales du Tarn : Accompagnement individuel des personnes BRSA	28 667 €	24
Albigeois Bastides Gaillacois Pays de Cocagne	Fédération Familles Rurales du Tarn : La Friperie itinérante	5 334 €	12
Autan Sidobre Monts	Ensemble :	17 200 €	166

de Lacaune	Accueil, orientation et accompagnement des personnes en situation de précarité		
Autan Sidobre Monts de Lacaune	<b>Ensemble :</b> La Boîte Solidaire	5 500 €	19
<i>Thématique Accès aux droits</i>			
Albigeois Bastides	<b>Au Fil de soi :</b> Service d'accompagnement et d'aide aux démarches.	3 667 €	14
Albigeois Bastides	<b>CIAS Carmausin Ségala :</b> Accompagnement social dans l'accès aux droits.	3 667 €	12
Albigeois Bastides Gaillacois Pays de Cocagne	<b>Fédération Familles Rurales du Tarn :</b> Accompagnement individualisé aux démarches en ligne.	1 834 €	12
Autan Sidobre Monts de Lacaune	<b>Labo de Compétences :</b> Accompagnement dans l'accès aux droits et l'usage numérique	875 €	7
Autan Sidobre Monts de Lacaune	<b>Solidarité et Accueil en pays Castrais :</b> Passerelle numérique accès aux droits (atelier.com et démarches dématérialisées)	8 001 €	34
Autan Sidobre Monts de Lacaune	<b>Solidarité et Accueil en pays Castrais :</b> Accompagnement individuel pour l'accès aux droits et vie quotidienne	6 667 €	20
<i>Thématique Accompagnement vers le soin</i>			
Albigeois Bastides	<b>Entr'autres :</b> Dispositif d'écoute spécialisée pour les personnes en souffrance	2 000 €	8
Autan Sidobre Monts de Lacaune	<b>Solidarité et Accueil en pays Castrais :</b> Réseau Santé Précarité Insertion Tarn Sud (RSPI).	2 000 €	
<i>Thématique Parcours linguistique</i>			
Albigeois Bastides Gaillacois Pays de Cocagne	<b>Aralia :</b> Favoriser l'autonomie sociale et la mobilisation vers l'emploi en développant les compétences de base	11 501 €	38
Autan Sidobre Monts de Lacaune	<b>Études Dirigées Roques :</b> ALPHA / FLE / BOUGE	13 534 €	24
Autan Sidobre Monts de Lacaune	<b>Ensemble :</b> La lutte contre l'illettrisme	4 134 €	20
<b>Total 2:</b>		<b>126 581 €</b>	<b>430</b>

<b>AXE 2 : Dynamisation des parcours d'insertion</b>			
<b>Objectif 3 : Remobilisation vers l'emploi</b>			
<b>Territoire</b>	<b>Nom structure Intitulé de l'action</b>	<b>Montant</b>	<b>Bénéficiaires du RSA (pour 8 mois)</b>
<i>Thématique Acquisition savoirs de base liés au monde professionnel</i>			
Albigeois Bastides Gaillacois Pays de Cocagne	<b>Aralia :</b> PréSAS	334 €	3
Albigeois Bastides Gaillacois Pays de Cocagne	<b>Aralia :</b> SAS Emploi	2 168 €	6
Albigeois Bastides	<b>CIAS Carmausin Ségala :</b> Plateforme d'accompagnement vers l'emploi	2 667 €	10
Gaillacois Pays de Cocagne	<b>Aralia :</b> En route vers l'emploi	1 500 €	4
<i>Thématique Définition d'un projet professionnel</i>			
Albigeois Bastides	<b>BONNET EMMANUELLE :</b> Révélateur d'Etre	1 500 €	5
Albigeois Bastides	<b>CIAS Carmausin Ségala :</b> Reprendre confiance pour renouer avec l'emploi	1 576 €	6
Autan Sidobre Monts de Lacagne	<b>Ensemble :</b> Atelier de préparation aux métiers d'employé familial polyvalent et de cuisine restauration	2 667 €	7
<i>Thématique Rompre l'isolement</i>			
Albigeois Bastides	<b>CIAS Carmausin Ségala :</b> Bénévolat d'insertion	1 834 €	7
<b>Total 3:</b>		<b>14 246 €</b>	<b>48</b>
<b>Total (1+2+3) :</b>		<b>197 452 €</b>	<b>727</b>

Les sommes nécessaires à la réalisation de ce programme pour un total de 197 452 € (Total 1+2+3) seront prélevées sur les crédits inscrits au chapitre 017 article 6558 enveloppe 32 485 du budget départemental.

Les sommes nécessaires à la réalisation de ce programme pour un total de 22 250 € (Total A) seront prélevées sur les crédits inscrits chapitre 017, article 6228, enveloppe 32 484 du budget départemental.



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 3/01.FDT : AIDES À L'EFFORT D'INVESTISSEMENT DES COMMUNES DE MOINS DE 2000 HABITANTS ET PRNP - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 1111-4, L 1111-9, L 1111-10, L 1611-8, L 3211-1, L 3211-2 et L 3232-1,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales posant le principe de la départementalisation des crédits destinés à la conservation du Patrimoine Rural Non Protégé notamment son article 99-IV,

Vu le décret n°2005-837 du 20 juillet 2005 définissant le Patrimoine Rural Non Protégé notamment son article 8,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 1<sup>er</sup> et 2 avril 2021 décidant la reconduction des dispositifs FDT, Axe 1 – Mesure 1 et PRNP pour la période 2021-2023 et celles des 24 et 25 mars 2022 approuvant la politique départementale en matière de solidarité territoriale et inscrivant au Budget primitif les crédits nécessaires,

Vu les délibérations de la Commission permanente :

- du 9 septembre 2016 approuvant les termes de la convention territoriale d'exercice concerté en matière de solidarité territoriale ;
- du 13 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention territoriale d'exercice concerté entre le Département et la Région Occitanie ;

Vu les règlements du fonds de développement territorial,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...



– **DÉCIDE D'ACCORDER :**

I) Aux collectivités concernées les subventions départementales figurant sur le tableau en annexe I de la présente délibération au titre du programme d'aide à l'effort d'investissement des communes de moins de 2 000 habitants (FDT – Axe 1 – Mesure 1).

Le montant total des crédits nécessaires s'élève à 136 352,16 € à prélever sur l'Article 204142 - Fonction 7 - AP FDT/FAPIC 2021/1.

II) A la collectivité concernée la subvention départementale figurant sur le tableau en annexe II de la présente délibération au titre du Patrimoine Rural Non Protégé (FDT – Axe 4 – Mesure 4).

Le montant total des crédits nécessaires s'élève à 1 500 € à prélever sur l'Article 204142 - Fonction 7 - AP FDT/FAPIC 2021/1.

– **AUTORISE** pour le paiement la prise en compte des justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente décision.

Résultat des votes :

- *Dossier commune de Cadalen*
  - n'a pas pris part au vote : 1 (Mme CORBIÈRE-FAUVEL)
  - ont voté pour : 45
- *Pour les autres dossiers :*
  - ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
15 Juin 2022  
Affichée le :  
15 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc13a039e66be4-DE

Pour extrait conforme,  
  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

FDT : Aides à l'effort d'investissement

Communes de moins de 2 000 habitants (FDT Axe 1 - Mesure 1)

Canton	Communes	Objet	Date de délibération de la collectivité	Plan de financement	
CARMAUX 2 - VALLEE-DU-CEROU	BOURNAZEL	Création d'un city stade	09/02/2022	Coût global HT	62 903,00 €
				Montant subventionnable HT	62 903,00 €
				<b>Département du Tarn</b>	<b>7 309,33 €</b>
				Etat (Agence Nationale du Sports acquise)	21 000,00 €
				Etat (DETR 2021 acquise)	12 581,00 €
				Région-FRI (acquis)	6 290,00 €
				Autofinancement	15 722,67 €
LES DEUX-RIVES	CADALEN	Création d'un city-stade	09/02/2021 et 12/04/2022	Coût global HT	77 576,10 €
				Montant subventionnable HT	77 576,10 €
				<b>Département du Tarn</b>	<b>21 046,40 €</b>
				Etat (DETR 2021 acquise)	23 255,00 €
				Région (acquise)	10 000,00 €
GRAULHET	PUYBEGON	Rénovation de la salle des fêtes	25/03/2021	Coût global HT	61 443,28 €
				Montant subventionnable HT	59 670,75 €
				<b>Département du Tarn</b>	<b>15 043,00 €</b>
				Etat (DETR 2021 acquise)	18 433,00 €
				Région (acquise)	8 431,00 €
LES HAUTES-TERRES D'OCC	VABRE (*)	Aménagements des abords de la salle polyvalente	11/12/2019	Coût global HT	375 374,00 €
				Montant subventionnable HT	339 427,00 €
				<b>Département du Tarn</b>	<b>45 000,00 €</b>
				Etat (DETR 2021 acquise)	114 779,00 €
				Région (acquise)	67 113,00 €
LA MONTAGNE-NOIRE	CAHUZAC	Aménagement d'un espace public	08/12/2020	Coût global HT	27 408,76 €
				Montant subventionnable HT	17 455,11 €
				<b>Département du Tarn</b>	<b>7 854,80 €</b>
				Etat (DETR 2021 acquise et proratisée)	6 757,93 €
				Région (acquise et proratisée)	1 793,17 €
LA MONTAGNE-NOIRE	DOURGNE	Travaux d'aménagement pour favoriser le développement touristique	22/02/2021	Coût global HT	12 600,00 €
				Montant subventionnable HT	12 600,00 €
				<b>Département du Tarn</b>	<b>3 150,00 €</b>
				Etat (DETR 2021 acquise)	2 553,00 €
				Région (acquise)	1 890,00 €
LA MONTAGNE-NOIRE	DOURGNE	Aménagement au groupe scolaire Georges MAZARS (sanitaires, salle de repos et mise aux normes PMR)	28/01/2021	Coût global HT	106 887,00 €
				Montant subventionnable HT	106 887,00 €
				<b>Département du Tarn</b>	<b>17 482,20 €</b>
				Etat (DETR 2021 acquise)	37 410,00 €
				Région-Accessibilité (acquise)	9 240,00 €
LA MONTAGNE-NOIRE	DOURGNE	Autofinancement		Autofinancement	42 754,80 €

LA MONTAGNE-NOIRE	DOURGNE	Modification du système de chauffage du bâtiment administratif (mairie)	28/01/2021	Coût global HT	36 000,00 €
				Montant subventionnable HT	36 000,00 €
				Département du Tarn	1 800,00 €
				Etat (DSIL 2021 acquise)	18 000,00 €
				Région-Rénovation énergétique (acquise)	5 400,00 €
				Autofinancement	10 800,00 €
LA MONTAGNE-NOIRE	DOURGNE(**)	Réfection de l'éclairage de la salle omnisports et du court de tennis extérieur	22/02/2021	Coût global HT	20 282,30 €
				Montant subventionnable HT	20 282,30 €
				Département du Tarn	10 141,15 €
				Autofinancement	10 141,15 €
LES PORTES-DU-TARN	LOUPIAC	Création d'un cheminement doux, type trottoir, rue des Chappuses (RD 13)	29/01/2021	Coût global HT	67 974,20 €
				Montant subventionnable HT	48 588,70 €
				Département du Tarn (FDT)	4 858,87 €
				Département du Tarn : Participation départementale au titre de la Voirie / Traverses (cette intervention sera proposée dans un rapport spécifique lors de la CP du 10/06/2022)	20 000 € TTC
				Etat (DSIL 2021 acquise)	20 392,00 €
				Région (acquise et proratisée)	4 343,55 €
				Autofinancement	18 379,78 €
LES PORTES-DU-TARN	LOUPIAC	Installation d'une climatisation réversible à la mairie	11/12/2020	Coût global HT	4 920,00 €
				Montant subventionnable HT	4 920,00 €
				Département du Tarn	1 169,48 €
				Etat (DETR 2021 acquise)	1 476,00 €
				Région-FRI (acquis et proratisé)	552,52 €
				Autofinancement	1 722,00 €
LES PORTES-DU-TARN	LOUPIAC	Travaux de rénovation du bâtiment communal de la mairie (seuil porte d'entrée et soubassements des façades)	11/12/2020	Coût global HT	6 294,90 €
				Montant subventionnable HT	6 294,90 €
				Département du Tarn	1 496,93 €
				Etat (DETR 2021 acquise)	1 888,00 €
				Région-FRI (acquis et proratisé)	706,48 €
				Autofinancement	2 203,49 €

(\*) : La notification de l'aide départementale sera effectuée sous réserve de la transmission de la délibération du conseil municipal conforme et visée des services de l'Etat.

(\*\*) : cette aide est attribuée en contre partie de la mise à disposition par la commune de DOURGNE de cet équipement pour l'usage des élèves du collège Madeleine CROS de DOURGNE

12 dossiers	Total CP du 10/06/2022	Coût global	859 663,54 €
		Montant subventionnable	792 604,86 €
		<b>Département du Tarn</b>	<b>136 352,16 €</b>
		Total subvention hors Département et participation départementale	414 284,65 €
		Autofinancement	309 026,73 €

<b>Total des aides du Département du Tarn :</b>	<b>136 352,16 €</b>
---	---------------------

**ANNEXE II**

**Patrimoine Rural Non Protégé**

**(FDT Axe 4 - Mesure 4)**

Canton	Commune	Objet	Date de délibération de la collectivité	Plan de financement	
LA MONTAGNE-NOIRE	CAHUZAC	Restauration des statues	08/12/2020	Coût global HT	22 263,97 €
				Montant subventionnable HT	22 263,97 €
				<b>Département du Tarn</b>	<b>1 500,00 €</b>
				État (DETR acquise et proratisée)	5 488,07 €
				Région (acquise et proratisée)	1 453,83 €
				Autofinancement	13 822,07 €

1 dossier	Total CP du 10/06/2022	Coût global	22 263,97 €
		Montant subventionnable	22 263,97 €
		<b>Département du tarn</b>	<b>1 500,00 €</b>
		Total subvention hors Département	6 941,90 €
		Autofinancement	13 822,07 €

<b>Total des aides du Département du Tarn :</b>	<b>1 500,00 €</b>
---	-------------------



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 3/02. FDT : CONTRAT ATOUTS TARN - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU LAUTRÉCOIS PAYS D'AGOUT - PROGRAMMATION D'OPÉRATIONS

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-4, L1111-9, L1111-10, L 1611-8, L3211-1 et L3211-2.

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 1<sup>er</sup> et 2 avril 2021,

- décidant la reconduction du dispositif des contrats Atouts Tarn pour la période 2021-2023
- approuvant la charte départementale des territoires 2021-2023,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 approuvant la politique départementale en matière de solidarité territoriale et inscrivant au Budget primitif 2022 les crédits nécessaires,

Vu les délibérations de la Commission permanente,

- du 9 septembre 2016 approuvant les termes de la convention territoriale d'exercice concerté en matière de solidarité territoriale entre le Département et la Région Occitanie;
- du 13 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention territoriale d'exercice concerté entre le Département et la Région Occitanie,

Vu le Règlement du fonds de développement territorial,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

– **DÉCIDE** : d'attribuer les aides départementales dans les conditions exposées ci-dessous.

Imputation AP SOLTER 2021-1 chapitre 204, article 204141, fonction 74.

Acquisition d'équipements en faveur de l'environnement

Maître d'ouvrage : COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LAUTRECOIS PAYS D'AGOUT

Coût de l'opération : ..... 29 100,00 € H.T.

Plan de financement prévisionnel :

**Conseil départemental ..... 8 730,00 € (30,00%)**

**Soit 30% de la dépense éligible : 29 100,00 € H.T.**

Autofinancement..... 20 370,00 € (70,00%)

Imputation AP SOLTER 2021-1 chapitre 204, article 204142, fonction 74.

Aménagement de la place du village

Maître d'ouvrage : Commune de JONQUIERES

Coût de l'opération : ..... 337 830,00 € H.T.

Dépense éligible ..... 313 710,00 € H.T.

(Hors dépenses liées à la voirie, réseau pluvial et signalisation)

Plan de financement prévisionnel :

Etat (DSIL 2021 acquise) ..... 87 849,00 € (26,00%)

Région (acquise)..... 65 626,00 € (19,43%)

**Conseil départemental ..... 94 113,00 € (27,85%)**

**Soit 30% de la dépense éligible : 313 710,00 € H.T.**

Autofinancement..... 90 242,00 € (26,71%)

Travaux de requalification de la rue de Lengouzy

Maître d'ouvrage : Commune de LAUTREC

Coût de l'opération : ..... 367 120,95 € H.T.

Dépense éligible : ..... 364 237,95 € H.T.

(Hors dépenses liées aux panneaux de signalisation et au contrat d'entretien)

Plan de financement prévisionnel :

Etat (DSIL 2021 acquise) ..... 91 780,00 € (25,00%)

Région (acquise) ..... 58 544,00 € (15,95%)

**Conseil départemental ..... 110 136,00 € (30,00%)**

**Soit 30,24% de la dépense éligible : 364 237,95 € H.T.**

Autofinancement..... 106 660,95 € (29,05%)

– **AUTORISE** la prise en compte de justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente décision.

Résultat des votes :

- *Dossiers FDT – Communauté de communes Lautrécois Pays d'Agout*
  - n'ont pas pris part au vote : 2 (Mme RABOU, M VANDENDRIESSCHE)
  - ont voté pour : 44
- *Pour les autres dossiers :*
  - ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
15 Juin 2022

Affichée le :  
15 Juin 2022

N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139f59e66bcc-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 3/03. FDT: ANTICIPATION CONTRAT ATOUT TARN 2021-2023 - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES MONTS DE LACAUNE ET MONTAGNE DU HAUT LANGUEDOC

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
 Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-4, L1111-9, L1111-10, L 1611-8, L3211-1 et L3211-2.  
 Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 1<sup>er</sup> et 2 avril 2021,  
 • décidant la reconduction du dispositif des contrats Atouts Tarn pour la période 2021-2023  
 • approuvant la charte départementale des territoires 2021-2023,  
 Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 approuvant la politique départementale en matière de solidarité territoriale et inscrivant au Budget primitif 2022 les crédits nécessaires,  
 Vu les délibérations de la Commission permanente,  
 • du 9 septembre 2016 approuvant les termes de la convention territoriale d'exercice concerté en matière de solidarité territoriale entre le Département et la Région Occitanie;  
 • du 13 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention territoriale d'exercice concerté entre le Département et la Région Occitanie,  
 Vu le Règlement du fonds de développement territorial,  
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
 Vu le rapport de M. le Président,  
 Après en avoir délibéré,

.../...



– **DÉCIDE** d'attribuer les aides départementales dans les conditions exposées ci-dessous.

Imputation AP SOLTER 2021-1 chapitre 204, article 204142, fonction 74.

Création d'un pôle culturel – Tranche 2 à LACAUNE

Maître d'ouvrage : Communauté de communes MONTs DE LACAUNE ET MONTAGNE DU HAUT LANGUEDOC

Coût global de l'opération : ..... 2 986 167,66 € H.T.

Coût tranche 2 ..... 1 431 635,06 € H.T.

Plan de financement prévisionnel :

État (DETR 2021 acquis)..... 429 642,00 € (30,00%)

Région (acquis)..... 329 058,00 € (22,98%)

**Conseil départemental ..... 286 428,08 € (20,00%)**

**Soit 20% de la dépense éligible : 1 431 635,06 € H.T.**

Autofinancement..... 386 506,98 € (26,99%)

Aménagement du cœur de village de GIJOUNET – Chemin de la Portanelle

Maître d'ouvrage : Communauté de communes MONTs DE LACAUNE ET MONTAGNE DU HAUT LANGUEDOC

Coût de l'opération : ..... 47 000,00 € H.T.

Plan de financement prévisionnel :

Région (acquis)..... 5 093,00 € (10,83%)

**Conseil départemental ..... 11 750,00 € (25,00%)**

**Soit 25% de la dépense éligible : 47 000,00 € H.T.**

Autofinancement..... 30 157,00 € (64,16%)

Construction d'un bâtiment destiné à accueillir les services ALAE/ALSH intercommunal sur la commune de MURAT-SUR-VÈBRE

Maître d'ouvrage : Communauté de communes MONTs DE LACAUNE ET MONTAGNE DU HAUT LANGUEDOC

Coût de l'opération : ..... 520 917,00 € H.T.

Dépense éligible : ..... 477 831,00 € H.T.

(Hors dépenses liées à l'acquisition de mobiliers)

Plan de financement prévisionnel :

Europe (Leader à l'instruction) ..... 100 000,00 € (19,19%)

État (DETR 2022 à l'instruction)..... 204 224,00 € (39,20%)

**Conseil départemental ..... 62 510,00 € (12,00%)**

**Soit 13,08% de la dépense éligible : 477 831 € H.T.**

CAF (à l'instruction) ..... 50 000,00 € (9,60%)

Autofinancement..... 104 183,00 € (20,00%)

Construction d'une halle de marché couverte

Maître d'ouvrage : Commune de MURAT-SUR-VÈBRE

Coût de l'opération : ..... 893 760,00 € H.T.

Plan de financement prévisionnel :

Europe (Leader à l'instruction) ..... 60 000,00 € (6,7%)

État (DETR 2022 acquis)..... 312 816,00 € (35,00%)

Région (à l'instruction)..... 160 876,00 € (18,00%)

**Conseil départemental ..... 134 064,00 € (15,00%)**

**Soit 15% de la dépense éligible : 893 760,00 € H.T.**

Autofinancement..... 226 004,00 € (25,28%)

— **AUTORISE** la prise en compte de justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente décision.

Résultat des votes :

- n'a pas pris part au vote : 1 (M. VIDAL)
- ont voté pour : 45

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
15 Juin 2022  
Affichée le :  
15 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139f39e66bc5-DE

Pour extrait conforme,  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

**- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -**

### **3/04. FDT : AXE 1 - MESURE 2 ET AXE 2 - MESURE 1 - AIDE À LA VOIRIE D'INTÉRÊT LOCAL - COMMUNES DE MOINS DE 2000 HABITANTS -**

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Daniel VIAELLE

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 1111-10, L 3211-1, L 3211-2 et L 3232-1,  
Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 arrêtant la programmation cantonale de la dotation 2022 et inscrivant au Budget primitif les crédits nécessaires,  
Vu le règlement du fonds départemental d'aide à la voirie d'intérêt local,  
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
Vu le rapport de M. le Président,  
Après en avoir délibéré,

#### **— DÉCIDE :**

- 1/ d'accorder à chaque collectivité concernée, la subvention départementale figurant sur le tableau en annexe de la présente délibération, au titre du programme d'aide à la voirie d'intérêt local des communes de moins de 2 000 habitants et groupements intercommunaux ayant la compétence voirie pour les travaux réalisés dans les communes de moins de 2 000 habitants (FDT – Axe 1 – Mesure 2 et Axe 2 – Mesure 1).
- 2/ d'intégrer une clause d'antériorité destinée à permettre la prise en compte des factures à une date antérieure à celle de la présente délibération.

.../...

La somme nécessaire, pour un montant total de 80 215,42 €, sera prélevée sur les crédits inscrits à l'article 204142, enveloppe 46442, fonction 628 (AP VOICOM 2021-1) du budget départemental.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022

Affichée le :  
13 Juin 2022

N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139f19c8f7e7-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

**ANNEXE**

AIDE A LA VOIRIE D'INTERET LOCAL (communes de moins de 2 000 habitants) Commission permanente du 10 juin 2022			
Canton	Montant des travaux subventionnable H.T.	Subvention Article 20 4142	Subvention Article 20 41782
CASTRES 3	22 166,00 €	9 974,70 €	
MAZAMET 2	173 520,16 €	70 240,72 €	
Total	195 686,16 €	80 215,42 €	

Canton de CASTRES 3				
Maître d'ouvrage	Travaux	Montant subventionnable H.T.	Taux	Subvention Article 204142
NAVES	VC 13	22 166,00 €	45 %	9 974,70 €

Canton de MAZAMET 2				
Maître d'ouvrage	Travaux	Montant subventionnable H.T.	Taux	Subvention Article 204142
LE RIALET	Rues du Puget et du Gravas	32 121,00 €	35 %	11 242,35 €
SAINT-AMANS- VALTORET	Chemin de Saint-Martin	48 774,16 €	45 %	21 948,37 €
SAUVETERRE	Camproux, chemins du Ver, du Rabasset, les Acies, le Poul, du Cargadou, ateliers municipaux, Mayonnas, Bouscayrac	92 625,00 €	40 %	37 050,00 €
Total		173 520,16 €		70 240,72 €



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## *DE LA COMMISSION PERMANENTE*

**- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -**

### **3/05. VOIRIE DÉPARTEMENTALE - TRAVAUX SUR ROUTE DÉPARTEMENTALE - RD 118**

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Daniel VIAELLE

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
 Vu le Code de la voirie routière notamment ses articles L131-1 à L131-3 relatifs aux compétences octroyées au Département en matière de voirie,  
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 24 mars 2022 d'approbation des autorisations de programme inscrites au Budget primitif pour 2022,  
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 arrêtant le programme 2022 d'aménagement des routes départementales et inscrivant au Budget primitif les crédits nécessaires,  
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
 Vu le rapport de M. le Président,  
 Après en avoir délibéré,

.../...

– **DÉCIDE** de réaliser l'opération d'investissement suivante :

CATEG RD	N° RD	PR	COMMUNE	CANTONS	NATURE DES TRAVAUX	ESTIMATION
1	118	47 +620 à 47 +900	MAZAMET	MAZAMET 2 – VALLEE DU THORE	Aménagement d'un carrefour	1 000 000 €

La somme nécessaire sera prélevée sur les crédits inscrits au budget départemental comme suit :

- Travaux de voirie :

Chapitre 23, article 23151, fonction 621

AP VOIRIE 2022/1.....1 000 000 €

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022  
Affichée le :  
13 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139f49c8f7f7-DE

Pour extrait conforme,  
  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## *DE LA COMMISSION PERMANENTE*

**- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -**

### **3/06. VOIRIE DÉPARTEMENTALE - TRAVAUX SUR ROUTE DÉPARTEMENTALE**

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Daniel VIAELLE

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
 Vu le Code de la voirie routière notamment ses articles L131-1 à L131-3 relatifs aux compétences octroyées au Département en matière de voirie,  
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 24 mars 2022 d'approbation des autorisations de programme inscrites au Budget primitif pour 2022,  
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 arrêtant le programme 2022 d'aménagement des routes départementales et inscrivant au Budget primitif les crédits nécessaires,  
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
 Vu le rapport de M. le Président,  
 Après en avoir délibéré,

.../...



– **DÉCIDE** de réaliser l'opération d'investissement suivante :

CATEG RD	N° RD	PR	COMMUNE	CANTON	NATURE DES TRAVAUX	ESTIMATION
3	13	32+112	LAGRAVE	LES DEUX RIVES	Aménagement d'un carrefour giratoire avec la RD23	800 000 €

La somme nécessaire, pour un montant de 800 000 €, sera prélevée sur les crédits inscrits à l'article 23151 - fonction 621 – AP Voirie 2022/3 – enveloppe 47615 du budget départemental.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022  
Affichée le :  
13 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139f69c8f7fe-DE

Pour extrait conforme,  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## *DE LA COMMISSION PERMANENTE*

**- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -**

### **3/07. VOIRIE DÉPARTEMENTALE - TRAVAUX SUR ROUTE DÉPARTEMENTALE**

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Daniel VIAELLE

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
 Vu le Code de la voirie routière notamment ses articles L131-1 à L131-3 relatifs aux compétences octroyées au Département en matière de voirie,  
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 d'approbation des autorisations de programme inscrites au Budget primitif pour 2022,  
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 arrêtant le programme 2022 d'aménagement des routes départementales et inscrivant au Budget primitif les crédits nécessaires,  
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
 Vu le rapport de M. le Président,  
 Après en avoir délibéré,

.../...

– **APPROUVE** la réalisation des opérations d'investissement suivantes :

CATEG RD	N° RD	PR	COMMUNE	CANTON	NATURE DES TRAVAUX	ESTIMATION
2	52	PR 21 +980	ANGLES	LES HAUTES TERRES D'OC	Confortement Ouvrage d'art 81 052 003	58 000 €
2	52	PR 23 +975	ANGLES	LES HAUTES TERRES D'OC	Confortement Ouvrage d'art 81 052 004	185 000 €

La somme nécessaire, pour un montant de 243 000 €, sera prélevée sur les crédits inscrits à l'article 23151 – fonction 621 – AP Voirie 2022/5 – enveloppe 47619 du budget départemental.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022  
Affichée le :  
13 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139fc9c8f844-DE

Pour extrait conforme,  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 3/08. AMÉNAGEMENT DE LA RD13 - CRÉATION D'UN CHEMINEMENT DOUX - RUE DES CHAPUSES - COMMUNE DE LOUPIAC - PARTICIPATION AU TITRE DE LA VOIRIE

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-4, L1111-9, L1111-10, L 1611-8, L -1612-1, L3211-1, L3211-2 et L3213-3,  
Vu l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 notamment son article L2422.12,  
Vu le Code de la commande publique notamment son article L2422.12,  
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,  
Vu le Code de la voirie routière,  
Vu le Code de la voirie notamment ses articles L131-1 à L131-4,  
Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 approuvant la politique départementale en matière de solidarité territoriale et inscrivant au Budget les crédits nécessaires,  
Vu le règlement départemental de voirie du 26 janvier 1999 modifié le 15 novembre 1999,  
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

— **APPROUVE** conformément au projet ci-annexé, les termes de la convention à intervenir entre la commune de LOUPIAC et le Département, pour les travaux d'aménagement de la route départementale n°13 (en agglomération) prévoyant au titre des travaux de voirie, le versement à la commune d'une participation complémentaire du Département pour un montant maximum de 20 000,00 € TTC.

.../...

– **AUTORISE** Monsieur le Président à signer cette convention au nom du Département.

Les sommes nécessaires seront prélevées sur les crédits inscrits sur les crédits inscrits sur l'AP VOIRIE 2021-5, chapitre 23, article 238, fonction 621, du budget départemental.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022  
Affichée le :  
13 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc13a029c8f854-DE

Pour extrait conforme,  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...



Direction Générale Adjointe  
des Politiques territoriales et Educatives  
Service des Politiques territoriales

## **CONVENTION D'INVESTISSEMENT ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN ET LA COMMUNE DE LOUPIAC**

**Référence : RD13 – Création d'un cheminement doux rue des Chappuses - OPERATION  
n°22975003**

Vu le Code Général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-4, L1111-9, L1111-10, L 1611-8, L -1612-1, L3211-1, L3211-2 et L3213-3.

Vu le Code de la Voirie routière et notamment ses articles L131-1 à L131-4,

Vu le Code de la Commande publique et notamment son article L2422.12,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques,

Vu le Règlement départemental de la voirie du 26 janvier 1999 modifié le 15 novembre 1999,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1er juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1er avril 2021 portant approbation de l'Autorisation de Programme (AP) 2021-5,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 10 juin 2022,

Vu la demande de financement présentée le 29 janvier 2021 par la commune de LOUPIAC

### **ENTRE**

1°) Le Conseil départemental du Tarn, représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant au nom et pour le compte du Conseil départemental du Tarn,

ci-après désigné par les termes, le Département, d'une part,

### **ET**

2°) La Commune de LOUPIAC, représentée par son Maire, Monsieur Patrick CAUSSE, agissant au nom et pour le compte de la Commune,

ci-après désignée par les termes, la Commune, d'autre part.

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **PREAMBULE**

Les communes et leurs regroupements peuvent être à l'initiative d'opérations d'aménagement d'espaces publics visant à :

- assurer un usage sécurisé et fonctionnel du domaine public routier par les usagers,
- aménager leurs espaces publics par des travaux urbains destinés à favoriser les relations humaines et paysagers respectueux de l'environnement.

Parfois, ces travaux doivent être réalisés sur le domaine public appartenant au Département, ce qui nécessite la conclusion d'une convention organisant les modalités de cette intervention et leur financement.

En agglomération notamment, les travaux relèvent d'une maîtrise d'ouvrage communale, ou de l'établissement public gestionnaire.

## **CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE I-1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions (financières, administratives et techniques) dans lesquelles la Commune va réaliser l'opération :

#### **RD13 – Création d'un cheminement doux rue des Chappuses**

ainsi que les modalités d'entretien ultérieur des aménagements réalisés sur le patrimoine départemental.

Le plan général des travaux est annexé à la présente convention (Annexe 1).

### **ARTICLE I-2 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue jusqu'à l'expiration des obligations de chacune des parties. Les travaux mentionnés à l'article 1 devront être réalisés sur une période maximale de trois ans à compter de sa date de signature par les deux parties.

## **CHAPITRE II : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **ARTICLE II-1 : COÛT GLOBAL DE L'OPÉRATION**

Le coût global de l'opération définie à l'article 1 s'élève à :

- Montant HT : 67 974,20 €
- TVA : 13 594,84 €
- Montant TTC : 81 569,04 €

### **ARTICLE II-2 : FINANCEMENT DE L'OPERATION PAR LA COMMUNE**

**II-2.1) La Commune assurera le financement des travaux définis à l'article I-1** dont le coût est mentionné à l'article II-1.

#### **II.2.2) Modification, déplacement ou suppression d'aménagements**

En cas de nécessité, le Département pourra, dans l'intérêt du domaine public, demander à la Commune de procéder, à ses frais, à la modification, au déplacement, voire à la suppression d'un ouvrage réalisé dans le cadre de l'opération définie à l'article I-1.

### **ARTICLE II-3 : PARTICIPATION FINANCIÈRE DU DÉPARTEMENT**

Le Département participera aux frais de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage, de travaux de voirie et de signalisation de police après examen et validation par ses services techniques du dossier d'avant-projet détaillé, transmis préalablement par la Commune pour avis.

**II.3.1) Le montant maximum de la participation du Département est de : 20 000 € TTC**

### **Le Département récupérera la TVA par le biais du FCTVA.**

Si le montant des travaux réalisés s'avère inférieur à l'estimation de base ayant déterminé le montant de la subvention, l'aide départementale est réglée au prorata des dépenses effectivement justifiées.

#### **II.3.2) Cas particuliers**

La nécessité de travaux supplémentaires résultants :

- du besoin d'un confortement de l'assise généré soit par des matériaux de qualité insuffisante, soit par une mauvaise maîtrise des conditions de réalisations : météo, modifications du projet en cours de travaux
- du besoin de protection de la plateforme routière afin de patienter jusqu'à l'obtention de conditions météorologiques favorables pour la couche de roulement (conditions hivernales) généré par un retard des travaux dus à un défaut d'anticipation ou de planification, à des modifications du projet, à des découvertes de réseaux ou d'ouvrages enterrés

ne sera pas pris en charge par le Département.

#### **II.3.3) Aléas**

Les frais supplémentaires liés aux éventuels aléas rencontrés dans l'exécution des travaux ne pourront être portés à la charge du Département.

### **ARTICLE II-4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT**

**II.4.1)** La participation financière du Département est versée sur demande du bénéficiaire et présentation des justificatifs prévus à l'article II-5.

**II.4.2)** La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

### **ARTICLE II-5 : PIECES JUSTIFICATIVES A PRODUIRE POUR LE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT**

**La participation départementale sera versée à la Commune au vu :**

- d'une demande de paiement,
- de l'appel de fonds effectué sur CHORUS,
- de l'attestation de démarrage des travaux accompagnée d'un ordre de service pour le versement d'un éventuel acompte de 30 %,
- des factures justificatives des travaux,
- Lorsque l'opération est achevée, la Direction des Routes procède à la vérification des travaux sur place. A l'issue de ce contrôle, la Direction des Routes réalise un procès-verbal de remise des ouvrages, des aménagements et des équipements, signé sans réserve.

Exceptionnellement, lorsque la délibération d'attribution de l'aide prise par le Conseil départemental le prévoit, les justificatifs de dépenses peuvent être antérieurs à la décision d'attribution de la subvention.

Ces documents doivent être postérieurs :

- à la date de l'accusé de réception de la demande informant le bénéficiaire que son dossier est complet,
- à la date d'autorisation de commencer les travaux, le cas échéant.

## **CHAPITRE III : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**



## **ARTICLE III-1 : ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITE DES PARTIES PRENANTES**

### **III.1.1) Responsabilité de la Commune**

La Commune sera entièrement et exclusivement responsable, tant envers le Département qu'envers les tiers ou usagers, de tous les dommages qui pourraient survenir à l'occasion de la réalisation, la présence et de l'entretien des ouvrages, aménagements et équipements de l'opération définie à l'article I-1.

La Commune s'engage à ne pas appeler le Département en garantie et à ne pas entreprendre d'action récursoire envers ce dernier dans le cadre de toute action en responsabilité qu'elle aurait à subir du fait de la réalisation, la présence et l'entretien des ouvrages, aménagements, équipements de l'opération définie à l'article I.1.

### **III.1.2) Engagements du Département**

Le département s'engage à verser la participation départementale sous réserve de la production des justificatifs mentionnés à l'article II.5. et dans le respect des clauses des articles II.6 et II.7.

Préalablement au démarrage des travaux, le Département sera sollicité pour établir une permission de voirie autorisant la Commune à occuper le domaine public et fixant les conditions techniques de réalisation.

### **III.1.3) Information sur la participation financière du Département**

La Commune s'engage :

- à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du Département (logo) et à faire mention de la participation du Département sur tous les supports et documents produits dans le cadre de l'opération financée : supports papier, parutions presse, annonces médias, page d'accueil du site internet...,
- à placer un panneau d'affichage sur le(s) site(s) pendant toute la durée des travaux faisant figurer le logo du Conseil départemental. Une photographie du panneau (ou des panneaux) sera envoyée, par mail ou courrier, au service instructeur,
- à informer le Département des manifestations publiques qu'il organise (première pierre, inauguration, visite du public, ...) dès leur conception de façon à permettre au Département d'y participer s'il le souhaite.

Le Département est autorisé à communiquer sur les opérations organisées par le bénéficiaire.

En outre, en application du Décret n° 2020-1129 du 14 septembre 2020, à l'issue de la réalisation de toute opération d'investissement\* dont le coût total est supérieur à 10 000 €, et au plus tard trois mois après l'achèvement de celle-ci, le bénéficiaire s'engage (sous réserve des dispositions applicables aux projets s'inscrivant dans un programme cofinancé par l'Union européenne) à apposer une plaque ou un panneau permanent, en un lieu aisément visible du public, sur lequel figure le logo du Conseil départemental. Une photographie de la plaque ou du panneau sera envoyée, par mail ou courrier, au service instructeur.

*\* Opération d'investissement concernant des acquisitions d'immobilisations corporelles, de travaux sur immobilisations corporelles et de frais d'études y afférents, à l'exception de celles portant uniquement sur du matériel et des outillages techniques.*

## **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS TECHNIQUES**

### **ARTICLE IV-1 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNE**

#### **IV.1.1) Préparation du projet routier**

La Commune transmettra au Département, pour validation et préalablement à son approbation par délibération du conseil municipal, un avant-projet détaillé selon les pièces décrites au vade-mecum (Annexe 2).

Avant toute réalisation des travaux, la Commune déposera auprès du secteur routier départemental concerné une demande de permission d'occupation du domaine public, conformément aux articles L.113-2 et suivants du Code de la voirie routière.

Un mois avant tout début des travaux, la Commune organisera une réunion avec le gestionnaire de la voirie (secteur routier départemental concerné) afin de l'informer de la date prévisionnelle du démarrage du chantier (concessionnaires et /ou entreprises). En fonction des conditions de réalisation des travaux et sur demande du département, la Commune pourra être amenée à rédiger un dossier d'exploitation sous chantier (DESC) qui sera soumis à l'instruction des services techniques du Département.

Si les travaux envisagés rendent nécessaire une déviation hors agglomération, la Commune (ou le groupement de coopération territoriale auquel la commune a transféré ses pouvoirs de police) prendra l'arrêté correspondant et sollicitera l'avis du secteur routier et des collectivités concernés. Elle assurera de même les informations nécessaires auprès des divers services de transport en commun, de la Gendarmerie Nationale et du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

#### **IV.1.2) Maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage**

La maîtrise d'œuvre des études du projet de la Commune est assurée par : Commune de LOUPIAC

La maîtrise d'œuvre des travaux du projet de la commune est assurée par : Commune de LOUPIAC

#### **IV.1.3) Déroulement des travaux publics**

La Commune réalisera, sous sa maîtrise d'ouvrage, l'opération définie à l'article 1 de la présente convention, conformément au plan général des travaux annexé à la présente convention et dans les conditions techniques de réalisation fixées par la permission de voirie.

La Commune se chargera de la mise en œuvre de la signalisation permanente (signalisation horizontale et verticale) et de la signalisation temporaire nécessaires au projet.

#### **IV.1.4) Fin des travaux**

Après réception des travaux et levée des réserves éventuelles, la Commune remettra gratuitement les ouvrages, les aménagements et les équipements réalisés au Département pour qu'ils soient ensuite incorporés dans le domaine public routier départemental.

La Commune et la Direction des Routes dresseront un procès-verbal de remise des ouvrages, des aménagements et des équipements.

Elle remettra au Département un plan de récolement, les documents d'arpentage qui seront réalisés à ses frais ainsi que les divers documents mentionnés dans le vade-mecum.

#### **IV.1.5) Entretien des ouvrages, aménagements et équipements**

La Commune entretiendra, à ses frais :

- les aménagements réalisés hors chaussée (trottoirs, réseau pluvial enterré, réseau d'éclairage...),
- tout équipement et mobilier urbain mis en place à l'occasion des travaux et décrits à l'annexe 1 de la présente convention (signalisation de police - marquage au sol et panneaux - mobilier urbain, dispositifs ralentisseurs...).

L'entretien des aménagements paysagers réalisés à l'occasion du projet est également à la charge de la Commune.

#### **IV.1.6) Cas particulier des ouvrages d'art ou traversées de chaussées dans l'emprise du projet**

L'emprise du projet routier peut comporter des ouvrages d'art (de plus de 2 mètres d'ouverture) voire des traversées de voirie (petit ouvrage d'art de moins de 2 mètres ou simple canalisation) qui vont se trouver impactés par les travaux.

De fait, ces "ouvrages départementaux" peuvent à l'issue des travaux avoir une fonction réduite à la continuité du réseau pluvial ou avoir des conditions d'accès désormais difficiles (accès condamné ou possible uniquement par des tampons de regard de visite).

Aussi, dans les deux cas précités, il sera procédé, conformément à l'article L3112-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques, sans déclassement préalable, à une cession amiable des ouvrages au profit de l'autorité gestionnaire du réseau d'assainissement pluvial, après réception des travaux et établissement d'un procès-verbal de remise des ouvrages.

Les ouvrages d'art et les traversées de voirie, devenus sans intérêt pour le Département, supportant l'ouvrage public seront cédés pour un montant d'un euro à la Commune.

Un recensement de ces ouvrages sera réalisé avec le secteur routier départemental et annexé à la présente convention.

#### **IV.1.7) Risque lié à la présence d'amiante et H.A.P**

Compte tenu du risque de présence d'amiante et Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques dans les couches de roulement en béton bitumineux, il appartient à la Commune, en qualité de Maître d'ouvrage des travaux, de prendre toutes les mesures d'informations et de protections de ses personnels ainsi que des entreprises intervenants pour son compte, s'il procède à des travaux de sciage, carottage ou fraisage des chaussées ou tout autre procédé dispersant de la poussière.

### **ARTICLE IV-2 : OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT**

#### **IV.2.1) Suivi technique des travaux**

Le service chargé d'assurer les opérations nécessaires à la viabilité de la voirie départementale pour le compte du Département est le suivant : Pôle d'Aménagement Ouest / Secteur de Graulhet.

Ce service est notamment chargé :

- de donner l'avis du service sur l'opération, sur tout projet d'avenant, sur les conditions d'exploitation de la route départementale pendant la phase préparatoire du chantier,
- de délivrer la permission de voirie correspondante,
- d'établir le ou les arrêté(s) de circulation correspondant(s) soumis à la signature du Président du Conseil départemental,
- de vérifier les conditions d'exploitation de la route départementale pendant le déroulement du chantier,
- de représenter le Département aux diverses réunions de chantier auxquelles il sera systématiquement convié,
- de représenter le Département pour les opérations préalables à la remise de l'ouvrage.

#### **IV.2.2) Suivi Administratif et financier de l'opération**

Le service des Politiques Territoriales est en charge du suivi administratif et financier de l'opération. A ce titre :

- il organise la première réunion de présentation du projet en mobilisant les services départementaux concernés, et rédige un compte-rendu qui sera communiqué au maître d'ouvrage après validation auprès des services ayant participé à la réunion,
- il coordonne l'ensemble des services départementaux concernés (Direction des Routes, Direction de l'Eau et de l'Environnement...) afin de valider le projet technique,
- il instruit les demandes de subventions au titre du FDT et se coordonne avec la Direction des routes sur la participation départementale,
- il se charge de la rédaction de la convention et de la présentation de l'opération à la Commission permanente,

- il notifie la décision de la Commission permanente au maître d'ouvrage et en informe le Pôle routier,
- il s'assure de la remise des pièces justificatives mentionnées à l'article II.5 après réalisation de l'opération,
- il effectue le paiement du (des) titre(s) de recette émis par la Commune et du versement des subventions.

## **CHAPITRE V : AUTRES DISPOSITIONS**

### **ARTICLE V-1 : MODIFICATION DU PROJET**

#### **V.1.1) La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.**

Toute modification substantielle du projet entraînant le changement :

- des spécifications techniques définies au dossier technique joint à la présente convention
- du montant de l'opération,

fera l'objet d'un avenant.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

**V.1.2)** La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **ARTICLE V.2 -ANNEXES**

Les annexes font partie intégrante de la présente convention.

Annexe 1 : Plan général des travaux, précisant de manière explicite la consistance des travaux et les limites respectives de domanialités.

Annexe 2 : Vade-mecum

### **ARTICLE V.4 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les informations recueillies et les données enregistrées concernant la structure signataire de cet arrêté, font l'objet d'un traitement informatique auquel elle consent. Les documents transmis à l'administration départementale sont conservés et pour certains enregistrés sous forme dématérialisée afin de constituer son dossier administratif. Les données recueillies peuvent être utilisées pour créer des documents d'analyse, de suivi d'activité et de suivi budgétaire.

### **ARTICLE V.5 - RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par la Commune de l'une des obligations lui incombant, le Département pourra procéder après mise en demeure restée sans effet, à la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception.

La présente convention prendra fin, de plein droit, en cas de modification de l'affectation ou de désaffectation de la route départementale ou des ouvrages, équipements et aménagements réalisés dans le cadre de l'opération visée à l'article 1 de la présente convention.

### **ARTICLE IV.6 – RESOLUTION DES LITIGES - RECOURS**

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, la présente convention peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours pourra être effectué soit par voie postale (Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, 31000 TOULOUSE), soit par dépôt en ligne sur l'application Télérecours, accessible à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

**A ALBI,**

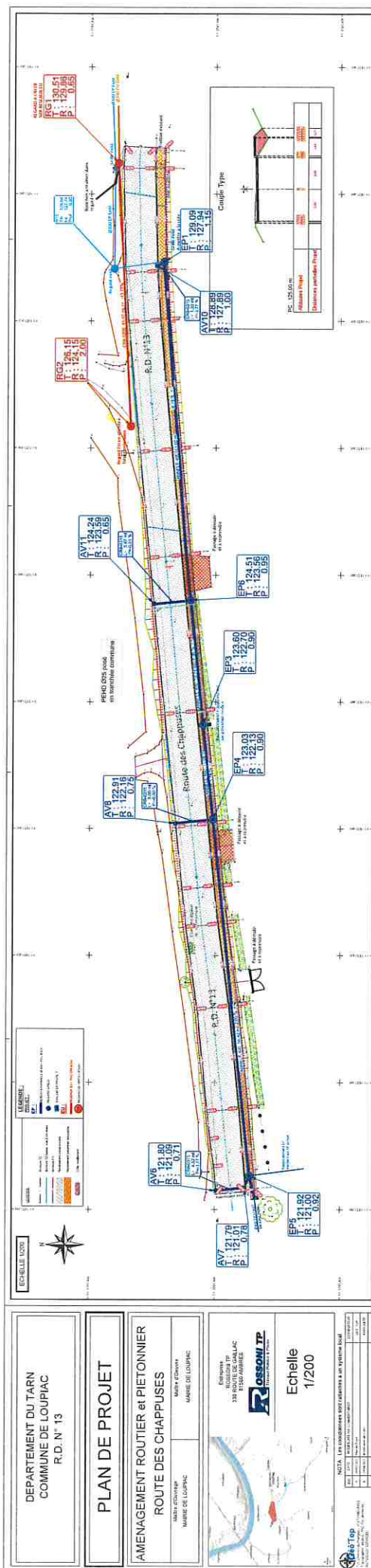
**Le**

**Pour la Commune de LOUPIAC  
Le Maire**

**Pour le Conseil départemental  
Le Président**

**Patrick CAUSSE**

**Christophe RAMOND**



**VADE-MECUM**

**Contenu du dossier d'avant-projet détaillé établi pour la réalisation de travaux d'investissement par une Commune ou un Etablissement public dans les emprises d'une route départementale**

**Documents techniques :**

- Le plan de situation,
- Le plan général des travaux à réaliser, à une échelle adaptée (généralement 1/200), y compris signalisation verticale et horizontale,
- Le profil en long,
- Les profils en travers type et particuliers à une échelle adaptée (généralement 1/100), dans les points hauts et les points bas (cas général : un profil tous les 25m pour les travaux de moins de 150 m de long),
- Une note de calcul du dimensionnement de la structure de chaussée souple à mettre en œuvre en fonction des éléments et critères communiqués préalablement par le Département : trafic et taux de croissance, environnement, plateforme support, matériaux de chaussée, qualité et durée de vie de l'ouvrage.
- Le rapport des résultats géotechniques, des investigations et sondages complémentaires
- Le plan de détail des ouvrages particuliers notamment ceux ayant pour objet un effet de ralentissement : "dos d'ânes, plateaux transversaux, dévoiement de trajectoire,
- Une notice explicative et descriptive de l'opération qui prendra en compte :
  - l'assainissement pluvial à travers une étude générale,
  - la giration des bus et des poids lourds,
  - les normes pour accessibilité des arrêts de transports en commun,
  - les plantations existantes.
- Le devis estimatif détaillé des travaux à maîtrise d'ouvrage la Commune,
- L'avant-métré de la part incombant au Département.
- Le planning prévisionnel des travaux concessionnaires et routiers,
- Le dossier d'exploitation sous chantier (DESC) de l'entreprise.

**Documents administratifs :**

- Délibération du Conseil municipal (ou du groupement communal):
  - approuvant l'avant-projet,
  - approuvant la convention,
  - autorise le maire à signer ladite convention,
  - sollicitant l'inscription de la part chaussée au programme des travaux d'urbanisation, (le cas échéant),
  - sollicitant l'aide du Conseil départemental pour les travaux de la part communale (le cas échéant).
- Le cas échéant, note relative aux déplacements de réseaux ou autres interventions. Cette note retracera la prise en compte par les divers concessionnaires ou gestionnaires des interventions préalables à l'engagement des travaux.
- Le cas échéant, la délibération de la Commune précisant qu'il est propriétaire des terrains ou qu'il s'engage à les acquérir et à les rétrocéder au Département à l'Euro par acte administratif.

**Demande de subvention :**

L'ensemble de ces documents sera également utilisé pour la constitution du dossier de demande de subvention auquel sera jointe l'attestation du maire relative aux aides sollicitées et obtenues auprès d'autres collectivités ou organismes.

**Eléments à fournir à la demande de remise de l'ouvrage**

(à préciser par le secteur routier concerné lors de la délivrance de la permission de voirie) :

- Remise de l'ensemble des contrôles internes à l'entreprise (PAQ)
- Remise des résultats des contrôles extérieurs
- Remise impérative des plans de récolement des ouvrages
- Remise du DIUO
- Remise impérative des documents d'arpentage pour procéder au transfert des terrains entre la Commune et le département
- Rédaction d'une convention département / Commune le cas échéant pour la gestion des espaces verts, îlot central, ...



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 3/09. GESTION FONCIÈRE DE LA VOIE VERTE CHEMIN DES MINEURS - COMMUNE DE BLAYE-LES-MINES

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
Vu le Code civil notamment son article 1583 concernant le caractère parfait d'une vente,  
Vu les délibérations de la Commission permanente du 8 décembre 2017 et 13 novembre 2020 sur l'aménagement des phases 1 et 2 de la voie verte « Chemin des mineurs »,  
Vu la délibération du Conseil municipal de BLAYE-LES-MINES du 7 avril 2022,  
Vu le courrier de la SCI G. FORMATION 81 approuvant l'échange et son contexte,  
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
Vu le rapport de Monsieur le Président,  
Après en avoir délibéré,  
Considérant l'intérêt d'assurer la poursuite de l'aménagement de la voie verte « Chemin des mineurs » entre ALBI et Cap Découverte,

— **APPROUVE** le principe de prise de possession anticipée consentie par la commune de BLAYE-LES-MINES au Département pour les parcelles cadastrées section B n°3856p et n°4058p (que cette première acquiert au préalable à la SCI G. FORMATION 81), afin de réaliser les travaux de la phase 2 du « Chemin des mineurs », et ce dans l'attente de la signature de l'acte notarié.

— **PRECISE** que les frais de géomètre ainsi que les frais notariés seront à la charge de la collectivité départementale.

.../...



– **AUTORISE**, en conséquence, Monsieur le Président ou son représentant à signer l'ensemble des documents et actes notariés à intervenir.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022  
Affichée le :  
13 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139db9c8f789-DE

Pour extrait conforme,  
  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

Département du Tarn

Commune de BLAYE-LES-MINES

N° : 2022-II-25

Dates de convocation : 03/02/2022 et 28/03/2022		Dates d'affichage : 03/02/2022 et 28/03/2022	
Nombre des conseillers	En exercice : 23	Présents : 22	Votants : 22

#### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt deux, le sept avril à dix-huit heures, le Conseil municipal de la commune de BLAYE-LES-MINES, légalement convoqué, s'est réuni à la salle Daniel Balavoine sous la présidence de M. Jean-François KOWALIK, Maire.

Le nombre de conseillers en exercice est de 23.

#### Étaient présents :

Groupe Blaye-Les-Mines au Cœur : Mmes et MM. Jean-François KOWALIK, Marie MILESI, Jean-Louis AZEMAR, Rosanne TAGLIAFERRI, Joël SOUYRI, Marie-Thérèse GUTIERREZ, Georges ELZBIECIK, Corinne MASSOL, Laurent RUIZ, Chantal PTAK, Gérard PLASSON, Corinne ANTES, Géraud DE CANTELOUBE, Valérie DEVILLERS, Eric BESSOU, Christelle DOUMAYROU, Maëva HADDAD, Patrice ZELMIRE;

Groupe Ensemble Décidons : MM. Claude MASSOL, Joël VIGUIER ;

#### Étaient excusés :

Groupe Blaye-Les-Mines au Cœur : Elisabeth GALAN (procuration à Jean-François KOWALIK), Max REGIS (procuration à Rosanne TAGLIAFERRI), Vincent BASILE.

formant la majorité des membres du Conseil municipal en exercice.

Mme Rosanne TAGLIAFERRI a été désignée secrétaire de séance.

#### OBJET DE LA DÉLIBÉRATION :

### PLAINE DES SPORTS – VOIE VERTE – ECHANGE FONCIER AVEC LA SOCIETE G FORMATION 81

Monsieur le Maire expose que le Département est maître d'ouvrage d'une Voie Verte entre Albi et notre commune.

Il s'agit de permettre aux usagers circulant à pied, à vélo ou à cheval de bénéficier de nouveaux espaces de circulation plus sécuritaires.

Les voies vertes font partie intégrante des nouvelles formes de mobilité écologique et responsable. En effet, elles visent notamment à valoriser le patrimoine culturel en se développant par exemple sur le tracé d'anciennes lignes de chemin de fer abandonnées. Elles peuvent servir à faciliter les déplacements du quotidien, et doivent ainsi aider les individus dans leur accès à une mobilité active, tout en leur permettant de faire plus attention à leur santé. Enfin, ces voies de circulation responsables ont également pour vocation de favoriser le tourisme durable, en créant de nouveaux emplois locaux, intégrant des services liés directement à ces nouvelles voies de circulation (information, hébergement, ...).

Par délibération du 7 avril 2021 et du 12 janvier 2022 le Conseil municipal a déjà pris plusieurs décisions au bénéfice du Département du Tarn afin que la liaison Cap Découverte / rue Vialar (rond-point de la Croix du Marquis) puisse être réalisée (vente de terrains à l'euro symbolique ou autorisation d'occupation temporaire selon le cas).

Afin de permettre la desserte de notre Plaine des Sports par la Voie Verte et de terminer la jonction Cap Découverte / Blaye-Les-Mines il y a lieu de procéder à des échanges de terrains entre notre commune et la Société G Formation 81.

Sur la base du relevé des différentes parcelles, réalisé le 14 février 2022 par le cabinet de géomètres LBP Etudes et Conseil, 38 rue Magressolles, 31780 CASTELGINEST, figurant sur les plans et procès-verbal de délimitation ci-annexés, la société G Formation 81 cède à la Commune de Blaye-Les-Mines une surface de 23 027 m<sup>2</sup>.

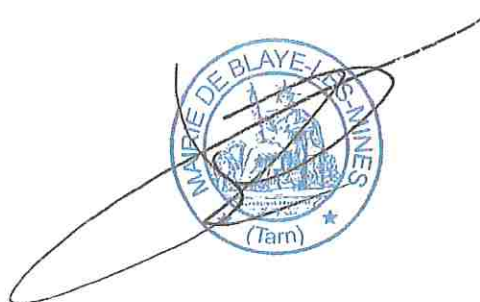
En échange, la Commune de Blaye-Les-Mines cède à la Société G Formation 81 les parcelles communales 3390 (15 867 m<sup>2</sup>) et 1377 (10 394 m<sup>2</sup>) au lieu-dit Les Bruyères. Le plan cadastral et les relevés de propriété sont joints en annexe. Des parcelles communales doit être déduit le passage du chemin piétonnier Terre d'Ombres et de lumières (environ 1 280 m<sup>2</sup>) en bord de la partie haute de la parcelle 3390.

Cet échange de terrains sera consenti sans soulte. Les frais afférents au bornage du chemin Terre d'Ombres et de Lumières et ceux afférents à l'acte à intervenir seront pris en charge par la Commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- d'approuver l'échange sans soulte de terrains avec la société G Formation 81 ;
- de préciser que les frais afférents au bornage du chemin Terre d'Ombres et de Lumières et ceux afférents à l'acte à intervenir sont à la charge de la Commune ;
- d'autoriser le Maire à signer l'acte d'échange à intervenir ainsi que tout document s'y rapportant.

Pour extrait conforme,  
Blaye-les-Mines, le 7 avril 2022  
LE MAIRE,  
Jean-François KOWALIK



Envoyé en préfecture le 12/04/2022

Reçu en préfecture le 12/04/2022

Affiché le 12/04/2022

ID : 081-218100337-20220407-DL\_2022\_II\_25-DE

**LBP**  
ETUDES & CONSEIL

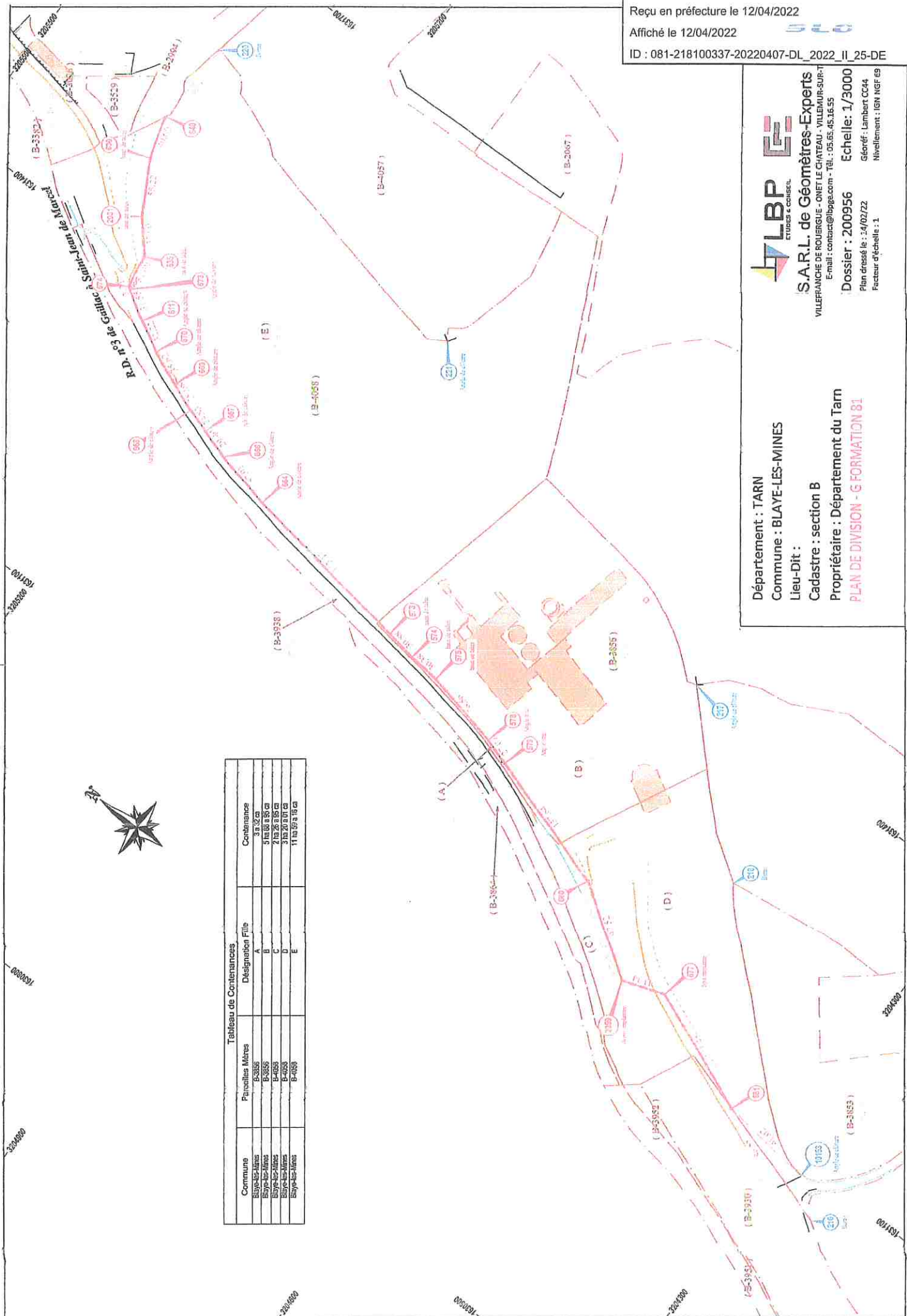
**S.A.R.L. de Géomètres-Experts**  
VILLEFRANCHE DE ROUERGUE - ONET LE CHATEAU - VILLEMAUR-SUR-Y  
E-mail : contact@lbgps.com - Tél. : 05.65.45.16.55

Dossier : 200956 Echelle: 1/3000  
Plan dressé le : 14/02/22 Géré par : Lambert CC44  
Facteur d'échelle : 1 Nivellement : IGN NGF 69

Département : TARN  
Commune : BLAYE-LES-MINES  
Lieu-Dit :  
Cadastre : section B  
Propriétaire : Département du Tarn  
**PLAN DE DIVISION - G FORMATION 81**

Tableau de Contenance

Commune	Parcelles Mètres	Désignation Fille	Contenance
Blaye-Les-Mines	B-3555	A	313 52 m
Blaye-Les-Mines	B-3555	B	5 116 88 15 m
Blaye-Les-Mines	B-3555	C	5 116 88 15 m
Blaye-Les-Mines	B-3555	D	5 116 88 15 m
Blaye-Les-Mines	B-3555	E	11 116 88 15 m







ID : 081-218100337-20220407-DL 2022 II 25-DE

## colours 3, 6, 12 and 18 reserves in Administration)

[illegible]

Télétransmis en Préfecture le : 13 juin 2022

N° AR : 081-228100012-20220610-lmc139db9c8f789-DE

Envoyé en préfecture le 12/04/2022

Reçu en préfecture le 12/04/2022

Affiché le 12/04/2022

ID : 081-218100337-20220407-DL\_2022\_II\_25-DE

<b>MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL</b> D'APRÈS UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFiP)		Commune : 081033 Blaye-les-Mines Section : 08 Feuilles(s) : 2 Qualité du plan : 02 Echelle d'origine : 1/25000 Echelle d'édition : 1/50000 Date de l'édition : 01/01/1949		Numéro d'ordre du document d'arpentage : ..... Document vérifié et numéroté le ..... / ..... / ..... A ..... Par .....		<b>CERTIFICATION</b> (Art. 25 du décret n°55-471 du 30 avril 1955) Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) : A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ; B - En conformité d'un piquetage ..... C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe dressé le 14/02/2022 par géomètre à CASTELGINEST Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463, A CASTELGINEST, le 14/02/2022		Cachet du rédacteur du document :		Document dressé par (2)		Date : 14/02/2022 Signature :	
Commune de Blaye Les Mines G Formation 81		Signatures Document		(1) Pour les mutations amiables. La formule A, n'est applicable que dans le cas d'une reprise (plan renvoyé par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires doivent avoir effectué eux-mêmes le piquetage. (2) Qualifier la personne agréée (géomètre expert, notaire, arpenteur, etc.). (3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avocat représentant qualifié de l'autorité administrative, etc.).									

Télétransmis en Préfecture le : 13 juin 2022

N° AR : 081-228100012-20220610-lmc139db9c8f789-DE

Envoyé en préfecture le 12/04/2022

Reçu en préfecture le 12/04/2022

Affiché le 12/04/2022

ID : 081-218100337-20220407-DL\_2022\_II\_25-DE

Département :  
TARNCommune :  
BLAYE LES MINESSection : B  
Feuille : 000 B 06Échelle d'origine : 1/1250  
Échelle d'édition : 1/2500Date d'édition : 14/01/2022  
(fuseau horaire de Paris)Coordonnées en projection : RGF93CC44  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

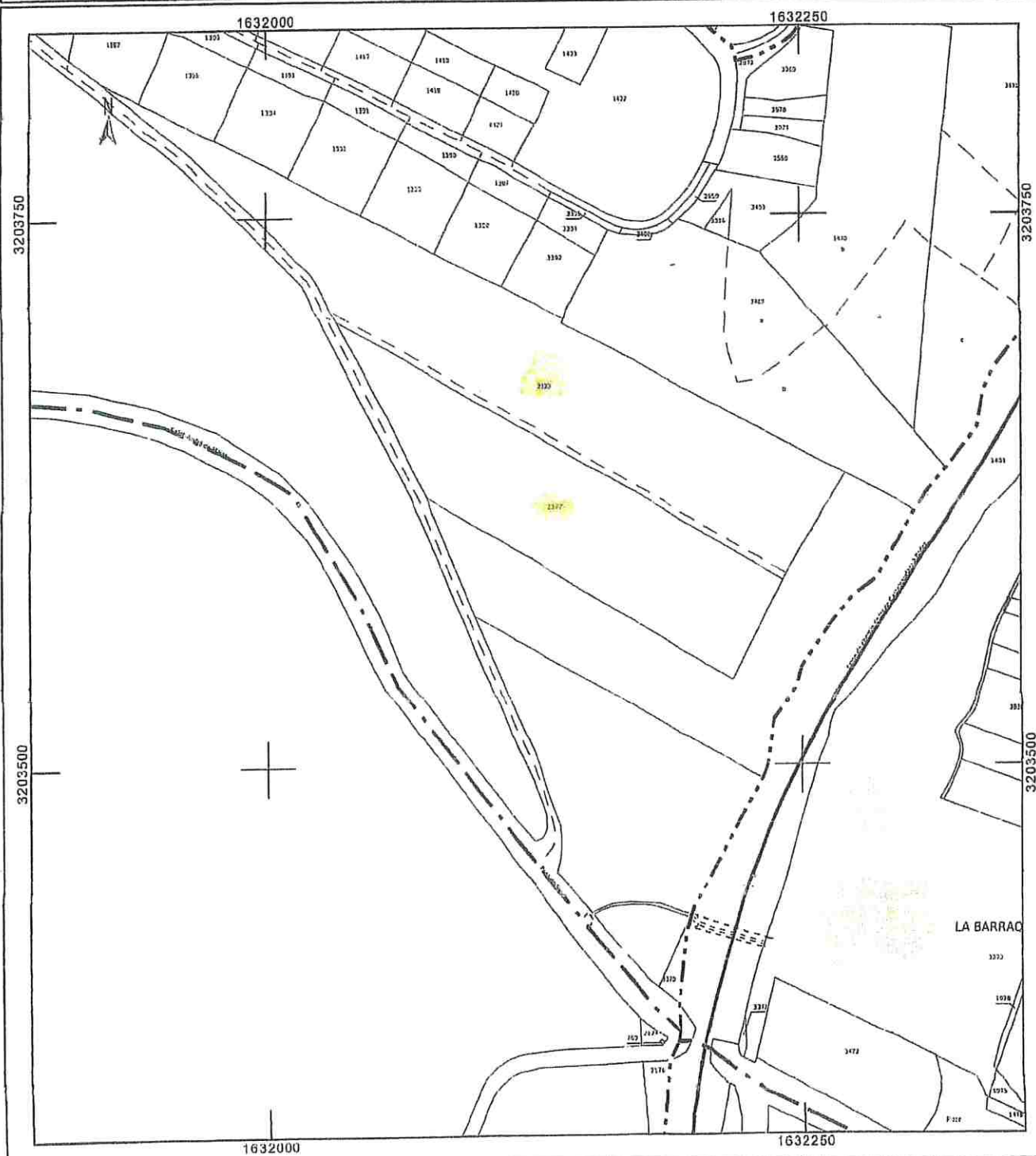
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CDIF CASTRES  
Pôle de Topographie et de Gestion  
Cadastrale 4, avenue Charles de Gaulle  
81108  
81108 CASTRES  
tél. 05 63 62 52 39 -fax  
ptgc.tarn@dgifp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





Télétransmis en Préfecture le : 13 juin 2022

N° AR : 081-228100012-20220610-lmc139db9c8f789-DE

ANNEE DE MAJ 2021		DEP DIR 81 0	COM 033 BLAYE LES VINES	TRES 002		RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ		NUMERO COMMUNAL 00002																
Propriétaire ALBERT 81400 BLAYE LES VINES																								
PEBBOW COM COMMUNE DE BLAYE LES VINES																								
PROPRIÉTÉS BATIES																								
DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS					IDENTIFICATION DU LOCAL					EVALUATION DU LOCAL														
AN	SEC	N° PLAN	C PART	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	BAT	ENT	NIV	PORT	N° INVAR	S TAR	M EVAL	AF	NAT LOC	CAT	RC COM IMPOSABLE	COLL EXO	NAT AN	FRACTION RET	AN DEB	% EXO	TX COEF	RC TEOM
PROPRIÉTÉS NON BATIES										EVALUATION														
DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS										LIVRE FONCIER														
AN	SECTION	N° PLAN	N° VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N° PRIM	PARC	FF/DP	S TAR	SUF	GR/SS GR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL EXO	NAT AN	FRACTION RET	AN EXO	% EXO	TC			
12		13	23904		3013	1378	1033-A				11	02		11 58 57	50194									

Source : Direction Générale des Finances Publiques page :

Envoyé en préfecture le 12/04/2022

Reçu en préfecture le 12/04/2022

Affiché le 12/04/2022

ID : 081-218100337-20220407-DL\_2022\_II\_25-DE

N° AR : 081-228100012-20220610-lmc139db9c8f789-DE

Source : Direction Générale des Finances Publiques page 1

ID : 081-218100337-20220407-DL\_2022\_II\_25-DE



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 3/10. ACQUISITIONS DE TERRAINS DE VOIRIE - RD 964 - COMMUNE DE TECOU

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE, FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 1311-13 et L 3213-1 à 4,  
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
Vu le rapport de M. le Président,  
Après en avoir délibéré,

Considérant que, pour exécuter les programmes d'aménagement des routes départementales, des acquisitions foncières sont nécessaires,

— **APPROUVE** l'acquisition par le département des parcelles suivantes :

- section A n° 1146 (anciennement A 837p) d'une superficie de 64 m<sup>2</sup>,
- section A n° 1148 (anciennement A 841p) d'une superficie de 9 m<sup>2</sup>,

Au vu de l'intérêt général de cet aménagement, la cession par la Communauté d'agglomération GAILLAC GRAULHET sera réalisée à l'euro symbolique pour les deux parcelles susvisées.

L'acquisition sera formalisée par acte en la forme administrative à l'initiative de la Communauté d'agglomération GAILLAC GRAULHET.

– **AUTORISE**, en conséquence, M. le Président ou son représentant à signer l'acte administratif à intervenir et les documents afférents.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
15 Juin 2022  
Affichée le :  
15 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139d99e66b6f-DE

Pour extrait conforme,  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

**- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -**

### **3/11. ACQUISITIONS FONCIÈRES- BARRAGE DE FOUROGUE - COMMUNE DE MAILHOC**

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
 Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1997 relatif au règlement d'eau du barrage de Fourogue,  
 Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2008 fixant les prescriptions relatives à la sécurité et à la sureté des ouvrages hydrauliques,  
 Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes,  
 Vu l'arrêté interdépartemental du 17 janvier 2017 portant déclaration d'intérêt général au titre de l'article L.211-7 du code de l'Environnement de l'aménagement du réservoir de Fourogue et ses ouvrages annexes,  
 Vu le Protocole d'accord transactionnel du 09 avril 2019 entre le Département du Tarn et la Compagnie d'Aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) pour la rétrocession du barrage de Fourogue au Département du Tarn,  
 Vu l'arrêté du préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne, préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne, du 10 mars 2022 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le Programme Pluriannuel de Mesures (PDM) correspondant,  
 Vu la délibération du Conseil municipal de MAILHOC du 30 mars 2022 portant cession d'un ensemble de parcelles au Département du Tarn,  
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,

.../...

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant la nécessité de procéder à des acquisitions foncières dans le but de réaliser un cheminement doux autour de la retenue de Fourogue ainsi qu'un parking,

– **APPROUVE** la cession par la commune de Mailhoc au Département des parcelles ci-après :

- section E n°766 d'une superficie de 230 m<sup>2</sup>,
- section E n°769 d'une superficie de 49 m<sup>2</sup>,
- section E n°770 d'une superficie de 55 m<sup>2</sup>,
- section E n°773 d'une superficie de 74 m<sup>2</sup>,
- section E n°776 d'une superficie de 1 437 m<sup>2</sup>,
- section E n°779 d'une superficie de 31 m<sup>2</sup>,
- section E n°781 d'une superficie de 684 m<sup>2</sup>,
- section E n°784 d'une superficie de 921 m<sup>2</sup>,
- section E n°787 d'une superficie de 536 m<sup>2</sup>,
- section E n°789 d'une superficie de 27 m<sup>2</sup>,
- section E n°793 d'une superficie de 352 m<sup>2</sup>,
- section E n°790 d'une superficie de 39 m<sup>2</sup>,

soit une superficie totale de 4 198 m<sup>2</sup>.

– **PRECISE** que la cession des parcelles par ladite collectivité sera réalisée à l'euro symbolique au vu de l'intérêt général du projet et que les frais notariés seront à la charge de la collectivité départementale.

– **AUTORISE** en conséquence Monsieur le Président ou son représentant à signer l'ensemble des documents et actes notariés à intervenir.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022  
Affichée le :  
13 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139da9c8f781-DE

Pour extrait conforme,  
  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### *DE LA COMMISSION PERMANENTE*

**- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -**

#### **3/12. ENVIRONNEMENT - AIDE AUX ASSOCIATIONS - COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE LA RANDONNÉE PÉDESTRE**

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Isabelle ESPINOSA

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
 Vu le Code du sport notamment ses articles L 100-1, L 100-2 et L 113-2,  
 Vu le Code de l'urbanisme notamment son article L 142-1 et 2,  
 Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions notamment son article 140,  
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 arrêtant les axes de sa politique en matière d'environnement, de sport et de tourisme dont le soutien aux associations œuvrant dans ces domaines et inscrivant au Budget primitif les crédits nécessaires,  
 Vu la délibération de la Commission permanente du 13 mai 2022 arrêtant le montant de la participation financière du Département au Comité Départemental de la Randonnée Pédestre (CDRP) au titre de la pratique sportive,  
 Vu la demande de financement présentée par le CDRP au titre de l'exercice 2022, Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
 Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

– **DÉCIDE** d'attribuer au Comité Départemental de la Randonnée Pédestre, au titre de l'exercice 2022, une subvention de fonctionnement au titre de l'aménagement, de la valorisation et de la promotion de la randonnée pédestre du programme numérique fédéral et de la promotion touristique de la randonnée comme suit :

Bénéficiaire	Nature du projet soutenu	Montant de la subvention
CDRP	Aménagement – structuration- valorisation et promotion de la randonnée tarnaise	28 500 €
CDRP	Programme numérique fédéral	3 000 €
CDRP	Promotion touristique de la randonnée	22 600 €
<b>TOTAL</b>		<b>54 100 €</b>

– **RAPPELLE** que, par délibération de la Commission permanente du 13 mai 2022, il a été attribué par ailleurs au CDRP, au titre du développement de la pratique sportive, une subvention de 19 502 €,

– **AUTORISE** M. le Président à signer, au nom du Département, la convention d'objectifs 2022 à intervenir avec cette association pour un montant global d'aides départementales établi à 73 602 €.

Les sommes nécessaires seront prélevées sur les crédits inscrits à l'article 6574, fonction 738 du budget départemental pour l'aménagement, la structuration, la valorisation et la promotion de la randonnée tarnaise ainsi que pour le programme numérique fédéral, sur les crédits inscrits à l'article 6574, fonction 94, pour la promotion touristique de la randonnée.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
15 Juin 2022  
Affichée le :  
15 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139df9e66b77-DE

Pour extrait conforme,  
  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...





**Direction Générale Adjointe des Services Techniques  
et de l'Environnement  
Direction de l'Eau et de l'Environnement**

**CONVENTION D'OBJECTIFS  
ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN  
ET LE COMITE DEPARTEMENTAL DE LA RANDONNEE PEDESTRE  
DU TARN**

**Référence : CDRP/ SERVICE RANDONNEES ET TRANSITION ECOLOGIQUE / 2022 /  
N°1**



Vu le Code Général des Collectivités territoriales;

Vu la réglementation applicable aux organismes bénéficiant d'une subvention (Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, Décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 – arrêté du 24 mai 2005),

Vu les articles L 100-1, L 100-2 et L 113-2 du Code du Sport (soutien aux associations sportives),

Vu les articles L 311-1 à L311-6 du code du sport donnant compétence au Département pour assurer un développement maîtrisé des sports de nature et l'élaboration d'un Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires relatifs aux sports de nature (PDESI),

Vu l'article L361-1 du code de l'environnement donnant compétence au Département en matière de politique de randonnée et pour mettre en œuvre le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée du Tarn qui en découle,

Vu l'article 140 de la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 28 mars 2019 approuvant la formalisation de la nouvelle politique sportive intitulée « promouvoir les pratiques sportives et mettre le sport au service de notre territoire »

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 relative à la mise en œuvre de la politique sportive renouvelée, à l'appui des démarches associatives contribuant à la sensibilisation et à l'ancrage local des politiques environnementales et inscrivant au budget primitif les crédits nécessaires à l'exercice 2022 dans ces domaines,

Vu la demande de financement présentée le 12 avril 2022 par le Comité départemental de la randonnée pédestre,

## **ENTRE**

1°) Le Conseil départemental du Tarn, représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant au nom et pour le compte du Conseil départemental du Tarn, en exécution des délibérations :

- de l'Assemblée plénière en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,
  - de la commission permanente en date des 13 mai 2022 et 10 juin 2022,
- ci-après désigné par les termes, le Département, d'une part

## **ET**

2°) Le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Tarn, CDRP-81, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,

- déclaré à la Préfecture du Tarn le 17 septembre 1987,
  - enregistré sous le numéro SIRET 42466725100039,
  - dont le siège social est situé 10 rue des Grenadiers - 81000 ALBI,
  - représenté par son Président, Monsieur André MASSE, dûment mandaté,
- ci-après désigné par les termes, l'Association, d'autre part

## **PREAMBULE**

Considérant que le projet du Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Tarn relatif au développement de la randonnée pédestre, a été initié et conçu par l'Association et qu'il est conforme à son objet statutaire, à savoir :

- ⇒ Structurer l'activité en sauvegardant et pérennisant les sentiers,
- ⇒ Développement de la pratique de la randonnée,
- ⇒ Découverte et sauvegarde de l'environnement à travers la randonnée,
- ⇒ Valoriser les espaces et patrimoines tarnais

- ce projet s'inscrit dans le cadre des compétences de l'action départementale et notamment des politiques départementales en matière de d'aménagement et de structuration de lieux récréatifs de pleine nature, de développement touristique et de soutien aux comités sportifs départementaux,

- le projet présenté ci-après participe à ces politiques publiques,

**il est arrêté et convenu ce qui suit :**

## **ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION**

1.1) Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, le projet défini en ANNEXE 1 à la présente convention.

1.2) Le Département décide de contribuer financièrement à la mise en œuvre de cette activité.

1.3) Le Département n'attend aucune contrepartie directe à cette subvention.

## ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2022. Elle prendra fin le **31 décembre 2022**.

## ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

**3.1)** Le Département s'engage à financer le projet faisant l'objet de cette convention en 2022 ; le montant de sa contribution financière s'élève à **73 602 €** répartie comme suit :

- 28 500 € au titre de la politique de la randonnée et de la promotion de la randonnée tarnaise,
- 3 000 € au titre de l'aide à l'équipement pour la mise en œuvre du programme numérique fédéral,
- 22 600 € au titre de Destinations Tarnaises et Espace Rando
- 19 502 € au titre du soutien aux comités sportifs départementaux et répartis de la façon suivante : 13 421 € pour le soutien aux emplois départementaux et à l'appui au clubs locaux et 6 081 € pour pérenniser l'ancrage des comités sportifs départementaux.

**3.2)** Cette subvention est acquise sous réserve :

- du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 5 et 6 de la présente convention,
- des décisions du Département prises en application des articles 7 et 8 et en prenant en compte d'éventuelles modifications apportées par avenant (article 10).

**3.3)** Le financement public doit être inférieur aux coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en Annexe 2. Cependant, il est admis que le financement public puisse être légèrement supérieur aux coûts constatés dans le compte-rendu financier prévu à l'article 5 de la présente convention. Il est alors accepté un excédent raisonnable.

## ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

**4.1)** A la signature de la convention par les deux parties, le Département verse un montant de 73 602 € correspondant à l'intégralité du montant de la subvention mentionné à l'article 3 de la présente convention.

**4.2)** La contribution financière est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

## ARTICLE 5 : JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable, les documents ci-après :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (voir modèle en Annexe 3),
- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel,
- le rapport d'activités.

## **ARTICLE 6 : AUTRES ENGAGEMENTS**

### **6.1) INFORMATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

L'Association informe sans délai l'administration départementale :

- de tout changement concernant ses statuts,
- de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des Associations (RNA),
- de toute modification concernant la composition de son Bureau ou de son Assemblée générale,
- de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe l'administration départementale sans délai par lettre recommandée avec accusé réception.

### **6.2) INFORMATION SUR LA PARTICIPATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

L'Association s'engage :

- à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du Département du Tarn ou à faire mention de la participation du Département sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention : supports papier, parutions presse, annonces médias, page d'accueil du site internet, ...
- à informer le Département des manifestations publiques qu'elle organise dès leur conception de façon à permettre au Département d'y participer s'il le souhaite.

Le Département est autorisé à communiquer sur les opérations organisées par l'Association.

### **6.3) ASSURANCE**

Les activités de l'Association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'association s'engage à souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse pas être mise en cause. Elle devra remettre au Département une attestation établie par sa compagnie d'assurance, faisant état de l'ensemble des risques couverts.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

**7.1)** Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

**7.2)** A l'issue de la convention, le Département contrôle que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département peut soit :

- exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligible du projet (\*augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.3,
- à titre exceptionnel, en cas de difficultés de trésorerie, sur la base d'un argumentaire motivé de l'Association, assorti des pièces justificatives, la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la présente convention par l'Association sans l'accord écrit du Département, celui-ci peut respectivement ordonner :

- le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention (conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996),
- la suspension de la subvention,
- la diminution de son montant,

après avoir examiné les justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

## **ARTICLE 9 : RENOUVELLEMENT – EVALUATION**

**9.1)** La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 8 de la présente convention.

**9.2)** Le renouvellement de la convention est également subordonné à la réalisation d'une évaluation contradictoire entre le Département et l'Association portant sur les conditions de réalisation de la convention conformément aux modalités d'évaluation prévues en Annexe 4.

## **ARTICLE 10 : AVENANT**

**10.1)** La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

**10.2)** La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : ANNEXES**

Font partie intégrante de la présente convention, les documents suivants :

- Annexe I : projet
- Annexe II : budget prévisionnel du projet
- Annexe III : compte rendu financier
- Annexe IV : évaluation

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## **ARTICLE 13 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les informations recueillies et les données enregistrées concernant la structure signataire de cette convention, font l'objet d'un traitement informatique auquel elle consent. Les documents transmis à l'administration départementale sont entreposés dans un dossier dématérialisé afin de constituer son dossier administratif. Ces données peuvent être utilisées pour créer des documents d'analyse, de suivi d'activité et de suivi budgétaire.

## **ARTICLE 14 : RESOLUTION DES LITIGES**

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal compétent pour le litige considéré. Dans l'hypothèse où celui-ci relèverait d'un tribunal administratif, il pourra être effectué soit par courrier, soit par dépôt en ligne sur l'application informatique Télérecours, accessible à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.

La présente convention est réalisée en deux exemplaires.

**A**

**Le**

**Pour l'association  
Le Président,**

**Pour le Département  
Le Président,**

**André MASSE**

**Christophe RAMOND**



## ANNEXE I

### PROGRAMME D'ACTIONS

---

L'organisme bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention, décrit ci-dessous.

#### **DENOMINATION DU PROJET ET OBJECTIF(s) en lien avec la politique territoriale concernée**

Le programme d'actions 2022 du Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Tarn (CDRP-81), relatif au développement de la randonnée pédestre dans le Tarn, poursuit des objectifs convergents avec ceux du Département, notamment en matière d'aménagement et de structuration de lieux récréatifs de pleine nature, de soutien à la pratique sportive et de promotion de l'attractivité touristique du Tarn.

Ce programme d'action est ainsi proposé en lien et référence avec le Plan de développement 2021-2024 du **CDRP-81** ainsi qu'avec l'Accord Cadre pour la Randonnée tarnaise 2020-2023.

#### **DESCRIPTION DES ACTIONS**

#### **1 – AMENAGEMENT ET STRUCTURATION DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE RANDONNEE**

##### **Volet Démarche Qualité Rando'Tarn**

- Proposer un appui méthodologique auprès des collectivités tarnaises (Action 1-1-1 de plan de développement 2021-2024 du CDRP-81)

Le CDRP-81 apporte un appui méthodologique auprès des porteurs de projet (collectivités locales et PETR) dans le cadre de la Démarche Qualité Rando'Tarn. Pour cela, il s'appuie notamment sur les supports méthodologiques conjointement conçus et réactualisés par le réseau départemental des acteurs de la randonnée pédestre en coordination avec les travaux de la CDESI.

Seront prioritairement diffusés : le Guide méthodologique pour la création de sentier de randonnée non motorisé et pérenne et ses fiches techniques, le Mémo Rando, Fiche 4 « Le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) », Fiche P1 « Les différents types d'itinéraires pédestres », Fiche P2 « Le balisage des itinéraires pédestres », Fiche P4 « La labellisation d'un itinéraire PR », Fiche 6 « La charte départementale des panneaux directionnels », Fiche P5 « La charte départementale des panneaux de départ », Fiche P6 « La charte graphique des fiches Rando'Tarn ». Dans le cadre de cette action visant à créer



de nouveaux itinéraires et/ou à restructurer le réseau existant sur les territoires tarnais, le CDRP-81 informe en amont le Département afin de l'associer à l'appui de la démarche.

- Poursuivre notre participation au réseau technique de la randonnée (Département, CDRP, CDT) (Action 3-1-3).

Le CDRP-81 participe au comité technique de mise en œuvre et au comité de pilotage de l'Accord-Cadre pour la pérennisation et la qualification des randonnées au service du Tarn pour la période 2020-2023. Il peut accompagner et fournir une assistance de manière temporaire et ponctuelle, aux services des missions du Département, notamment pour les inscriptions au PDIPR en attente et en cours.

- Poursuivre la valorisation de la politique départementale de la randonnée bâtie autour de la Démarche Qualité, auprès du réseau et des acteurs tarnais (Action 3-1-1)
- Continuer nos actions d'information et de formation en matière d'aménagement et de balisage d'itinéraires (Action 2-1-2).

Dans l'optique d'une harmonisation au niveau départemental du balisage et de la signalétique, le CDRP-81 mène des actions d'information et de formation sur ce sujet en faveur des associations affiliées à la FFRandonnée, des entreprises d'insertion travaillant pour le Département et des agents de collectivités locales. L'association intégrera également dans ses démarches de formation et d'animation la notion de sensibilisation aux paysages tarnais, aux espaces naturels et à la prise en compte des contextes socio-économiques locaux (principes de la CDESI).

- Assurer la qualité et le suivi des itinéraires (Action 1-1-4)

L'association agit en faveur de la promotion d'une "Labellisation Fédération Française de la Randonnée Pédestre" des parcours PR de promenade et randonnée dans le cadre de l'objectif qualité pour les sentiers tarnais. Il assure notamment le suivi des labellisations. Le CDRP-81 assure le suivi des modifications du réseau GR® en lien avec le Département afin de garantir le respect de l'homologation nationale de ces itinéraires GR® et GR® de Pays.

- Promouvoir, utiliser et assurer le suivi du dispositif Suricate, « tous sentinelles des sports de nature » (Action 1-1-5)

Le CDRP-81 veille, en lien avec les collectivités gestionnaires, et en relais des associations locales, à l'accessibilité, la continuité, la pérennité du réseau de chemins (sentiers d'intérêt départemental et sentiers d'initiatives locales) inscrits dans la démarche qualité Rando'Tarn et au PDIPR via l'utilisation de l'outil Suricate, « tous sentinelles des sports de nature ». A ce titre, il assure le traitement des signalements déposés via la plateforme Suricate, en lien avec les gestionnaires des itinéraires concernés et les déposants dès lors qu'ils concernent la randonnée pédestre. Avec l'aide d'un tableau de bord, le CDRP-81 utilise ces données pour affiner ses analyses et préconisations aux gestionnaires d'itinéraires.

- Inciter au maillage des itinéraires pour favoriser l'itinérance

Il participe à la nouvelle classification des itinéraires de Grande Randonnée (itinéraires GR®, GRP® et Voies vers Saint-Jacques, d'intérêt national, régional et départemental) et propose des orientations en faveur de leur qualité ou de leur amélioration. En 2022, la réflexion portera plus particulièrement sur la requalification de boucles du nouveau GR® de Pays « Tour des Monts et Lacs en haut Languedoc », du GR653, GR7 et du GR736 « vallées et Gorges du Tarn ».

- Concevoir et mettre des itinéraires à thème tels que les Oenorandos (objectif 1-3)

La création de sentiers autour d'un ou plusieurs domaines viticoles (Oenorandos) a démarré. L'objectif est de créer 12 itinéraires en 4 ans (soit 3 par an) répartis équitablement sur l'ensemble



du territoire viticole. Pour ce projet, un comité de pilotage a été désigné avec différents partenaires : Conseil Départemental, CDT, les EPCI, la maison des vins, les Fandouzils, la Chambre d'Agriculture. Pour 2022, le Comité de pilotage a validé la création des trois premiers itinéraires.

- Mettre en œuvre le Programme Numérique Fédéral (Objectif 1-2)

Le CDRP-81 a signé sa convention d'entrée dans le Programme Numérique Fédéral en septembre 2020 en présence des représentants de la Fédération et des partenaires départementaux. Le déploiement du PNF dans le Tarn a commencé par l'organisation de formations des bénévoles-collecteurs (qui relèvent un ensemble d'information sur les parcours), de bénévoles gestionnaires (qui alimentent correctement la BD Rando - base de données fédérale) et de bénévoles-administrateurs (en charge de la modération de la BD Rando). Des éditions et rééditions de topoguides FFRandonnée sont prévues pour 2022 (Le Tarn à pied...). Le CDRP-81 participe aussi aux rencontres techniques pour le déploiement en cours de Geotrek, ainsi qu'aux réflexions sur la compatibilité entre les différents outils et bases de données APIDAE, Geotrek et la BD Rando.

### **Volet CDESI**

- Poursuivre son implication dans les travaux de la CDESI (Action 3-1-4)

Il participe à des démarches de concertation et d'harmonisation des usages des sentiers en collaboration avec les divers usagers des itinéraires (équestres, VTT, véhicules motorisés, chasseurs, forestiers...).

- Inciter à l'inscription au PDESI

Lors de la création ou la requalification d'itinéraires de randonnée pédestre, le CDRP-81 incite les gestionnaires d'itinéraires à intégrer les principes de concertation des usages de l'espace développés par la CDESI avec pour objectif de demander leur inscription au PDESI, et les sensibilise dans la démarche (appui méthodologique).

- Expliquer l'évolution de l'environnement aux pratiquants en concertation avec les acteurs et les intervenants concernés (agriculteurs, forestiers, chasseurs, CPIE...)

Le CDRP-81 intègre dans ses formations la prise en compte des milieux naturels, des paysages et des autres usagers de l'espace ; la randonnée étant support d'éducation à l'environnement et au partage de l'espace.

## **2 – SOUTIEN A LA PRATIQUE SPORTIVE**

Partie 1 - Aides de base	
<p>Aide aux emplois départementaux - Appuis aux clubs locaux (passage dans chaque structure au cours de la saison)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Agent de développement - coordonnateur - responsable structure (CDI - 35h)</li> </ul> <p>Missions : encadrement d'une équipe salariale (3 pers.), suivi et reconduction des conventions de partenariat, suivi du réseau associatif, du plan de développement, soutien à l'organisation des manifestations départementales, participation aux réunions du comité de pilotage de la CDESI, coordination et suivi d'opérations liées à l'aménagement, au</p>	13 421 €

suivi des itinéraires et à leur valorisation dans un but de structuration et de promotion de la randonnée pédestre tarnaise....	
Partie 2 – Pérenniser l'ancrage des Comités sportifs départementaux	6081 €
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir les manifestations sportives organisées par le comité <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rando Challenge, le 3 avril à Lombers</li> <li>- Rando Cinéfeuille, le 8 juin 2022 à Labruguière</li> <li>- Semaine de la rando, du 20 au 26 juin 2022</li> <li>- Eco Randos, du 1er au 30 septembre 2022</li> </ul> </li> <li>• Renforcer la cohérence de l'offre des compétitions départementales et la visibilité du lien avec le Conseil départemental : création de « Challenges du CD »</li> <li>• Trophée du Conseil départemental : récompense à la meilleure équipe FFRandonnée Tarn</li> <li>• Soutenir la montée en compétences des bénévoles : organisation ou participation à des formations de dirigeants, cadres techniques, arbitres, juges</li> <li>• Organisation de 7 formations à destination des licenciés FFRandonnée</li> <li>• Aide à la formation auprès des clubs : rencontres des dirigeants associatifs et des animateurs FFRandonnée tarnais, des baliseurs</li> <li>• Aides financières aux clubs (tarif préférentiel accordé aux licenciés tarnais pour le suivi de stages thématiques et soutien à la qualification de nouveaux animateurs)</li> <li>• Aides financières aux clubs qui s'investissent dans le balisage</li> <li>• Formations PSC1 pour les associations affiliées</li> <li>• Etendre les actions d'accompagnement et de soutien après des clubs : réunions d'échanges avec les baliseurs - accompagner le développement des clubs par l'aide à l'obtention de subventions</li> </ul>	
<b>TOTAL GENERAL :</b>	<b>19 502 €</b>

### **3 – PROMOTION DE L'ATTRACTIVITE TOURISTIQUE DU TARN**

Le CDRP-81 contribue à des actions de promotion des itinéraires d'intérêt départemental et de la randonnée tarnaise en général. En référence à son plan de développement et en accord avec ses engagements définis dans l'Accord Cadre pour la Randonnée tarnaise 2020-2023, le CDRP-81 mènera les actions suivantes en 2022.

- **Assurer l'accueil et apporter des conseils sur la randonnée à la vitrine Destinations tarnaises et Espace Rando (action 3-2-1)**

La nature « active », autour de la randonnée et des activités de pleine nature, constitue un axe fort de la politique de développement touristique du Tarn. En complément des actions de promotion de la randonnée tarnaise décrite ci-dessous, le Département a souhaité pérenniser dans sa nouvelle vitrine et espace d'animations touristiques, Destinations Tarnaises, au sein de l'Hôtel Reynès, la promotion de la randonnée tarnaise et des sports de nature. De cette volonté est née Destinations Tarnaises - Espace Randos. Ainsi le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre, par le biais de sa salariée, animatrice coordonnatrice, assure une mission régulière d'accueil, de renseignement dans ce nouvel espace en concertation avec l'équipe du Comité Départemental du Tourisme. Les missions de l'animatrice coordonnatrice du CDRP-81 au sein de Destinations Tarnaises - Espace Randos sont :

- Accueil et information du grand public : Informer les visiteurs sur la randonnée et sur l'offre touristique sur l'ensemble du département

- Alimentation des statistiques de fréquentation
- Renseignements spécifiques à la randonnée pédestre et aux sports de nature : conseils, présentation des différents supports, ventes ou commandes...
- Gestion de la boutique (vente de topo-guides, fiches Rando Tarn, cartes IGN), gestion des stocks et dépôts en banque
- Valorisation de l'espace d'accueil : agencement et intégration des manifestations dans l'écran numérique intitulé « Le calendrier de l'hiver/le printemps/l'été/l'automne »
- Soutien à la mise en place des expositions et des animations validées par le comité de programmation
- Promotion et valorisation de Destinations Tarnaises - Espace Randos notamment dans le cadre des opérations de communication du CDRP-81 (flyers manifestations, relation presse, site internet...).

**- Valoriser et promouvoir les itinéraires à travers la mise en œuvre du Programme Numérique Fédéral (PNF) (Action 1-2-3)**

Le CDRP-81 a signé sa convention d'entrée dans le Programme Numérique Fédéral en septembre 2020 en présence des représentants de la Fédération et des partenaires départementaux. Le déploiement du PNF s'effectue par le parcours des itinéraires et le relevé d'un ensemble d'informations techniques, pratiques et touristiques. Ces renseignements pourront alors être utilisés pour alimenter la BDRando (Base de données de la FFRandonnée). Le CDRP-81 participe aussi aux rencontres techniques pour le déploiement en cours de Géotrek, ainsi qu'aux réflexions sur la compatibilité entre les différents outils et bases de données APIDAE, Géotrek et la BDRando.

**- Participer à l'édition, la réédition et la valorisation de Topo-Guides (Action 1-4-2)**

Il apporte son concours à la conception et à la production d'outils à vocation touristique (documents, site internet), en partenariat avec le Comité Départemental du Tourisme ; en 2022, le CDRP-81 apportera notamment son concours à la relecture de documents de valorisation réalisés par les territoires (panneaux de départ d'itinéraires, fiches Rando'Tarn, cartes, site internet, topoguides) et apportera un conseil au CDT et aux OT pour la mise en ligne des sentiers de randonnée sur la base de données APIDAE (aide à la qualification de l'offre de randonnée). En 2022, sont prévues les premières éditions des topoguides concernant le GR®7 - Des Vosges aux Pyrénées (pilotee par le Comité Régional de la Randonnée Pédestre Auvergne – Rhône Alpes). Toujours pour le printemps 2022, des rééditions de topoguides sont également prévues : Le Tarn... à Pied (8ème édition) et le GR®653 – Voie d'Arles-Toulouse vers Saint-Jacques-de Compostelle (5ème édition). Nous travaillons également sur le topo guide GR®736 - Vallées et Gorges du Tarn (pilotee par le Comité Régional de la Randonnée Pédestre d'Occitanie) qui sortira en 2023.

**- Promouvoir la Labellisation FFRandonnée® (Action 1-4-3)**

Le CDRP-81 propose aux gestionnaires d'itinéraires et porteurs de nouveaux projets des évaluations ou contrôles quant au respect des critères de qualité du Label FFRandonnée® en complément du respect des critères de la Démarche qualité Rando'Tarn. La labellisation FFRandonnée® permet une sélection plus approfondie de l'offre de randonnées tarnaises. Elle aide les itinéraires ainsi certifiés à avoir une visibilité plus importante en étant présents sur la base de données fédérale, sur le site Internet de Tarn Tourisme et l'application pour smartphones « Balades & Randos Tarn ».

**- Pérenniser notre présence lors d'événements liés à notre activité (salon, foire, micro-marché) (Action 3-2-3)**

Le CDRP-81 participe à des salons touristiques, expositions et autres manifestations promotionnelles mis en place par le Comité Départemental du Tourisme. A cette occasion, il apporte ses compétences en termes d'animation, d'information et d'apports techniques sur la randonnée départementale. Il peut proposer des animations visant à promouvoir l'aspect touristique des itinéraires ainsi que la découverte des milieux naturels et des paysages tarnais. En 2022, le CDRP-81 sera présent sur le salon du randonneur à Lyon aux côtés de Tarn Tourisme.

- **Rencontre les acteurs tarnais du tourisme afin de définir une stratégie commune (CDT, offices de tourisme...)**

### **POLITIQUES PUBLIQUES CONCERNÉES:**

- Aménagement et structuration de lieux récréatifs de pleine nature,
- Soutien du fonctionnement de la vie associative
- Développement touristique et promotion de l'attractivité du Tarn

### **PUBLICS VISÉS :**

- Pratiquants de randonnée (*licenciés et non-licenciés*),
- Licenciés des clubs tarnais de randonnée pédestre,
- Visiteurs de Destinations Tarnaises - Espace Randos,
- Grand public,
- Bénévoles du **CDRP-81**,
- Acteurs territoriaux (communes, EPCI, OT etc.),

### **TERRITOIRE CONCERNÉ, LOCALISATION** : Le département du Tarn

### **DATE ou PERIODE DE REALISATION** : du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022

### **MOYENS MIS EN ŒUVRE :**

Pour mener à bien ce programme, le **CDRP-81** mobilisera son équipe de salariés, les bénévoles de l'association ainsi que l'ensemble de son réseau associatif.

## **ANNEXE II**

### **BP 2022**



### Budget prévisionnel 2022 CDRP 81

PRODUITS		CHARGES	
<b>70 - Vente de produits, prestations de service, marchandises</b>	<b>75 500.00</b>	<b>60- Achats</b>	<b>14 500.00</b>
Prestation de service	58 000.00	Achats non stocké	4 500.00
Topo guide	-		
Vente de marchandises & autres	7 000.00	Achat marchandises	10 000.00
Formation- animation	1 500.00		
Oenorando	9 000.00		
<b>74- Subventions d'exploitation</b>	<b>76 900.00</b>	<b>61- Services extérieurs</b>	<b>5 300.00</b>
Département - Sport	18 500.00	Maintenances	2 000.00
Département - emploi animatrice	16 000.00	Entretien et réparation	1 000.00
Département	28 500.00	Assurance	1 300.00
PSF - Agence Nationale du Sport	4 000.00	Documentation	1 000.00
Département aide fonctionnement	6 600.00	<b>62- Autres services extérieurs</b>	<b>38 200.00</b>
Département aide au développement (numérique)	3 000.00	Frais prestation ménage+photocopieur+poste	5 000.00
Partenariats	300.00	Numérique FFR	600.00
		Publicité, publication	2 000.00
		Oenorando	9 000.00
		Mission balisage défraiment clubs	10 000.00
<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>26 900.00</b>	Frais téléphone, internet	1 500.00
Licences - Cotisations	25 500.00	Services bancaire, autres...	700.00
Produits divers de gestion courante	1 100.00	Cotisations diverses	600.00
Membres associés	300.00	Déplacements-missions	5 000.00
		Mission -Réceptions	3 000.00
		Autres charges	800.00
<b>76- Produits financiers</b>	<b>700.00</b>	<b>64 - Charges de personnel</b>	<b>115 000.00</b>
Produits financiers	700.00	Rémunération du personnel	85 000.00
		Charges de personnel	25 000.00
		Autres charges du personnel	2 000.00
		Provision congés payés	3 000.00
<b>76- Produits exceptionnels</b>	<b>-</b>	<b>65- Autres charges de gestion courante</b>	<b>5 300.00</b>
		Reversement animation, formation,	2 000.00
		Charges formations et animations	2 000.00
		Divers	1 300.00
		<b>68- Dotation aux amortissements</b>	<b>1 700.00</b>

TOTAL DES PRODUITS

180 000.00

TOTAL DES CHARGES

180 000.00

## **ANNEXE III**

### **Bilan synthétique 2021**

Dossier : CDRP2020

Bilan synthétique

Le 31/01/2022

**BILAN SYNTHETIQUE**

COMITE DPT RANDONNEE PEDESTRE TARN

Edition du : 01/01/2022 au 01/01/2022

Solde N-1 de l'exercice

Avec brouillard

Hors simulation

ACTIF	Exercice N			N-1		PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net				
Actif immobilisé :						Capitaux propres		
Immobilitisations incorporelles						Capital		
- Fonds commercial						Ecart de réévaluation		
- Autres	2 336	2 336				Réserves :		
Immobilitisations corporelles	27 387	27 387				- Réserve légale		
Immobilitisations financières						- Réserves réglementées		
TOTAL I	29 723	29 723				- Autres	244 335	244 335
Actif circulant :						Report à nouveau		
Stocks et en-cours (autres que marchandises)						Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		
Marchandises	9 002		9 002		9 002	Subventions d'investissement	8 711	8 711
Avances et acomptes versés sur commandes						Provisions réglementées		
						TOTAL I	253 046	253 046
Créances :						Provisions pour risques et charges (II)		
Clients et comptes rattachés	15 388		15 388		15 388	Dettes		
Autres	479		479		479	Emprunts et dettes assimilées		
Valeurs mobilières de placement	238 752		238 752		238 752	Avances et acomptes reçus sur commandes		
Disponibilités (autres que caisse)	28 359		28 359		28 359	Fournisseurs et comptes rattachés	2 950	2 950
Caisse	309		309		309	Autres	11 411	11 411
TOTAL II	292 289		292 289		292 289	TOTAL III	14 361	14 361
Charges constatées d'avance (III)	180		180		180	Produits constatés d'avance (IV)	25 062	25 062
TOTAL GENERAL (I+II+III)	322 191	29 723	292 469		292 469	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	292 469	292 469



## **ANNEXE IV**

### **EVALUATION**

L'évaluation de la conformité des actions menées au cours de l'année aux objectifs définis à l'article 9 de la convention sera établie selon des indicateurs de résultat ci-après :

#### **1/ AMENAGEMENT ET STRUCTURATION DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE RANDONNEE**

En référence à son plan de développement 2021-2024, le CDRP- 81 mènera les actions suivantes en 2022 :

##### **Volet Démarche qualité rando**

- **Action 1-1-1 : Participer à l'appui méthodologique**
  - \* Nombre de porteurs de projet rencontrés
- **Action 3-1-3 : Poursuivre notre participation au réseau technique de la randonnée (Département, CDRP, CDT)**
  - \* Nombre de rencontres
- **Action 2-1-2 : Renforcer les actions d'information et de formation en matière d'aménagement et de balisage d'itinéraires**
  - \*Nombre d'acteurs concernés sensibilisés
- **Action 1-1-4 : Assurer le suivi des itinéraires, notamment ceux labellisés FFrandonnée**
- **Action 1-1-5 : Utiliser le dispositif Suricate, Tous sentinelles des sports de nature**
  - \* nombre de données traitées
- **Inciter au maillage des itinéraires pour favoriser l'itinérance**
  - \* actions mises en place
  - concevoir et mettre en œuvre des itinéraires à thèmes tels que les oenorandos (objectif 1-3)
  - \*nombre de d'itinéraires en projets, nombre d'oenorandos mises en service
- **Objectif 1-2 : mettre en œuvre le Programme Numérique Fédéral**
  - \* nombre de km d'itinéraires parcourus en vue de leur numérisation, nature des données collectées
- **Action 3-1-1 : Poursuivre la valorisation de la politique départementale de la randonnée bâtie autour de la Démarche Qualité, auprès du réseau et des acteurs tarnais**
  - \* Nombre de rencontres avec les associations, les collectivités locales, les porteurs de projet, les usagers...

### Volet CDESI

- **Action 3-1-4 : Poursuivre notre implication dans les travaux de la CDESI**
  - \* Nombre de rencontres/réunions
- **Action 3-1-1 : Inciter à l'inscription au PDESI**
  - \* Action d'appui méthodologique
  - \* nombre d'itinéraires pedestres inscrits/accompagnés au PDESI
- **Action 2-1-2 : Expliquer l'évolution de l'environnement aux pratiquants en concertation avec les acteurs et les intervenants concernés (agriculteurs, forestiers, chasseurs, CPIE...)**
  - \* types et nombres d'actions mises en place (conférence, exposition, animation, sortie/terrain...)
  - \* Conventions passées avec les collectivités

## **2/ SOUTIEN A LA PRATIQUE SPORTIVE**

- **Pérenniser l'ancrage des comités sportifs départementaux**
  - \* nombre de manifestations sportives réalisées en 2022
  - \* nombre de participants
- **Montée en compétences des bénévoles**
  - \* nombre de formations et nombre de participants,
  - \* nombre de rencontres des dirigeants associatifs,
  - \* nombre de rencontres des animateurs FFRandonnée Tarnais

## **3/ PROMOTION DE L'ATTRACTIVITE TOURISTIQUE DU TARN**

### **ESPACE DES DESTINATIONS TARNAISES – ESPACE RANDO**

**Assurer l'accueil et apporter des conseils sur la randonnée à la vitrine destinations Tarnaises et Espace Rando (action 3-2-1)**

- Critères quantitatifs :
  - Le nombre de visiteurs,
  - Le montant et l'évolution du chiffre d'affaires.

Critères qualitatifs :

- La qualité de l'accueil du public
- L'aménagement de l'Espace et de la vitrine
- Le partenariat avec le CDT et les destinations touristiques tarnaises.

## **VALORISATION ET PROMOTION DE LA RANDONNEE TARNAISE**

- **Action 1-2-3 : valoriser et promouvoir les itinéraires à travers la mise en œuvre du programme numérique Fédéral**
  - \* Nombre d'itinéraires qualifiés par le CDRP dans le cadre de son programme numérique et intégrés dans des bases de données partenaires
- **Action 1-4-2 : Participer à l'édition, la réédition et la valorisation de Topo-Guides**

\* Nombre de Topo guides édités et réédités

- **Inciter au maillage des itinéraires pour favoriser l'itinérance**

\* Actions mises en place

- **Action 1-4-3 : *Promouvoir la Labellisation FFRandonnée***

\* Types d'actions menées

- **Action 3-2-3 : Pérenniser notre présence lors d'évènements liés à notre activité (salon, foire, micro-marché)**

\* Nombre et types d'évènements

- **Rencontre les acteurs tarnais du tourisme afin de définir une stratégie commune (CDT...)**

\* Nombre de rencontres et types d'acteurs concernés

- **Réfléchir à des offres ciblées et mettre en place des produits avec les OT (produits de terroir, gîte, camping, musées...)**

\* Propositions faites



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 3/13. GESTION DURABLE DES MILIEUX AQUATIQUES - GESTION, RESTAURATION ET ENTRETIEN DES COURS D'EAU

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son l'article L 1111.10,  
Vu le règlement départemental d'aide à la gestion durable des milieux aquatiques révisé le 21 juin 2012,  
Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 approuvant le Budget primitif et arrêtant les axes de la politique en matière d'environnement,  
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

— **APPROUVE** les participations financières du Département, dans le cadre du règlement susvisé, concernant les opérations suivantes :

Bénéficiaire	Nature de l'opération	Taux	Montant subvention
Syndicat Mixte du Bassin Versant du Viaur	Travaux de restauration hydromorphologique et d'entretien du lit et des berges en régie	Forfait selon typologie	885,30 €

.../...

Bénéficiaire	Nature de l'opération	Taux	Subvention théorique	Montant subvention (*)
Syndicat Mixte de Bassin Cérrou-Vère	Travaux d'entretien du lit et des berges en régie	27 551 m à 1 € le ml	27 551,00 €	27 551,00 €
	Travaux de recharge en granulats et	25 % du montant des travaux (36 761,80 €)	9 190,45€	7 690,45€
	Travaux de restauration de la continuité écologique	25 % du montant des travaux (70 095,00 €)	17 523,75 €	17 523,75 €
	Travaux de restauration de zones humides	25 % du montant des travaux (54 857,00 €)	13 714,25 €	13 714,25 €
	Travaux d'urgence	25 % du montant des travaux (10 000,00 €)	2 500,00 €	2 500,00 €

(\*) Montant alloué après écrêtement des aides publiques à 80 % du coût des travaux

Bénéficiaire	Nature de l'opération	Taux	Subvention théorique	Montant subvention (*)
Syndicat Mixte Tescou-Tescounet	Travaux de replantation	25 % du montant des travaux (2 500 €)	625,00 €	500,00 €
	Travaux de restauration de la végétation	25 % du montant des travaux (25 000,00 €)	6 250,00 €	6 000,00 €

(\*) Montant alloué après écrêtement des aides publiques à 80 % du coût des travaux

Bénéficiaire	Nature de l'opération	Taux	Subvention théorique	Montant subvention (*)
Syndicat Mixte Bassin Agout	Travaux de restauration végétation	25 % du montant des travaux (228 990,91 €)	57 247,73 €	22 899,10 €
	Travaux de restauration hydromorphologique	25 % du montant des travaux (33 075,00 €)	8 268,75 €	3 307,50 €

(\*) Montant alloué après écrêtement des aides publiques à 80 % du coût des travaux

Bénéficiaire	Nature de l'opération	Taux	Subvention théorique	Montant subvention (*)
Syndicat Mixte Bassin Versant Tarn Aval	Travaux de restauration cours d'eau du Gaycre	25 % du montant des travaux (26 910 €)	6 727,50 €	2 691,00 €

(\*) Montant alloué après écrêtement des aides publiques à 80 % du coût des travaux

Les sommes nécessaires seront prélevées sur les crédits inscrits sur l'AP EAU 2022/1, l'Article 2041782, fonction 738, du budget départemental.

#### Résultat des votes :

- *Dossiers Syndicat Mixte de Bassin Cérou-Vère*
  - n'ont pas pris part au vote : 3 (Mme REDO, MM. HERIN, RUFFEL)
  - ont voté pour : 43
- *Dossier Syndicat Mixte Bassin Agout*
  - n'ont pas pris part au vote : 2 (Mme ESTRABAUD, M. TESTAS)
  - ont voté pour : 44
- *Dossier Syndicat Mixte Bassin Versant Tarn Aval*
  - n'ont pas pris part au vote : 2 (Mme LHERM, M. TESTAS)
  - ont voté pour : 44
- *Pour les autres dossiers :*
  - ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
15 Juin 2022  
Affichée le :  
15 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139e19e66b7f-DE

Pour extrait conforme,  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

**- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -**

### 3/14. ASSAINISSEMENT

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
 Vu la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,  
 Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-9, L1111-10, L3211-1, L3232-1, L2224-7, L2224-8 et L213-9-2,  
 Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des :  
 • 20 juin 2002, portant sur la détermination des communes éligibles aux aides départementales,  
 • 30 mars 2017 portant sur le règlement départemental d'attribution des aides en matière d'assainissement et le schéma départemental d'assainissement,  
 • 25 mars 2022 accordant l'autorisation de programme et les crédits de paiements correspondants en matière d'assainissement pour l'exercice 2022,  
 Vu les délibérations communales et intercommunales sollicitant l'aide financière du Département,  
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
 Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

– **DÉCIDE**, conformément au règlement susvisé, d'attribuer les aides départementales aux collectivités concernées telles que proposées ci-après :

Collectivités	Nature des travaux	Date délibération de la collectivité	Plan de financement	
Commune de PUYLAURENS	Mise aux normes de de l'autosurveillance de la station d'épuration du bourg	18/01/2022	Coût :	44 275€
			Montant subventionnable :	34 215€
			<b>Département du Tarn :</b>	<b>5 132€</b>
			Autofinancement :	39 143€
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION GAILLAC GRAULHET	Création du système de traitement des eaux usées du village de MONTGAILLARD (80EH extensible à 160EH)	19/04/2021	Coût :	150 524€
			Montant subventionnable :	150 524€
			<b>Département du Tarn :</b>	<b>45 157€</b>
			Agence de l'Eau Adour-Garonne :	75 262€
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION GAILLAC GRAULHET	Création du réseau de transfert des eaux usées du village de MONTGAILLARD	19/04/2021	Autofinancement :	30 105€
			Coût :	113 762€
			Montant subventionnable :	113 762€
			<b>Département du Tarn :</b>	<b>34 129€</b>
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION GAILLAC GRAULHET	Réhabilitation du réseau du village de MONTGAILLARD	19/04/2021	Agence de l'Eau Adour-Garonne :	56 881€
			Autofinancement :	22 752€
			Coût :	88 028€
			Montant subventionnable :	88 028€
Commune de ROQUECOURBE	Amélioration de la station de traitement des eaux usées du bourg	14/04/2021	<b>Département du Tarn :</b>	<b>26 408€</b>
			Agence de l'Eau Adour-Garonne :	44 014€
			Autofinancement :	17 606€
			Coût :	88 826€
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ALBIGEOIS	Autosurveillance des lagunes de TERSSAC et CASTELNAU De LÉVIS	08/02/2022	Montant subventionnable :	88 826€
			<b>Département du Tarn :</b>	<b>13 324€</b>
			Agence de l'Eau Adour-Garonne :	25 402€
			Autofinancement :	50 100€
<b>Total CP du 10 juin 2022</b>			Coût :	58 500€
			Montant subventionnable :	35 000€
			<b>Département du Tarn :</b>	<b>8 750€</b>
			Agence de l'Eau Adour-Garonne :	17 500€
			Autofinancement :	32 250€
			Coût :	543 915€
			Montant subventionnable :	510 355€
			<b>Département du Tarn :</b>	<b>132 900€</b>
			Agence de l'Eau Adour-Garonne :	219 059€
			Autofinancement :	191 956€

Les sommes nécessaires seront prélevées sur les crédits inscrits l'AP EAU 2022/4, fonction 61 du budget départemental.

#### Résultat des votes :

##### ➤ Dossier Commune de Puylaurens

- n'a pas pris part au vote : 1 (Mme ROUANET-ASTRUC)
- ont voté pour : 45

##### ➤ Dossier Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet

- n'ont pas pris part au vote : 8 (Mmes BELOU, CORBIERE-FAUVEL, LHERM, MM. GLADE, HERIN, RUFFEL, SALVADOR, TURLAN)
- ont voté pour : 38



➤ *Dossier Communauté d'Agglomération de l'Albigeois*

- n'ont pas pris part au vote : 3 (Mme CLAVERIE, MM. DONNEZ, FRANQUES)
- ont voté pour : 43

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
15 Juin 2022

Affichée le :  
15 Juin 2022

N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139e39e66b86-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,  
Le Directeur général des services

Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 3/15. MISE EN OEUVRE DU PLAN TARN À VÉLO EN 2022

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Emmanuel JOULIE

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
 Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités,  
 Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,  
 Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L 1111-10,  
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 27 juin 2019 relative à l'élaboration d'un plan départemental des aires multimodales et d'un plan vélo départemental,  
 Vu la délibération du Conseil départemental du 3 juillet 2020 relative à l'adoption du plan « le Tarn à vélo »,  
 Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022 décidant d'élaborer un programme pluriannuel des aménagements cyclables à mettre en place en application du plan vélo sur la période 2022-2027 et d'autoriser la Commission permanente à examiner et statuer sur l'adoption de ce programme,  
 Vu la délibération de la Commission permanente du 13 novembre 2020 décidant d'engager la deuxième phase de l'opération de la voie verte « le chemin des mineurs » d'un montant total de 900 000 € TTC sur l'AP ENVIRO 2020/1,  
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
 Vu le rapport de M. le Président,  
 Après en avoir délibéré,

.../...

– **DÉCIDE :**

- de porter le montant de la phase 2 (chemin des mineurs) du tronçon ALBI-CORDES de 900 000 € à 1 250 000 € sur l'AP ENVIRO 2020/1,
- d'affecter sur l'AP ENVIRO 2020/1 les montants d'AP nécessaires à la réalisation des liaisons connexes rattachées à l'axe ALBI-CORDES (liaison Fourogue et Lendrevié) soit 750 000 €,
- d'affecter sur l'AP ENVIRO 2020/1 les montants d'AP nécessaires à la réalisation des opérations de signalisation du Plan vélo, soit 200 000 € TTC.

– **AUTORISE** Monsieur le Président à solliciter le financement de ces opérations auprès de la région Occitanie et d'autres partenaires potentiels.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022  
Affichée le :  
13 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139ee9c8f7a7-DE

Pour extrait conforme,  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## *DE LA COMMISSION PERMANENTE*

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 3/16. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE - AIDE AU CPIE DES PAYS TARNAIS POUR L'ACQUISITION DE VÉHICULES

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 2 avril 2021 arrêtant les axes de sa politique en matière d'environnement, dont le soutien aux associations œuvrant dans ce domaine et inscrivant au Budget primitif les crédits nécessaires,  
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
Vu le rapport de M. le Président,  
Après en avoir délibéré,

— **APPROUVE** le versement d'une aide financière exceptionnelle du Département au CPIE des Pays tarnais pour l'acquisition de véhicules pour un montant de 24 000 €:

La somme nécessaire sera prélevée sur les crédits inscrits au chapitre 204 nature 20421, fonction 738.

Résultat des votes :

- n'ont pas pris part au vote : 5 (Mme PAILHE-FERNANDEZ, M. BALARDY, M. CANTALOUBE, M. HOULES, M. TESTAS)
- ont voté pour : 41

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022

Affichée le :  
13 Juin 2022

N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139e09c8f791-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## *DE LA COMMISSION PERMANENTE*

**- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -**

### **4/01. RENOUELEMENT DES PERSONNALITÉS QUALIFIÉES AU SEIN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES COLLÈGES PUBLICS TARNAIS 2022/2024**

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Guy MALATERRE

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code de l'éducation notamment ses articles R421-14 à R421-16 et R421-34 à R421-36,

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, modifiée et complétée par la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'État et les collectivités territoriales,

Vu la délibération de la Commission permanente du 15 février 2019 désignant les personnalités qualifiées pour siéger dans les Conseils d'administration des collèges publics pour une période de trois ans (2019-2021),

Vu les délibérations de la Commission permanente des 13 novembre 2020 et 11 décembre 2020 actualisant la délibération du 15 février 2019 susvisée,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> Juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

Considérant :

- qu'il convient de procéder au renouvellement, pour une période de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, des personnalités qualifiées désignées en 2019 et siégeant aux Conseils d'administration des collèges publics tarnais,

— **DÉCIDE** de donner un avis favorable aux désignations incombant à la Directrice académique des services de l'Éducation nationale du Tarn conformément au tableau figurant en annexe de la présente délibération.

— **APPROUVE** les désignations incombant au Département des personnes qualifiées listées sur ce même tableau.

Résultat des votes :

- ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022

Affichée le :  
13 Juin 2022

N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139f79c8f806-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,  
Le Directeur général des services

Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...

RENOUVELLEMENT DES PERSONNALITÉS QUALIFIÉES AU SEIN DES COLLÈGES PUBLICS TARNAIS  
2022-2024

ANNEXE

COLLÈGE	Nombre de personnalités qualifiées	Proposition de nomination effectuée par le chef d'établissement sauf avis contraire	Domaine
COLLÈGE ALBERT CAMUS GAILLAC	1	HENRI Hugues Maréchal des logis chef Avenue Georges Spénale - 81600 GAILLAC (Nomination par la DASEN)	Social
COLLÈGE RENÉE TAILLEFER GAILLAC	1	GARRIGUES Thierry Chef d'entreprise EARL Les Vergers du Bosquet - Tessonnières - 81600 SENOUILAC (Nomination par la DASEN)	Économique
COLLÈGE LES PORTANELLES LAUTREC	2	CONAND Fabrice Maître d'œuvre Société D-Plan 15 avenue de Castres - 81440 LAUTREC (Nomination par le CD)	Économique
COLLÈGE RENÉ CASSIN VIELMUR SUR AGOUT	2	BIZE Roger Retraité de l'Éducation Nationale Lieu-dit Pierrouse - 81220 GUITALENS L'ALBAREDE (Nomination par le CD)	Social/Culturel
COLLÈGE LÉON GAMBETTA RABASTENS	1	BRESSOLES Michel Retraité de l'Éducation Nationale 17 rue du Petit Faubourg - 81800 RABASTENS (Nomination par la DASEN)	Socio-culturel
COLLÈGE LA VALLÉE DU THORÉ LABASTIDE-ROUAIROUX	2	FABREGAS Benoît Président MJC Directeur Cap Dal Mas 13 La Métairie Haute 81240 SAINT-AMANS-SOULT (Nomination par le CD)	Socio-culturel Économique





# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## *DE LA COMMISSION PERMANENTE*

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 4/02. ÉQUIPEMENTS DES COLLÈGES PUBLICS EN MATÉRIEL ET MOBILIER PROGRAMMATION 2022

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Guy MALATERRE

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
Vu le Code de l'Éducation notamment son article L 213-2,  
Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 arrêtant notamment les axes de sa politique en direction des collèges et inscrivant au Budget primitif les crédits nécessaires,  
Vu le règlement départemental du 30 mars 2018 relatif à l'attribution des subventions pour l'équipement des collèges publics tarnais en matériel et mobilier,  
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
Vu le rapport de M. le Président,  
Après en avoir délibéré,

— **ARRÊTE**, conformément au tableau figurant en annexe, pour un montant global de 46 248 €, la programmation 2022 des équipements en matériel et mobilier des collèges publics, étant précisé que ces équipements seront financés sous forme de subventions affectées.

Les sommes nécessaires seront prélevées sur les crédits inscrits au Chapitre 204, Article 20431, Fonction 221 (enveloppe 35955) du budget départemental.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022

Affichée le :  
13 Juin 2022

N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139ef9c8f7af-DE

Pour extrait conforme,  
  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

Collège	Proposition	Montant en
Alain-Fournier ALBAN	Mobilier salles de sciences: chaises hautes	497 €
Total		497 €
Honoré de BALZAC ALBI	Matériel pédagogique: quizzbox	530 €
Total		530 €
Aristide BRUANT ALBI	Défibrillateur	837 €
Total		837 €
Victor HUGO CARMAUX	Matériel pédagogique: piano	1 840 €
Total		1 840 €
Val Cérou CORDES	Matériel d'entretien: combisystème (tête de coupe, débroussailleuse, brosse de désherbage, perche élagueuse)	748 €
Total		748 €
Madeleine CROS DOURGNE	Matériel d'entretien: monobrosse	451 €
Total		451 €
Renée TAILLEFER GAILLAC	Mobilier salle de techno: tables et chaises, mange-debout et chaises hautes	1 903 €
Total		1 903 €
Louis PASTEUR GRAULHET	Matériel salles de sciences : microscopes et loupes	5 854 €
	Matériel EPS: barres et bancs de musculation	4 894 €
Total		10 748 €
Vallée du Thoré LABASTIDE ROUAIROUX	Matériel d'entretien: débroussailleuse thermique	808 €
	tondeuse thermique	810 €
Total		1 618 €
Montalet LACAUNE	Matériel d'entretien: débroussailleuse option lame de neige	5 095 €
Total		5 095 €
Jean-Marie Gustave LE CLÉZIO	Mobilier extérieur: bancs	2 267 €
LISLE-SUR-TARN		
Total		2 267 €
Jean-Louis Étienne MAZAMET	Mobilier élève handicapé: lève-personne	1 095 €
	Matériel 1 <sup>er</sup> équipement projet de rénovation du laboratoire de technologie: maquettes, valise d'expérimentation, thermoplieuse, cisaille, licence silidworks, instruments de mesure.	10 064 €
Total		11 159 €
Jacques DURAND PUYLAURENS	Armoire ventilée et caisson de filtration	3 318 €
Total		3 318 €
Louisa PAULIN RÉALMONT	Matériel d'entretien : autolaveuse	1 800 €
	Matériel d'entretien : monobrosse	719 €
	Matériel SVT: microscopes	1 698 €
Total		4 217 €
René CASSIN VIELMUR-SUR- AGOÛT	Matériel d'entretien : Tracteur tondeuse	1 020 €
Total		1 020 €
Total Général		46 248 €



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 4/03. COLLÈGES PUBLICS : AIDE À L'ACQUISITION DU MATÉRIEL DE CUISINE ET DE RESTAURATION 1ER SEMESTRE 2022

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Guy MALATERRE

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE, FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
Vu le Code de l'éducation notamment ses articles L213-2 et L421-3,  
Vu le règlement départemental du 8 novembre 2013 d'aide à l'acquisition du matériel de cuisine et de restauration pour les collèges publics,  
Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 approuvant les axes de sa politique dans le domaine de l'éducation et inscrivant au Budget primitif les crédits nécessaires,  
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
Vu le rapport de M. le Président,  
Après en avoir délibéré,

— **ARRÊTE**, conformément au règlement susvisé et au tableau annexé à la présente délibération, la programmation des subventions à accorder à 7 collèges publics du Tarn au titre de l'aide à l'acquisition de matériel de cuisine et de restauration pour le 1<sup>er</sup> semestre 2022.

Les sommes nécessaires, pour un total de 43 368,85 € TTC, seront prélevées sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 20431, fonction 221, enveloppe 35958 du budget départemental.

Dans l'hypothèse où le montant de la facture du matériel acheté serait inférieur au montant du devis retenu par la Commission permanente, le montant de la subvention sera réajusté au taux de prise en charge.

.../...

— **AUTORISE**, conformément au règlement départemental, le versement :

- d'un acompte dès confirmation de la commande par les établissements,
- du solde de la subvention sur présentation de la facture acquittée.

Résultat des votes :

— ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022

Affichée le :  
13 Juin 2022

N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139ec9c8f7a0-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

## ANNEXE

Collège	Matériel à remplacer	Montant ttc du matériel à subventionner (base devis retenu par la CP)	Subvention (TTC)			Taux de prise en charge en regard du devis retenu
			Participation (1)	Bonification (2)	Montant TTC (1+2)	
<b>ALBI</b> Jean Jaurès	Four à gaz 20 niveaux GN1/1	20 288,40 €	16 230,00 €	1623,00 €	17 853,00 €	87.99%
<b>CARMAUX</b> Victor Hugo	Armoire haute	1 849,85 €	1 849,85 €	0 €	1 849,85 €	100%
<b>DOURGNE</b> Madeleine Cros	Sauteuse multifonctions type Ivario L	20 189.60 €	4 037,00 €	0 €	4 037,00 €	20%
<b>GAILLAC</b> Albert Camus	Four mixte à gaz 20 niveaux GN2/1	22 135,20€	4 427,00 €	0 €	4 427,00 €	20%
<b>GRAULHET</b> Louis Pasteur	Chariot de séchage/stockage pour 60 bacs gastronomes	1 171,20 €	702,00 €	0 €	702,00 €	59,94%
<b>LAUTREC</b> Les Portanelles	Sauteuse multifonctions type Ivario L	19 620,00 €	5 000,00 €	0 €	5 000,00 €	25,48%
<b>PUYLAURENS</b> Jacques Durand	Four mixte à gaz 20 niveaux GN 2/1	27 356,21 €	9 500,00 €	0 €	9 500,00 €	34,73%
<b>Total</b>					<b>43 368,85 €</b>	



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 4/04. RESTAURATION SCOLAIRE FONDS DÉPARTEMENTAL DE RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL (FDERP) ET REMISES D'ORDRE

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Guy MALATERRE

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE, FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), M. BOUSQUET (POUVOIR À MME BUGIS), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
 Vu le Code de l'éducation notamment ses articles L213-2, L421-23, R531-52 et R531-53,  
 Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 arrêtant notamment les axes de sa politique en direction des collèges et inscrivant au Budget primitif les crédits nécessaires,  
 Vu les délibérations de la Commission permanente du :  
 • 7 mai 2020 fixant la tarification notamment les remises d'ordre,  
 • 15 janvier 2021 fixant le prix des repas livrés aux structures externes par le collège Jacques Durand à PUYLAURENS à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021,  
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
 Vu le rapport de M. le Président,  
 Après en avoir délibéré,

Concernant, en 1<sup>er</sup> lieu, le taux de participation au fonds de rémunération du personnel (FDERP) :

— **ANNULE** pour partie la délibération de la Commission permanente du 15 janvier 2021 fixant le taux du FDERP à appliquer sur les recettes des repas vendus par le collège Jacques Durand à PUYLAURENS aux entités externes à l'établissement scolaire à 35,90 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021,

.../...

— **FIXE** le taux du FDERP à 30 % sur les recettes des repas vendus par le collègue Jacques Durand à PUYLAURENS aux entités suivantes : la commune de PUYLAURENS, l'OGEC de l'école Jeanne d'Arc à PUYLAURENS et « le manège enchanté », crèche associative multi-accueil à PUYLAURENS à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Concernant, en 2<sup>nd</sup> lieu, les remises d'ordre :

— **ANNULE** pour partie les dispositions de la délibération de la Commission permanente du 7 mai 2020 (Alinéas « a » et « b » du paragraphe « I » de la délibération) relatives aux remises d'ordre avec effet à compter du 16 mars 2020.

— **ARRÊTE** comme suit les conditions de remises d'ordre à réaliser par les collèges publics à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 :

→ S'agissant des remises d'ordre de droit :

Le remboursement du tarif journalier de restauration s'opère sans délai et intégralement, sans demande du représentant légal auprès de l'établissement sur présentation d'un justificatif de :

- a) l'établissement ou d'une autorité publique ou d'une autorité sanitaire dans les cas suivants :
- changement d'établissement scolaire de l'élève en cours d'année scolaire,
  - stage en entreprise, participation à une sortie pédagogique et voyage scolaire de l'élève lorsque l'établissement ne prend pas en charge la restauration ou l'hébergement durant toute ou partie du stage ou du voyage,
  - exclusion définitive de l'élève,
  - fermeture totale ou partielle de l'établissement pour cas de force majeure,
  - fermeture totale ou partielle du service restauration et hébergement pour cas de force majeure,
  - fermeture totale du service restauration et hébergement en cas de grève,
  - fermeture totale ou partielle du service restauration programmée, notamment liée à l'organisation du brevet dans l'établissement,
  - classe entière scolarisée en distanciel ou fermée dans le cadre d'une décision d'une autorité publique ou du chef d'établissement,



b) la famille :

- décès de l'élève.

→ S'agissant des remises d'ordre sous conditions :

Le remboursement du tarif journalier de restauration s'opère sur la totalité de la durée de l'absence si celle-ci est supérieure à 5 jours scolaires ouvrés consécutifs d'absence sur présentation de :

- a) un justificatif médical ou une attestation de l'assurance maladie,
- b) un justificatif de l'établissement s'il est à l'origine de la décision :
  - exclusion temporaire de l'élève,
  - mesure conservatoire de renvoi à domicile,
- c) une attestation sur l'honneur de la famille en cas de jeûne prolongé lié aux usages d'un culte.

#### Résultat des votes :

- ont voté pour : 46

#### ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :

13 Juin 2022

Affichée le :

13 Juin 2022

N° AR :

081-228100012-20220610-lmc139f89c8f80e-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,

Le Directeur général des services

Signé

Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

**- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -**

### **4/05. TRANSPORTS SCOLAIRES SPÉCIALISÉS FIXATION DES TARIFS**

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Guy MALATERRE

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE, FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : MME BUGIS, M. BOUSQUET

La Commission permanente,

Vu le Code de l'éducation notamment l'article R213-13,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des :

- 3 juillet 2020 adoptant le nouveau règlement départemental du transport scolaire des élèves et étudiants handicapés, et fixant la tarification des déplacements de ces derniers au titre de l'année 2020,
- 24 et 25 mars 2022 approuvant le Budget primitif départemental 2022,

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2021 relatif aux tarifs des courses de taxi pour 2022,

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2022 portant revalorisation infra-annuelle des tarifs des courses de taxi en 2022,

Vu l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2022 fixant les tarifs des courses de taxis pour l'année 2022,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 avril 2022 modifiant les tarifs des courses de taxis pour l'année 2022,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

Considérant que le règlement susvisé dispose, dans sa partie relative aux modalités de prise en charge du transport scolaire des élèves handicapés, que :

- Pour les déplacements assurés par des véhicules exploités par des professionnels du transport : « le remboursement des frais s'opère sur la base des dépenses réelles, dûment justifiées, dans la limite du tarif fixé par délibération du Conseil départemental »,
- Pour les transports effectués par les familles : « le versement de l'indemnité kilométrique s'effectue sur demande de la famille après validation des présences par l'établissement scolaire. Le tarif kilométrique appliqué est fixé par délibération du Conseil départemental ».

— **DÉCIDE** à compter du 1er septembre 2022, d'appliquer la tarification suivante :

- Pour les déplacements assurés par des professionnels du transport :
  - 20 € : Forfait journalier (prise en charge),
  - 1,90 € au kilomètre pour les trajets aller-retour journaliers domicile/établissement de formation. Ainsi la base de calcul pour un Aller/Retour est la suivante :  
 Nombre de kilomètres effectués (Aller/Retour) x 1,90 + 20 € = A x Nombre de jours effectifs de scolarité,
  - 2,70 € au kilomètre pour tout trajet domicile/établissement de formation effectué le dimanche après 19 heures.
- Pour les déplacements assurés par la famille : 0,22 € du kilomètre pour les trajets aller-retour journaliers domicile/établissement scolaire.

Résultat des votes :

- ont voté pour : 44

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022  
Affichée le :  
13 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139f09c8f7b7-DE

Pour extrait conforme,  
  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### *DE LA COMMISSION PERMANENTE*

**- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -**

#### **4/06. SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS VIE ASSOCIATIVE ET TERRITORIALE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS D'ANCIENS COMBATTANTS**

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Laurent VANDENDRIESSCHE

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE, FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : MME BUGIS, M. BOUSQUET

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L 1111-4,

Vu la délibération du Conseil départemental du 30 mars 2018 approuvant le règlement relatif au soutien aux associations et à la vie associative territoriale,

Vu la délibération du Conseil départemental du 12 février 2022 relative aux Orientations Budgétaires,

Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022 approuvant le Budget primitif 2022,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant les demandes de financement présentées par les associations au titre de l'exercice 2022,

— **DECIDE** d'attribuer une subvention, au titre de l'aide aux associations d'anciens combattants, à l'ensemble des organismes mentionnés en annexe de la présente délibération.

.../...

– **AUTORISE** M. le Président à signer, en tant que de besoin, les conventions, avenants aux conventions et tout document nécessaire à cette fin.

Les sommes nécessaires seront prélevées comme suit sur les crédits inscrits au budget départemental.

Domaine d'intervention : Action culturelle – Soutien aux associations – Vie associative et territoriale – Soutien aux associations d'anciens combattants  
Imputation : Chapitre 65 – Article 6574 - Fonction 311 – Enveloppe 11973 .....3 007 €

Résultat des votes :

– ont voté pour : 44

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022  
Affichée le :  
13 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139f29c8f7ef-DE

Pour extrait conforme,  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

**ANNEXE**

**Vie associative et territoriale – Soutien aux associations d’anciens combattants**

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	AVIS COMMISSION
Fédération nationale des Anciens Combattants d'Algérie, Maroc et Tunisie (F.N.A.C.A.) – 3 561 adhérents	Fonctionnement Subv. 2021 : 500 €	<b>500 €</b> (150 € + 100 € + 250 €)
Union fédérale tarnaise des Anciens Combattants et victimes de guerre (U.F.T.) – 615 adhérents	Fonctionnement Subv. 2021 : 500 €	<b>500 €</b> (150 € + 100 € + 250 €)
Association des déportés et internés et familles de disparus du Tarn (A.D.I.F.) – 33 adhérents	Fonctionnement Subv. 2021 : 150 €	<b>150 €</b> (150 €)
Association nationale des Anciens Combattants de la résistance (A.N.A.C.R.) – 38 adhérents	Fonctionnement Subv. 2021 : 150 €	<b>150 €</b> (150 €)
Fédération nationale des Combattants de moins de vingt ans - section du Tarn – 29 adhérents	Fonctionnement Subv. 2021 : 150 €	<b>150 €</b> (150 €)
Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire (section Tarn) – 15 adhérents	Fonctionnement Subv. 2021 : 150 €	<b>150 €</b> (150 €)
Association du Mémorial national et du Conservatoire de la mémoire des Anciens combattants d'Afrique du Nord 1952-1962 – 4 300 adhérents	Fonctionnement Subv. 2021 : 500 €	<b>500 €</b> (150 € + 100 € + 250 €)
Association Ceux de Rawa Ruska Tarn et Tarn et Garonne – 24 adhérents	Fonctionnement Subv. 2021 : 150 €	<b>150 €</b> (150 €)
Fédération nationale des blessés du poumon combattants – 57 adhérents	Fonctionnement Subv. 2021 : 255 €	<b>257 €</b> (150 € + 100 € + 7 €)
Souvenir Français – Délégation générale Tarn – 421 adhérents	Fonctionnement Subv. 2021 : 500 €	<b>500 €</b> (150 € + 100 € + 250 €)
		<b>3 007 €</b>



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## *DE LA COMMISSION PERMANENTE*

**- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -**

### **4/07. AUTORISATION DE SUBVENTIONS STRUCTURES, ASSOCIATIONS CONVENTIONNÉES ET TERRITORIALES**

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Laurent VANDENDRIESSCHE

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIALELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), MME BUGIS (POUVOIR À M. BOUSQUET), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
 Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 1111-4, L 3211-1 et L 3211-2,  
 Vu le Code de l'éducation notamment son article L 216-2,  
 Vu la délibération du Conseil départemental du 29 janvier 2002 portant création du dispositif d'aide à la diffusion théâtrale Tarn en Scène,  
 Vu la délibération du Conseil départemental du 15 avril 2011 décidant de mettre en place une collégiale d'experts,  
 Vu la délibération du Conseil départemental du 11 février 2022 relative aux Orientations Budgétaires pour 2022,  
 Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022 approuvant le Budget primitif,  
 Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022 approuvant la reconduction du fonds de soutien exceptionnel aux associations impactées par la crise sanitaire,  
 Vu la délibération de la Commission permanente du 14 janvier 2022 décidant d'attribuer un acompte sur les subventions 2022 à certaines structures et associations conventionnées,  
 Vu les demandes de financement présentées par les associations et organismes culturels au titre de l'exercice 2022,  
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,

.../...

Vu le rapport de Monsieur le Président,  
Après en avoir délibéré,

– **DECIDE** d'attribuer une subvention à l'ensemble des structures et associations culturelles mentionnées en annexe de la présente délibération.

– **DECIDE** au titre de l'année 2022 et pour une durée de deux ans renouvelable un an, d'intégrer dans le dispositif deux nouveaux spectacles : « femme non-rééduable » de la compagnie la portée et « ay carmela » de la compagnie les funambules.

– **AUTORISE** M. le Président à signer, en tant que de besoin, les conventions, avenants aux conventions et tout document nécessaire à cette fin.

Les sommes nécessaires seront prélevées comme suit sur les crédits inscrits au budget départemental.

**- EN FONCTIONNEMENT :**

**Domaine d'intervention** : Action culturelle – Musique – Arts visuels – Arts plastiques – Éducation artistique et culturelle – Langue et Culture occitane - Archéologie

**Imputation** : Chapitre 65 - Article 6574 – Fonction 311  
- enveloppe 11973 .....384 700 €

**Imputation** : Chapitre 65 - Article 65734 – Fonction 311  
- enveloppe 25906 .....77 200 €

**Imputation** : Chapitre 65 - Article 6574 – Fonction 314  
- enveloppe 25905 .....1 000 €

**Imputation** : Chapitre 65 - Article 65736 – Fonction 311  
- enveloppe 36210 .....5 000 €

**Domaine d'intervention** : Fonds de soutien associatif - Culture

**Imputation** : Chapitre 65 - Article 6574 – Fonction 311  
- enveloppe 45368 .....5 000 €

**- EN INVESTISSEMENT :**

**Domaine d'intervention** : Action culturelle – Aide en investissement structures culturelles

**Imputation** : Chapitre 204 - Article 204151 – Fonction 311 – HORS AP  
- enveloppe 44170 .....80 000 €

**Imputation** : Chapitre 204 - Article 20421 – Fonction 314 – HORS AP  
- enveloppe 35961 .....3 850 €

**Résultat des votes :**

- *Dossier Communauté de communes Sor et Agout*
  - n'ont pas pris part au vote : 2 (Mme ROUANET-ASTRUC, M. ALIBERT)
  - ont voté pour : 44
- *Dossier Communauté de communes Sidobre, Vals et Plateaux*
  - n'ont pas pris part au vote : 2 (Mme PAILHÉ-FERNANDEZ, M. SERIEYS)
  - ont voté pour : 44
- *Dossiers Communauté de communes Monts de Lacaune Montagne du Haut-Languedoc*
  - n'a pas pris part au vote : 1 (M. VIDAL)
  - ont voté pour : 45



- *Dossiers commune d'Aussillon*
  - n'a pas pris part au vote : 1 (M. HOULÈS)
  - ont voté pour : 45
- *Dossier commune de Lescure*
  - n'a pas pris part au vote : 1 (Mme CLAVERIE)
  - ont voté pour : 45
- *Dossiers association Arpèges et Tremolos*
  - n'a pas pris part au vote : 1 (M. VANDENDRIESSCHE)
  - ont voté pour : 45
- *Dossier Lo Bolegason*
  - n'a pas pris part au vote : 1 (Mme ESPINOSA)
  - ont voté pour : 45
- *Dossiers commune de Castres*
  - n'ont pas pris part au vote : 2 (Mme MASSOUTIE-GIRARDET, M. BOUSQUET)
  - ont voté pour : 44
- *Dossier Communauté de communes du Carmausin-Ségala*
  - n'ont pas pris part au vote : 2 (Mme REDO, M. MALATERRE)
  - ont voté pour : 44
- *Dossier commune de Gaillac*
  - n'a pas pris part au vote : 1 (M. RUFFEL)
  - ont voté pour : 45
- *Dossier commune de Vielmur-sur-Agout*
  - n'a pas pris part au vote : 1 (Mme RABOU)
  - ont voté pour : 45
- *Dossier Syndicat Mixte de Gestion du Conservatoire de Musique et de Danse du Tarn*
  - n'a pas pris part au vote : 10 (Mmes AT, BONNET, CABANIS, GERAUD, MALROUX, OULD-AMER, RABOU, MM. DONNEZ, GLADE, VANDENDRIESSCHE)
  - ont voté pour : 36
- *Pour les autres dossiers :*
  - ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
15 Juin 2022  
Affichée le :  
15 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139fd9e66bdc-DE

Pour extrait conforme,  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

## ASSOCIATIONS CULTURELLES CONVENTIONNEES ET TERRITORIALES

## ACTION CULTURELLE

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	AVIS COMMISSION
<b>Chapitre 65 - Article 6574 – Fonction 311 – Enveloppe 11973</b>		
<b>ASSOCIATION PEGAASE (MONTREDON-LABESSONNIE)</b>	Convention annuelle 2021 : 11 000 € <b>Sollicité : 11 000 €</b> <i>acompte déjà versé : 3 300 € CP 14/01/2022</i>	<b>11 000 €</b>
<b>ASSOCIATION MA CASE (LAUTREC)</b>	Avenant 2022 à la convention triennale 2019-2022 Projet artistique et culturel au Café Plùm autour d'une programmation pluridisciplinaire 2021 : 15 000 € + 5 000 € Fonds de soutien <b>Sollicité : 15 000 €</b> <i>acompte déjà versé : 4 500 € CP 14/01/2022</i>	<b>15 000 €</b>
<b>ASSOCIATION RUES D'ETE (GRAULHET)</b>	Organisation du Festival d'arts de rue Rues d'Été les 1 <sup>er</sup> , 2 et 3 juillet 2022 2021 : 3 000 € <b>Sollicité : 4 000 €</b>	<b>4 000 €</b>
<b>ASSOCIATION DANS LES PARAGES (RABASTENS)</b>	Organisation de la 2 <sup>ème</sup> édition du FIP Festival International de proximité les 20, 21 et 22 mai 2022 : 16 spectacles et 14 compagnies, concerts, 7 lieux partenaires, entre Rabastens et Couffouleux en ville et en campagne Budget : 19 500 € <b>Sollicité : 2 500 €</b>	<b>750 €</b>
<b>ASSOCIATION ABC BIEN (SAINT SULPICE)</b>	Organisation du Festival Saint-Sulpice du Rire : 10 <sup>ème</sup> anniversaire du 22 octobre au 5 novembre 2022 à Albi au GT, St Lieux les Lavaur et St Sulpice 2021 : 2 500 € <b>Sollicité : 4 000 €</b>	<b>2 500 €</b>
<b>ASSOCIATION POINT DE FÛT (CARMAUX)</b>	Organisation du 10 <sup>ème</sup> Fût'Stival au Parc du Candou le 18 juin 2022 et concert le 24 septembre 2022 pour les 20 ans de l'association à la Maison de la Musique 2021 : 1 000 € <b>Sollicité : 4 000 €</b>	<b>1 000 €</b>
<b>ASSOCIATION RACONTARN (GAILLAC)</b>	Organisation de la 11 <sup>ème</sup> manifestation Le Temps de dire » autour du conte (collectages en milieu rural à Moulayrès, Montredon-Labessonnien et St Juéry; 3 <sup>ème</sup> Grande nuit du Conte à Graulhet, récits au Café Plum, actions avec la SNAT et la Maison d'arrêt) 2021 : 2 000 € <b>Sollicité : 3 000 €</b>	<b>2 000 €</b>
<b>ASSOCIATION ECLATS (LAVAUUR)</b>	Programmation - Organisation de la 33 <sup>ème</sup> saison culturelle à la Halle aux grains, Halle Occitane, Salle Agora – diffusion de 4 spectacles de théâtre, 2 concerts, 1 spectacle de danse, 3 séances scolaires 2021 : 6 000 € <b>Sollicité : 6 000 €</b>	<b>6 000 €</b>
<b>ASSOCIATION COMPAGNIE THEATRE DEC'OUVERTE (CARMAUX)</b>	Organisation d'activités autour de la pratique théâtrale : ateliers, stages, festivals 2021 : 1 000 € <b>Sollicité : 2 500 €</b>	<b>1 000 €</b>
<b>ASSOCIATION COMPAGNIE DES DRAGONS OCCITANS (PUYCELSI)</b>	Organisation de la fête médiévale de Puycelsi les 14 et 15 août 2022 : reconstitutions historiques, visites commentées, actions pédagogiques avec créations de matériels, ateliers sur les us et coutumes au Moyen-âge 2021 : 750 € <b>Sollicité : 2 300 €</b>	<b>1 000 €</b>

<b>ASSOCIATION COMITE DU GRAND FAUCONNIER</b> (CORDES SUR CIEL)	Organisation des fêtes du Grand Fauconnier dans le cadre des 800 ans de la fondation de Cordes les 16 et 17 juillet 2022 : village Médiéval des Archers avec concours d'archerie, fauconniers, musique, expositions de bannières et de costumes (annulation des Fêtes en 2020 et 2021) 2019 : 1 000 € <b>Sollicité : 5 000 € (dde exceptionnelle suite aux déficits de 2020 et 2021)</b>	<b>1 000 €</b>
<b>ASSOCIATION CULTURELLE DU PAYS GRAULHETOIS</b> (GRAULHET)	Organisation d'un spectacle historique les 22, 23 et 24 juillet 2022 et journée dédiée à Molière le 21 mai 2022 (déambulation et scénètes) 2021 : 1 500 € + 1 500 € en investissement achat groupe électrogène <b>Sollicité : 3 500 €</b> (2 500 € pour le spectacle historique, 1 000 € pour un spectacle dédié à Molière en déambulation)	<b>2 000 €</b>
<b>ASSOCIATION LA COURTE ECHELLE</b> (ALBI)	Lieu structurant - ouverture d'un café récré culturel et familial « la Buissonnière » rue Roquelaure à Albi d'avril à septembre. Organisation du Festival jeune public <i>Les Enfantillades</i> du 20 au 22 mai 2022 au Parc Castelnau à Albi ; 2021 : 1 500 € <b>Sollicité : 4 000 €</b> (2 000 € Festival, Café Récré 2 000 €)	<b>2 000 €</b>
<b>ASSOCIATION ACT'AL</b> (ALBI)	Lieu structurant Le Frigo. Organisation d'une saison culturelle au Frigo à Albi – diffusion de spectacles 2021 : 2 500 € + 5 000 € FDS <b>Sollicité : 5 000 €</b>	<b>3 000 €</b>
<b>ASSOCIATION GESTION DU COLOMBIER</b> (LES CABANNES)	Lieu structurant - Programmation de spectacles vivants au Théâtre du Colombier, accueil de résidences de création, séances de cinéma en lien avec Cinécran 2021 : 7 500 € <b>Sollicité : 10 000 €</b>	<b>7 500 €</b>
<b>ASSOCIATION ECOLE DE CIRQUE CIRC'O DADOU</b> (GRAULHET)	Lieu structurant - Fonctionnement de l'école de cirque, stages, cours, ateliers et création de la 1 <sup>ère</sup> rencontre interdépartementale des écoles de cirque 2021 : 2 000 € <b>Sollicité : 4 000 €</b>	<b>2 000 €</b>
<b>ASSOCIATION KARAVANE</b> (SALVAGNAC)	Tiers lieu - Programmation culturelle annuelle au Café culturel « A Bord du Monde » à Salvagnac, résidences d'artistes locaux et professionnels, résidence de territoire En Bal et Vous avec la Compagnie Astor et la patronne 2021 : 1 000 € <b>Sollicité : 2 000 €</b>	<b>1 000 €</b>
<b>ASSOCIATION COMPAGNIE DU MORSE</b> (COUFFOULEUX)	Organisation du 10 <sup>ème</sup> Festival du Morse, de RDV culturels (Renc'Art), du Festival du Temps des Mômes, d'actions culturelles sur le territoire et en collège, d'ateliers et stages à partir de 8 ans 2021 : 4 000 € <b>Sollicité : 4 000 €</b>	<b>4 000 €</b>
<b>ASSOCIATION COMPAGNIE DU COQ A L'ANE</b> (SAINT JUERY)	Organisation de la 2 <sup>ème</sup> édition de la manifestation culturelle et environnementale à Assac en octobre Trésors en Campagne – Rêves de pommes, résidences artistiques à la Laiterie, médiation culturelle au centre social et culturel de St Juéry et Bac pro aménagement paysager, récit en musique, théâtre de rue 2021 : 750 € <b>Sollicité : 2 000 €</b>	<b>1 000 €</b>

<b>ASSOCIATION COMPAGNIE MAAYAN</b> (SAINT PAUL CAP DE JOUX)	Création musicale et littéraire « lettre à Antonio Saura » autour de la culture séfarade et de la diversité culturelle : 4 résidences (St Paul Cap de Joux, Le Frigo Albi, le Rond Point Labruguière, Toulouse), actions de médiation 1 <sup>ère</sup> demande, Budget : 38 860 € <b>Sollicité : 3 000 €</b>	<b>3 000 €</b>
<b>ASSOCIATION CERCLE OCCITAN DE SAINT JUERY</b> (SAINT JUERY)	Organisation du festival « Saint Juéry à l'heure occitane les 4, 5 et 6 août 2022 : théâtre, jeux et danses occitanes, concerts occitans 2021 : 450 € (dispositif Tarn en Scène Man Trobat de Chergui Théâtre) <b>Sollicité : 1 000 €</b>	<b>1 000 €</b>
<b>ASSOCIATION MJC DE LAGARRIGUE</b> (LAGARRIGUE)	Organisation du 1 <sup>er</sup> Festival culturel et environnemental « Festival à l'an vert » du 2 au 8 mai 2022. 2021 : 1 000 € Semaine sans télé Budget : 16 650 € <b>Sollicité : 4 000 €</b>	<b>4 000 €</b>
<b>MJC GAILLAC</b> (GAILLAC)	Organisation des Rencontres Odyssées 3.0 #5 autour de la création théâtrale Adolescents : « La Famille que l'on a, la Famille que l'on crée ». Master class avec la Compagnie Vol plané accueillie par la SNA. Partenariats avec l'ADDA, la SNA, les MJC d'Albi, Gaillac, Graulhet, Saint Sulpice, Téco 2021 : 4 000 € <b>Sollicité : 5 000 €</b>	<b>5 000 €</b>
<b>ASSOCIATION MJC DE LABRUGUIERE</b> (LABRUGUIERE)	Création musicale en lien avec le Trio Vertumne en tournée dans le cadre d'Au fil du Tarn avec la SNA: écriture, mise en musique et mise en espace ; finalisée par une première partie présentées par les jeunes, sur 2 dates. Partenariats avec la SNA, Radio-Albigès, les MJC d'Albi, Gaillac, Graulhet, Labruguière, Saint-Sulpice Budget : 7 094 € <b>Sollicité : 2 100 €</b>	<b>2 100 €</b>
<b>MJC DE GRAULHET</b> (GRAULHET)	Résidence d'artistes au FABLAB de la MJC en partenariat avec l'association Volubilo et le LAIT Budget : 10 500 € <b>Sollicité : 1 000 €</b>	<b>1 000 €</b>

## COMMUNES ET COMMUNAUTES DE COMMUNES

### ACTION CULTURELLE

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	AVIS COMMISSION
<b>Chapitre 65 - Article 65734 – Fonction 311 – Enveloppe 25906</b>		
<b>COMMUNAUTE DE COMMUNES SOR ET AGOUT</b> (SAIX)	Programmation de 4 festivals : Total Festum les 5 et 6 juin 2022 sur le développement de la langue et culture occitanes en lien avec la Région, Festiv'Autan en itinérance les 6 et 7 mai 2022 (artistes du territoire), le BIPA réseau des bibliothèques en partenariat avec la bibliothèque départementale, Les Arts en Fête programmation d'été 2021 : 4 000 € <b>Sollicité : 6 000 €</b>	<b>4 000 €</b>

N° AR : 081-228100012-20220610-Imc139fd9e66bdc-DE

<b>COMMUNAUTE DE COMMUNES SIDOBRE, VALS ET PLATEAUX - CCSVP (BRASSAC)</b>	<p>Projet de circuit culturel et touristique autour de 8 photos de 4mx6m implantées sur le territoire « galerie à ciel ouvert » de 30 km, d'artistes en résidence, et diffusion d'un spectacle.</p> <p>Budget : 3 360 € <b>Sollicité : 500 €</b></p> <p>Projet Eurek'Art : visites théâtralisées déambulatoires dans des patrimoines bâtis « Pierres Insolites » à Burlats (amener la culture sur les territoires ruraux, valorisation du patrimoine culturel dans le cadre de la Convention de généralisation de l'EAC 2019-2022)</p> <p>Budget : 2 400 € 2021 : 1 000 € <b>Sollicité : 1 200 €</b></p>	<p><b>1 700 €</b> (500 € + 1 200 €)</p>
<b>COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTES DE LACAUNE MONTAGNE DU HAUT LANGUEDOC – CCMLHL (LACAUNE LES BAINS)</b>	<p>Saisons culturelles 2022 (juillet-décembre) et 2023 : diffusion en partenariat avec la SNAT, 1<sup>er</sup> festival d'astronomie, résidences d'artistes, parcours artistiques et culturels, expositions.</p> <p>Budget : 132 764 € <b>Sollicité : 10 630 €</b></p>	<p><b>8 000 €</b></p>
<b>COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTES DE LACAUNE MONTAGNE DU HAUT LANGUEDOC – CCMLHL (LACAUNE LES BAINS)</b>	<p>Projet de micro folie en lien avec le nouveau Pôle Culturel de Lacaune</p> <p>Budget : 80 000 € <b>Sollicité : 8 000 €</b></p>	<p><b>4 000 €</b></p>
<b>COMMUNE D'AUSSILLON (AUSSILLON)</b>	<p>Organisation de « Rencontres » avec des artistes dans le cadre de la manifestation Regards et Mémoires à Aussillon, PLV.</p> <p>2021 : 2 000 € <b>Sollicité : 2 000 €</b></p>	<p><b>2 000 €</b></p>
<b>COMMUNE DE SAINT AMANS SOULT (SAINT AMANS SOULT)</b>	<p>Programmation culturelle au Tortill'Art, équipement culturel municipal. 60 spectacles, résidences de création, concerts, projections.</p> <p>Budget 20 000 € <b>Sollicité : 10 000 €</b></p>	<p><b>3 000 €</b></p>
<b>COMMUNE DE MONESTIES (MONESTIES)</b>	<p>Programmation culturelle autour de la thématique départementale <i>Enfance(s)</i></p> <p>2021 : 750 € <b>Sollicité : 1 500 €</b></p>	<p><b>1 000 €</b></p>
<b>COMMUNE DE CORDES (CORDES)</b>	<p>800 ans de la cité de Cordes sur Ciel - Organisation de manifestations culturelles autour de 3 temps forts : environnement et cadre de vie de mars à juin (lecture patrimoniale, chantier et animations Porte des Ormeaux, expositions photographiques et sorties botaniques, carnaval, fête de la St Jean, cinéma...) ; Art et Culture de juillet à août (Les ViZites (dé)guidées, stages de chants musique baroque, concerts, spectacles...) ; Histoire et patrimoine de septembre à novembre (conférences, expositions)</p> <p>Budget : 41 270 € <b>Sollicité : 5 000 €</b></p>	<p><b>3 000 €</b></p>
<b>COMMUNE DE REALMONT (REALMONT)</b>	<p>750 ans de la Bastide de Réalmont – Organisation de manifestations culturelles les 14 et 15 mai 2022 : animations médiévales, jeux en bois, déambulations, cracheurs de feu, banquet, tournoi d'archerie, projection murale sur l'évolution de la bastide, visites guidées, conférences, expositions, concert.</p> <p>Budget : 71 600 € <b>Sollicité : 8 000 €</b></p>	<p><b>4 000 €</b></p>

<b>COMMUNE DE LESCURE (LESCURE)</b>	Organisation de projets culturels : Sous les Toits de Lescure (Festival de chansons françaises), Exposition du Musée du Verre Nomade, Pesticale (festival jeune public) 1 <sup>ère</sup> demande ; Budget : 19 070 € <b>Sollicité : 3 000 €</b>	<b>2 000 €</b>
---	---	----------------

## ASSOCIATIONS CULTURELLES CONVENTIONNEES ET TERRITORIALES *MUSIQUE*

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	AVIS COMMISSION
<b>Chapitre 65 - Article 6574 – Fonction 311 – Enveloppe 11973</b>		
<b>ASSOCIATION ARPEGES ET TREMOLOS (ALBI)</b>	Organisation du 15 <sup>ème</sup> festival UN WEEK-END AVEC ELLES sur 8 lieux du 8 au 30 avril 2022 (l'art au féminin : musiques, humour et one-woman show) 2021: 15 000 € <b>Sollicité : 25 000 €</b>	<b>20 000 €</b>
<b>ASSOCIATION ARPEGES ET TREMOLOS (ALBI)</b>	Organisation du 15 <sup>ème</sup> festival pluridisciplinaire et intimiste UN BOL D'AIRES à Puygouzon du 7 au 9 octobre 2022 2021: 1 000 € <b>Sollicité : 2 000 €</b>	<b>2 000 €</b>
<b>ASSOCIATION BOUGE TON TARN (RABASTENS)</b>	Organisation du 7 <sup>ème</sup> Festival Unis Sens les 10, 11 et 12 juin 2022 à Rabastens 2021 : 1 000 € <b>Sollicité : 1 500 €</b>	<b>1 000 €</b>
<b>ASSOCIATION ENSEMBLE ARCOTERZETTO (ALBI)</b>	Organisation du 7 <sup>ème</sup> Festival d'Autan, itinérant de musique de chambre du 13 au 23 juillet 2022, une résidence « Au fil des saisons » avec sa saison Off 2021 : 2 000 € <b>Sollicité : 4 000 €</b>	<b>3 000 €</b>
<b>ASSOCIATION ACADOC (CORDES SUR CIEL)</b>	Organisation du 51 <sup>ème</sup> Festival de Musique sur Ciel du 23 au 29 juillet 2022 « Thématique Musiques slaves » et de la balade musicale au Musée du Cayla le 24 juillet 2022 Musique médiévale en lien avec les 800 ans de Cordes 2021 : 17 000 € <b>Sollicité : 20 000 €</b>	<b>17 000 €</b>
<b>ASSOCIATION MUSIQUE D'ETE A ANGLES (ANGLES)</b>	Organisation de 6 concerts de musique classique en août 2022 à Anglès 2021 : 2 500 € <b>Sollicité : 3 500 €</b>	<b>3 000 €</b>
<b>ASSOCIATION DRUZBA (ROQUEVIDAL)</b>	Organisation du Festival de musique classique Clé de Voute du 1 <sup>er</sup> au 13 juillet 2022 2021 : 750 € <b>Sollicité : 3 000 €</b>	<b>1 500 €</b>
<b>ASSOCIATION CHAMBRE AVEC VUES (RABASTENS)</b>	Organisation du 14 <sup>ème</sup> Festival de Musique Les Moments Musicaux du Tarn du 15 au 17 juillet 2022 (5 concerts et un jeune public) et de temps de rencontres avec des jeunes ados 2021 : 1 500 € <b>Sollicité : 1 500 € + 1 000 € exceptionnel</b>	<b>1 500 €</b>
<b>ASSOCIATION CULTURELLE FORUM (CASTRES)</b>	Organisation de la 33 <sup>ème</sup> Saison Les Dimanches Musicaux 2022-2023 au théâtre de Castres 2021 : 2 000 € <b>Sollicité : 2 500 €</b>	<b>2 000 €</b>

<b>ASSOCIATION GRESIGNE EN FUGUES</b> (SAINTE BEAUZILE)	Organisation de la 4 <sup>ème</sup> édition du Festival Grésinhòl dans la forêt de Grésigne du 7 au 9 octobre 2022, thématique la nuit (concerts, chœurs, ballade, spectacle) et d'un événement exceptionnel Kombola à Penne le 22 avril 2022 2021 : 1 500 € <b>Sollicité : 5 000 €</b>	<b>2 000 €</b>
<b>ASSOCIATION POLYEDRES TONS VOISINS</b> (ALBI)	Organisation du 16 <sup>ième</sup> Festival Tons Voisins autour du compositeur JS Bach, du 7 au 11 juin 2022 à Albi 2021 : 3 000 € <b>Sollicité : 5 000 €</b>	<b>3 000 €</b>
<b>ASSOCIATION ACCORDS VOIX BAROQUE</b> (CORDES)	Aide au fonctionnement et concerts de musique chantée Baroque dans le cadre des 800 ans de Cordes. 1 <sup>ère</sup> demande Budget : 7 000 € <b>Sollicité : 500 €</b>	<b>500 €</b>
<b>ASSOCIATION PASTEL EN SCENE</b> (LAVAUUR)	Organisation de 4 concerts à Lavaur 2021: 1 000 € <b>Sollicité : 2 000 €</b>	<b>1 000 €</b>
<b>ASSOCIATION FLAMENCO POUR TOUS</b> (ALBI)	Organisation des Rencontres#10 Albi Flamenca du 16 au 20 mars 2022 et de Flamenca en Balade en août 2021 : 1 500 € <b>Sollicité : 2 500 €</b>	<b>2 000 €</b>
<b>ASSOCIATION ARTE TANGO ALBI</b> (ALBI)	Organisation du 14 <sup>ème</sup> festival Artetango, Tango argentin à Albi et la semaine Argentina 2021 : 3 000 € <b>Sollicité : 5 000 €</b>	<b>4 000 €</b>
<b>COMITE PERMANENT DES FETES GENERALES DE LAVAUUR</b> (LAVAUUR)	Festival d'Opéra « Les fantômes de l'opéra » les 25 et 26 juin 2022 2018 : 5 000 € 2019 : 8 000 € 2021 : 750 € Budget : 145 000 € <b>Sollicité : 10 000 €</b>	<b>10 000 €</b>
<b>ASSOCIATION LES COMPAGNONS DU THEATRE</b> (CASTRES)	Création et diffusion au théâtre de Castres de l'opérette La Fille de Madame Angot » les 7, 8 mai 2022, séance scolaire le 10 mai 2022 2021 : 22 000 € <b>Sollicité : 25 000 €</b>	<b>22 000 €</b>
<b>ASSOCIATION LES COMPAGNONS DU THEATRE</b> (CASTRES)	Organisation des 70 ans de l'association autour de 5 concerts Budget : 35 800 € <b>Sollicité : 5 750 € exceptionnels</b>	<b>2 000 €</b>
<b>ASSOCIATION ORCHESTRE BATTERIE-FANFARE DE GRAULHET TARN</b> (GRAULHET)	Fonctionnement 2021 : 10 000 exceptionnels <b>Sollicité : 6 000 €</b>	<b>6 000 €</b>
<b>ASSOCIATION SI AND SI</b> (LAUTREC)	Organisation du festival de musique gratuit autour des Musiques actuelles le 18 <sup>ème</sup> Festivaoût du 12 au 14 août 2022 2021 : 1 500 € <b>Sollicité : 2 000 €</b>	<b>1 500 €</b>
<b>ASSOCIATION LES MUSICALES DE MONTMIRAL</b> (CASTELNAU DE MONTMIRAL)	Organisation du Festival gratuit Les Musicales de Montmiral les 21, 22, 23 juillet 2022, la Nuit Classique le 5 août 2022, mise en lumière et scénarisation de la place des Arcades 2021 : 3 000 € <b>Sollicité : 5 000 €</b>	<b>3 500 €</b>

N° AR : 081-228100012-20220610-lmc139fd9e66bdc-DE

<b>ASSOCIATION L'OISEAU LYRE COMPAGNIE (ALBI)</b>	Organisation de la 18 <sup>ème</sup> édition de « Chantons sous les toits » 2021 : 2 000 € <b>Sollicité : 2 500 €</b>	<b>2 000 €</b>
<b>ASSOCIATION DEBOUT LES YEUX (TANUS)</b>	Organisation du Festival Le Crouz d'en faire les 26, 27 et 28 août 2022 sur le site de l'ancienne ferme de la Crouzié, concerts, spectacles en association avec des activités artisanales et ouverture hebdomadaire d'un café associatif. 2021 : 750 € <b>Sollicité : 2 000 €</b>	<b>1 000 €</b>
<b>ASSOCIATION TRIPLE A (RIVIERES)</b>	Organisation du Festival Baignade Sauvage #2 du 25 au 28 août 2022 : musiques et itinérances au long de la rivière Tarn, St Juéry, Ambialet, Marsal 2021 : 5 000 € + 4 000 € FDS <b>Sollicité : 7 000 €</b>	<b>7 000 €</b>
<b>ASSOCIATION ALGORITHME (SAINT SULPICE)</b>	Organisation de la 15 <sup>ème</sup> saison de concerts et spectacles Musique et Arts vivants entre septembre et juin au parc du Castela et à la Halle René Cassin 2021 : 2 000 € <b>Sollicité : 2 500 €</b>	<b>2 000 €</b>
<b>ASSOCIATION COQ IN JAZZ (GAILLAC)</b>	Organisation du Coojazz Festival#5 du 14 au 18 septembre 2022 «Lush Life » autour de Billy Strayhorn et de l'Eté en Jazz 2021 : 5 000 € <b>Sollicité : 9 000 €</b>	<b>5 000 €</b>
<b>EXTRA RED BLUES ASSOCIATION (TECOU)</b>	Organisation d'une saison de 4 concerts et du Festival « Téco en Blues » les 4 et 5 juin 2022. Budget : 45 225 € <b>Sollicité : 3 000 €</b>	<b>3 000 €</b>
<b>ASSOCIATION LES ARTS'SCENICS (LISLE SUR TARN)</b>	Organisation du 19 <sup>ème</sup> Festival de musiques actuelles Arts'Scenics les 1 <sup>er</sup> et 2 juillet 2022 2021 : 4 000 € <b>Sollicité : 6 000 €</b>	<b>4 000 €</b>
<b>ASSOCIATION LES PETITES CHOSSES (TAIX)</b>	Organisation de la Festounade Le Pied dans la bassine les 15 et 16 juillet 2022 à Taix 2021 : 2 000 € + 3 000 € Fonds de Soutien <b>Sollicité : 3 000 €</b>	<b>2 000 €</b>
<b>ASSOCIATION DENSITE (ALBI)</b>	Organisation du festival de danse contemporaine « Site et Danse » à Albi du 14 au 22 juin 2022 2021 : 2 000 € <b>Sollicité : 3 000 €</b>	<b>2 500 €</b>
<b>ASSOCIATION MUSIQUE ESPERANCE ALBI TARN (ALBI)</b>	Organisation de la manifestation « Piano au Palais » au palais de la Berbie 2021 : 1 500 € <b>Sollicité : 1 500 €</b>	<b>1 500 €</b>
<b>ASSOCIATION LES AMIS DE LA CHEMINEE (ALBI)</b>	Exposition des créations des jeunes du Foyer de l'enfance autour de Toulouse Lautrec 2021 : - <b>Sollicité : 400 €</b>	<b>400 €</b>
<b>ASSOCIATION SAINT JEAN BAPTISTE (SERVIES)</b>	Organisation d'activités culturelles autour de la musique dans l'église de la commune 2021 : - <b>Sollicité : 500 €</b>	<b>500 €</b>
<b>AGAPEI CONSEIL DE TERRITOIRE DU TARN (ALBI)</b>	Organisation du Festival Eclipse le 2 juin 2022 au Théâtre d' Albi Budget : 17 750 € <b>Sollicité : 3 000 €</b>	<b>3 000 €</b>



## COMMUNE – COMMUNAUTES DE COMMUNES

### MUSIQUE

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	AVIS COMMISSION
<b>Chapitre 65 - Article 65736– Fonction 311 – Enveloppe 36210</b>		
<b>EPIC LO BOLEGASON (CASTRES)</b>	Demande exceptionnelle pour célébrer les 20 ans du Bolegason Budget : 62 913 € <b>Sollicité : 10 000 €</b>	<b>5 000 €</b>

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	AVIS COMMISSION
<b>Chapitre 65 - Article 65734 – Fonction 311 – Enveloppe 25906</b>		
<b>COMMUNE D'AUSSILLON (AUSSILLON)</b>	Organisation de la 31 <sup>ème</sup> manifestation Reflets et Rythmes à Aussillon, PLV 2021 : 2 500 € <b>Sollicité : 2 500 €</b>	<b>2 500 €</b>
<b>COMMUNE DE CASTRES (CASTRES)</b>	Organisation du festival pluridisciplinaire autour des arts de la rue Les Rues'cambolesques du 5 au 12 juillet 2022 2021 : 4 500 € <b>Sollicité : 5 000 €</b>	<b>5 000 €</b>

### ARTS PLASTIQUES

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	AVIS COMMISSION
<b>Chapitre 65 - Article 6574 – Fonction 311 – Enveloppe 11973</b>		
<b>ASSOCIATION ARTS ET CULTURE (AUSSILLON)</b>	Programmation culturelle et actions de médiation 2022 2021 : 5 000 € <b>Sollicité : 6 000 €</b>	<b>5 000 €</b>
<b>ASSOCIATION ARTS PASSION (BOISSEZON)</b>	Organisation de la 3 <sup>ème</sup> édition de la biennale nationale de la sculpture du 17 septembre au 2 octobre 2022 2021 : 1 000 € <b>Sollicité : 1 000 €</b>	<b>1 000 €</b>
<b>ASSOCIATION CHAMPS VISUELS (CUQ TOULZA)</b>	Organisation de la 3 <sup>ème</sup> biennale populaire des arts visuels à Saix en octobre 2022 2021 : 1 000 € <b>Sollicité : 1 000 €</b>	<b>1 000 €</b>
<b>ASSOCIATION AFIAC (FIAC)</b>	Programmation d'activités artistiques d'art contemporain avec des actions de diffusion et de médiation sur le territoire et à l'espace AFIAC 2021 : 14 000 € + 3 000 € au titre du fonds de soutien <b>Sollicité : 14 000 €</b>	<b>14 000 €</b>
<b>ASSOCIATION ATELIERS CUB'ART (ALBI)</b>	Organisation de deux expositions : « la main est l'outil #3 » à Albi et une exposition au château de Lacaze.... 2021 : 1 500 <b>Sollicité : 5 000 €</b>	<b>2 000 €</b>
<b>ASSOCIATION EVEIL ARTISTIQUE GRAULHETOIS (GRAULHET)</b>	Organisation d'un parcours artistique dans les ateliers d'artistes 2021 : 2 000 € <b>Sollicité : 2 000 €</b>	<b>2 000 €</b>
<b>ASSOCIATION RIGA (SAINT PIERRE DE TRIVISY)</b>	Projet de résidences artistiques en milieu rural. 2021 : 750 € <b>Sollicité : 5 000 €</b>	<b>1 500 €</b>

N° AR : 081-228100012-20220610-Imc139fd9e66bdc-DE

<b>ASSOCIATION TERRE ET TERRES (GIROUSSENS)</b>	Organisation d'une exposition au Centre de la Céramique de Giroussens et organisation du 31 <sup>ème</sup> marché des potiers à Giroussens. 2021 : 2 750 € <b>Sollicité : 3 500 €</b>	<b>3 000 €</b>
<b>ASSOCIATION TOURISME IMAGINAIRE (AUSSILLON)</b>	Organisation de l'événement Tourisme imaginaire « 10 ans, 10 lieux » 2021 : 9 000 € <b>Sollicité : 9 000 € + 6 000 € exceptionnels pour 10<sup>ème</sup> anniversaire</b>	<b>9 000 € + 3 000 € exceptionnels 10 ans</b>
<b>ASSOCIATION VOLUBILO (GRAULHET)</b>	Organisation du projet « l'art pour tous ». 2020 : 1 500 € <b>Sollicité : 1 000 €</b>	<b>1 000 €</b>
<b>ASSOCIATION GIROUSSENS CERAMIQUE (GIROUSSENS)</b>	Programmation 2022 de 4 expositions au Centre de la céramique de Giroussens. 2021 : 3 000 € <b>Sollicité : 4 000 €</b>	<b>3 000 €</b>
<b>ASSOCIATION DU CENTRE POUR LA PHOTOGRAPHIE DU CHATEAU DE L'HOM (GAILLAC)</b>	Programme d'actions autour de la photographie à Gaillac 2021 : 750 € <b>Sollicité : 7 327 €</b>	<b>1 000 €</b>
<b>ASSOCIATION CLE ET CIT'ART (CORDES)</b>	Organisation d'une exposition « L'art en chemin » dans la cité de Cordes de juin à octobre 2022 Budget : 2 500 € <b>Sollicité : 400 €</b>	<b>400 €</b>
<b>ASSOCIATION ARTONEF (GRAULHET)</b>	Organisation de 4 expositions et d'ateliers de médiation à la galerie Artonef à Graulhet Budget : 9 600 € <b>Sollicité : 1 500 €</b>	<b>750 €</b>
<b>ASSOCIATION FESTIVAL PAPIER(S) PHOTO (GAILLAC)</b>	Organisation de la 2 <sup>ème</sup> édition du festival « Papier photo » à Gaillac Budget : 25 500 € <b>Sollicité : 6 000 €</b>	<b>750 €</b>
<b>Chapitre 65 - Article 65734 - Fonction 311 - Enveloppe 25906</b>		
<b>COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CARMAUSIN - SEGALA (CARMAUX)</b>	Organisation de la 3 <sup>ème</sup> édition du prix de la jeune création du verre français 2020 : 1 000 € pour le prix 2021 : 2 500 € pour la Biennale <b>Sollicité : 5 000 €</b>	<b>1 000 €</b>
<b>COMMUNE DE GRAULHET (GRAULHET)</b>	Organisation du projet « l'art de la rencontre ». 2020 : 1 000 € 2021 : Pas de demande <b>Sollicité : 3 000 €</b>	<b>2 000 €</b>

**CINEMA ET ARTS VISUELS**

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	AVIS COMMISSION
<b>Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 311 - Enveloppe 11973</b>		
<b>ASSOCIATION LES 400 COUPS (GAILLAC)</b>	Organisation de la 19 <sup>ème</sup> édition du festival du cinéma européen à Gaillac en octobre 2022. 2021 : 3 000 € <b>Sollicité : 4 000 €</b>	<b>3 000 €</b>
<b>ASSOCIATION FRAGMENTS (CASTRES)</b>	Organisation de la 3 <sup>ème</sup> édition du festival « Ciné Filou Festival » à Castres et à Albi en avril 2022 2021 : 600 € <b>Sollicité : 600 €</b>	<b>600 €</b>

<b>ASSOCIATION CINEFORUM (ALBI)</b>	Organisation de la 26 <sup>ème</sup> édition du festival du film francophone « les CÉillades » du 22 au 27 novembre 2022 avec des actions décentralisées. 2021 : 9 000 € <b>Sollicité : 9 000 €</b>	<b>9 000 €</b>
<b>ASSOCIATION ECHOS-CI ECHOS-LA (LABASTIDE ROUAIROUX)</b>	Programme d'actions 2022 dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2021 : 12 500€ <b>Sollicité : 14 000 €</b>	<b>12 500 €</b>

### LECTURE PUBLIQUE

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	AVIS COMMISSION
<b>Chapitre 65 - Article 6574 – Fonction 311 – Enveloppe 11973</b>		
<b>ASSOCIATION LISLE NOIR (LISLE-SUR-TARN)</b>	Organisation de la 7 <sup>ème</sup> édition du festival « Les vendanges du polar Lisle Noir » en septembre 2022 2021 : 2 500 € <b>Sollicité : 5 000 €</b>	<b>2 500 €</b>
<b>ASSOCIATION LAUTREC OBJECTIF BULLES (LAUTREC)</b>	Organisation de la 4 <sup>ème</sup> édition du festival de bande dessinée à Lautrec en septembre 2022 2021 : 1 500 € <b>Sollicité : 2 500 €</b>	<b>1 500 €</b>
<b>ASSOCIATION BULLES EN CASES (GRAULHET)</b>	Organisation de la 3 <sup>ème</sup> édition du festival de bande dessinée « Bulles en cases » à Graulhet en juin 2022 et du festival « BDécembre » 2022 2021 : 2 500 € <b>Sollicité : 10 000 €</b>	<b>2 500 €</b>
<b>ASSOCIATION DIKELITU (ALBI)</b>	Organisation de la fête du livre jeunesse d'Albi avril 2022 2020 : 1 000 € 2021 : pas de demande <b>Sollicité : 1 500 €</b>	<b>1 000 €</b>
<b>ASSOCIATION DES LIVRES ET NOUS (PAMPELONNE)</b>	Organisation de la 18 <sup>ème</sup> édition de la fête du livre et de la gourmandise en juillet 2022 2021 : 2 500 € <b>Sollicité : 3 000 €</b>	<b>2 500 €</b>
<b>ASSOCIATION TERRE DE LIVRES (ALBI)</b>	Organisation de la 4 <sup>ème</sup> édition du salon « Terralivre » des éditeurs d'Occitanie à Albi 2020 : 500 € 2021 : pas de demande <b>Sollicité : 1 500 €</b>	<b>1 000 €</b>
<b>ASSOCIATION SOREZE IN- LIBRIS (SOREZE)</b>	Organisation du 1 <sup>er</sup> salon du livre à l'Abbaye-école de Sorèze les 19 et 20 novembre 2022. Nouvelle demande Budget : 8 680 € <b>Sollicité : 1 000 €</b>	<b>750 €</b>
<b>Chapitre 65 - Article 65734 – Fonction 311 – Enveloppe 25906</b>		
<b>PETR DES HAUTES TERRES D'OC (BRASSAC)</b>	Organisation de la 10 <sup>ème</sup> édition du projet territorial « Poésie, slam....même pas peur » 2021 : 500 € <b>Sollicité : 500 €</b>	<b>500 €</b>
<b>COMMUNE DE GAILLAC (GAILLAC)</b>	Organisation de la 27 <sup>ème</sup> édition du festival du livre jeunesse et ado de Gaillac en octobre 2022 2021 : 2 000 € <b>Sollicité : 3 000 €</b>	<b>2 500</b>

**LANGUE ET CULTURE OCCITANE**

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	AVIS COMMISSION
<b>Chapitre 65 - Article 6574 – Fonction 311 – Enveloppe 11973</b>		
<b>INSTITUT D'ETUDES OCCITANES DU TARN (REALMONT)</b>	Convention annuelle + manifestations autour de l'occitan 2020 : 41 500 € <b>Sollicité : 41 500 €</b>	<b>41 500 €</b>
<b>ASSOCIATION RADIO ALBIGES (ALBI)</b>	Convention annuelle 2022 2021 : 20 500 € <b>Sollicité : 20 500 €</b>	<b>20 500 €</b>
<b>Chapitre 65 - Article 65734 – Fonction 311 – Enveloppe 25906</b>		
<b>COMMUNE DE VIELMUR SUR AGOUT (VIELMUR SUR AGOUT)</b>	Programmation du festival occitan « Lo Festenal » à Vielmur sur Agout en 2022 2019 : 19 000 € 2020 : 6 000 € 2021 : pas de demande <b>Sollicité : 19 000 €</b>	<b>19 000 €</b>

**PATRIMOINE – CULTURE SCIENTIFIQUE**

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	AVIS COMMISSION
<b>Chapitre 65 - Article 6574 – Fonction 311 – Enveloppe 11973</b>		
<b>ASSOCIATION SCIENCES EN TARN (ALBI)</b>	Programme d'actions de valorisation de la culture scientifique sur le département 2021: 4 000 € <b>Sollicité : 10 000 €</b>	<b>4 000 €</b>
<b>FEDERATION DES ASSOCIATIONS CULTURELLES ET INTELLECTUELLES DU TARN (FACIT) (ALBI)</b>	Edition de la Revue du Tarn et organisation d'actions culturelles 2021 : 4 500 € <b>Sollicité : 5 000 €</b>	<b>5 000 €</b>
<b>ASSOCIATION LE MILITARIAL (BOISSEZON)</b>	Fonctionnement du musée du Militarial 2022 2021 : 7000 € <b>Sollicité : 7 000 €</b>	<b>7 000 €</b>
<b>ASSOCIATION LES AMIS DES GUERIN (ANDILLAC)</b>	Organisation de la journée guérinienne au château-musée du Cayla en juillet 2022 2021 : 1 500 € <b>Sollicité : 1 500 €</b>	<b>1 500 €</b>
<b>ASSOCIATION SALON DU COSTUME HISTORIQUE (ALBI)</b>	Organisation de la 2 <sup>ème</sup> édition du salon du costume historique au grand théâtre d'Albi les 2 et 3 avril 2022. Nouvelle demande Budget : 7 595 € <b>Sollicité : 1 500 €</b>	<b>750 €</b>
<b>ASSOCIATION DE DEFENSE DU CADRE DE VIE DU QUARTIER DE VEYRIERES (ALBI)</b>	Organisation d'une exposition sur l'histoire de la ligne de chemin de fer Albi – Saint Affrique – Le Vigan. Nouvelle demande Budget : 1 339 € <b>Sollicité : 1 339 €</b>	<b>750 €</b>
<b>Chapitre 65 - Article 65734 – Fonction 311 – Enveloppe 25906</b>		
<b>PETR DES HAUTES TERRES D'OC (BRASSAC)</b>	Lancement de la route des statues - menhirs d'Occitanie à Murat sur Vèbre le 21 juin 2022 et organisation d'une journée thématique. 2021 : 9 669 € <b>Sollicité : 10 138 €</b>	<b>10 000 €</b>

**MUSÉES ET SITES D'INTERPRÉTATION :**  
**Programmation 2022 en fonctionnement**

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	AVIS COMMISSION
<b>Chapitre 65 - Article 65734 – Fonction 311 – Enveloppe 25906</b>		
<b>COMMUNE DE CASTRES (CASTRES)</b>	Centre National et Musée Jean Jaurès : exposition temporaire « L'affaire Sirven, une famille de Castres défendu par Voltaire » du 24 juin au 18 septembre 2022 2021 : 1 500 € (exposition + colloque) Budget : 6 830 € <b>Sollicité : 2 000 €</b>	<b>2 000 €</b>
<b>Chapitre 65 - Article 6574 – Fonction 314 – Enveloppe 25905</b>		
<b>SOCIETE DES AMIS DU VIEUX CORDES MUSEE CHARLES PORTAL (CORDES)</b>	Organisation d'un programme d'actions 2022 dans le cadre des 800 ans de la Cité de Cordes 2021 : 400 € Budget : 9 800€ <b>Sollicité : 1 800 €</b>	<b>1 000 €</b>

**FONDS DE SOUTIEN ASSOCIATIF EXCEPTIONNEL**

<b>Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 311 - Enveloppe 45368</b>		
<b>ASSOCIATION COMITE DU GRAND FAUCONNIER (CORDES SUR CIEL)</b>	Compensation pour perte de recettes d'activité pendant la Covid-19 Aide exceptionnelle <b>Sollicité : 5 000 €</b>	<b>3 000 €</b>
<b>ASSOCIATION POLYEDRES – TONS VOISINS (ALBI)</b>	Compensation pour perte de recettes d'activité pendant la Covid-19 Aide exceptionnelle <b>Sollicité : 5 000 €</b>	<b>2 000 €</b>

**AIDE EN INVESTISSEMENT AUX STRUCTURES CULTURELLES**  
**INVESTISSEMENT**

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	AVIS COMMISSION
<b>HORS AP – Chapitre 204 - Nature 204151 – Fonction 311 – Enveloppe 44170</b>		
<b>SYNDICAT MIXTE DE GESTION DU CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE DU TARN (DEPARTEMENTAL)</b>	Participation à l'acquisition de matériel musical et pédagogique <b>Sollicité : 80 000 €</b>	<b>80 000 €</b>
<b>HORS AP – Chapitre 204 - Nature 20421 – Fonction 314 – Enveloppe 35961</b>		
<b>ASSOCIATION JOUET HAUT BOIS (MAZAMET)</b>	Aide à réalisation de vitrines destinées à la présentation d'expositions temporaires Budget : 5 500 € TTC <b>Sollicité : 4 000 €</b>	<b>3 850 €</b>

**DISPOSITIF DEPARTEMENTAL D'AIDE A LA DIFFUSION**

Adhésion au dispositif <i>TARN EN SCENE</i>		
COMPAGNIE	SPECTACLE	DOMAINE
COMPAGNIE LA PORTEE (FLORENTIN)	FEMME NON-REEDUCABLE. Mémoire théâtral sur Anna Politkovskaïa Création 2021-2022 Mise en Scène : Roxane DRIAY et Joan TAUVERON <b>Coût du spectacle : 1 700 €</b>	Théâtre et musique
COMPAGNIE LES FUNAMBULES (MILHARS)	AY CARMELA Création 2021 Mise en Scène : Lionel SAUTET <b>Coût du spectacle : 3 000 €</b>	Théâtre et musique



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 4/08. ASSOCIATIONS DE JEUNESSE OCTROI DE SUBVENTIONS

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Isabelle ESPINOSA

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), MME BUGIS (POUVOIR À M. BOUSQUET), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
 Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L 1111-4,  
 Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions notamment son article 140,  
 Vu la délibération du Conseil départemental du 13 novembre 2020 approuvant le Plan Tarn Jeunesse 2021-2025,  
 Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022 approuvant le Budget primitif 2022,  
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
 Vu le rapport de M. le Président,  
 Après avis de la Commission Éducation, Jeunesse, Sports, Culture, Vie associative et Citoyenneté du 20 mai 2022,  
 Après en avoir délibéré,

— **DECIDE** d'attribuer une subvention aux associations de jeunesse comme mentionné sur le tableau en annexe de la présente délibération.

— **AUTORISE** M. le Président à signer tout document nécessaire à cette fin.

Les sommes nécessaires seront prélevées comme suit sur les crédits inscrits au budget départemental :

**EN FONCTIONNEMENT :**

**Domaine d'intervention** : Octroi de subventions à des associations de jeunesse

**Imputation** : chapitre 65 - article 6574 – fonction 33 - enveloppe 25893.....**6 000 €**

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
13 Juin 2022

Affichée le :  
13 Juin 2022

N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139fb9c8f815-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,  
Le Directeur général des services

Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...



**FONCTIONNEMENT**

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE - OBSERVATIONS	SUBVENTION SOLLICITEE	PROPOSITION
<b>LUDOTHEQUE CASTRAISE</b> 26 rue Sainte Foy 81100 CASTRES	Fonctionnement 2022 de l'activité ludothèque <u>Aide 2021</u> : 3 000 €	3 000 €	<b>3 000 €</b>
<b>LUDOTHEQUE LA MARELLE</b> 12 rue de la Violette 81000 ALBI	Fonctionnement 2022 de l'association et organisation du Festival du jeu « le Gloose Festival », du 10 au 12 juin 2022 à Albi (salle de Pratgraussals) <u>Aide 2019</u> : 2 600 €	5 000 €	<b>3 000 €</b>
<b>TOTAL</b>			<b>6 000 €</b>



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

## DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 10 Juin 2022 -

### 4/09. ASSOCIATIONS SPORTIVES - OCTROI DE SUBVENTIONS

Président : M. Christophe RAMOND

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Isabelle ESPINOSA

Présents : MMES BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, GELY, GERAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, CANTALOUBE, DONNEZ, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RAMOND, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE, VIAELLE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME AT (POUVOIR À M. FRANQUES), MME BUGIS (POUVOIR À M. BOUSQUET), MME CABANIS (POUVOIR À MME ESTRABAUD), M. TESTAS (POUVOIR À MME ESPINOSA).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,  
 Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L 1111-4,  
 Vu le Code du sport notamment ses articles L 100-1, L 100-2 et L 113-2 (soutien aux associations sportives),  
 Vu le Code du sport notamment ses articles L 113-2 et R 113-2 encadrant le soutien des collectivités aux Sociétés Anonymes Sportives Professionnelles (SASP) et à leurs centres de formation,  
 Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions notamment son article 140,  
 Vu la délibération du Conseil départemental du 28 mars 2019 relative à la rénovation de la politique sportive : « Promouvoir les pratiques sportives et mettre le sport au service de notre territoire »,  
 Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022 approuvant le Budget primitif 2022,  
 Vu la délibération de la Commission permanente du 14 janvier 2022 décidant d'attribuer à certains comités sportifs, une première subvention destinée à soutenir le fonctionnement de l'association dans l'attente du vote du Budget primitif 2022,  
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1<sup>er</sup> juillet 2021,  
 Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré.

.../...

– **DECIDE** d'attribuer une subvention à l'ensemble des associations sportives mentionnées sur les tableaux en annexe de la présente délibération, déduction faite des acomptes versés à la commission permanente du 14 janvier 2022.

– **AUTORISE** M. le Président à signer les conventions à intervenir avec les comités sportifs départementaux et la SASP Sporting Club Albigeois (SCA) selon les modèles joints en annexes 2 et 3 de la présente délibération, ainsi que tout document nécessaire à cette fin.

Les sommes nécessaires seront prélevées comme suit sur les crédits inscrits au budget départemental :

#### **EN FONCTIONNEMENT :**

**Domaine d'intervention** : Aide au développement de la vie sportive – octroi de subventions à des associations sportives

**Imputation** : chapitre 65 - article 6574 - fonction 32 - enveloppe 11974 ..... **197 034 €**

**Domaine d'intervention** : Aide au développement de la vie sportive – Manifestations exceptionnelles

**Imputation** : chapitre 65 - article 6574 - fonction 32 - enveloppe 30028 ..... **10 000 €**

#### **Résultat des votes :**

– ont voté pour : 46

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

---

Délibération télétransmise en Préfecture le :  
16 Juin 2022  
Affichée le :  
16 Juin 2022  
N° AR :  
081-228100012-20220610-lmc139fa9f5f925-DE

Pour extrait conforme,  
Pour le Président,  
Le Directeur général des services  
Signé  
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

**ANNEXE 1**

**FONCTIONNEMENT - Comités sportifs départementaux**

<b>COMITES SPORTIFS DEPARTEMENTAUX</b>	<b>Subventions 2021</b>	<b>Acompte versé en janvier 2022 (30 % subv 2021)</b>	<b>Subvention 2022</b>	<b>Solde de la subvention 2022</b>
Comité départemental de badminton du Tarn	1 500 €		3 000 €	3 000 €
Comité départemental du Tarn de la FFBSQ (bowling et sport de quilles)	1 400 €		1 519 €	1 519 €
Union des clubs de bridge du Tarn	0 €		510 €	510 €
Comité départemental de canoë kayak	12 000 €	3 600 €	12 440 €	8 840 €
Comité départemental de course d'orientation du Tarn	2 700 €		3 381 €	3 381 €
Comité départemental de cyclisme du Tarn	15 000 €		14 925 €	14 925 €
Cyclotourisme du Tarn	3 500 €		2 064 €	2 064 €
Comité départemental de danse du Tarn	2 100 €		2 754 €	2 754 €
Comité départemental du jeu d'échecs du Tarn	800 €		773 €	773 €
Comité départemental d'équitation du Tarn	15 900 €		17 876 €	17 876 €
Comité départemental d'escrime du Tarn	8 400 €		7 400 €	7 400 €
Comité départemental FF études et sports sous-marins	1 400 €		2 135 €	2 135 €
Comité départemental de golf du Tarn	4 800 €		4 921 €	4 921 €
Comité départemental de karaté et disciplines associées 81	2 000 €		2 151 €	2 151 €
Comité du Tarn de natation	11 000 €		11 183 €	11 183 €
Comité départemental de pétanque	7 000 €		7 000 €	7 000 €
Comité départemental du Tarn de roller et skateboard	3 400 €		2 809 €	2 809 €
Comité départemental du Tarn de sauvetage et secourisme	3 000 €		3 059 €	3 059 €

COMITES SPORTIFS DEPARTEMENTAUX	Subventions 2021	Acompte versé en janvier 2022 (30 % subv 2021)	Subvention 2022	Solde de la subvention 2022
Comité départemental du Tarn de la FF de spéléologie	5 100 €		3 497 €	3 497 €
Comité départemental du sport automobile du Tarn	1 000 €		2 023 €	2 023 €
Comité bouliste départemental du Tarn	1 800 €		1 533 €	1 533 €
Comité départemental de taekwondo du Tarn	1 540 €		1 586 €	1 586 €
Comité départemental de tir Tarnais	5 300 €		5 176 €	5 176 €
Comité départemental de tir à l'arc du Tarn	1 800 €		1 559 €	1 559 €
Comité départemental de triathlon	1 600 €		1 610 €	1 610 €
Association Tarnaise de vol à voile	5 000 €		5 280 €	5 280 €
<b>TOTAUX :</b>	<b>116 140 €</b>	<b>3 600 €</b>	<b>122 164 €</b>	<b>118 564 €</b>

### FONCTIONNEMENT - Associations sportives – Divers sports

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	SUBVENTION SOLLICITEE	PROPOSITION
<b>OMEPS DE CASTRES</b> Domaine de Gourjade Route de Roquecourbe 81100 CASTRES	Fonctionnement des stages sportifs « Sport en vie » 2022 <u>Aide 2021</u> : 4 800 €	5 500 €	5 500 €
<b>SPORTING CLUB GRAULHETOIS OMNISPORTS</b> Place Square Foch BP 114 81300 GRAULHET	Fonctionnement et développement du Centre Educatif Multisports (CEM) de Graulhet – année scolaire 2022-2023 <u>Aide 2021</u> : 3 000 €	3 000 €	3 000 €

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	SUBVENTION SOLLICITEE	PROPOSITION
<b>CLUB ALBI TRIATHLON</b> Espace nautique Atlantis Route de Cordes 81000 ALBI	Organisation du 3 <sup>ème</sup> Urban triathlon d'Albi, le 15 mai 2022 <u>Aide 2021</u> : 1 500 € + dotations	5 000 €	2 500 €
<b>ATTELAGE TARNAIS</b> Mairie du Garric 15 avenue de Valdéries 81450 LE GARRIC	Organisation du Concours National Pro et Amateur d'attelage (qualificatif pour les Championnats de France), les 23 et 24 avril 2022 sur l'espace des grands festivals à Cap découverte <u>Aide 2019</u> : 4 500 €	4 500 €	4 000 €
<b>BOWLING CLUB ALBI LE SEQUESTRE</b> Chemin des Taillades 81990 LE SEQUESTRE	Organisation du 10 <sup>ème</sup> tournoi National de bowling de l'Albigeois, du 26 au 29 mai 2022 au bowling du Séquestre <u>Aide 2019</u> : 300 €	400 €	400 €
<b>ECURIE MONTAGNE NOIRE</b> Maison des associations 41 rue Galibert Pons – BP 243 81207 MAZAMET CEDEX	Organisation de la 43 <sup>ème</sup> édition du Rallye Montagne Noire, du 22 au 24 juillet 2022, à Mazamet et dans les communes alentours (épreuve 100% tarnaise) <u>Aide 2019</u> : 16 000 €	14 000 €	14 000 €
<b>ASSOCIATION TAEKWONDO ALBIGEOIS</b> 204 avenue Colonel Teyssier 81000 ALBI	Organisation de la 19 <sup>ème</sup> édition de l'Open International de taekwondo d'Albi, les 14 et 15 mai 2022 au Cosec d'Albi <u>Aide 2019</u> : 1 000 €	1 500 €	1 500 €
<b>UNION SPORTIVE DE CARMAUX ATHLETISME</b> Stade Jean Vareilles Avenue de Neckarsulm 81400 CARMAUX	Soutien à l'emploi, organisation du Relais Etoilé (4 juin 2022) et Cross International Hubert André (27 novembre 2022) <u>Aide 2021</u> : 3 500 €	6 000 €	4 000 €
<b>COMITE D'ANIMATION ET DE PROMOTION DU SPORTING CLUB ALBIGEOIS</b> Maison des sports 283 Avenue du Colonel Teyssier 81000 ALBI	Prise en charge de 2 bus pour le déplacement des supporters à l'occasion de la 1/2 finale d'accession en Pro D2 de l'équipe du SCA le 29 mai 2022 à Massy	7 570 €	7 570 €

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	SUBVENTION SOLLICITEE	PROPOSITION
<b>SASP SPORTING CLUB ALBIGEOIS (SCA)</b> Maison des sports 283 Avenue du Colonel Teyssier 81000 ALBI	Fonctionnement et développement du Centre de formation (saison 2021/2022)	36 000 €	36 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>78 470 €</b>

**FONCTIONNEMENT – Associations sportives - Manifestations exceptionnelles**

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	SUBVENTION SOLLICITEE	PROPOSITION
<b>ECLA ALBI ATHLETISME</b> Maison des sports 283 avenue du Colonel Teyssier 81000 ALBI	Championnats de France Espoirs U23 d'athlétisme, les 9 et 10 juillet 2022 au stadium municipal d'Albi <u>Aide 2017</u> : 10 000 €	10 000 €	10 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>10 000 €</b>



LOGO DE LA  
STRUCTURE  
CONCERNEE

## CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN ET (NOM DE L'ASSOCIATION)

REFERENCE : NOM DE L'ASSOCIATION – SJS – 2022 – N°



Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 1111-4,

Vu le Code du sport, notamment les articles L 100-1, L 100-2 et L 113-2 (soutien aux associations sportives),

Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, notamment l'article 140,

Vu la réglementation applicable aux organismes bénéficiant d'une subvention (Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, Décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, arrêté du 24 mai 2005) ;

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 28 mars 2019 relative à la rénovation de la nouvelle politique sportive « Promouvoir les pratiques sportives et mettre le sport au service de notre territoire » ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022, approuvant le budget primitif départemental,

Vu la délibération de la Commission permanente du 14 janvier 2022 décidant d'attribuer à certains comités sportifs, une première subvention destinée à soutenir le fonctionnement de l'association dans l'attente du vote du budget primitif 2022,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 13 mai 2022,

Vu la demande de financement présentée par le (nom de l'association),

### ENTRE

1°) Le Département du Tarn, représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant au nom et pour le compte du Conseil départemental du Tarn,

ci-après désigné par les termes, le Département, d'une part,



**ET**

**2°) (nom de l'association)**, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,

- enregistrée sous le numéro **(SIRET)**,
- dont le siège social est situé **(adresse)**,
- représentée par son **(sa)** Président(e), **Monsieur / Madame Prénom NOM**, dûment mandaté,

ci-après désignée par les termes, l'Association, d'autre part,

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## **PREAMBULE**

Considérant

- les bienfaits sanitaires et sociaux des activités physiques, le Département mène une politique de soutien aux associations sportives départementales, notamment les comités sportifs départementaux tout en recherchant la proximité avec l'ensemble des acteurs du sport tarnais pour développer des pratiques sportives « pour tous, partout, tout au long de la vie »,
- le projet défini en Annexe I, a été initié et conçu par le bénéficiaire et qu'il est conforme à son objet statutaire,
- ce projet s'inscrit dans le cadre des compétences de l'action départementale et notamment de la politique départementale en matière sportive,
- le projet présenté ci-après participe à cette politique publique,

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

**1.1)** Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, le projet défini en ANNEXE I à la présente convention.

**1.2)** Le Département décide de contribuer financièrement à la mise en œuvre de cette activité.

**1.3)** Le Département n'attend aucune contrepartie directe à cette subvention.

## **ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour l'année 2022. Elle prendra fin le 31 décembre 2022.

## **ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION**

**3.1)** Par délibération du 13 mai 2022 la Commission permanente du Département a décidé de verser au bénéficiaire une subvention d'un montant de **(montant de la subvention)**.

**3.2)** Cette subvention est acquise sous réserve :

- du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 5 et 6 de la présente convention,
- des décisions du Département prises en application des articles 7 et 8 et en prenant en compte d'éventuelles modifications apportées par avenant (article 10).

## ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

4.1) Dès la réception de la convention signée par les deux parties, le Département verse un montant de (montant de la subvention) correspondant à l'intégralité du montant de la subvention mentionné à l'article 3.1 de la présente convention.

OU

à la différence entre la subvention mentionnée à l'article 3 et le montant déjà versé au titre de l'arrêté financier en date du (date de l'arrêté financier).

4.2) La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

## ARTICLE 5 : JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable, les documents ci-après :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (voir modèle en Annexe III), qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel,
- le rapport d'activités.

## ARTICLE 6 : AUTRES ENGAGEMENTS

### 6.1) INFORMATION DU DEPARTEMENT

Le bénéficiaire informe sans délai l'administration départementale :

- de tout changement concernant ses statuts,
- de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des Associations (RNA),
- de toute modification concernant la composition de son Bureau ou de son Conseil d'administration,
- de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe l'administration départementale sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

### 6.2) INFORMATION SUR LA PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le bénéficiaire s'engage :

- à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du Département et à faire mention de la participation du Département sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention : supports papier, parutions presse, annonces médias, page d'accueil du site internet, ...
- à informer le Département des manifestations publiques qu'il organise dès leur conception de façon à permettre au Département d'y participer s'il le souhaite.

Le Département est autorisé à communiquer sur les opérations organisées par le bénéficiaire.

### **6.3) ASSURANCE**

Les activités du bénéficiaire sont placées sous sa responsabilité exclusive. Le bénéficiaire s'engage à souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse pas être mise en cause. Il devra remettre au service départemental instructeur une attestation établie par sa compagnie d'assurance, faisant état de l'ensemble des risques couverts, dans le mois suivant la notification de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

**7.1)** Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

**7.2)** A l'issue de la convention, le Département contrôle que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département peut soit :

- exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet, augmentés éventuellement d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.3,
- à titre exceptionnel, en cas de difficultés de trésorerie, sur la base d'un argumentaire motivé du bénéficiaire, assorti des pièces justificatives, la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

## **ARTICLE 8 : REVERSEMENT**

### **8.1) SITUATIONS POUVANT MOTIVER UN REVERSEMENT OU UN NON VERSEMENT DE SUBVENTION**

Le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée (proportion correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de la subvention), ajuster le montant versé ou décider de ne pas effectuer de versement, dans les cas suivants :

- utilisation partielle ou utilisation à des fins non conformes à l'objet de la subvention,
- opération non réalisée ou partiellement réalisée,
- trop perçu de la part du bénéficiaire,
- non-respect par le bénéficiaire des obligations auxquelles il est tenu, notamment celles prévues aux articles 5 et 6 de la présente convention.

### **8.2) MODALITES DE REVERSEMENT**

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette.

Préalablement à l'émission du titre, le Département notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement. Cette lettre indique le délai, obligatoirement supérieur à 15 jours calendaires, dont dispose le bénéficiaire pour présenter des observations écrites.

Si aucun document n'est présenté par le bénéficiaire à l'expiration du délai précisé dans la lettre de notification, ou si les documents transmis dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué au bénéficiaire, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental. Celle-ci fait l'objet d'un courrier adressé au bénéficiaire.

## **ARTICLE 9 : RENOUVELLEMENT – EVALUATION**

**9.1)** La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 7 de la présente convention.

**9.2)** Le renouvellement de la convention est également subordonné à la réalisation d'une évaluation contradictoire entre le Département et le bénéficiaire portant sur les conditions de réalisation de la convention conformément aux modalités d'évaluation prévues en Annexe IV.

## **ARTICLE 10 : AVENANT**

**10.1)** La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

**10.2)** La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : ANNEXES**

Font partie intégrante de la présente convention, les documents suivants :

- Annexe I : programme d'actions 2022
- Annexe II : budget prévisionnel 2022 du projet

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles restées infructueuses.

## **ARTICLE 13 : RESOLUTION DES LITIGES - RECOURS**

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, la présente convention peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours pourra être effectué soit par voie postale (Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, 31000 TOULOUSE), soit par dépôt en ligne sur l'application Télérecours, accessible à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.

La présente convention est réalisée en deux exemplaires.

**À ALBI,**

**Le**

**Pour (nom de l'association)  
Le/La Président(e)**

**Pour le Conseil départemental,  
Le Président**

**Nom du/de la Président(e)**

**Christophe RAMOND**

**PROGRAMME D' ACTIONS AU  
TITRE DE L' ANNEE 2022**



Programme d'actions 2022 et détail des subventions accordées pour le réaliser.

Pour mémoire, aide minimale forfaitaire (1,50 € par licencié) : xxx €.

<b>Partie 1 - Aides de base</b>	
<b>Aide aux emplois départementaux - Appuis aux clubs locaux (passage dans chaque structure au cours de la saison)</b>	xxx €
<b>Favoriser l'accueil des jeunes dans la discipline – Bonus « Jeunes de moins de 18 ans »</b> <i>A PRECISER</i>	xxx €
<b>Partie 2 – Pérenniser l'ancrage des Comités sportifs départementaux</b>	
<b>Soutenir l'accès à la pratique compétitive</b> (formation des sportifs, stages, détections, participations des sélections départementales aux compétitions régionales et nationales...)	xxx €
<b>Soutenir les manifestations sportives organisées par le comité</b>	xxx €
<b>Renforcer la cohérence de l'offre des compétitions départementales et la visibilité du lien avec le Conseil départemental</b> : création de « Challenges du CD »	xxx €
<b>Soutenir la montée en compétences des bénévoles</b> : organisation ou participation à des formations de dirigeants, cadres techniques, arbitres, juges...	xxx €
<b>Partie 3 – Adosser la politique sportive aux compétences du Département</b>	
<b>Favoriser le bien-être et la santé par le sport - attention particulière aux publics ciblés</b> : actions en direction des enfants, collégiens, publics féminins, seniors (plus de 50 ans), des personnes en situation de handicap et de précarité sociale et économique... Projet "Sport bien être - Tarn solidaire"	xxx €

<b>Reconnaître les compétences particulières du mouvement sportif au service des territoires carencés</b> : développement d'une activité estivale de loisirs et de tourisme, interventions auprès de collectivités, montage d'un projet ponctuel ou pérenne d'animation sportive en milieu rural...	xxx €
<b>TOTAL GENERAL :</b>	xxx €

**ANNEXE II**

**BUDGET PREVISIONNEL**





## **CONVENTION ANNUELLE DE SOUTIEN ENTRE LE DEPARTEMENT DU TARN ET LA SASP SPORTING CLUB ALBIGEOIS**

**RÉFÉRENCE : SASP SPORTING CLUB ALBIGEOIS – SJS – 2022 - 046**



Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 1111-4,

Vu le Code du sport, notamment les articles L 100-1, L 100-2 et L 113-2 (soutien aux associations sportives),

Vu les articles L 113-2 et R 113-2 du Code du sport encadrant le soutien des collectivités aux Sociétés Anonymes Sportives Professionnelles (SASP) et à leurs centres de formation,

Vu la réglementation applicable aux organismes bénéficiant d'une subvention (Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, Décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, arrêté du 24 mai 2005),

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 28 mars 2019 relative à la rénovation de la nouvelle politique sportive « Promouvoir les pratiques sportives et mettre le sport au service de notre territoire »,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022, approuvant le Budget primitif départemental,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 10 juin 2022,

Vu la demande de financement présentée par la SASP Sporting club Albigeois relative à son Centre de formation au titre de la saison 2021/2022,

### **ENTRE**

**1°)** Le Département du Tarn, représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant au nom et pour le compte du Conseil départemental du Tarn,

ci-après désigné par les termes, le Département, d'une part,

**ET**

**2°) Le Sporting Club Albigeois, Société Anonyme Sportive Professionnelle,**

- enregistrée sous le numéro 49093825500018,
- dont le siège social est situé Maison des sports, 283 Avenue Colonel Teyssier – 81000 Albi
- représentée par son Président, Monsieur Alain ROUMEGOUX, dûment mandaté,

Ci-après désignée par les termes, la SASP, d'autre part

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## **PREAMBULE**

Considérant

- les objectifs majeurs visés par la politique sportive, à savoir **contribuer à l'accès aux activités physiques et sportives pour le plus grand nombre, tout au long de la vie et mettre le sport au service de l'animation, l'attractivité et le rayonnement du Tarn à travers l'excellence,**
- la qualité des filières de formation du rugby tarnais, depuis les écoles de clubs, jusqu'aux clubs professionnels en passant par les équipes jeunes et réserves des clubs évoluant en championnats nationaux et la nécessité de valoriser ces filières, liens entre le « rugby de masse » et le haut niveau,
- le projet présenté par la SASP pour le fonctionnement et le développement de son Centre de formation, conforme à la réglementation en vigueur sur les filières de formation des jeunes sportifs de haut niveau,
- que ce projet s'inscrit dans le cadre des compétences de l'action départementale et notamment de la politique départementale en matière sportive,
- qu'il participe à cette politique publique,

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

**1.1)** Par la présente convention, la SASP s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à assurer le fonctionnement et le développement d'un centre de formation ouvert aux jeunes joueurs de 18 à 23 ans, dans les conditions définies par le Code du sport et les instances nationales du rugby professionnel.

**1.2)** Le Département décide de contribuer financièrement à la mise en œuvre de cette activité.

**1.3)** Le Département n'attend aucune contrepartie directe à cette subvention.

## **ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour la saison 2021-2022. Elle prendra fin au terme de la saison sportive.

## **ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION**

**3.1)** Par délibération du 10 juin 2022 la Commission permanente du Département a décidé de verser au bénéficiaire une subvention d'un montant de **36 000 €**.

**3.2)** Cette subvention est acquise sous réserve :

- du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 5 et 6 de la présente convention,
- des décisions du Département prises en application des articles 7 et 8 et en prenant en compte d'éventuelles modifications apportées par avenant (article 10).

## **ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

**4.1)** Dès la réception de la convention signée par les deux parties, le Département verse un montant de 36 000 € correspondant à l'intégralité du montant de la subvention mentionné à l'article 3 de la présente convention.

**4.2)** La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

## **ARTICLE 5 : JUSTIFICATIFS**

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable, les documents ci-après :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (voir modèle en Annexe III), qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel,
- le rapport d'activités.

## **ARTICLE 6 : AUTRES ENGAGEMENTS**

### **6.1) INFORMATION DU DEPARTEMENT**

Le bénéficiaire informe sans délai l'administration départementale :

- de tout changement concernant ses statuts,
- de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des Associations (RNA),
- de toute modification concernant la composition de son Bureau ou de son Conseil d'administration,
- de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe l'administration départementale sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **6.2) INFORMATION SUR LA PARTICIPATION DU DEPARTEMENT**

Le bénéficiaire s'engage :

- à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du Département et à faire mention de la participation du Département sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention : supports papier, parutions presse, annonces médias, page d'accueil du site internet, ...
- à informer le Département des manifestations publiques qu'il organise dès leur conception de façon à permettre au Département d'y participer s'il le souhaite.

Le Département est autorisé à communiquer sur les opérations organisées par le bénéficiaire.

### **6.3) ASSURANCE**

Les activités du bénéficiaire sont placées sous sa responsabilité exclusive. Le bénéficiaire s'engage à souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse pas être mise en cause. Il devra remettre au service départemental instructeur une attestation établie par sa compagnie d'assurance, faisant état de l'ensemble des risques couverts, dans le mois suivant la notification de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

**7.1)** Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

**7.2)** A l'issue de la convention, le Département contrôle que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département peut soit :

- exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet, augmentés éventuellement d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.3,
- à titre exceptionnel, en cas de difficultés de trésorerie, sur la base d'un argumentaire motivé du bénéficiaire, assorti des pièces justificatives, la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

## **ARTICLE 8 : REVERSEMENT**

### **8.1) SITUATIONS POUVANT MOTIVER UN REVERSEMENT OU UN NON VERSEMENT DE SUBVENTION**

Le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée (proportion correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de la subvention), ajuster le montant versé ou décider de ne pas effectuer de versement, dans les cas suivants :

- utilisation partielle ou utilisation à des fins non conformes à l'objet de la subvention,
- opération non réalisée ou partiellement réalisée,
- trop perçu de la part du bénéficiaire,
- non-respect par le bénéficiaire des obligations auxquelles il est tenu, notamment celles prévues aux articles 5 et 6 de la présente convention.

## **8.2) MODALITES DE REVERSEMENT**

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette.

Préalablement à l'émission du titre, le Département notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement. Cette lettre indique le délai, obligatoirement supérieur à 15 jours calendaires, dont dispose le bénéficiaire pour présenter des observations écrites.

Si aucun document n'est présenté par le bénéficiaire à l'expiration du délai précisé dans la lettre de notification, ou si les documents transmis dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué au bénéficiaire, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental. Celle-ci fait l'objet d'un courrier adressé au bénéficiaire.

## **ARTICLE 9 : RENOUVELLEMENT – EVALUATION**

**9.1)** La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 7 de la présente convention.

**9.2)** Le renouvellement de la convention est également subordonné à la réalisation d'une évaluation contradictoire entre le Département et le bénéficiaire portant sur les conditions de réalisation de la convention conformément aux modalités d'évaluation prévues en Annexe IV.

## **ARTICLE 10 : AVENANT**

**10.1)** La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

**10.2)** La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : ANNEXES**

Font partie intégrante de la présente convention, les documents suivants :

- Annexe I : budget prévisionnel du projet

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles restées infructueuses.

## **ARTICLE 13 : RESOLUTION DES LITIGES - RECOURS**

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, la présente convention peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours pourra être effectué soit par voie postale (Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, 31000 TOULOUSE), soit par dépôt en ligne sur l'application Télérecours, accessible à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.

La présente convention est réalisée en deux exemplaires.

**A ALBI,**

**Le**

**Pour la SASP Sporting Club Albigeois,  
Le Président**

**Pour le Conseil départemental,  
Le Président**

**Alain ROUMEGOUX**

**Christophe RAMOND**

**Syndicat mixte  
les Portes du Tarn**





# Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn »

Hôtel du Département – Lices Georges Pompidou – 81000 ALBI

☎ : 05.63.45.66.32 – 05.63.45.66.04

## PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL SEANCE ORDINAIRE DU 24 MAI 2022

Convocation du : 5 mai 2022

Nombre de membres : Afférents au Comité Syndical : 18 – En exercice : 18 – Présents : 10 – Procurations : 2

### ORDRE DU JOUR

1. Installation des délégués titulaires et suppléants de la Région Occitanie
2. Election d'un Vice-Président membre du bureau syndical du SMIX « Les Portes du Tarn »
3. Désignation d'un nouveau représentant du SMIX « Les Portes du Tarn » au comité d'engagement et de suivi de la SPLA « Les portes du Tarn »
4. Désignation d'Administrateurs et proposition de Censeurs à la SPLA « Les Portes du Tarn »
5. Débat d'Orientations Budgétaires 2022

L'an deux mille vingt-deux, le mardi vingt-quatre mai à 17h, le Comité Syndical du Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn », légalement convoqué le cinq mai deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de Communes Tarn Agout, à Saint-Sulpice.

### Délégués présents avec voix délibérative :

STRUCTURES MEMBRES DU SYNDICAT	DELEGUES TITULAIRES OU SUPPLEANTS
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN	M. Christophe RAMOND
	M. Laurent VANDENDRIESSCHE
	M. Alain GLADE
	M. Francis RUFFEL
COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT	M. Gérard PORTES
	M. Bernard CARAYON
	M. Christian JOUVE
	M. Emmanuel JOULIE, a reçu le pouvoir de M. Gilles CORMIGNON
COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL'AÏGO	M. Jean-Marc DUMOULIN, a reçu le pouvoir de M. Georges MERIC
REGION OCCITANIE	Mme Claire FITA

Secrétaire de séance : M. Laurent VANDENDRIESSCHE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL SEANCE DU 24 MAI 2022

**OBJET DE LA DELIBERATION** : Installation des délégués titulaires et suppléants de la Région Occitanie

Conformément à l'article 5 des nouveaux statuts du syndicat mixte, entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022, le comité syndical est composé de 18 représentants désignés par les membres adhérents.

En effet, à la suite de l'entrée de la Région Occitanie à la gouvernance du syndicat mixte, entérinée par ces nouveaux statuts, la commission permanente de la Région a désigné – lors de sa commission permanente du 15 avril 2022 - deux délégués titulaires et deux suppléants au SMIX.

Les représentants des autres membres, les deux Communautés de Communes (Tarn Agout et Val Aïgo) et les deux Départements (Tarn et Haute-Garonne), restent quant à eux inchangés.

Ainsi, la Région Occitanie a désigné ses deux délégués titulaires et deux délégués suppléants chargés de la représenter. En voici les noms :

CONSEILLERS TITULAIRES	CONSEILLERS SUPPLEANTS
Claire FITA	Sandrine SOLIMAN
Vincent GAREL	Géraldine ROUQUETTE

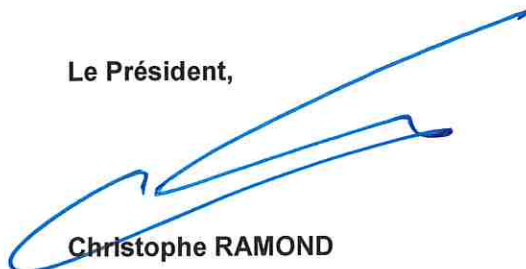
Le Comité Syndical ainsi informé,

Après en avoir délibéré **A L'UNANIMITE**,

- **PREND ACTE** de la désignation des deux délégués titulaires et deux délégués suppléants de la Région Occitanie.

Fait et délibéré à Albi, les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme

Le Président,



Christophe RAMOND

PREFECTURE DU TARN  
REÇU LE

15 JUIN 2022

Le Président,

- Certifie exécutoire la présente délibération qui a été transmise en Préfecture et publiée le 15/06/22
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

# Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn »

Hôtel du Département – Lices Georges Pompidou – 81000 ALBI

☎ : 05.63.45.66.32 – 05.63.45.66.04

## PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL SEANCE ORDINAIRE DU 24 MAI 2022

Convocation du : 5 mai 2022

Nombre de membres : Afférents au Comité Syndical : 18 – En exercice : 18 – Présents : 10 – Procurations : 2

### ORDRE DU JOUR

1. Installation des délégués titulaires et suppléants de la Région Occitanie
2. Election d'un Vice-Président membre du bureau syndical du SMIX « Les Portes du Tarn »
3. Désignation d'un nouveau représentant du SMIX « Les Portes du Tarn » au comité d'engagement et de suivi de la SPLA « Les portes du Tarn »
4. Désignation d'Administrateurs et proposition de Censeurs à la SPLA « Les Portes du Tarn »
5. Débat d'Orientations Budgétaires 2022

L'an deux mille vingt-deux, le mardi vingt-quatre mai à 17h, le Comité Syndical du Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn », légalement convoqué le cinq mai deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de Communes Tarn Agout, à Saint-Sulpice.

### Délégués présents avec voix délibérative :

STRUCTURES MEMBRES DU SYNDICAT	DELEGUES TITULAIRES OU SUPPLEANTS
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN	M. Christophe RAMOND
	M. Laurent VANDENDRIESSCHE
	M. Alain GLADE
	M. Francis RUFFEL
COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT	M. Gérard PORTES
	M. Bernard CARAYON
	M. Christian JOUVE
	M. Emmanuel JOULIE, a reçu le pouvoir de M. Gilles CORMIGNON
COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL'AÏGO	M. Jean-Marc DUMOULIN, a reçu le pouvoir de M. Georges MERIC
REGION OCCITANIE	Mme Claire FITA

Secrétaire de séance : M. Laurent VANDENDRIESSCHE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL SEANCE DU 24 MAI 2022

**OBJET DE LA DELIBERATION** : Election d'un Vice-Président membre du bureau syndical du SMIX « Les Portes du Tarn »

Suite à l'entrée de la Région Occitanie à la gouvernance du syndicat mixte, et à l'approbation des nouveaux statuts, entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022, il convient de procéder aux différentes élections et désignations nécessaires au sein du syndicat.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (articles L. 5211-2 et L. 2122-7-1) et aux statuts du Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn », le Comité Syndical doit élire en son sein le Bureau Syndical.

Siège social : Hôtel du Département - Lices Pompidou – 81000 ALBI - Tél : 05.67.89.63.29 – Fax : 05.63.45.66.04

L'article 6 des statuts du syndicat prévoit la composition du bureau comme suit : « le comité syndical élit en son sein un bureau composé du président, de quatre vice-présidents (chaque membre adhérent doit être représenté au travers de la présidence ou des vice-présidences) et d'un autre membre du bureau ».

Il convient ainsi de procéder à l'élection du vice-président représentant le nouvel adhérent qu'est la Région Occitanie (quatrième vice-président). Les autres membres du bureau restent inchangés (premier vice-président, deuxième vice-président, troisième vice-président et secrétaire).

Monsieur le Président invite le Comité Syndical à procéder à l'élection du quatrième Vice-Président.

#### **Élection du Quatrième Vice-Président**

Monsieur le Président présente la candidature de Madame Claire FITA.

Le vote a donné les résultats suivants :

- Nombre de présents avec voix délibérative + pouvoirs : 12
- Nombre de suffrages exprimés : 11

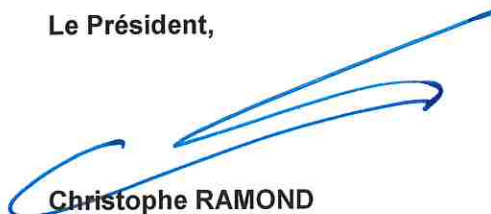
**A obtenu : Madame Claire FITA**

**: 11 voix (onze voix)**

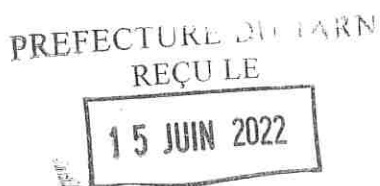
**Madame Claire FITA** ayant obtenu la majorité absolue des suffrages a été proclamée Quatrième Vice-Présidente et a été immédiatement installée.

Fait et délibéré à Albi, les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme

**Le Président,**



**Christophe RAMOND**



**Le Président,**

- Certifie exécutoire la présente délibération qui a été transmise en Préfecture et publiée le 15/06/22
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

# Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn »

Hôtel du Département – Lices Georges Pompidou – 81000 ALBI

☎ : 05.63.45.66.32 – 05.63.45.66.04

## PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL SEANCE ORDINAIRE DU 24 MAI 2022

Convocation du : 5 mai 2022

Nombre de membres : Afférents au Comité Syndical : 18 – En exercice : 18 – Présents : 10 – Procurations : 2

### ORDRE DU JOUR

1. Installation des délégués titulaires et suppléants de la Région Occitanie
2. Election d'un Vice-Président membre du bureau syndical du SMIX « Les Portes du Tarn »
3. Désignation d'un nouveau représentant du SMIX « Les Portes du Tarn » au comité d'engagement et de suivi de la SPLA « Les Portes du Tarn »
4. Désignation d'Administrateurs et proposition de Censeurs à la SPLA « Les Portes du Tarn »
5. Débat d'Orientations Budgétaires 2022

L'an deux mille vingt-deux, le mardi vingt-quatre mai à 17h, le Comité Syndical du Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn », légalement convoqué le cinq mai deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de Communes Tarn Agout, à Saint-Sulpice.

### Délégués présents avec voix délibérative :

STRUCTURES MEMBRES DU SYNDICAT	DELEGUES TITULAIRES OU SUPPLEANTS
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN	M. Christophe RAMOND
	M. Laurent VANDENDRIESSCHE
	M. Alain GLADE
	M. Francis RUFFEL
COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT	M. Gérard PORTES
	M. Bernard CARAYON
	M. Christian JOUVE
	M. Emmanuel JOULIE, a reçu le pouvoir de M. Gilles CORMIGNON
COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL'AÏGO	M. Jean-Marc DUMOULIN, a reçu le pouvoir de M. Georges MERIC
REGION OCCITANIE	Mme Claire FITA

Secrétaire de séance : M. Laurent VANDENDRIESSCHE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL SEANCE DU 24 MAI 2022

**OBJET DE LA DELIBERATION** : Désignation d'un nouveau représentant du SMIX « Les Portes du Tarn » au comité d'engagement et de suivi de la SPLA « Les portes du Tarn »

Suite à l'entrée de la Région Occitanie à la gouvernance du syndicat mixte, et à l'approbation des nouveaux statuts, entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022, il convient de procéder aux différentes élections et désignations nécessaires au sein du syndicat.

Le syndicat mixte « Les Portes du Tarn » a confié un contrat de concession d'aménagement à la SPLA Les Portes du Tarn, afin d'assurer la réalisation de l'opération d'aménagement de cette zone.

Siège social : Hôtel du Département - Lices Pompidou – 81000 ALBI - Tél : 05.67.89.63.29 – Fax : 05.63.45.66.04



Le contrat de concession prévoit la constitution d'un comité d'engagement et de suivi. Ce comité a notamment pour mission de veiller à l'application optimale du contrat de concession de la ZAC « Les Portes du Tarn », de suivre les résultats des actions engagées (études, acquisitions foncières, engagements financiers, etc.) et de faire toute proposition à sa bonne exécution.

Ce comité est composé des membres suivants :

- le Président du Conseil d'administration de la SPLA Les Portes du Tarn, ou un représentant élu du Président,
- le Directeur général de la SPLA Les Portes du Tarn,
- cinq élus représentant l'ensemble des membres du SMIX « Les Portes du Tarn » (CCTA, CCVA, CD81, CD31 et Région Occitanie),
- un représentant de chaque collectivité actionnaire (SMIX et Région Occitanie) ayant compétence en aménagement,
- 1 ou 2 conseillers sans droit de vote destinés aux maires des communes.

A la suite de l'entrée de la Région Occitanie au syndicat mixte, il est proposé de procéder à la désignation d'un nouveau représentant du SMIX au comité d'engagement et de suivi de la SPLA Les Portes du Tarn, représentant la Région Occitanie ; les candidatures de Mme Claire FITA en tant que titulaire et de Monsieur Vincent GAREL en tant que suppléant sont présentées.

Le Comité Syndical ainsi informé,

Après en avoir délibéré **A L'UNANIMITE**

**DECIDE :**

- de désigner en tant que représentants du SMIX au comité d'engagement et de suivi de la SPLA Les Portes du Tarn :

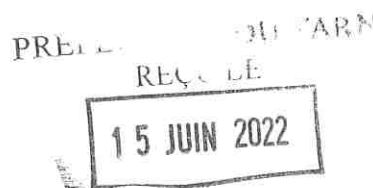
	<b>TITULAIRES</b>	<b>SUPPLEANTS</b>
Président de la SPLA	M. Christophe RAMOND	
SMIX Concédant (5 représentants)	M. Gérard PORTES	M. Emmanuel JOULIE
	Mme Isabelle HARDY	M. Didier CUJIVES
	M. Laurent VANDENDRIESSCHE	M. Gilles TURLAN
	M. Jean-Marc DUMOULIN	M. Gilles JOVIADO
	Mme Claire FITA	M. Vincent GAREL
SMIX Actionnaire	M. Raphaël BERNARDIN	M. Gilles CORMIGNON

Fait et délibéré à Albi, les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme

Le Président,



Christophe RAMOND



# Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn »

Hôtel du Département – Lices Georges Pompidou – 81000 ALBI

☎ : 05.63.45.66.32 – 05.63.45.66.04

## PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL SEANCE ORDINAIRE DU 24 MAI 2022

Convocation du : 5 mai 2022

Nombre de membres : Afférents au Comité Syndical : 18 – En exercice : 18 – Présents : 10 – Procurations : 2

### ORDRE DU JOUR

1. Installation des délégués titulaires et suppléants de la Région Occitanie
2. Election d'un Vice-Président membre du bureau syndical du SMIX « Les Portes du Tarn »
3. Désignation d'un nouveau représentant du SMIX « Les Portes du Tarn » au comité d'engagement et de suivi de la SPLA « Les Portes du Tarn »
4. Désignation d'Administrateurs et proposition de Censeurs à la SPLA « Les Portes du Tarn »
5. Débat d'Orientations Budgétaires 2022

L'an deux mille vingt-deux, le mardi vingt-quatre mai à 17h, le Comité Syndical du Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn », légalement convoqué le cinq mai deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de Communes Tarn Agout, à Saint-Sulpice.

### Délégués présents avec voix délibérative :

STRUCTURES MEMBRES DU SYNDICAT	DELEGUES TITULAIRES OU SUPPLEANTS
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN	M. Christophe RAMOND
	M. Laurent VANDENDRIESSCHE
	M. Alain GLADE
	M. Francis RUFFEL
COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT	M. Gérard PORTES
	M. Bernard CARAYON
	M. Christian JOUVE
	M. Emmanuel JOULIE, a reçu le pouvoir de M. Gilles CORMIGNON
COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL'AÏGO	M. Jean-Marc DUMOULIN, a reçu le pouvoir de M. Georges MERIC
REGION OCCITANIE	Mme Claire FITA

Secrétaire de séance : M. Laurent VANDENDRIESSCHE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL SEANCE DU 24 MAI 2022

**OBJET DE LA DELIBERATION** : Désignation d'Administrateurs et proposition de Censeur à la SPLA « Les Portes du Tarn »

Suite à l'entrée de la Région Occitanie à la gouvernance du syndicat mixte, et à l'approbation des nouveaux statuts, entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022, il convient de procéder aux différentes élections et désignations nécessaires au sein du syndicat.

Par ailleurs, le syndicat mixte ayant augmenté ses parts au capital de la SPLA Les Portes du Tarn, il convient de revoir le nombre de ses représentants au sein du conseil d'administration de la SPLA, afin qu'il soit proportionnel au capital détenu.

Siège social : Hôtel du Département - Lices Pompidou – 81000 ALBI - Tél : 05.67.89.63.29 – Fax : 05.63.45.66.04

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article L 1524-5 et R 1524-2 à R 1524-6 du Code Général des Collectivités Territoriales et des articles 14 et 17 des statuts de la SPLA « Les Portes du Tarn », il convient de désigner, en tant que représentants du syndicat mixte « Les Portes du Tarn », cinq administrateurs siégeant au Conseil d'Administration de la Société.

En outre, le comité syndical peut proposer – s'il le souhaite – des censeurs (jusqu'à 3) ; c'est en suivant au cours d'une séance de l'assemblée générale de la SPLA qu'ils seront officiellement désignés.

Le comité syndical ainsi informé :

Après en avoir délibéré **A L'UNANIMITE**

**DECIDE :**

- de nommer en tant qu'administrateurs représentant le Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn » au conseil d'administration de la société publique locale d'aménagement des Portes du Tarn :

Monsieur Gérard PORTES  
Monsieur Jean-Marc DUMOULIN  
M. Gilles JOVIADO  
Mme Isabelle HARDY  
M. Alain GLADE

- de proposer en tant que censeur représentant le Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn » au conseil d'administration de la société publique locale d'aménagement des Portes du Tarn :

M. Emmanuel JOULIE

Fait et délibéré à Albi, les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme

Le Président,

  
Christophe RAMOND

PREFECTURE DU TARN  
REÇU LE

15 JUIN 2022

Le Président,

- Certifie exécutoire la présente délibération qui a été transmise en Préfecture et publiée le 15/06/22
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.



Le Président,

- Certifie exécutoire la présente délibération qui a été transmise en Préfecture et publiée le
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

AS 106/22

# Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn »

Hôtel du Département – Lices Georges Pompidou – 81000 ALBI

☎ : 05.63.45.66.32 – 05.63.45.66.04

## PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL SEANCE ORDINAIRE DU 24 MAI 2022

Convocation du : 5 mai 2022

Nombre de membres : Afférents au Comité Syndical : 18 – En exercice : 18 – Présents : 10 – Procurations : 2

### ORDRE DU JOUR

1. Installation des délégués titulaires et suppléants de la Région Occitanie
2. Election d'un Vice-Président membre du bureau syndical du SMIX « Les Portes du Tarn »
3. Désignation d'un nouveau représentant du SMIX « Les Portes du Tarn » au comité d'engagement et de suivi de la SPLA « Les Portes du Tarn »
4. Désignation d'Administrateurs et proposition de Censeurs à la SPLA « Les Portes du Tarn »
5. Débat d'Orientations Budgétaires 2022

L'an deux mille vingt-deux, le mardi vingt-quatre mai à 17h, le Comité Syndical du Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn », légalement convoqué le cinq mai deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de Communes Tarn Agout, à Saint-Sulpice.

### Délégués présents avec voix délibérative :

STRUCTURES MEMBRES DU SYNDICAT	DELEGUES TITULAIRES OU SUPPLEANTS
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN	M. Christophe RAMOND
	M. Laurent VANDENDRIESSCHE
	M. Alain GLADE
	M. Francis RUFFEL
COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT	M. Gérard PORTES
	M. Bernard CARAYON
	M. Christian JOUVE
	M. Emmanuel JOULIE, a reçu le pouvoir de M. Gilles CORMIGNON
COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL'AÏGO	M. Jean-Marc DUMOULIN, a reçu le pouvoir de M. Georges MERIC
REGION OCCITANIE	Mme Claire FITA

Secrétaire de séance : M. Laurent VANDENDRIESSCHE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL SEANCE DU 24 MAI 2022

#### OBJET DE LA DELIBERATION : Débat d'Orientations Budgétaires 2022

La tenue du débat d'orientations budgétaires (DOB) est obligatoire dans les régions, les départements, les communes de plus de 3 500 habitants, leurs établissements publics administratifs et les groupements comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants. Il doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif, d'être informée sur l'évolution de la situation

Siège social : Hôtel du Département - Lices Pompidou – 81000 ALBI - Tél : 05.67.89.63.29 – Fax : 05.63.45.66.04

financière du syndicat et de donner également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière du syndicat.

Les membres du syndicat participent à la gouvernance du syndicat en application de 4 cartes de compétences distinctes : la création, l'aménagement, le financement et la gestion de la zone d'aménagement économique / l'octroi des aides à l'immobilier d'entreprise / la voirie / la promotion du tourisme et la création d'équipements touristiques notamment en matière de viticulture.

L'ensemble de ces compétences sera mis en œuvre en 2022 à travers principalement les missions données à la SPLA81 dans le cadre du contrat de concession d'aménagement de la zone d'activité « Les Portes du Tarn ».

Doté d'abord du label « Zone d'Intérêt Régional », puis du label « Occitanie Zones Economiques » (OZE) et enfin du label « Site industriel Clé en main » (Etat), ce parc entend conjuguer qualité environnementale et paysagère et offre de services adaptés aux besoins des entreprises et de leurs salariés.

De manière générale, sur cette question de la commercialisation de la zone, et s'agissant d'une opération de long terme (jusqu'en 2042), nous sommes dans des calendriers tout à fait similaires à d'autres opérations de même type. L'avancement de la commercialisation est cohérent par rapport à l'achèvement des travaux de viabilisation et par rapport à la taille du projet, et ce d'autant plus que la zone a eu à faire face depuis 2019 aux différentes problématiques liées aux demandes de compensations environnementales.

Ainsi, à ce stade des procédures juridiques, les travaux de viabilisation de la ZAC sont, pour le moment, suspendus à la suite de l'ordonnance de référé prise par le Tribunal Administratif de Toulouse le 18 février 2022.

Cette décision fait l'objet d'un appel en cassation, tant par l'Etat que par la SPLA PORTES DU TARN. Une autre procédure est pendante devant le même Tribunal, à l'initiative des mêmes requérantes (les associations F.N.E. et S.S.A.C.), demandant l'annulation de l'arrêté inter préfectoral complémentaire en date du 6 mai 2021.

Pour autant, malgré ces recours, les démarches de commercialisation se poursuivent et le parc d'activité continue à intéresser des investisseurs même dans le contexte actuel, notamment sur des secteurs d'activité industriels, de biotechnologie...

L'année 2022 devrait aboutir aux décisions du Conseil d'Etat et du Tribunal Administratif de Toulouse.

Par ailleurs, le fait nouveau pour la préparation budgétaire 2022 est lié à l'entrée de la Région Occitanie à la gouvernance du syndicat mixte. Par délibération du comité syndical du 9 novembre 2021, le projet de nouveaux statuts du syndicat mixte a été approuvé. Par la suite, chacune des collectivités membres du syndicat a délibéré de manière conjointe sur la validation de ces statuts et le nouveau pacte financier qu'il met en place. Ces nouveaux statuts ont été travaillés par tous les membres sur plusieurs mois en 2021, ils sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

L'entrée de la Région à hauteur de 4 M€ sur la totalité de l'opération génère une nouvelle répartition des participations statutaires de chacun des membres actuels, dès 2022, calculée sur la base d'un allègement des cotisations de chacun, à due proportion. L'entrée de la Région se fera également par l'arrivée de 2 de ses représentants au comité syndical (2 délégués Région qui s'ajoutent aux 16 membres actuels).

La préparation budgétaire 2022 s'effectuera ainsi dans le cadre de ces nouveaux statuts.

L'ensemble des dépenses et recettes retracé dans le budget sera principalement lié au financement de l'opération d'aménagement.

**Siège social : Hôtel du Département - Lices Pompidou – 81000 ALBI - Tél : 05.67.89.63.29 – Fax : 05.63.45.66.04**

Le traité de concession ne prévoit d'ailleurs que deux financements à la SPLA81 concessionnaire par le Syndicat Mixte : le versement d'une subvention d'équilibre au bilan de la ZAC et la prise en charge des frais financiers. Par ailleurs, en application de l'avenant au contrat de concession d'aménagement que nous avons validé en comité syndical du 1<sup>er</sup> octobre 2019, il y aura cette année encore à financer la SPLA dans le cadre de sa mission d'entretien des ouvrages (paiement de frais de gestion). En effet, il a été convenu que - jusqu'à la remise des ouvrages réalisés - ceux-ci sont maintenus en bon état par le concessionnaire.

L'ensemble de ces éléments constitueront les principaux postes de dépenses à finaliser pour le budget primitif 2022. Les recettes quant à elles résultent de la participation statutaire de chacune des cinq collectivités membres du syndicat, conformément à l'article 20 des nouveaux statuts entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**Vu**

- L'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- L'exposé des motifs ci-dessus,

Le Comité Syndical ainsi informé,

Après en avoir délibéré **A L'UNANIMITE**,


- **PREND ACTE** du débat d'orientations budgétaires concernant le budget primitif du syndicat mixte Les Portes du Tarn pour l'exercice 2022.

Fait et délibéré à Albi, les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme

**Le Président,**

PREFECTURE DU TARN  
REÇU LE

15 JUIN 2022

  
**Christophe RAMOND**

**Le Président,**

- **Certifie exécutoire la présente délibération qui a été transmise en Préfecture et publiée le** 15/06/22
- **Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.**

# Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn »

Hôtel du Département – Lices Georges Pompidou – 81000 ALBI

☎ : 05.63.45.66.32 – 05.63.45.66.04

## PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL SEANCE ORDINAIRE DU 8 JUIN 2022

Convocation du : 5 mai 2022

Nombre de membres : Afférents au Comité Syndical : 18 – En exercice : 18 – Présents : 15

### ORDRE DU JOUR

1. Installation d'un nouveau délégué suppléant de la Communauté de Communes Tarn Agout
2. Compte-rendu annuel d'activités au concédant 2021
3. Compte administratif 2021 - Compte de gestion - Affectation des résultats
4. Budget primitif 2022

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi huit juin à 16h15, le Comité Syndical du Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn », légalement convoqué le cinq mai deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de Communes Tarn Agout, à Saint-Sulpice.

### Délégués présents avec voix délibérative :

STRUCTURES MEMBRES DU SYNDICAT	DELEGUES TITULAIRES OU SUPPLEANTS
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN	M. Christophe RAMOND
	M. Gilles TURLAN
	M. Laurent VANDENDRIESSCHE
	M. Alain GLADE
	M. Francis RUFFEL
	Mme Nadia OULD-AMER
COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT	M. Gérard PORTES
	M. Christian JOUVE
	M. Bernard LAMOTTE
	M. Emmanuel JOULIE
	M. Gilles CORMIGNON
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE HAUTE-GARONNE	M. Didier CUJIVES
COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL'AÏGO	M. Jean-Marc DUMOULIN
	M. Gilles JOVIADO
REGION OCCITANIE	Mme Sandrine SOLIMAN

Secrétaire de séance : M. Laurent VANDENDRIESSCHE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL SEANCE DU 8 JUIN 2022

**OBJET DE LA DELIBERATION** : Installation d'un nouveau délégué suppléant de la Communauté de Communes Tarn Agout

Par délibérations en dates des 2 juillet 2020 et 27 janvier 2021, la communauté de communes Tarn Agout a désigné ses cinq délégués titulaires et cinq délégués suppléants chargés de la représenter au sein du Syndicat Mixte Les Portes du Tarn, à savoir :

CONSEILLERS TITULAIRES	CONSEILLERS SUPPLEANTS
Gérard PORTES	Brigitte PARAYRE
Raphaël BERNARDIN	Christian JOUVE
Bernard CARAYON	Bernard LAMOTTE
Gilles CORMIGNON	Maxime COUPEY
Emmanuel JOULIE	Fabian GIZA

Siège social : Hôtel du Département - Lices Pompidou – 81000 ALBI - Tél : 05.67.89.63.29 – Fax : 05.63.45.66.04



Suite à la démission de M. Fabian GIZA de ses fonctions de Maire d'Azas et à la récente élection de son successeur, M. Laurent LACOURT, la communauté de communes Tarn Agout a – par délibération du 3 février 2022 – désigné un nouveau délégué suppléant : Monsieur Laurent LACOURT.

En conséquence, les délégués titulaires et suppléants de la communauté de communes Tarn Agout sont les suivants :

CONSEILLERS TITULAIRES	CONSEILLERS SUPPLEANTS
Gérard PORTES Raphaël BERNARDIN Bernard CARAYON Gilles CORMIGNON Emmanuel JOULIE	Brigitte PARAYRE Christian JOUVE Bernard LAMOTTE Maxime COUPEY Laurent LACOURT

Le Comité Syndical ainsi informé,

Après en avoir délibéré **A L'UNANIMITE**,

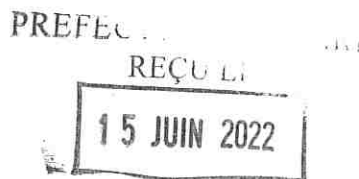
- **PREND ACTE** de la désignation du nouveau délégué suppléant de la Communauté de Communes Tarn Agout.

Fait et délibéré à Albi, les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme

Le Président,



Christophe RAMOND



Le Président,

- Certifie exécutoire la présente délibération qui a été transmise en Préfecture et publiée le 15/06/22
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

# Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn »

Hôtel du Département – Lices Georges Pompidou – 81000 ALBI

☎ : 05.63.45.66.32 – 05.63.45.66.04

## PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL SEANCE ORDINAIRE DU 8 JUIN 2022

Convocation du : 5 mai 2022

Nombre de membres : Afférents au Comité Syndical : 18 – En exercice : 18 – Présents : 15

### ORDRE DU JOUR

1. Installation d'un nouveau délégué suppléant de la Communauté de Communes Tarn Agout
2. Compte-rendu annuel d'activités au concédant 2021
3. Compte administratif 2021 - Compte de gestion - Affectation des résultats
4. Budget primitif 2022

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi huit juin à 16h15, le Comité Syndical du Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn », légalement convoqué le cinq mai deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de Communes Tarn Agout, à Saint-Sulpice.

### Délégués présents avec voix délibérative :

STRUCTURES MEMBRES DU SYNDICAT	DELEGUES TITULAIRES OU SUPPLEANTS
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN	M. Christophe RAMOND
	M. Gilles TURLAN
	M. Laurent VANDENDRIESSCHE
	M. Alain GLADE
	M. Francis RUFFEL
	Mme Nadia OULD-AMER
COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT	M. Gérard PORTES
	M. Christian JOUVE
	M. Bernard LAMOTTE
	M. Emmanuel JOULIE
	M. Gilles CORMIGNON
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE HAUTE-GARONNE	M. Didier CUJIVES
COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL'AÏGO	M. Jean-Marc DUMOULIN
	M. Gilles JOVIADO
REGION OCCITANIE	Mme Sandrine SOLIMAN

Secrétaire de séance : M. Laurent VANDENDRIESSCHE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL SEANCE DU 8 JUIN 2022

**OBJET DE LA DELIBERATION** : Compte-rendu annuel d'activités au concédant 2021

Par délibération en date du 3 juillet 2012, le Comité Syndical a approuvé le traité de concession d'aménagement, confié par le SMIX à la SPLA Les Portes du Tarn, et autorisé son Président à le signer. Par suite, le contrat de concession d'aménagement a été signé le 19 juillet 2012 par les deux parties.

Ce contrat de concession prévoit, conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la remise par le concessionnaire au concédant d'un Compte-Rendu Annuel d'activités au Concédant.

Dans ce cadre, la SPLA Les Portes du Tarn a remis le Compte-Rendu Annuel d'activités au Concédant (CRAC) pour l'année 2021.

Siège social : Hôtel du Département - Lices Pompidou – 81000 ALBI - Tél : 05.67.89.63.29 – Fax : 05.63.45.66.04

Celui-ci fait état du bilan de l'année 2021 écoulée, des prévisions pour l'année 2022, et de manière plus générale, du bilan financier prévisionnel de la ZAC « Les Portes du Tarn ».

Le Comité Syndical ainsi informé,

Après en avoir délibéré **A L'UNANIMITE**,

• **DECIDE** :

- d'approuver le CRAC 2021, conformément à l'article L.300-5 du code de l'urbanisme ;
- d'approuver le bilan prévisionnel d'aménagement de la ZAC « Les Portes du Tarn », issu du CRAC 2021, se substituant au bilan prévisionnel issu du CRAC 2020.

Fait et délibéré à Albi, les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme

Le Président,

  
Christophe RAMOND

PREFECTURE DU TARN  
REÇU LE

15 JUIN 2022

15 JUIN 2022

Le Président,

- Certifie exécutoire la présente délibération qui a été transmise en Préfecture et publiée le 15/06/22
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.



# Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn »

Hôtel du Département – Lices Georges Pompidou – 81000 ALBI

☎ : 05.63.45.66.32 – 05.63.45.66.04

## PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL SEANCE ORDINAIRE DU 8 JUIN 2022

Convocation du : 5 mai 2022

Nombre de membres : Afférents au Comité Syndical : 18 – En exercice : 18 – Présents : 15

### ORDRE DU JOUR

1. Installation d'un nouveau délégué suppléant de la Communauté de Communes Tarn Agout
2. Compte-rendu annuel d'activités au concédant 2021
3. Compte administratif 2021 - Compte de gestion - Affectation des résultats
4. Budget primitif 2022

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi huit juin à 16h15, le Comité Syndical du Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn », légalement convoqué le cinq mai deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de Communes Tarn Agout, à Saint-Sulpice.

### Délégués présents avec voix délibérative :

STRUCTURES MEMBRES DU SYNDICAT	DELEGUES TITULAIRES OU SUPPLEANTS
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN	M. Christophe RAMOND
	M. Gilles TURLAN
	M. Laurent VANDENDRIESSCHE
	M. Alain GLADE
	M. Francis RUFFEL
	Mme Nadia OULD-AMER
COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT	M. Gérard PORTES
	M. Christian JOUVE
	M. Bernard LAMOTTE
	M. Emmanuel JOULIE
	M. Gilles CORMIGNON
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE HAUTE-GARONNE	M. Didier CUJIVES
COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL'AÏGO	M. Jean-Marc DUMOULIN
	M. Gilles JOVIADO
REGION OCCITANIE	Mme Sandrine SOLIMAN

Secrétaire de séance : M. Laurent VANDENDRIESSCHE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL SEANCE DU 8 JUIN 2022

**OBJET DE LA DELIBERATION : Compte administratif 2021 - Compte de gestion - Affectation des résultats**

MONSIEUR LE PRESIDENT expose que le Comité est tenu d'arrêter chaque année, en application de l'article L 1612-12 du Code Général des Collectivités territoriales, les comptes du Syndicat Mixte des Portes du Tarn.

Siège social : Hôtel du Département - Lices Pompidou – 81000 ALBI - Tél : 05.67.89.63.29 – Fax : 05.63.45.66.04

Cette obligation précisée à l'article L 3312-5 de ce même code doit se traduire par le vote du Compte Administratif 2021 présenté par le Président du Syndicat Mixte après avoir arrêté le compte de gestion établi par le comptable public.

De plus, en application de l'article L 3312-6, il appartient à notre Assemblée d'affecter le résultat de l'exercice 2021 sur l'exercice suivant. Il sera retracé dans le Budget primitif pour 2022.

## **A - PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU SYNDICAT MIXTE**

A la clôture de l'exercice 2021, les comptes du Syndicat Mixte, hors résultats reportés, s'élèvent en mouvements réels à 1 490 014,00 € de recettes et 1 598 322,37 € de dépenses.

En incluant l'ensemble des opérations de l'exercice (mouvements réels et reprise des résultats de l'exercice antérieur), le résultat des comptes se traduit par un excédent de clôture limité à 10 186,08 €.

### **I - SECTION D'INVESTISSEMENT**

#### **LES DEPENSES**

Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à 971 000 €, soit 488 000 € de participation versée à la SPLA « Les Portes du Tarn » au titre de l'équilibre de la concession, une avance en compte courant d'associé à hauteur de 450 000 €, et le rachat au Département du Tarn de 33 actions de la Société Publique Locale d'Aménagement « Les Portes du Tarn » à hauteur de 33 000 €.

#### **LES RECETTES**

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 835 015,19 €. Elles sont constituées pour 181 369,19 € des subventions reçues des collectivités membres, pour 153 646 € de l'avance financière versée par le Département du Tarn et pour 500 000 € du remboursement de l'avance en compte courant associé versé en 2017 à la SPLA « Les Portes du Tarn ».

Il n'y a pas de reste à réaliser en dépenses et en recettes sur la section d'investissement.

### **II - SECTION DE FONCTIONNEMENT**

#### **LES RECETTES**

D'un montant global de 654 998,81 €, les recettes réelles reprennent les participations des collectivités membres, et 20 000 € d'intérêts financiers liés à l'avance en compte courant d'associé de 2017.

#### **LES DEPENSES**

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 627 322,37 €. Elles correspondent à la participation à la SPLA pour 453 000 € et pour 174 322,37 € de frais d'entretien du site.

## **B - APPROBATION DU COMPTE DE GESTION, VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF ET AFFECTATION DES RESULTATS**

En application des articles L 1612-12 et 3312-5 du Code Général des Collectivités territoriales, l'arrêt des comptes est constitué par le vote du Compte Administratif qui doit être en concordance avec le compte de gestion établi par le receveur du syndicat.

Par ailleurs dans le cadre de l'application de l'instruction comptable M52, l'article L 3312-6 précise que le résultat de l'exercice en cours, qui constitue normalement une recette de fonctionnement, correspond :

- au résultat de la section d'investissement (besoin de financement) de l'année en cours, corrigé du résultat de l'année antérieure et des restes à réaliser de l'année ;
- au résultat de la section de fonctionnement de l'année en cours, corrigé du résultat de l'année antérieure et du rattachement éventuel des charges et des produits de l'année en cours.

Il est précisé que le Comité Syndical doit affecter le résultat de l'exercice clos sur l'exercice suivant.

## **I – APPROBATION DES COMPTES**

### *Section d'investissement*

Le Compte administratif du Syndicat Mixte se traduit comme suit :

Recettes .....	1 108 297,39 €
Dépenses .....	1 106 650,38 €
Reprise du résultat antérieur.....	1 274,49 €
Soit un résultat de clôture de .....	2 921,50 €
Le compte de gestion du receveur du syndicat fait apparaître un résultat de clôture identique de 2 921,50 €	

### *Section de fonctionnement*

Le Compte administratif du Syndicat Mixte se traduit comme suit :

Recettes .....	790 649,19 €
Dépenses .....	900 604,57 €
Reprise du résultat antérieur.....	117 219,96 €
Soit un résultat de clôture de .....	+ 7 264,58 €
Le compte de gestion du receveur du syndicat fait apparaître un résultat de clôture identique de 7 264,58 €.	

## **II – AFFECTATION DU RESULTAT**

En investissement le solde d'exécution s'établit à 2 921,50 €. Le solde des restes à réaliser est égal à zéro. Il en ressort un excédent de financement de la section d'investissement de 2 921,50 €.

Il est proposé d'affecter le résultat de clôture de la section de fonctionnement de 7 264,58 € en excédent de fonctionnement reporté.

Le Comité Syndical ainsi informé,

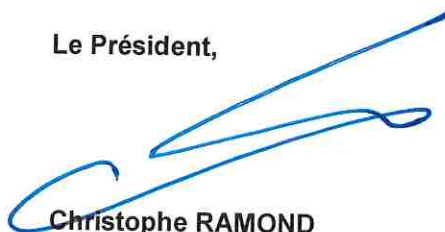
Après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ**,

### **DECIDE**

- d'arrêter le compte de gestion établi par le Payeur départemental, comptable du Syndicat Mixte des Portes du Tarn ;
- d'approuver le compte administratif 2021, tel que joint en annexe de la présente délibération ;
- d'affecter les résultats, tel que proposé dans la présente délibération.

Fait et délibéré à Albi, les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme

Le Président,



Christophe RAMOND

Le Président,

- Certifie exécutoire la présente délibération qui a été transmise en Préfecture et publiée le 15/06/22
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

PREFECTURE DU TARN  
REÇU LE

15 JUIN 2022

# Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn »

Hôtel du Département – Lices Georges Pompidou – 81000 ALBI

☎ : 05.63.45.66.32 – 05.63.45.66.04

## PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL SEANCE ORDINAIRE DU 8 JUIN 2022

Convocation du : 5 mai 2022

Nombre de membres : Afférents au Comité Syndical : 18 – En exercice : 18 – Présents : 15

### ORDRE DU JOUR

1. Installation d'un nouveau délégué suppléant de la Communauté de Communes Tarn Agout
2. Compte-rendu annuel d'activités au concédant 2021
3. Compte administratif 2021 - Compte de gestion - Affectation des résultats
4. Budget primitif 2022

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi huit juin à 16h15, le Comité Syndical du Syndicat Mixte « Les Portes du Tarn », légalement convoqué le cinq mai deux mille vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire au siège de la Communauté de Communes Tarn Agout, à Saint-Sulpice.

### Délégués présents avec voix délibérative :

STRUCTURES MEMBRES DU SYNDICAT	DELEGUES TITULAIRES OU SUPPLEANTS
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN	M. Christophe RAMOND
	M. Gilles TURLAN
	M. Laurent VANDENDRIESSCHE
	M. Alain GLADE
	M. Francis RUFFEL
	Mme Nadia OULD-AMER
COMMUNAUTE DE COMMUNES TARN-AGOUT	M. Gérard PORTES
	M. Christian JOUVE
	M. Bernard LAMOTTE
	M. Emmanuel JOULIE
	M. Gilles CORMIGNON
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE HAUTE-GARONNE	M. Didier CUJIVES
COMMUNAUTE DE COMMUNES VAL'AÏGO	M. Jean-Marc DUMOULIN
	M. Gilles JOVIADO
REGION OCCITANIE	Mme Sandrine SOLIMAN

Secrétaire de séance : M. Laurent VANDENDRIESSCHE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL SEANCE DU 8 JUIN 2022

OBJET DE LA DELIBERATION : Budget primitif 2022

MONSIEUR LE PRESIDENT présente au Comité le budget primitif après l'arrêt des comptes de l'exercice précédent.

Ainsi le budget primitif pour 2022 permet :

Siège social : Hôtel du Département - Lices Pompidou – 81000 ALBI - Tél : 05.67.89.63.29 – Fax : 05.63.45.66.04

- d'intégrer les résultats de l'exercice 2021 conformément aux décisions d'affectations prises par notre Assemblée en votant le compte administratif 2021.

Le projet de budget a également pour objet :

- de prévoir les recettes liées aux participations des collectivités membres,
- d'ajuster au vu des ressources disponibles, les dépenses du budget.

Le budget primitif pour 2022 s'élève en mouvements budgétaires (réels et ordre) à 1 268 761,08 € dont 646 627,50 € en investissement et 622 133,58 € en fonctionnement.

### **FONCTIONNEMENT**

**Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 622 133,58 € et se répartissent comme suit :**

**Mouvements réels : 499 105,58 €**

Prestation de service .....	38 000,00 €
Dépenses imprévues .....	2 305,58 €
Autres participations ( <i>Frais financiers prévus par le contrat de concession</i> ), .....	453 000,00 €
Frais de maintenance .....	4 800,00 €
Consommation électricité .....	1 000,00 €

**Mouvements d'ordre : 123 028 €**

Dotations aux amortissements .....	123 028 €
------------------------------------	-----------

**Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 614 869,00 € (hors excédent de fonctionnement reporté de 7 264,58 €) et se répartissent comme suit :**

**Mouvements réels : 456 905,00 €**

Participation des structures intercommunales .....	220 000,00 €
Participation des Départements .....	158 905,00 €
Participation de la Région .....	77 000,00 €
Facturation électricité .....	1 000,00 €

**Mouvements d'ordre : 157 964 €**

Neutralisation des amortissements de subventions .....	123 028,00 €
Amortissements des subventions .....	34 936,00 €

### **INVESTISSEMENT**

**Les dépenses d'investissement s'élèvent à 646 627,50 € et se répartissent comme suit :**

**Mouvements réels : 488 663,50 €**

Participation à l'équilibre de la concession .....	488 000,00 €
Dépenses imprévues .....	663,50 €

**Mouvements d'ordre : 157 964 €**

Neutralisation des amortissements de subventions .....	123 028,00 €
Amortissements des subventions .....	34 936,00 €

**Les recettes d'investissement s'élèvent à 643 706,00 € (hors excédent d'investissement reporté de 2 921,50 €) et correspondent à :**

**Mouvements réels : 520 678,00 €**

Subvention d'équipement Départements .....	132 678,00 €
Subvention d'équipement des structures intercommunales .....	180 000,00 €
Subvention d'équipement de la Région .....	63 000,00 €
Autres dettes Département du Tarn .....	145 000,00 €

**Mouvements d'ordre : 123 028,00 €**

Amortissement des subventions .....	123 028,00 €
-------------------------------------	--------------



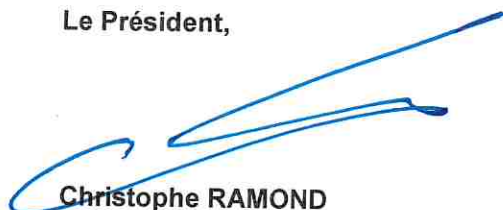
Le Comité Syndical ainsi informé,  
Après en avoir délibéré **À L'UNANIMITÉ**,

**DECIDE** de voter, conformément au rapport ci-annexé qui fait partie intégrante de la présente délibération, le budget primitif 2022 du Syndicat.

**HABILITE** M. le Président à effectuer toutes démarches et à signer tous documents nécessaires se rapportant à l'exécution dudit budget primitif.

Fait et délibéré à Albi, les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme

Le Président,



Christophe RAMOND

PREFECTURE DU TARN  
REÇU LE

15 JUIN 2022

Le Président,

- Certifie exécutoire la présente délibération qui a été transmise en Préfecture et publiée le 15/06/22
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.